



DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14321- 8 F 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

DIMANCHE 10 - LUNDI 11 FÉVRIER 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La mission de M. Cheney et du général Powell en Arabie saoudite

Le président George Bush s'apprête à fixer | La Lituanie défie la date de l'offensive terrestre le pouvoir soviétique **Effets** d'annonce

Nété précédée d'un tel « effet d'ennonce ». Au fil des six moie de crise qui précédèrent l'attaque du 17 janvier, le conflit du Golfe fut, plus que tout eutre avant lui, passé eu crible des enalystee et experts en tous genres, relsyés per dee médias impatients d'« imeginar » à l'avance – eu sens fort du mot le visage d'une guerre qu'on pré-diesit – élactronique oblige –

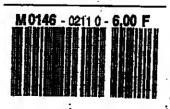
Cartes, graphiques et photos à l'eppui, des stratèges gslonnés sortis de laur retreite at leurs compères journalistes, anticipant les décisions et les bilans, ont déversé une avalenche de scénarios guerriers eur un public au demeurant réceptif, car avide de se familiariser evec le contexte du conflit, comme en témoignent les succès de libralne que remportent les ouvrages eyent le prétention de faire mieux comprendre ce coin d'« Orient com-

CES prédictions n'ont bien sûr qu'uns valeur théorique, cer eucune guerre - on le sait bien - n'épouse fidèlement les esieuis des états-majors. Il n'empêche : mleux vaut ne pas être psychologiquement pris de court. Ainsi M. Mitterrand e-t-il, convié les Français à préparer leurs esprits à l'imminente « épreuve cruelle de vérité ». La mise en condition da l'opinion est d'autent plus nécessaire que, par un paradoxe souvent relevé depuis troie semaines, la guerre du Golfe est à la fole la plue « couverte » par les médias et la moins transparente.

Ls mise eoue tutelle des médias - en particulier des télévisions - et le passage de l'information eu fin tamis des censeurs militaires des deux camps ont eu pour affet de « protéger » le public des « horreurs de la guerre». Le choc risque d'être d'autent plue rude le jour où les combats terrestres, et lsur cor-tège de crueutés, feront uns irruption – télévisée ou non – dens is vie quotidienns de

QUAND on appelle ses com-patriotes eu courage et aux «acrifices, était-il judicieux, dans le même temps, comme l's fait M. Mitterrand le 7 février, de prévenir l'enneml qu'on n'est pas prêt à tout pour l'sbattre? En axcluant d'emblée, contre l'Irak, ls recours aux « srmes sales » – chimiques, bactériologiques et nucléaires - le chef de l'Etat n'at-il pas suscité le moins heureux des « effets d'annonce », déjà critiqué par certaine dirigeants de l'opposition, M. Chirac en tête?

Comms bien d'autres avant kui, M. Mitterrend affrontait un dilemme où la morale contredit l'efficacité. Du moins a-t-il eu le courage de ne pas l'esquiver, il reste que son choix met à l'épreuve, qu'il le veuille ou non, de la doctrine militaire de la France. En révélent ses Intentions à l'adversaire, on se prive d'entretenir la fameuse incertitude qui est au cœur même de toute dissussion. Souhaitons qu'il n'âit pas à le regretter.



Le vice-premier ministre irakien, M. Hammadi, était attendu, samedi 9 février, à Téhéran, porteur de la réponse de M. Saddam Hussein aux « idées » de paix que lui evait récemment transmises le préeident iranien Refsendjeni. Dépêchés en Arabie saoudite per le président Bush, M. Dick Cheney, secrétaire américain à la

conditions dans lesquelles pourrait être lencée l'offensive terrestre evec, comme souci, ont-ils dit, que «son coût humein soit le plus faible possible ». Le chef de l'Etat eméricain fixera ensuite la date de cette offensive.

Après une pause de cinq jours, Israel e été, samedi matin, la cible d'un nouveau tir de misdéfense, et le général Colin Powell, chef d'état- sile Scud qui e fait vingt-cinq blessés légers, major interarmes, étudient sur le terrain les dans un quartier résidentiel de Tel-Aviv.

La fourmilière du désert

Dans le désert d'Arabie saoudite de notre envoyé spécial

Jamais un désert o'eura tant usurpé son eppellation, L'Arabie saoudite n'est plus elle-même. Elle n'est qu'un maelstrom de camions et de chars, d'hélicoptères et de coovois qui laboureot son sol et encombrent son ciel. Fourmilière industrieuse absorbée par le fonctionnement de sa propre machinerie, l'armée alliée en onblierait presque sa raison d'être, l'assaut des lignes iraklennes. Il est pour demain ou plus tard et sera cruel. En atteodant, la machine tourne, routinière et formidable, avec un calme qui annouce la tempête. Le

· Lire également -

par JACQUES DE BARRIN Nouveau tir de missile Scud sur Israēl

par ALAIN FRACHON Une délégation de l'opposi-tion irakienne en exil e été reçue à Ryad

DEF JEAN GUEYRAS ■ Washington eccuse Amman « d'allégeence à

par JAN KRAUZE ■ Téhéren ettend le reponse de Bagded à eon initiative de paix

Les réactions en France eux déclarations du prési-

dent de la République ; Le nécessaire et le dérisoire par PATRICK JARREAU pages 3 à 7

long de la frontière nord, le désert leurs casemates, leurs postes de d'Arabie saoudite e rendu les armes devant la horde alliée evant même d'evoir livré bataille.

Cette terre immaculée, doot Thomas Edward Lawrence (Lawrence d'Arabic) prétendait qu'elle rapproche de Dieu, n'a pas résisté loogtemps à la soldatesque insouciante qui campe là depuis six mois. Changeant comme un kaléidoscope - roux, blond ou gris, - le désert saoudien est une gigantesque taupinière où chacun creuse son trou et se débarrasse de ses déchets eo se fichant de la suite. Les soldats alliés enterrent tout : eux-mêmes, pour se protéger des missiles et de l'artillerie irakienne

commandement et leurs chars, dout on aperçoit les canons menaçants émergeant do sable.

Les routes et les pistes du nord du pays sont jonchées de carcasses de voitures et de véhicules militaires occideotaux abandonnées sur le bas-côté. Les boites de Pepsi-Cols et les sacs en plastique poussent comme des champignons après la pluie sur cette terre longtemps inviolée, que son aridité et la méfiance instinctive des Saoudiens svaient protégée jusqo'icl des méfaits de la civilisation.

BERTRAND LE GENDRE

Le tandem du Pentagone

Quand? Après qu'sura pris fin l'illusion d'une guerre « propre et chirurgicale », quaod feudra-t-il se résoudre à lancer cette attaque terrestre dont on sait déjà qu'elle sera particulièrement menr-trière? Trois semaines eprès le début du conflit, c'est la scule questioo qui se pose désormais.

La décision, e'est le président George Bush qui la preodra en consultation evec ses alliés. Mais l'essentiel des éléments qui serviroot à l'élaborer sera contenu dans les notes que remettront dimanche soir 10 février eu président américaio, au retour de leur mission d' « évaluatioo » en Arabie saoudite, le secrétaire à la défense, M. Richard Chency, et son chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell.

Chency-Powell: depuis le 2 août et le coup de force irakien

Cartier

23, RUE DU FAUBOURG-ST-HONORE. PARIS

sur le Koweit, de conférence de presse «justificative» en tournée d'explications dans la région, le tandem est parfsitement rodé. Entre Colin Powell, le fils d'émigrés jameicaios élevé dans le Bronx à New-York, et Dick Cheney, ancien capitaine de l'équipe de football d'une sage université du Wisconsin, à l'évideoce, le courant passe parfaitement. Les deux hommes, il est vrai, se complètent : tandis que, dans les années 60, Chency le sursitaire empilait les diplômes de sciences politiques dans le Mid-West. Powell l'homme de terraio décrochait deux décorations au Viet-

oam, pour svoir ootamment

réussi à sortir ses hommes d'un

bélicoptère en flammes.

MARIE-CLAUDE DECAMPS Lire la suite page 5 Un sondage « illégal » sur l'indépendance

Les Lituaniens devaient se prononcer, samedi 9 février - sans doute massivement - en faveur de l'indépendance. Les dirigeants de Vilnius ont qualifié cette consultation de «sondage» pour la distinguer du « référendum » que M. Gorbatchev entend organiser dans toutes les Républiques, le 17 mars, sur le maintien de l'Union. Le chef du Kremlin e d'evance qualifié la consultation lituanienne d'illégale, et ses partisans ont appelé les habitants de cette République à l'abstention. L'armée soviétique e annoncé des manœuvres dans les trois Républiques baltes à compter du dimanche 10 février.



Live page 8 l'article de SYLVIE KAUFFMANN et l'article de MICHEL TATU sur le remaniement à la têt

Le grand stade à Melun-Sénart

M. Michel Rocard a choisl le site de Melun-Sénert (Seine-et-Marne) pour ls construction d'un grand stade (de 70 000 à 80 000 places), capable d'accueillir, en 1998, la Coupe du monde de football. Alors que Tremblay-en-France (Seine-Seint-Denis) avait la faveur du pronostie, le choix de Melun-Sénsrt indique une volonté de doper la ville nouvelle du Sud-Est parisien, proche de grandes voles d'eccèe à d'eutres régions frençaises et euro-Lire page 9 l'article de CHARLES VIAL

HEURES LOCALES

■ Le tramway français, freins bloqués ■ Départements soue la charge sociale . Le deuxième souffle des cambassades » régionales . La Camargue, peau de chagrin.

Grenoble Technopoles

■ La ZIRST, République des industriels ■ Les limites du pôle informatique ■ Un entration avec M. Didier Pineau Valencienne, PDG de Merlin Gerin et du groupe Schneider - A Eybens, les ressources humaines d'abord - Ramener

Christian Boltanski expose à Grenoble des tableaux qui disent le potentiel criminel de l'homme

de notre envoyée spéciale

Depuis 1985, Christian Boltanski fait da travail noir, un travail de plus co plos ocir, sur la mort. Leçons de ténèbres est le titre général qu'il a donné à cette recherche en cours, mouvante comme l'ombre que l'artiste a libérée du cadre de ses images, transformant les sailes d'expositico en chambre obscure, en sanctuaire, en cellule, en ves-

L'escalade a commence par un retournement. Pendant des années, l'artiste svait fabriqué de jolis «tableaux» pleins de merveilleux, de magie, avec des iouets qu'il bricolait dans le secret de l'atelier et dont il tirait

phiques (l'objet de son exposition de 1984 au Centre Pompidou). Il allait montrer l'envers du décor : ses manèges de pantins et ses petites danses mscabres, et reprendre les photos doot il s'était servi dans ses Inventaires, quand, au début des années 70, il coursait la vie, cherchait à retra-cer le passé, son passé, l'histoire des autres. Mais pour élever des monuments à l'enfance morte.

Une salle du musée de Grenoble, faite de vitrines d'objetssouvenirs un pen mioables et d'ensembles de photos (les soixante-deux membres du club Mickey en 1955, les Habits de François C, i'Album de photographies de la famille D, trois Inven-taires de 1972), rappelle la petite enfance de Boltanski.

GENEVIÈVE BREERETTE

Audit au Quai d'Orsav

Un rapport commandé par le ministèra des effaires étrangèree sur les lacunee de sa

Afrique du Sud - Une mise an gerda da M. Mandela eux eutorités

Rafte monetre dens las ghettos noirs L'affaire du casino

de Charbonnières L'arnaque des « bandits manchots »

« Grand-Jury RTL-le Monde »

M. Jscques Chirac, président du RPR, maire de Peris, invité dimanche 10 février à partir ds 18 h 30.

Le sommire complet se trouve page 24

des agrandissements photogra-Lire la suite page 10

« Je suis partout » reparaît

E 7 février 1941, après huit mois d'interruption, l'hehdomadaire Je suis partout reparaît dans Paris occupé.

Le mois de février semble fatidique pour celui qui en est, depuis 1937, le rédacteur en ehef, Rubert Brasillach. C'est un 6 février - 1934 - qui marque l'entrée en politique active de ce jeune feuilletoniste littéraire de l'Action française. Et cette émeute qui a fait entrevoir la chute possi-ble de la démocratie détestée, Brasillach l'invoque la veille de son exécution... un rinvoque la venier de son execution... un autre 6 février - 1945. « Onze ans de retard », écrira-t-il à Fresnes, onze ans, et une foi aveugle dans une illusion sans avenir : le fascisme français.

Pourtant, le Je suis partout qui reparaît en 1941 a déjà oue longue histoire. Le « grand hebdomadaire de la vie mon-diale », dont le titre veut souligner l'intérêt tout neuf du publie pour les nouvelles de l'étranger, sort pour la première fois le 29 novembre 1930. Il se veut une publica-tion sérieuse, dirigée par un ancien secré-taire de Charles Maurras : Pierre Gazotte. Mais, à côté des traditinnnelles rubriques d'économie ou de vie internationale, le journal laisse une grande place aux échos de la «vie parisienne», aux «couloirs» de la Chambre, et surtout à la littérature. A cette époque, il existe tonte une presse appartenant aux grandes maisons d'édition. Et Je suis partout en est un exemple, Avec Candide, il est l'un des titres de la presse Fayard, d'un oationalisme plutôt conservateur. Une attention très soutenue est accordée à la vie littéraire comme aux écrivains, qui y tiendront la vedette en une sorte d'apogée de l'intellectuel-journaliste trouvant dans son talent sa légitimité politique. De ce point de vue, la carrière de Brasillach avait tont pour se confoodre avec celle de l'bebdomadaire de Pierre

Un antisémitisme · virulent

Deux événements voot d'ailleurs oouer ce destin, le 6 février 1934 et la victoire du Front populaire. L'émeute des ligues qui fait vaciller le régime surprend Brasillach alors qu'il assiste à une première de Louis Jouvet à la Comédie des Champs-Elysées. Le pouvoir transformateur de la foule agit-il quand même sur son esprit? On sera si sensible quelques années plus tard aux vibratioos des coogrès oazis de Nuremberg. En tout cas, l'homme de lettres devient désormais aussi un publiciste

Mais, tandis que, dans la rue, la possi-bilité d'un fascisme à la française apparaît - au mnius le temps d'un coup de feu, - c'est le Front populaire que les Français envoient à la Chambre deux ans plus tard. Pour l'équipe de Je suis partout, le pays paraît aller à contre-courant du grand mou-vement de régénération fasciste qui noircit la carte de l'Europe.

Pas de doute : pour eux, la démocratie est un régime do passé, et sa survie o'est qu'une preuve supplémentaire de la décadence dans laquelle ces disciples de Maurras voient notre pays plonger. L'hebdoma-daire redouble d'une violence jour-nalistique – difficilement acceptable aujourd'hui – qui marque son ton jusqu'à la fin. L'équipe de Léon Blum est d'a une incapacité glorieuse, tonitruante. Une bêtise puante. Une bêtise crasse », le « juif Jean Zay », ministre de l'éducation nationale n'est qu'un « souilleur du drapeau national, destructeur des humanités » etc.

Privés de fascisme dans un Paris d'extrême droite qui grouille d'une oébuleuse de groupes désunis ou de comploteurs sans envergure (parmi eux, les « cagoniards »). les journalistes de Je suis partout courent à la poursuite du fascisme universel. C'est l'époque de l'« Europe huissonnière » qui s'étend, pour eux, de Burgos à Berlin, en passant par le rexisme belge ou l'estado nuovo portugais. Elle les éloigne parfois de l'nrthodoxie germanophobe et conserva-

trice de l'Action française. Autre conséquence de la victoire de la gauche en 1936 : Fayard lâche un titre dont il désapprouve certaines tendances et qui d'ailleurs, oscillant entre 40 000 et La conjuration antifasciste COMMENT UN PATRON DE CHALUTIER au service du Juif roula des pirates anglais PARTOUT AT ALLE FUR

80 000 exemplaires, n'est pas encore une Benès ». Uo pacifisme qui ne va pas sans extremis par l'intervention de cercles royalistes, puis de fonds privés. En fait, il va désormais fooctionner sous la directioo d'une coopérative de rédacteurs que ces fervents de l'anti-bolchevisme nomment par dérision « le soviet ». C'est dans ce contexte que Robert Brasillach en devient le rédacteur en chef, le 21 juin 1937. La dérive politique va s'accentuer.

D'abord dans le sens d'un antisémitisme de plus en plus virulent. Le passage aux affaires de Léon Blum en 1936 et en 1938 a réveillé en France une tendance à peu près assoupie depuis l'affaire Dreyfus. A Je suis partout, ce réveil est brutal, aussi bien chez les partisans d'oo antisémitisme d'Etat d'inspiration maurrassienne - qui sera en gros celui du régime de Vichy que chez les antisémites « racistes » admirateurs des lois de Nuremberg. Deux numéros spéciaux sont consacrés aux juifs en 1938 et en 1939. Les ignobles pam-phlets de Céline (Bagatelle pour un massacre et l'Ecole des cadavres) sont salués à grands cris. Après l'Anschluss, en 1938, Lucien Rebatet produit une véritable « danse du scalp sur les cadavres des juifs de Vienne » (c'est ainsi que son collègue, Consteau, qualific son reportage).

Mais, en cette fin des années 30, l'antisémitisme va de pair avec un certain style de pacifisme : refus de toute guerre idéologique, de toute bataille pour la démocratie. Brasillach, à l'occasion de Munich, fustige en septembre 1938, « ces monstrueuses coalitions qui se forment : les juifs qui veu-lent se venger, les marxistes qui espèrent la révolution, l'Amérique qui veut gagner de l'argent ». Comme Déat dans l'Œuvre refusera de mourir pour Dantzig, Je suis partout rejette toute idée de guerre pour « l'inviable Tchécoslovaquie » ou « le maçon

« littéraires » convoquent les manes d'Alfred Jarry pour faire d'Ubu-roi le modèle du président Rooseveit.

Enfin, ultime tendance de cette radicalisation idéologique de l'hebdomadaire : la multiplication des attaques ad hominem. En 1939 paraît une « liste des principaux complices judéo-français et français du complot international contre la paix». Déjà, le journal de Gaxotte et de Brasillach a

La «drôle de guerre», puis l'offensive allemande dispersent les journalistes. Cette situation oouvelle donne à deux person-nages de la rédaction, Alain Laubreaux et Charles Lesca, un rôle de premier plan. Ce sont eux qui foot vivre l'hebdomadaire, avec lequel Pierre Gaxotte prend définitivement ses distances en février 1940. Ce soot eux que le ministre de l'intérieur, Georges Mandel, fait mettre en prison, ce qui entraîne rapidement la suspensinn de l'bebdnmadaire, au printemps de 1940. Quant à Robert Brasillach, il est fait prisonnier par les Allemands pendant la débacle de juin 1940.

En fait, l'effrondement des armées francaises a mis à has le décor et les repères dans lesquels cette équipe de journalistes avait l'habitude d'évoluer. Un monde s'est écroulé, et, à bien des égards, la reparution de Je suis partout et sa quête éperdue du fascisme à la française ont toute les appa-

Or - et ce n'est pas le moindre des paradoxes - il s'agit d'un sursis triomphal. Profitant du repli en zone sud d'un nombre appréciable de ses concurrents, Je suis par-tout voit ses tirages grimper en flèche, pour atteindre les 300 000 exemplaires à la fin de l'Occupation. Ses rédacteurs deviennent les tyranneaux redoutés de la vie pari-

sienne. Au point de symboliser l'archetype de la figure du « collabo ». comme Aiain Laubreaux, surnommé alors le « dictateur des théâtres », qui n'hésite pas à entrer à la Comédie-Française un cigare à la bouche et fait trembler auteurs et acteors. C'est ce triste personnage que François Trussaut a mis en scène dans son Dernier Metro. En fait, Je suis partout exerce de facto un magistère politico-littéraire sur la zone nord. Cela explique peut-être que s'y pressent sans gêne apparente des « plumes » d'hier comme Abel Bonnard ou de demaio comme Marcel Aymé, qui confie à l'hebdomadaire la primeur de sa satire du Front populaire, Travelingue.

Le retour de Brasillach

C'est surtout la page deux, que Laubreaux et Consteau nourrissent de potins et de dénoceiations, qui flatte les passions morbides des lecteurs. On y règle avec un luxe de détails des comptes qui datent par-fois d'avant-guerre, Henri Jeanson est arrêté deux fois à la suite de ce genre de brèves. Les anoonces de décès y sont saluées avec un enthousiasme insoutenable. Max Jacob, mort à Draney, obtient en guise d'épitaphe un : « Juif par sa race, breton par sa naissance, romain par sa religion, sodomite par ses mœurs ». De même, l'assassinat de Mandel par la Milice l'été 1944 est bruyamment applaudi, tandis qu'un véritable chantage s'exerce sur une administratioo constamment menacée comme dans le cas de l'ancien ministre du Front populaire Marx Dormoy - de la «justice officieuse», autrement dit de l'as-

Brasillach lui-même a repris son siège de rédacteur en chef dès avril 1941. Libéré à la demande de Vichy, il est un moment pressenti par Darian pour être commissaire au cinéma, pais, se voyant préférer un ancien d'Esprit, il rejoint Paris et le journa-lisme. Lui aussi se lance dans l'appel au meurtre, déguisé ou oon. Ainsi, le 18 octobre 1941: « Montoire ne prendra son sens français que lorsque son image se profilera sur celui du gibet de Monifaucon. » 11 demande que l'on traite la question juive sans aucuo « sentimentalisme ». Mais, ce qui se profile en réalité derrière sa recherche d'une collaboration «française». e'est toujours ce reve disparu d'un fascisme national, dont il o'est nullement sur que même les occupants aieot réellement

La chute de Mussolini en juillet 1943, signe avant-coureur du renversement de la marée au détriment de l'Axe, des conslits de plus en plus âpres avec Charles Lesca, l'administrateur général du journal, dont il supporte mal l'autoritarisme, amenent Brasillach à rompre avec une équipe dont les itinéraires vont se perdre l'année suivante dans les sentiers bourbeux de Sigmaringen. Entre-temps, combre de journalistes auront rejoiot les monvements politiques de la collaboration active des Doriot et des Déat, la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) on la Waffen SS. D'autres s'engagent dans la Milice, dans laquelle certains voient enfin - tandis que la Libération est proche - se réaliser cet embryon de parti unique qui aura toujours manqué au fascisme français. Le dernier numéro sort le 16 août 1944... quelques jours avant la libération d'un Paris où cette équipe n'aura plus jamais sa place.

Brasillach ne suit pas les «ultras» en Allemagne. Arrêté, il est transféré à Fresnes et fusillé avant la fin de la guerre, tandis que s'effondre pour de bon l'avenir qu'il avait cru être celui de l'Europe le 6 février 1934. C'est peut-être en songeant à cette déception que, au moment de mourir. Brasillach écrit: «Sur onze ans de retard, serai-je donc des vôtres?/Je pense à vous ce soir, ô morts de février.»

(La Table ronde, 1973).

NICOLAS WEILL ➤ A signaler : « Je suis pertout 1930-1944 », de Pierre-Marie Dioudonnat

dimanche 18h30 en direct sur animé par Olivier MAZEROLLE

"GRAND JURY" RTL - Le Monde JACQUES avec André PASSERON et Jean-Pierre LANGELLIER (le Monde) Paul-Jacques TRUFFAUT et Isabelle DATH (RTL)

4:

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1] 40-65-25-25 copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806 F

ADMINISTRATION:

1. PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde Durée de la société ; cent ans à compter du 10 décembre 1944. Capital social : 620 000 F

rincipaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* ». « Association Beuve-Mérv ». Société anonyme des lecteurs du *Monde*. Le Monde-Entreprises. M. Jacques Lesourne, gérant

PUBLICITE

5, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS Tél : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F Téléax : 45-35-04-70. - Société filule du journal le Monde et Régie Presse SA.

Imprimeric du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 [VRY Cedex eproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037 enseignements sur les microfilms e Index du Monde au (1) 40-66-29-33 LE MONDE TËLËMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM **ABONNEMENTS** PLACE HUBERT-BEUVE MERY. 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.

Tċl. : (1) 49-60-32-90 FRANCE BELGIQUE

1400 F 2486 F **ÉTRANGER:** par voie aérienne sarif sur

demande. Pour vous abonnes RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL 36-15 LEMONDE

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indi quant leur numéro d'abonné.

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE 6 mois l an

Prenom: Adresse Code postal:. Localité :

Pays:

Veuille: aron l'obligeance d'ecrire ious l' mems propres en capitales d'imprimente PP Pany RP 111 MQN 02

Comité de direction : Jacques Lesourito, gérant directeur de la publication Bruno Frappat directeur de la rédaction Jacques Guiu

Rédacteurs en chef :

Daniel Vernet (directeur

Anciens directeurs : lubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1968-1982) Jacques Fauvet (1902-1905) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

Le film des événements L'attente...

La décision da lancer l'offansive terrestre sera difficile à prendre cer lee responsables militaires siliés mesurant mai la puissance de feu et le détermination de leur advarsairs irakian après trois esmaines de bombardements intensifs de ses emiares et de ses positions. «Notre priorité, a seulement indiqué, vendredi 8 février, M. Dick Chaney, la escréteire eméricsin à la défense, aere d'atteindre l'objectif evec le coût humain le plus faible possible »

Ajoutant ees setimetions à siles de basucoup d'autree experts militeires, M. Tom King, ministre britsnnique da la défense, a affirmé, vendredi, que de 15 % à 20 % des capacitée ennemiea sysient été détruites et que plus de 600 chars eur 4500 eveient été mis hora d'usage. Beeucoup s'interrogent sur le redoutée garde républicaine qui jouera un rôls non négligeable dans uns éventuells guerre chimi-que. Selon le général Maurics Schmitt, chef d'état-mejor des smmées françaisse, les moyans opérationnals de ces unités d'élite ont été réduites d'environ 30 % slora qus, pour M. King, ces forcee n'ont perdu que e l'équivalent d'environ une demi-

La onzième attaque de Scud à ogive conventionnelle contre lereël, samedi metin, dens la

région de Tel-Aviv, qui a fan 25 blassés légsrs, invite à ne pes pas prendre pour ergent comptant tout ce qui se dit sur l'état de le force de frappa iraklenne. Cette nouvells salve de missiles, après une pause de cinq jours, e ainsi brisé, du côté de Jérusalem, un certain retour à la normals.

Volontairement ou non entretenu, ce flou justifie les hésitations sméricainss à lancer une attaque frontsis contre lee troupsa ireklannan centarrées au Koweit, qui ne manquerait pas d'étre meurtrière. Pour tourner la difficulté, en clair pour contraindre l'ennemi à combsttre à visags découvart et le rendra sinsi plus vulnérebis à dee raids sériens, M. Chsnsy, sn voyags d'étuds en Arebis secudits, s évoqué la poesibilité de déjouer les plans de Saddam Hussein en mélant notamment aux opéretione terrestres des opérations

Montée de la contestation

A en croira le général Schmitt, le guarre du Golfe aureit déjà coûté à l'Irek entre 10 000 et 15 000 morts et blessés, ce qui leisse supposer que les raids sériens n'ont pae toujoura été d'une « précision chirurgicsie ». « Quand une balle sort du canon, ells n'e pee d'amis », a commenté crûment le général Tho-

msa Kally, ehef das opérations interarmss dae forcas améri-

Le raprésentant de l'Irak à l'ONU e fait sevoir, vendredi, dans uns lettre edresséa eu secrétaire général des Nations unies, que son pays se réserveit le droit de réclemer des indemnités sux membres de la coalition pour tous les dommeges de guerre subis par ses antreprises et ses citoyens. Bagdad n'en e pas moins essuré, par la voix des ondes, que ses forces e sont intectes et totelement prâtes à

affronter les agresseurs ».

Les sutorités de Bagdad ont, d'eutre part, signifié au Comité intsmational de le Croix Rougs (CICR) de Genàve leur refus de laisser ses représentants visiter les prisonniera de guerre sillés. De son côté, l'ONU étudis avec les Etats-Unis le mise en place de « poches de tranquilité » en Irak où le populetion civile pourren

recevoir des soins médicaux.

D'apràs les témoignages de plusieurs journslistes occidentaux de retour d'Irek, le population commencerait à « contester » la politique evernureuss du dictataur de Bagded et des appelés refuseraient de partir au « front ».

D'aucuns prépersraient-ils déjà « l'apràs-Saddem Hussein » ?

Quetre raprésentants de l'opposition irakienne, en soil en Syris, ont été reçus par le fils du souve-

rain saoudisn avec lequel ils ont en Union soviétique, des moyens eu des entretisns qualifiés par eux «d'amiceux st fructueux ».

Alors que le Conseil de sécu-rité de l'ONU e décidé de se réunir, mercredi prochain, probablement à huis clos, pour débettre de la gusrre du Golfs, la vice-premier ministre irskien était sttendu, samedi, à Téhéran, pour remettre aux autorités iraniennes le réponse de Saddam Husasin sux «idées» de paix qu'sllss lui avaient récomment soumises. A cet égerd, M. Brisn Mulronay, premier ministre canadisn, a souligné que les cinq mambres permanants du Conanil de sécurité avaient «une part de responsabi-lité» dans la conflit en tant qua fournisseurs d'ermss. Il e proposé le convocation, una fois achevéss les hostilités, d'un « sommet mondial sur les engins de guerre at les armes de das-

Stratèges et marchands

truction massive »

Pour la momant, plusieurs peys arebes s'inquiètant du eprofit» qu'Israël pourrait tirer de la guerre. Ainsi, le colonal Kedhafi viant-il da dénoncar e l'efflux da l'eide militaire et financière occidantele » à l'Etat hébreu, jugeant qu'il e menace la paix et la sécurité dana la monde ». Quant eu ministra syrien de le défanse, il discute.

en Union soviétique, des moyens de emoderniser » les capecités défensives de son paye après les livraisons en cours ou à venir à Jérusalem, notamment par l'Allemagns et les Pays-Bas, de batteries de missilee entimissiles Patriot.

Déjà, dans la parspactive da l'après-guerre, beaucoup de etratèges – et de marchards – tirent das plans eur la eomàts . La Luxembourg, qui assure la présidancs da la CEE, s évoqué, par l'intermédiairs du chaf de sa diplomatia, la mise en place d'un plan Marahall pour la Procha-Oriant. La Japon, e dit le portaparols du ministère des affaires étrangères, entend jouer un «rôle important » dans la reconstruction économique das pays an quarre

Mêma l'Egypte proposs sus services et dermands un partage équitable du « gâteau » de l'aprèsguerre. Ses responsables ventent, à cat effet, la « rapidité » evec laquelle les sociétés locales ont reconstruit les villes proches du canal de Suez, su lendemain des conflits de 1967 et 1973 avec Israèl et, partant, le savoirfaire et la disponibilité de plus de deux millions d'ouvriers-

JACQUES DE BARRIN

Les Etats-Unis embarrassés par l'attitude jordanienne

Washington accuse Amman d'« allégeance à Bagdad »

Au terms d'une petite journée de réflexion, l'edministration Bush, irritée par le récent discours jugé pro-irakien du roi Hussein, a décidé de réprimander et de punir le Jordanie, en évitant toutefois de passer totalement per pertes et profits ce pays longtemps considéré comme « ami » de l'Occident.

ì

WASHINGTON

de notre correspondant

"Il est très clair maintenant que lo Jordanie a déclaré son ollégeance à l'Irak », a dit vendredi 8 tèvrier, le porte-parole de la Maison Blanche, en commentant le discours par lequel le roi Hussein avait secusé les Etsts-Unis de « détruire l'Irok » et de vouloir imposer un « nouvel ordre régional » à sa cooveosnee au Procheorient. M. Busb lui-même e évité d'utiliser un ton aussi cassant, et c'est plutôt d'un air peioé qu'il s affirmé « ne pas comprendre lo rhétorique » venue d'Amman, et noté que la Jordanie « semblait être passée complètement de l'autre côté ».

Dans le même temps, le département d'Etet anocoçait que l'aide américaine à la Jordanie était à la fois a suspendue » et et « en cours rėvision v – dės jeudi, un certain de nombre de sénateurs avaient exigé qu'Ammao soit saoctionné. En tout état de cause, l'aide améri-caine était déjà en baisse sensible : de 107 millioos de dollars pour l'année fiscale 1990, elle était pas-sée à 57 millions de dollars pour 1991, - et encore la majeure partie de ces fonds avaient-ils été gelés. Et ce, alors même que la Jordanie subissait de plein fouet les effets de l'embargo contre l'Irak, son principal partenaire économique, et les conséquences de l'afflux des réfugiés. Washingtoo avait en revanche placé Amman sur la liste des pays que les autres membres de la coali tion étaient censés essister finaocièrement. Les fonds assignés pour l'année 1992 étaient d'eoviroo 50 millions de dollars, et cette somme est donc en cours de révi-

Les relations entre les deux pays avaient commencé à se tendre en août dernier, après l'invasioo du Koweît, les Américains reprochant an roi Hussein de ne pas rejoindre les rangs de la coalidon, tandis que le souverein bachémite s'étonneit que les Etats-Uois fassent si peu de cas de son pays, placé dans nne situation particulièrement difficile, et regretteit que M. Bush, avec lequel il avait entrétenu auparavant de très bonnes relations personnelles, le tienne désormais à distance.

Un certain modus videndi s'était établi par la suite, la Jordanie respectant pour l'esseotie l'embargo, et Washington fermant les yeux sur ses achats de pétrole à l'Irak, sa seule source d'approvisionnement depuis que l'Arabie saoudite avait cessé ses llyraisons (les Etats-Unis

avaient tenté de faire revenir Ryad sur sa décision, mais sans résultat). Même après le début des hostilités cootre l'Irak, M. Bush evait en quelques paroles simebles pour la Jordanie: c'était eussitôt eprès la chute des premiers Scud sur Israël, et les Etats-Unis voulaient eocourager les Jordaniens à ne pas « bouger » au cas où Israël déciderait de frapper l'Irak en passant par leur espace aèrieo.

Une population en effervescence

Mais cela n'a pas empéebé l'aviation alliée d'attaquer par la suite les csmions jordsniens venant de Bagdad, tuant plusieurs chauffeurs. La réalité de ces attaques n'a pas été immédietement recoocue, et les officiels américeins oot sensiblement varié dans leurs explications.

Certains porte-parole militaires faisaieot valoir qu'il était « dange-reux » de circuler de nuit sur les routes irakiennes, d'eutres affirmaient que la ronte passait près de sites de lancement de Scud, ou même que des Scud étaient cachés dans des camions-citernes, taodis que certains responsables à Wasbington faisaient valoir qu'en achetant du pétrole à l'Irak, la Jordanie violait l'embargo et que l'attaque de ses camioos était par cooséquent justifiée.

cooséquent justifiée.

En même temps, et alors que la populatioo jordanienne était en effervescence, Wasbington fit savoir à Amman que, si les Etats-Unis étaieot disposés à tolérer les bouffées d'antiaméricanisme populaire, ils atteodsieot du roi un autre langage et lui demandaient de clarifier sa positioo dans une déclaration publique. La réponse vint mercredi 6 février, sous le forme d'uo discours fort différent de ce que soubaitaient les Américains.

Dans un premier temps, le secretaire d'Etet James Baker a paru
tenté de passer l'éponge – faisant
valoir par exemple, noo sans
rudesse, que e les solutions de remplacement au roi Husseln n'offraient pas un tableau bien réjouissant ». (Un renversement du roi
Hussein, et à plus forte raison son
remplacement par un dirigeant
palestioleo, pourrait fournir à
Israël uos raisoo d'attaquer la Jordanie, entraînant un dérapege
général dans la régioo.)

Mais, en partie semble-t-il sous la pression du Coogrès, l'admioistratioo e choisi de marquer le coup, dans l'espoir que le roi Hussein reviendrait à de meilleurs sentiments. Parallèlement, un responsable du Peotegooe, le général Kelly, expliquait qo'en tout état de cause la Jordanie ne représentait eucune menece militaire pour la coalition.

JAN KRAUZ

Représentant dix-sept formations politiques

Une délégation de l'opposition irakienne en exil a été reçue en Arabie saoudite

DAMAS

de notre envoyé spécial

Une délégation de quatre représentants de l'oppositioo irakienne, qoi regroupe dans la capitale syrieone dix-sept partis ou mouvements irakiens en exil, vieot d'effectuer, sur invitation de Ryad, une mission d'information en Arabie saoudite, où elle s été reçue par l'un des fils du roi Fahd et une personnalité importante du gouvernement saoudien.

L'événement est de taille, dans la mesure où la délégation comprenait M. Fakhry Karim, membre du bureau politique du Parti communiste; M. Jalal Talabani, le chef de l'Union patriotique du Kurdistan, l'un des plus radicaux mouvements de Pechmergas; M. Bayan Jaber, du Cooscil supérieur islamique, qui regroupe toutes les organisations d'opposition islamiste hostiles au régime de Saddam Hussein, depuis le Hezbel Daoua jusqu'au courant proiranien, ainsi que M. Mandi Alevi, représentant du Baas irakien, opposé

au régime de Bagdad.

En proposant cette rencoatre, qui s'est déroulée an moment où l'oo commence de plus en plus à parier dans diverses capitales de « l'après-Saddam Hussein », les dirigeants saoudiens désiraient manifestement s'informer des objectifs et du programme de l'opposition irakienne, qui a récemment proclemé sa volonté d'assurer la relève de l'Irak après is chute de l'actuel président. Ils souhaitaient également, et surtout, sonder les intentions des communistes. des Kurdes et des islamistes

pro-iraniens, autant de groupes qui, dans le passé, o'ont jamais été eo odeur de sainteté à Ryad.

Seion MM. Fakhry Karim et Jalai Talabani, que nous evons pu rencontrer à Damas à leur retour d'Arabie sabudite, les entretiens ont été exès amicaux et fructueux » et out permis eux responsables saoudiens de mieux connaître l'oppositioo trakienne. «Nous leur avons demandé, affirment-ils, de nous reconnaître qui puisse compliquer notre tâche. Nous les avons égulement mis en garde contre certains trakiens — certains militaires ou politiciens discrédités — non représentoilfs, qui font antichambre à Ryad pour y proposer leurs services, mais dont le seul but est en réalité

d'obtenir des avantages financiers, «
La réaction des Saoudiens, seloo
nos interlocuteurs, s paru encourageante, mais ils auraient demandé un
délai de réflexion supplémentaine
svant de donner une réponse définitive. Rien n'est done réglé et, bien
qu'ils ne l'evouent pas ouvertement,
les dirigeants de l'opposition sont
visiblement inquiets à la suite d'informations de diverses sources, selon
lesquelles les Américains, les Saondiens et les Egyptiens envisageraient
de mettre sur pied un gouvernement
en exil comprenant d'anciens Takritis – le clan de Saddam Husseio –
tombés en disgrâce et des militaires

Interrogé à ce sujet, M. Fakhry Karim souligne qu' « envisager une telle solution ne peut que perpétuer en Irak le phénamène Saddam Husseln». Pour lui et M. Talabani, l'opposidoo irakienne constitue la scule solution de rechange démocratique, car elle englobe toutes les forces vives de la nation irakienne qui ne se vives de la nation irakienne qui ne se sives de la nation irakienne qui ne se la diotature de Bagdad, «Ignorer cette réalité, affirme M. Karim, c'est ouvrir la voie à loutes soites d'aventitues dangereuses, qui créeraient, dans l'Irak d'après Saddam Hussein, un climat propice à la guerre civile et une succession interminable de coups d'Etat militaires. Le résultat serait sans aucun doute le chaos et la terreur, ce qui ne manquerait pas d'encourager certains pays à vouloir démembrer

- Yous voulez dire la Turquie?
- Oui, la Turquie et d'autres pays encore...

- L'Iran?... *
Notre interlocuteur se réfugie dans un silence qui en dit long, ejoutant après un court instant : « Où étalent jusqu'à présent ceux qui voudraient aujourd hui se présenter en défenseurs du peuple irakien? Nul ne les connaît et tout l'or du monde ne pourra leur donner la crédibilité qui leur manque. Les Irakiens n'ont pas consenti tant de sacrifices pour finir par lomber de

même revêtus de peaux d'agneau...» « Nous ne dépendons de personne »

nouveau sous le joug des Takritis,

M. Karim estime, par ailleurs, que les relations de l'opposition irakienne avec l'Arabie saoudite n'ont jamais été normales. « Nous n'avons pas oubliè que Ryad et les autres capitales du Golfe ont toujours appuyé Saddam

Hussein, en lui fournissont toute l'oide possible dans sa lutte contre le peuple irakien. Aufourd'hul cependant, l'Arable saoudite et ses alliès semblent avoir reconstdéré leur ottitude et nous ne pouvons qu'espèrer qu'ils sont sincères puisqu'ils affirment vouloir éliminer tout retour possible à la dictature.

M. Talabani, qui se présente comme patriote kurde, opine de la tête aux propos tenus par son collègue communiste. Il y a deux ans, ils s'ignoraieni superbement. Aujourd'hui, ils affirment être devenus de véritables compagnons de lutte. Tous les deux sont d'accord pour affirmer que l'ensemble de l'opposition est ouvertement décidée à mettre en veilleuse ses divergences pour tenter de sauver l'Irak de l'anarchie. Ils s'indignent lorsqu'oo évoque des accusations seloo lesquelles ils dépendent de Damas et font le jeu de la Syrie.

e Nous ne dépendons de persanne. La preuve en est que nous avons mis près de trais ans à aplanir les clivergences qui nous séparent, ainsi que celles qui nous apposaient aux islomistes, oux notionalistes arabes et aux Baasistes. Il n'en est pas moins vrai que nous sommes des amis fidèles de la Syrie, qui nous a beaucoup aidés. Nous sommes prèts également à devenir les omis de tous ceux qui sont disposés à nous aider

- Même les Etats-Unis?

- Oui, même les Etats-Unis, et tous les autres pays du mande, à l'exception d'Israël. ».

JEAN GUEYRAS

Selon des journalistes britanniques

Des signes de contestation du régime se font jour en Irak

Dss journalistes étrengsra rsvenant da Bagdad ont décleré, vandredì 8 févriar, evoir noté dans le population irakisnne des aignes de contestation du régime du président Saddam Hussein. Ils n'avaient pu en faire état jusqu'ici en raison de la censure. « Un certain nombre de personnes appetées sous les drapeaux ne aont pas parties faire leur service militaire a déclere Richard Beeston, du Times de Londres, à le chaîns britannique ITN. «On m'a dit qu'il y avait des graffitis suir les murs disant'e A bas Saddam-I= I une femme est per_exemple sortie dans la rue et a commendé à le critiquer publiquement. Ce ganre de chosea n'arrivait jamais auparavant. » «En privé, écrit-il dans son journal, les trakiens semblent être aussi furieux contre l'Etet que contre la coalition qui mène

la guerre contre eux (...). € Ce que

les Irakiens semblent trouver particulièrement difficile à supporter, c'est que cs pays, la dauxième du Proche-Orisnt an matière de réserves de pétrole, ast tranaformé rapidement en un infirme économique à cause dee ambitions et de l'obstination d'un seul homme », écrit Richard Beeston.

Diplomate ... spécial

Un autre envoyé spécial britannique, Patrick Cockburn, du quotidien The Independent, déclare que des Irakiens, Jaunes ou vétérene de le guerre contre l'Iren, refusaient de répondre à l'appel et falsaient tout pour échapper à l'incorporation. Selon un habitant de Bagded, ece n'est pas la guerre du peuple irakien, c'est la guerre de Seddam ». La majorité des journalistes étrangers présents en Irak dapuis la 30 janvier ont quitté vandredi à l'aube Begdad pour Amman par la route. Ils étalant aacortés jusqu'à la frontière per un responsable du ministère de l'information.

Salon Radio-Bagded, M. Saddam Huasain a présidé la B février une réunion du Commandemant du Coneeil da la révolution, la plus haute instance dirigeante traklenne. La radio n's donné eucune précision aur lee dicussions ni le lieu de cette réunion à lequelle perticipelt le minietre des affaires étrangères,

M. Terek Aziz.

Les obsarvateura notent que
M. Saddem Huseein e été vu,
pour la dernière fois, le 2B janvier
lora d'une interview eccordée à
CNN. Citant des sources du reneeignement du Pentegone, ls
chaître eméricaine e révélé, vendredi, que l'irakienne qui avait été

filmée, il y a qualques jours, aur les ruinas d'un quartiar résidential da Bagdad at qui eriait sa raga contre las bomberdemants alliés n'était eutre qu'un diplomate irakien de haut rang.

Cette séquence avan éré diffusée par de nombreusee télévialonn occidantalas, dont les équipes avaient été conduites sur le site endommagé par des responsebles du ministère de l'Informetion. La femme en queetion eereit une collaboretrice d'un eoue-secrétaire aux effsiree étrangères.

Vsndredi toujours, Rsdlo-Bsgded a effirmé que le président américain, M. George Bush, et le roi Fahd d'Arabie « seront hantés par la malédiction jusqu'au jour du jugement dernier». — (Reuter, AFP.)

Les alliés tentent d'évaluer les pertes des forces irakiennes

Pour la pramière fois, les Etats-Unis ont donné vendredi 8 févriar une actimation des partea subies per les forces terrestres irakiannea an disant qua, dans les vingt-deux premiers jours da la querre, les bombardements avaiant nautralisé un huitième de l'artilleria et dea chars irakians.

Le général Robert Johnston, chef d'état-major au Q.G. eméricain dans le Golfe, a décieré qua les attaquaa, praaqua axclusivement aériannea. avaient détruit plus de 600 das 4 500 chera déployés par Bagdad dana le sud de l'Irak et au Koweit occupé. Un eutre responsabla américain a dit pour sa part que les raids alliés avaisnt détruit plus de 400 pièces d'artillaria eur las 3 200 dont l'Irak disposait dans la région.

A Londrea, la ministre da la défense, M. Tom King, a estimé vendredi au cours d'une conférence de pressa que les alliés n'avaiant détruit depuis le début de la guerre du Golfe, le 17 janvier, que de 15 % à 20 % des capacités militaires de l'Irak. Il a déclaré qua las forces coalisées attendraiant d'avoir détruit au moina 50 % das forças irekiennes avant de lancer une offensive terrestra.

Il a précisé qua les alllés avaiant procédé à un examen détaillé des pertes infligées dapuls la déclenchement des hostilités aux Irakiens dans le domaine des blindés, des transports de troupes et da l'artillaria. « Cet examen a conduit à ramaner (les pertes irakiannas) è 15 % à 20 % da faur potentiels, e-t-il dit. M. Tom King a également affirmé que les bombardemants effactués sur la

gerda républicaina irakienne evalent réduits les forces de cette unité d'élite « de l'équivalent d'environ une demi-division » (sur un total de huit divi-

Le chef d'état-major des armées françaises, la général Maurice Schmitt, a déclaré ne pas disposer d'indications précises sur les pertes humair de l'Irak, meis e estimé entre 10 000 et 15 000 le nombre dee tués et blessés. Dans una interview publiée vendredi, mais recueillia mardi dernier, par le quotidian officiaux al Ittihad d'Abou-Dhabi, le général Schmitt estime égelament qua la guerre terrestre contre l'Irak durera plusiaurs semelnes. maia s'est dit confiant an la capacité des forcee alliées de l'emporter. Le responsable militaire français a'est en outre déclaré convaincu qua l'Irak utilisera des armae chimiques lors dee combats ter-

Selon le général, « les objectifs de le phase aérienne ont été largament atteints ». « Il est difficlia, a-t-il dit, d'evoir des estimations précises, mais ja peux dire qua laa installations industrielles, militaires, chimiques et les communications de l'Irak, ainsi qua la ligne da chemin de fer reliant Bagdad à Bassorah ont été sérieusement endommagées. »

Dans un entretien au Figaro (daté 9-10 février), la générel Schmitt déclare également : « Ja na crois pas au nucléaire. Saddam Hussein n'en a pas la capacité, mais la chimiqua me paraît probable ». Pour lui, « la bataille du Koweit durera plusieurs nous trouverons quatre cent mille soldats irakiens et le gerde républicaine ». Les deux phases de bombardemant précédant l'offensiva terrestre devront, selon la générel Schmitt, durer six semaines, mais de s'arrêteront pas pour eutant

Enfin la commandant des forces conjointes arabes, la général Khaied Ben Sultan, a annoncé vendredi à Ryad que plus de 1 354 soldats irakiens s'étaient rendus à la coalition enti-irakienne depuis la 2 août demier, date de l'invasion du Koweit par l'Irak. Le général Sultan e einsi pour le première fola confirmé que des militaires irakiens avaient fait défection avant la début des hostilités. Le

bombardé dans la nuit de jeudi à vendredi quatre rampes de lancement mobiles dans l'ouest et la sud-est de l'Irak, dont une a été détruite, ont indiqué vendredi à Ryad des officiers de l'armée américaina. Ces officiers ont estimé qua les bases fixas de lencemant de missiles Scud de l'Irak n'avalant apparemment pas toutes été détruites. Mais, selon eux, les trakiens préfèrent utiliser les

eppelée en renfort. « a détruit l'unité d'artillerie » iraldenna, at il n'y a pan eu de pertes chez les Américains, ent-ils dit.

Les bombardements alliés de cibles en lesk et au Koweit se sont poursuivis. L'aviation française e pour sa part effectué deux missions vendredi matin, sans enregistrer de pertes. Dans le Golfe un hálicoptère de combat britannique Lyax e attaqua et coulé vendredi matin un patrouilleur irakien. Le commandement américain a ancore annoncé quo treize nouveaux avions da chasse trakiens se sont enfuis en Iran au cours des demières vingt-quatre heures, ca qui porte à 147 le total des epparails irakiens avant trouvé refuge an Iran.

De son côté, l'Irak a fait état de 192 raids alliés vendredi sur ses « zones résidentielles et positions militaires », et affirmá que la défense ami-aérienne avait abattu depuis jeudi soir trois avions alliés. Le centre de télécommunications d'Al Ahzemiyah, un grand quartier résidentiel da Bagded, e été « touché » jeudi soir par l'eviation alliée, ont d'autre part indiqué vendredi à l'AFP des témoins. De mêmes sources, on précise que plusieura établisaements civils aitués dans divers quartiers résidentiels de la capitale ont également été touchés lors des raids de jeudi. Par ailleurs, selon des habitants de la province de Babylone, à una centaine da kilomètres au sud da Bagdad, 160 personnes ont été tuées ou blassaae dena les bombarde. ments alliés sur la province au cours des dernières soixante-douze heures. - (Reuter, AFP, AP.)

La fourmilière du désert

Suite de la première page

S'ils veulent se faire oublier des Bédouins qui les regardent, le visage fermé, saccager la terre de leurs ancêtres, les alliés devront faire un

Pour l'instant, le choc de ces deux planètes, la saoudienne et l'occiden-tale, est amorti par les événements. Pas très loin de Khafji, où les Irakiens ont remporté leur première victoire médiatique, un soleil cou-leur paille éclairait ce jour-là une scène devenue courante. En route pour la frontière, des soldats américains, vautrés à l'arrière d'un camion, regardaient, intrigués, trois Bédouins s'abimer dans leurs dévotions, leur pick-up Toyota aban-donné sur le bas-côté.

Cette même route, celle de Koweit, scintille, la nuit venue, des torchères de l'Aramco. De gigantesques flammes orangées rappellent l'un des enjeux du conflit : le pétrole des deux côtés de la frontière, les réserves, dans le nord, les plus pro-metteuses de la planète. Le passemontagne rabattu jusqu'au nez, des soldats sénégalais, l'une des multi-ples antionalités de la coalition, campent à proximité d'une des raffineries qui jalonnent cette route, stor-ques sentinelles de la liberté des peuples à disposer de leurs richesses

> Un enfer routier

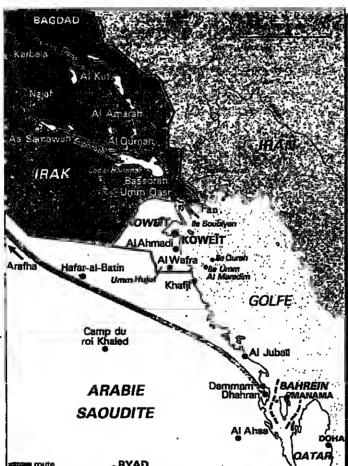
Un peu au sud, la route goudron-née qui longe les lignes alliées, de Dhahran à Arafha, a, elle aussi, été décrétée via americana. Les « cantonniers » casqués, le fusil d'assaut sur l'épaule, y réparent ce qu'y pro-voque tout ce qui cahote et trépigne depuis des mois, camions chargés d'énormes outres d'eau potable, jeeps de commandement et engins blindés légers. C'est par cette route, survolée sans cesse par des bélicop-tères à basse altitude, que transite à peu près tout ce que l'intendance alliée destine aux trouvers en des alliée destine aux troupes massées dans le désert. Les hommes du génie américain l'ont doublée de deux pistes de sable qu'ils ont commencé à macadamiser. La poussière vole de tnutes parts en nuages suffocants, obligeant le flot ininterrompu des véhicules à rouler en plein jour tous

Après des heures de cet enfer routier, les convois parviennent à Hafar-ai-Batin, ville fantôme désertée il y a deux semaines lorsque le danger irakien s'est fait palpable. La frontière koweltienne n'est pas loin non plus, et les risques d'une incursion ennemie semblent pris au sérieux par les autorités, même si les Américains tiennent solidement le terrain, protégé par un redoutable rempart de chars Abrams.

Des soldats de toutes nationalités traînent dans les rues poussiéreuses. l'arme à la bretelle, certains casqués et harnachés comme au feu. Ce sont les Britanniques qui ont le plus d'allure avec leurs treillis dont la couleur rappelle davantage les verts pâturages de l'Ecosse que les dunes du désert. Par comparaison, les Saoudiens paraissent dépareillés avec leur bonnet de simili-fourrure rabattus sur les oreilles, bouche bée parfois au spectacle de cet ahurisestal déminiement de forces.

Juché sur un gigantesque pneu de porte-char, un soldat américain en tenue de campagne règle la circulation avec un flegme méritoire. A l'ouest, la caravane continue son cheminement de mille-pattes vers d'autres unités de la coalition. Au sud, elle part se ravitailler à la Cité

journées. Le matériel n'est jamais assez huilé, la manœuvre jamais assez répétée, qui, demain peut-être, leur sauvera la vie. Leur moral, sujet de tant d'exégèses, n'est ni bon ni mauvais. Comment serait-il bon? Certains jouent les crâneurs, d'autres s'y croient obligés, tels les chefs



militaire du roi Khaled «KKMC» (King Khaled Military City), une ville surgie il y a quelques années du désert pour y abriter une division saoudienne montée depuis au nord et dont les alliés ont fait une base

Partout la même attente

« Quelque part dans le désert », un peu à l'écart du maeistrom, les Francais répètent la pièce dont les trois coups ont retenti le 17 janvier. Le premier acte n'a pas fait de victimes chez eux. Le suivant tournera-t-il à la tragédie? Comme la pinpart des soldats alliés, les Français sont désormais déployés en plein désert par petites unités dissimulées au regard par un repli de terrain ou une dune qui les protège des Frog irakiens. Ils menent la vie du demimillion de soldats qui se préparent à la suite des événements.

Levés avec le jour, couchés à la nuit pour éviter les seux qui les seraient repérer, ils « travaillent ». Cette expression d'ouvrier consciencieux leur vient spontanément à la bouche quand nn leur demande ce ou'ils font, depuis des mois, de leurs

s'infiltre partout - et tenter de trouver le sommeil maigré le thermomè-tre qui avoisine 0 degré. Travailler et travailler encore, nttendre et patienter. Tout le long des lignes alliées, à l'écart du fracas de convois de ravitaillement, e'est la même attente. Jamais l'expressioo de «veillée d'nrmes» n'nura été plus appropriée, à peine troublée par la radio des forces américaines qui, au cours de ces heures de calme ultime a encore diffusé, miue de rien, un «tube» de circonstance, The Road to Hell (la route de l'enfer). BERTRAND LEGENDRE

□ Amman annonce quatorze morts - La Inrdanie a déclaré vendredi 8 février aux Nations unies que les raids alliés contre des camions jordaniens en Irak ont fait quatorze morts et vingt-six blessés. Cinquante camions et camions-citernes appartenant à des compagnies jordaniennes ont été détruits ou endommagés par ces attaques en Irak entre le 29 janvier et le 5 février, précise dans une lettre au secrétaire général, M. Javier Perez de Cuellar, le représentant jorda-nien à l'ONU, M. Abdullah Salah.

- (AFP.)

Le sable s'étend à l'infini où ils vont faire la guerre, ce sable qui Dique les veux quand le vent devient violent, couvrant les visages d'un masque minéral. Il faut sans cesse nettoyer les fusils d'assaut - le sable

lorsqu'elle aura été décienchée.

nombre da ces militaires est de 418. Les « chasseurs » alliés de missiles Soud ont

rampes de lancement mobiles.

Ils ont précisé que sur la terrain, il y avait eu très neu de mouvement pendant la nuit, à l'exception d'une « légère escarmouche », à l'initiative de soldats américains, avec l'artilleria irakienne è la frontière saoudo-kowaïtienna. L'aviation alliée.

Nouveau tir de missile après cinq jours de pause

Vingt-cinq personnes ont été blessées par un Scud dans un quartier résidentiel de Tel-Aviv

JÉRUSALEM

de notre correspondant La surprise a été d'autant plus

amère qu'il y avait en une pause de cinq jours. Elle a été d'autant plus mal vécue que le porte-parole améri-cain avait laissé entendre que Saddam Hussein ne disposait plus, ou presque plus, de lanceurs de fusées. Elle est durement ressentie narce bresque plus, de lanceurs de tisées. Elle est durement ressentie parce qu'elle veut dire que le président inakien, une fois de plus, a teau ses promesses : il avait annoncé, vingt-quatre heures auparavant, qu'il allait de nouveau frapper Israël.

Le coup est venu, samedi 9 février, vers 2 h 30. Le trente et unième missile Scud tiré sur Israel est allé s'écraser sur un quartier résidentiel de la région de Tel-Aviv. Scènes et bruits familiers : grondement qui vient déchirer la nuit, tirs de missiles antimissiles Patriot (apparemment sans grand succès), sirènes d'alarme, attente, sommeil fractionné... Le missile n écrasé trois maisons, toutes inoccupées, endommagé une cen-taine d'appartements, déchiré des façades, projetant des gravats loin à la ronde, creusant un cratère au milieu de la route. Longtemps, les équipes de la défense civile ont fouille les ruines avec leurs chiens. Vingt-cinq personnes ont été blessées, la plupart légèrement.

Les dommages sont surtout psychologiques. Cette onzième salve est de lanceurs, on se dit convaineu que venue briser un espoir de retour à la Saddam Hussein a gardé en réserve

normale que les autorités voulaient favoriser. Signe des temps, après trois semaines de quasi-convre-feu volontaire, certaines salles de cinéma avaient rouvert, un début de vie nocturne reprenaît après quelques jours de retour progressif au travail.

> Climat de démobilisation

Bien sûr, les autorités prodiguaient tonjours les éternels conseils de la défense civile : ne pas sortir sans son masque à gaz, maintenir une pièce hermétique à la mnison, avoir une radio à portée de main, etc. Mais déjà, on voyait nombre de promeneurs sans la fameuse petite boîte de carton contenant masque, seringue d'atropine et poudre de décontamination; déjà, nombre d'Israéliens sans doute impressionnés par certaines déclarations américaines semblaient croire que les bombarde-ments de la coalition avaient définitivement rendu au silence du désert les rampes de lancement dans l'ouest irakien. L'imprécision des trois tirs précédents, qui avaient atteint des zones inhabitées de Cisjordanie, avait sans doute contribué au climat

Dans les milieux mititaires, nn était beaucoup plus prudent. On affirme catégoriquement que l'Irak dispose encore d'un grand nombre

certaines de ses armes les plus dangereuses et s'efforcera de les employer au moment du déclenchement de la bataille terrestre. Le fait que le président irakien ait tenu parole est plus inquiétant encore, car cela donne quelque crédit à la menace d'une attaque non conven-

Jusqu'à présent, le gouvernement. tenu sa a politique de retenue » face aux attaques irakiennes. Il jugerait de l'intérêt d'Israel de laisser les Erats-Unis détruire le potentiel militaire irakien et donc de ne pas prendre le risque de «fragiliser» la coalition paune réplique sur les sites de lance-ment. Apparemment, il en ira ainsi tant que les missiles irakiens ne feront pas un grand nombre de victimes ou tant qu'ils ne seront pas équipés de têtes non convention-nelles.

C'est une politique que tous les sondages disent populaire et qui a l'assentiment quasiunanime de la classe dirigeante. A quelques exceptions près, dont celle du ministre de la construction, M. Ariel Sharon, un des ehefs de l'ille de l'aile dure du Likoud qui, dans la nuit, s'est rendu sur les lieux de l'impact pour dire qu'il faudra bien un jnur mettre un terme à ces tirs de missiles. Le geste ressemble fort à un début de pre sur le premier ministre, M. Itzhak

ALAIN FRACHON

[4.13]

du Pentagome

Préoccupée par le sort des civils koweïtiens et irakiens

L'ONU envoie des médicaments et une mission humanitaire de l'UNICEF et de l'OMS

NEW-YORK

de notre correspondant

Profitant d'une nouvelle réunion informelle de consultations du Conseil de sécurité à propos de la guerre du Golfe (la prochaine, officielle, mais sans doute à huis clos, étant prévue pour le 13 février), le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, a manifesté le 8 février par une déclaration au Conseil sa profonde préoccupation sur le sort des civils au Koweit et en Irak. Rappelant l'appel solennei lancé le 1º février dernier par le Comité international de la Croix-Rouge pour que « la loi de la guerre » épargne les millions de civils « pris dans la violence », M. Perez de Cuellar a indiqué qu'une mission commune du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sera envoyée « dans la région ». Et ce afin de fournir « aux mères et aux entants » des secours médicaux humanitaires de première urgence,

essentiellement des antibiotiques. Cette démarche, qui s'inscrit dans la ligne des convections de Genève de 1949 et de la conven-tion des Nations unies sur les droits de l'enfant, est prévue par la résolution 661 du Conseil de sécurité instaurant l'embargo économique et militaire total à l'égard de l'Irak, à l'exception de médicaments et de nourriture adressés à

> « Poches de tranquillité »

des fins humanitaires.

Cette démarche est soumise à un certain combre d'autorisations, à eelle du comité des sanctions, chargé de contrôler l'application de l'embargo, mais aussi à l'accord de Bogdad, à la fois pour pénétrer sur soo territoire et pour acbemine aussi certains secours au Koweit. Une fois franchis ces obstacles, la mission humanitaire de l'ONU pourrait arriver dans la capitale rakienne « d'ici à la semaine prochaine», a assuré le secrétaire général.

De son côté, M. James Grant, directeur général de l'UNICEF, a précisé lors d'une conférence de presse que, parallèlement à l'envoi de cette mission, un chargement de médicaments sera acheminé en Irak, d'abord par avion jusqu'à Téhéran, ensuite par la route de Bagdad. Il a également indiqué que les Nations unies étudiaient avec les Etats-Unis et leurs allies de la force multinationale la possibilité d'instaurer des « poches de tranun moment déterminé en commun l'aide médicale nécessaire au. femmes et aux enfants retenus su place. Dans le passé, des accordo identiques avaient pu être négocienu Soudan, en Erythrée et en Angola, où des a couloirs de tranquillité» avaient pu être aménagés avec l'accord des gouvernements locaux et des troupes rebelles, afir de venir en aide à la population

SERGE MARTI

LA CEE accorde nne aide d'brgence aux Palestinicas. - La CEE a décidé, vendredi 8 février, d'accorder une aide alimentaire d'urgence de 7.9 millions d'écus (56 millions de francs) aux Palestiniens des territoires occupés aiasi qu'une aide médicale en faveur des camps de réfugiés du Liban du Snd. 2 annoncé un porte-parole de la Commission européenne. Cett: aide s'ajoute à celle décioce lund; par les ministres des affaires étrangères des Douze. D'autre part. in Communauté européenne n'a pas l'intentinn de reconsidérer son programme d'nide à la Jordanie aprés le discours pro-irakien du roi Husd'instaurer des « poches de tranquilles » en Irak, afin de fournir, à de Bruxelles. — (AFP, Reuer.)

كذا من ألاصل

De 1980 à 1989, Paris a été le deuxième fournisseur d'armements à Bagdad

Si l'on en eroit le Stockholm International Peace Research Insti-tute (SIPRI), un organisme indépendant qui seconsacre à l'étude du commerce des armes à travers le monde, l'Irak a consacré plus de 80 milliards de dollars (400 milliards de francs courants) à son système de défense au cours des années 80. Ces sommes colossales expliquent eujourd'bui la facilité avec lequelle l'ensemble Irak-Koweit e pu être trensformé en un immense bunker, que trois semaines de bombardements inten-sifs ne semblent evoir que partiellemeni entamé.

Si l'on veut avoir une idée de co que ce chiffre de 80 milliards de dollars représente, il feut le comparer avec les dépenses militaires de trois grands pays européens. Au cours de la même période, le France, le Grande-Bretegne et le République fédérale allemande ont nepensi pour s'armer, respective-ment 58,6 milliards, 69,5 milliards entendu, le budget militaire irakien a été sollieité ces dix dernières années de manière variable.

Un pie a été etteint en 1984 evec 33,3 milliards de dollars d'importations (200 milliards de francs en valeur 1989), soit près de 30 % du produit intérieur brut irakien. L'ef-fort de guerre irakien n'e pas été aussi intense dix ans durant, mais en 1989, soit un an après la fin de le guerre avec l'Iran, les dépenses de défense ont néanmoins atteint le chiffre respectable de 15 milliards de dollars (90 milliards de

20 % du potentiel irakien

De tous les pays du Moyen-Orient, l'Irak est celui qui e le plus investi dans son armement au cours des années 80. Entre 1984 et 1986, Saddam Hussein e dépensé à

De 1985 à 1990

Le commerce compromettant des Etats-Unis avec l'Irak

au foriså l'exportation vers l'Irak de 15 miliard de dollars d'équipemerits poevant avoir une appilcation militaire, ont Indiqué, jeudi 7 février, des sources bien informées auprès du Congrès. Près de 750 firmes américaines ont ainsi obtanu des licences d'exportation portant sur du matériel destiné directement au ministère irakien de le défense, à la Commission atomique de l'énergie iraklenne ainsi qu'au Saad 16, un centre de recherches sur les missiles belisti-

Les mêmes sources anonymes

De 1986 à 1990 le départe- parlent d'exploeife, d'équipement américain du commerce e mants destinés à des centrales nuclésirse, de lasare, d'ordinateurs, de pièces détachées d'evions et de produits chimiques, mais ni le Congrès ni le gouvemement eméricain n'ont jusqu'à présent dévoilé la nature exacte des exportations américaines. Seul Ted Jacobs, conseiller juridique de la sous-commission sur le commerce de la Chambre des représentants, avait indiqué l'ennée demière que plus de vingt egents blologiques avaient été vendus à la commission irakienne de l'énergie atomi-

que. - (AFP.)

Bahrein, le Koweit, Oman, le Qatar et les Emirats arabes unis. Entre 1987 et 1989, cet effort a cependant diminué puisque les dépenses irakiennes n'ont plus représenté que 44,4 % des dépenses cumulées de ces six pays.

Bien entendu, l'Irak a largement profité de sa puissance pétrolière pour demander des crédits qui lui ont été largement eccordés. Bien que ce pays n'eit plus publié le moindre statistique depuis plu-sieurs années, le SIPRI estime sa dette extérieure totale (civile et militaire) entre 70 et 80 milliards de dollars (350 à 400 milliards de francs), dont plus de la moitié est due eux pays du Golfe.

La France, la Chine et l'Union soviétique - trois membres perma-nents du Conseil de sécurité de l'ONU – ont fourni à eux seuls 80 % du potentiel militaire de l'Irak. L'Union soviétique, l'Egypte et bon nombre d'entreprises occi-dentales ont également contribué à doter l'Irak en unités de produc-tion de munitions pour les tanks et l'artillerie. Selon le SIPRI, grâce à l'eide occidentale, l'Irak e pu pro-duire lui-même ses propres missiles et des roquettes.

C'est surtout à partir des années 80 que la France est devenue un fournisseur d'armes impor-tant, le deuxième derrière l'Union soviétique. Bien qu'aucun chiffre officiel n'ait jemsis circulé, le SIPRI estime que la France e fourni 20 % du potentiel militaire irakien antre 1980 et 1989, pour une somme evanue a un peu plus de 5 miliards de dollars (ce qui en veleur du dollar 1985 doude un peu moins de 45 milliards de francs). Ces chiffres ne valent que pour les exportations d'armes et non pour l'assistance technique ou la vente d'usines clés en main.

Officiellement, la dette exté-rieure irakieane vis-à-vis de la France se monte à 25 milliards de francs. En réalité, si l'on inclut le civil et le militaire, et si l'on en croit certaines sources officieuses, elle pourrait atteindre 80 milliards

YVES MAMOU à Paris.

M. Joxe justifie le refus français de recourir à des armes non conventionnelles

Le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, s'est rendu vendredi 8 février à Toulon, puis en mer à bord du porte-avions Clemenceau. Il a justifié le refus de la France de recourir à l'arme chimique ou nucléaire contre l'Irak. (Lire également page 7 les réactions françaises aux déclarations de M. Mitterrand.)

Le ministre e précisé que «la force de dissuasion française a été conçue et de dissilation française à été conçue et construite pour protéger le territoire national ou des intérêts spécifiques français. Elle est faite pour décourager une menace et non pour agresser». M. Jose e également déclaré que «la France ne dispose pas d'armes chimiques et que ne peut donc se poser le problème de leur emploi » (le Monde du 9 (évrier).

M. Mitterrand rend hommage au général Mouscardès

Le chef de l'Etat, M. François Mitterrand, a adressé, vendredi 8 février, eu général Jean-Charles Mouscardès, qui a dû quitter le commandement de la division « Daguet» en Arabie saoudite pour raison de santé (le Monde du 8 février), un message de

« Faisant preuve d'une grande fer-meté, le général de brigade Mouscar-dès s'est engagé totalement dans la montée en puissance de sa division, grande unité de la Force d'artion; rapide, écrit notamment le président de la République. En permanence sur le terrain, il s'est consacré sans relêche à la préparation tactique de l'engagement terrestre, Insufflant à ses unités un esprit digne des plus pures traditions des armées de la République française. Par ses brilantes qualités militaires et son sens életé du devoir, il a contribué ainsi au rayonnement de la France au sein de l'Organisation des Nations unies», conclut M. Mitterrand.

Le général Mouscardès e été hos-pitalisé, dans la journée du 8 février, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce

Trois cents moudjahidins afghans rejoignent la coalition

Le gouvernement des moudiahidine afghans, basé à Peshawer (Pakisten), s envoyé, vendredi B février, 300 partisans en Arable saoudite pour combettre aux côtés des forces de la coalition dans le Golfe, ont Indiqué dea sources diplomatiques. Ca contingent - le pramier, car la gouvernement anvisage d'envoyer, en tout, 2 000 combettants - e été transporté par un avion spécial saoudien.

Selon dee aources moudjehidins, M. Abdul Rasool Sayyaf. premier minietre du gouvarne-

ment baeé à Peshewar, at M. Gulbuddin Hakmatyar, un eutre chef important de la résistsnea, aont opposés à ca déploiement de forces dans le Golfa aux côtés des alliée, qui a été principalament décidé par le président du gouvarnement intérimaira, M. Sibghatulleh Moiadeddi, Pour lutter contre le régime pro-eovietique de Kaboul, las moudiahidins ont reçu dae Etais-Unis ai de l'Arabie saoudne, en l'aspace de dix ene, une side évaluée à plueiaurs milliards da dollsrs. -IAFP. AP.I

Les Américains refusent la présence de volontaires sikhs sur le champ de bataille

de notre correspondant

NEW-DELHI

L'ambassade américaine à Delbi e exprime sa « gratitude », mais aussi une fin de non-recevoir, à la suite de la proposition de M. Simranjit Singh Mann, président de l'Akali Dal, principal parti politique des sikhs, d'envoyer « plusieurs centaines de milliers » de volontaires de sa secte prêts au «sacrifice suprême» aux côtés des soldats américains dans le Goife, Les sikhs, ècrit celui qui a passé de nombreuses années dans les prisons indiennes pour son soutien au Khalistan (patrie indépendante et mythique des sikhs), ont pris part aux deux gnerres mondiales, au sein des troupes britanniques, et sont prêts à participer de nouveau à la restaura-tion de «l'ordre mondial et de la paix dans le Golfen.

Sensible à ce dévouement, les Etats-Unis ne peuvent cependant eccepter des volontaires recrutés en dehors du territoire américain. Le gouvernement indien a fait également savoir qu'il était bostile à ce

que des ressortissants indiens, volontaires ou mercenaires, puissent parti-ciper à un conflit en dehors du territoire national. S'agissant, d'eutre part, des autres propositions de M. Mann - l'envoi de médeclns et d'infirmières ainsi que des dons de sang. – les Etats-Unis lui conseillent de s'adresser au Comité international de la Croix-Rouge. Nul ne salt si M. Mann aurait

réussi à lever l'a armée des purs s dont il parle. En cout dernier, au Pendjab, il avait rencontre l'ambassadeur américair auquel il avait remis un mémorendum sur la « cause sikh ». Outre l'autodétermination du Pendjab, il demendait une aide financière substantielle à Washing-ton. De nombreux sikhs habitent aux Etats-Unis et au Canada, où ils constituent des communautés sou-vent très prospères. Enfin, le SGPC, l'organisation religieuse et financière de la secte, a récemment prié les autorités irakiennes de prendre toutes les mesures pour protéger un gurdwara (temple sikh) dans leur

Le tandem du Pentagone

Suite de la première page

« Trust me!» (eyez confiance!), répète volontiers Powell, ec géant de cinquante-trois ans, premier officier de couleur à accèder à un rang aussi élevé. Rentré du Vietnam avec en tête quelques petits comptes à régler peut-être evec un pouvoir politique dans lequel l'armée « contrainte à la défaite » n'avait plus vraiment confiance, le général quatre étoiles Colin Powell s'est surtout ettaché ces dernières années à redorer le prestige du Pentagone.

Colin Powell, manifestement, croit à «une dissuasion politique du pouvoir militaire», en d'eutres ermes les forces armées doivent etre utilisées pour ec qu'elles sont, et ne pas « être tenues en llsière ». Au lendemain du 2 août, il evança, le premier, le projet d'un déploiement massif « à titre dissuasif » dans la région et réussit à l'imposer à un George Bush plus perplexe, tandis que Richard Cheney était dépêché en Arabie saoudite vendre l'idée au roi Fahd.

Le rôle ne lui était pas destiné

Dès le début, ni Powell ni Cheney n'ont cru à l'efficacité des sanctions contre l'Irak, quitte à se démarquer à l'époque des autres stratèges du Pentagone, voire des précédents secrétaires à la défense, qui, consultés, de Caspar Weinberger à Harold Brown, jugeaient la politique des sanctions plus efficace qu'un coûteux et embarrassant déploiement militaire. ment militaire.

Les deux hommes se sont vite rejoints, aboutissant, l'un, Powell, grace à son expérience du terrain, l'outre. Cheney, à ses capacités d'analyse, qui le firent jadis remar-quer alors qu'il n'était qu'un jeune «staff» à la Chambre par le futur secrétaire à la défense de Ford, Donald Rumsfeld, qui parrainera sa carrière, à la conclusion qu'une intervention « rapide et massive »

Si Richard Cheney contribue demain à lancer une des offensives les plus sangiantes de ce siècle, ce ne carrière de cet ancien parlementaire

(il représenta pendant douze ans le Wyoming à la Chambre) qui e essuyé son baptême dn fen il y e quelques semaines un grand burean vitré donnant sur le Potomac.

Appellé en mars 1989 pour jouer essentiellement les experts compta-bles au Pentagone et gérer la paix au moment où les sirènes de la perestroiles convisient l'Amérique endettée à poser l'arme en pied, Richard Cheney s'est retrouvé en quelque sorte ministre de la guerre.

Mission accomplie

On l'a compris, le rôle a priori ne lui était pas destiné. Non qu'il manque d'enthousiasme; « faucon » eu plein seas du terme, M. Cheney, un des plus fervents avocats à la Chambre du surarmement reaganien, n'e jamais rencontré, de son propre aveu, « un système d'armement qui ne [lui] plaise pas ». Mais, pragmatique evant tout – c'est peut-être sa principale qualité, – bien qu'il n'ait été que le deuxième eboix de la Maison Blanche au poste de secrétaire à la défense après le rejet par le Sénat du malheureux John Tower, Sénat du malheureux John Tower, écarté officiellement pour alcoolisme, Richard Cheney s'est mis au travail loyalement.

Une tache guère fecile pour un homme qui à quarante-neuf ans, n'avait aucune expérience dans le domaine militaire, et même un rien «masochiste» dans son cas que celle d'avoir à réduire de près de 20 % les effectifs de son propre départeme ou d'envoyer à la casse nombre de missiles et d'armements sophistiqués en faveur desquels il avait voté jadis avec enthousiasme. Mission accomplie tant bien que mai : en un peu plus d'un mois à peine, Richard Cheney avait mis sur pied un budget à peu près cohérent.

En un peu plus d'un an, il s'était imposé à la tête du Pentagone, assainissant par une série de réformes internes une institution trop connue jusqu'ici pour sa bureaucratic laxiste, ses scandales financiers et surtout ses querelles internes. Maître chez lui, Richard Cheney, que la presse américaine compare volon-tiers au tout-puissant secrétaire à la de l'air.



défense du temps de la guerre du Vietnam, Robert McNamara, n'a pas bésité à faire limoger le trop bevard général Michael Dugan en septembre dernier, qui faisait figurer « le centre de Bagdad » parmi ses cibles privilégiées en Irak, eu moment où Washington s'efforçait de jouer - du moins ouvertement la carte des sanctions contre l'Irak.

En réalité e'est surtout à l'occasion de l'eventure américaine au Panama, en décembre 1989, que «Dick» Cheney e assis son autorité. Partisan d'une ection là encore **rapide et efficace** pour déloger le général Manuel Noriega, Riebard Cheney a imposé le général Maxwell Thurman, sur le point de partir à la retraite, à la tête du commandement sud (chargé de le région) pour y remplacer le général Woerner, plus tiède à l'idée de voir santer des parachutistes sur Panama.

Le « saint Thomas de la perestroïka»

L'action a été menée en concerta-tion parfaite evec Colin Powell, depuis longtemps l'homme de Chement recommandé à George Bush, en août 1989 iorsqu'il s'agit de rem-placer à Li tête de l'état-major interarmes l'amiral Crowe, qui evait pourtant désigné un successeur, en

Ce n'était pas la première fois que Richard Cheney allait à contre-cou-rant. Des les premiers mois de sa prise de fonction, il jouait les «saint Thomas de la prestroïka » (un sur-nom qui lui est longtemps resté), et ne cédant pas à la «gorbimania», il refusa - du moins jusqu'au sommet de Malte en décembre 1989, - de prendre pour argent comptant les analyses de la CIA annonçant un changement réel dans l'epproche soviétique des questions d'armement. On ironisait à la Maison Blanche lorsqu'il déclarait : « Mon rôle n'est pas de savoir ce que Gorbatchev veut faire, mais d'évaluer ce qu'il peut faire », à présent on décou-vre avec intérêt que le sceptique Cheney avait prédit la remise au pas de la Lituanie par les Soviétiques, et ses dontes sur l'avenir des discussions sur le désarmement sont déjà davantage pris en compte.

Analyste clairvoyant, Richard Chency? Peut-être, mais sa qualité première est de savoir - et de vouloir - rester à sa place : « Je suis, dit-il, seulement l'homme du président. » Presque une première dans l'histoire des gouvernements américains, qui du voyage secret de Nixon en Chine en 1972, préparé par un Henry Kissinger alors conseiller pour les affaires de sécurité intérieure (NSC) à l'insu du reste da cabinet, aux signaux contradictoires envoyés au chah d'Iran dès 1978 par les deux rivaux de la politique étrangère de Carter, le secrétaire d'Etat Vance et le NSC Brzezinski, n'a été qu'une longue série de règlements de comptes internes.

Pour ne rien dire de ce véritable «court-circuit» politique que fut l'Irangate sous Reagan, où une poignée de conseillers à la tête du NSC laissèrent le secrétaire d'Etat Shultz et celui de la défense Weinberger ignorer totalement leur projet de ventes d'armes à l'Iran, destinées à financer les rebelles antisandinistes du Nicaragua. L'Irangate fut d'ailleurs l'occasion pour Colin Powell d'accrocher aussi quelques galons de fin diplomate parmi ses barrettes militaires, car c'est à lui qu'incomba en 1987 la délicate tâche de « nettoyer» la Maison Blanche de ses réseaux de pouvoirs parallèles, en reprenant le poste de conseiller pour les affaires de sécurité.

L'administration Bush - une équipe uniquement formée de professionnels, à l'image du président, et dont la plupart se sont croisés déjà à la Maison Blanche de Reagan, Ford ou Nixon - n'a peut-être pas eu jusqu'ici un message très clair sur le Proche-Orient en général et les véritables buts de ce conflit en particulier, mais du moias est-il délivré d'une seule voix.

MARIE-CLAUDE DECAMPS-

Contre les rides

Une nouvelle fièvre gagne l'Amérique

NEW-YORK. - La presse américaine révèle que le plus grand désir des femmes et des houmes de notre époque est de retrouver à tout prix la jeu-

Eh bien, 1990 leur apporte la décontente d'une nontelle molécule capable d'angmenter de 8 à 20 tots la puissance anti-rides du rétinoi.

Aux Élats-Unis, dans le New Jersey, deux chercheurs, Geoffrey Brooks et Hons Schoeffer ont modifié la molécule de rétinol de façon à améliorer radicalement sa capacité à pénétrer dans l'épiderme de la peau et done son action

De quel s'agit-il? Le cœur de la question, disent Brooks et Schaeffer, est un réacteur biologique qui sait affier à la molécule de rétinoi elle-même une chaîne protéique qui donne à la nouvelle molécule ainsi formulée plus de vitesse et plus de puissance.

Des tests d'efficacité élabo-rés par le laboratoire AMA du New Jersey, sous la direction du professeur Cabriel Letizic, ont mis en évidence une significative diminution des rides sur des patients agés de 45 à 60 cms.

La nouvelle pommade anti-rides puissante au super-réti-nol, appellée Anti-Age Super, est distribuée par la multina-tionale Korff de New-York, auprès des pharmacies améri-

Elle vient d'arriver en Prance et en Europe, en phar-macie également

LA GUERRE DU GOLFE

La recherche d'un règlement du conflit

Téhéran attend la réponse de Bagdad à son initiative de paix

Téhéran sttendait, samedi 9 février, selon l'agence IRNA, la réponse da président Saddam Husreponse da president Saddam Hus-seia à l'initiative de paix de soa homologue iranien, M. Ali Akbar Hachémi Rafsandjani. Le vice-pre-mier miaistre irakien, M. Saadoun Hammadi, est arrivé dans la matinée dans la capitale iraniesne por-

Vendredi, à Istanbul, le vice-miaistre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Belonogov, e exborté Bagdad à répondre « de manière constructive » à l'offre de médiation iranienne, e rapporté l'agence anatolienne de presse. Le ministre, qui venait de passer trois jours à Tébéran et se rendait à Askara, a réaffirmé que l'URSS était hostile à une extension de la guerre du Golfe mais e tenu l'Irak pour responsable e de la dimension tragique qua les événements ont atteint». M. Belonogov e également critiqué les bombardements « délibé-rés» de zones résidentielles en Irak, scion l'agence IRNA.

De son côté, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui doit se rendre la semaine prochaine en Yougoslavie, en Suisse, en Italis et en Allemagne, s'est entretenu vendredi, par télé-phone, svec ses homologues yougoslave, indien et chypriote, e annoncé Radio-Téhéran. Les quatre ministres souhaitent que le mosvement des non-alignés e déploie taus ses efforts pour trouver une solution pacifique à la crise». Selon un diplomats yougoslave, les pays non alignés pourraisst lancer une initiative de paix lors d'une réunion de quinze minis-tres des affaires étrangères qui doit

s'ouvrir mardi à Belgrade. Au Caire, nn haut responsable égyptisn a anaonce que l'Egypte, l'Arabie saoudite et la Syrie discutaient de la mise en place d'une force arabe permanente dans le Golfe, constituée notamment de soldats égyptiens et syriens. En marge de la visite du secrétaire britannique ao Foreign Office, M. Donglas Hurd, dans la capitale égyptieane, ce haut responsable égyptien, qui a requis l'anonymat, a déclaré que soa

et la Grande-Bretagne maintenir des forces navales et aériennes dans le Golfe.

Dans des déclarations à la presse l'issue de son entretien avec son bomologue égyptien, M. Esmat Abdel Méguid, M. Hurd a iadiqué avoir affirmé que e la sécurité [dans la région] ne peut être réalisée que par ceux qui y vivent. (...) Nous ne désirons pas le démembrement de l'Irak, et nous ne voulons pas choisir qui gouverne ce pays ».

Dans un article publié par le quo-tidien cairote Al Ahram, M. Hurd a qualifié de «grotesques» les propos de Saddam Hussein « qui affirme avoir envahi le Koweit dans l'intrés du problème palestinien», « L'aprèsguerre, dit-il, verra une activité intense pour [résoudre] le drame palestinien. Toutes les puissances importantes préconisent un retrait israélien des territoires occupés pour permettre aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination».

part, la Grande-Bretagne n demandé au gouvernement autrichien de pouvoir transporter, dans des avions litaires volant au-dessus du territoire de l'Autrichs neutre, e des munitions » vers la région du Golfe, e annoncé vendredi un porte-parole da ministère de l'intérieur autrichien. Vienne donnera probable-ment sa réponse lundi.

Les ministres des affaires étrangères français et britannique, MM. Rolend Dumas et Douglas Hurd, ont décidé de créer un groupe commun d'experts afin d'étudier l'après-crise du Golfe, a annoncé vendredi le porte-parole du Quai d'Orsay. Ce groupe « se mettra ensemble au travail sur différents concepts » tels la sécurité régionale au Moyen-Orient, le réglement des différends et des conflits régionaux et le rôle des Nations unies.

Par ailleurs, aucune indication n's été fournis sur la teneur des entre-tiens que le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Scheer, a eus séparement, vendredi, à Damas, evec ls vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, et le inistre des affaires étrangères, M. Farouk Al Chare.

Au terme de sa visite dans le Maghreb, le président de la commis-sion des affaires étrangères de l'As-semblée nationale, M. Michel Vau-zelle, a, quant à lui, estimé qa's il existe des sentiments très forts envers la France », « Au cours des manifestations [de sontien à l'Irak], j'ai été frappé par la maturité, l'ordre et la responsabilité des manifestants. Il n'y n pas eu d'attaque, il n'y a pas eu de grande violence contre la France», a déclaré, à son retour à Paris, M. Vauzelle, qui a l'intentien de se rendre à Tripoli et à Nouakchott la semaine prochaine.

Enfin, vendredi, Bagdad a officiel-lement notifié la rupture des rela-Paris, Rome et Le Caire. - (AFP.

Nouveaux appels à un cessez-le-feu en provenance du Maghreb

de notre correspondant Les ministres tunisien et algérien de l'essaignement aupérienr, MM. Mohamed Charfi et Mustapha Cherif, réunis vendredi 8 février à Tunis, ont invité les iatellectuels et universitaires e du monde entier » à se mobiliser en faveur de l'arrêt des hostilités dans ls Golfe, qui ont pris la forme « d'une guerre de civilisation ». « Fidèles à l'éthique de Socrate; d'Avicenne, de Montesquieu et d'Averroès, en hommes témoins du Coran, de l'Evangile et de la Thora, les intellectuels doivent assumer la responsabilité de faire, aussitôt que

possible, tout ce qui est de nature à arrêter la machine infernale », déclarent, dans leur appel, les deux MM. Charfi et Cherif demandent à tous les universitaires, parti-culièrement à ceux de la région méditerranéenne, « d'assumer les responsabilités historiques que leur impose ce moment crucial et déterprèdomine, entre les nations de la terre des hommes, le dialogue des civilisations ».

D'autre part, dens une lettre adressée à M. François Mitterrand, remise vendredi à l'ambassade de France à Tunis, l'Union syndicale des travailleurs du Maghreb lui demande de contribaer à un cessez-le-feu dans is Golfe, car e le soutien inconditionnel de la France à l'agression seralt, à n'en pas dou-ter, lourd de conséquences pour les relations franco-maghrébines ».

En revanche, souligne notamment la lettre, si la France favorisait un cessez-le-feu, e prélude à des négociations globales permet-tant de régler tous les problèmes de la région, y compris celui de la Palestine», ce geste « ne manqueralt pas d'avoir le mellieur écho auprès des travailleurs du Maghreb et de l'ensemble des travailleurs du onde arabe et accroîtrait son prestige à leurs yeux ».

Le Canada et l'après-guerre

M. Mulroney propose un sommet mondial sur le contrôle des armements

Le premier ministre du Caneda, M. Brian Muironey, e proposé, vendredi 8 février, le tenue d'un sommet mondial sur ie contrôle des armements, dans un discours prononcé à Ottawa et consacré à l'après-guerre. MONTRÉAL

de notre correspondante

Le Canada à son tour se soucie de l'après-guerre. Dans un discours prononce, vendredi, a Ottawa, devant le corps diplomatique, M. Mulroney, dont le pays-a envoyé-près de 2000 soldats dans le Golfe, est parti du constat suivant : «La grande senal de l'Irak ont été vendues par des fournisseurs établis sur le territoire des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.» Au titre de nations exportatrices d'armes, ces cinq pays - les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne, la France et la Chine - ont assurément, a-t-il estimé, e une part de responsabilité » dans le conflit actuel.

Un «sommet mondial sur les engins de guerre et les armes de des-truction massive», organisé par les Nations unies, pourrait à tout le moins relancer des négociations trop laborieuses sur la réduction des armoments non conventionnelles.

A un moment où « le monde est en train de constater de façon particulièrement couteuse et convaincante l'im-

ANDRÉ LAURENS

mense danger que constitue ces aux victimes du conflit, des continarmes», il devient urgent aux yenx de M. Mulroney qu'une nouvelle volonté d'aboutir s'impose.

Le chef du gouvernement canadien, favorable à l'organisation d'une conférence sur le conflit israélo-palestinien, s'est, par ailleurs, dit convaincu que la sécurité de tous les pays du Moyen-Orient serait d'autant mieux assurée que la répartition de la richesse dans cette partie du globe y serait plas « équitable». Il e donc lance l'idée d'une initiative econçue sur le modèle du plan Marshall », où les pays les plus riches de la région aiderai plus pauvres'à rattraper leur retard,

Pour l'immédiat après-guerre, le Canada s'est déclaré disposé à envoyer, outre une aide humanitaire

gents pour des forces de maintien de la paix, dont le « gros des effectifs » devrait être fourni par les e Etats arabes et musulmans non arabes». M. Mulroney, qui a réitéré son opposition à tout compromis sur le retoit de l'Irak du Kowelt, e proposé la tenue en Canada d'une « conférence de juristes », qui examineraient les moyens de renforcer le droit interna-tional, afin d'empêcher que l'environnement ne soit utilisé comme «arme ou moven d'extorsion ». Le premier ministre du Canada aura l'occasion de soumettre toutes ces idées au secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, qui doit effectuer prochainement une visite à Ottawa.

MARTINE JACOT

majorité des armes qui composent l'ar-LIVRES POLITIQUES

A guerre du Golfe s fait sa

vante. Au-delà de la légitime

euriosité que soulève l'actualité

chaude, d'autree ouvrages sur

percée en librairie avec,

déjà, quelques suc rès de

Sourate

précent, mais comme une entité

dietincte, concurrente, et qui

Ce qui est nouvesu, ce qui

vient d'ailleurs, est apprécié par

enelogis evec cet héritags, thé-

esurieé mais non renouvalé, et

dont la suprématie éternelle n'est

pas remise en cause puisqu'elle

est ceutlonnée par Dieu et par

l'hietoira de la communauté

arabe. A ce titre, la laïcité n'est

pas reçue comme un idée univer-

selle mals comme un produit de

l'histoire auropéenna dont l'islam

Fouad Zakariya réfute les argu-

ments qui sont censée démon-

trer cette inutiliné en soulignant

leur fragilité, e Les conditions de

la chrétienté médiévals ne diffè-

rent pas pour l'essentiel, écrit-il.

n'a que faire.

cherche à e'imposer à lui. »

laïque lee pays erebea et l'Islam s'offrent à l'ettente des lacteurs. Ils Dee écrits de Fouad Zakariya, an euront besoin s'ils veulent on ratiendra non la plaidoyer an compenser une ignorance qui fah favsur de le latcité, dont les arqupartie, sì l'on peut dire, de notra ments noue eont familiers, mais cultura. Qu'en est-il de cet Orient lea snelysee qui écleirant l'emcompliqué alors que le guarre, prise et les méthodes de l'Islaavec see vielone réductrices. mieme. Celul-ci, explique l'eunous enferme dane des idées teur, se développe à is faveur d'un diseoura Indigant qui Permi lea livraisona de le pros'adresse à un public dépourvu duction éditoriale, un ouvrage de tout sens critique et de toute modeate se distingue, que l'on cultura générale. Les racines de n'attandsit pas dans le vague déferiente de l'islamisme et dans ce sous-développement culturel. il les situe dans *e la rupture civili*l'invocation circonstancielle de le sationnelle » qui est intervanue guarre eainte, le dilhad, comme epràe l'êge d'or de l'expansion chacun sait désormale, bien que srabe. Cette civilisation e repréce ne soit pas exectement cele, eenté la nee plus uitre de la selon Fouad Zakarive, philosophe eultura mondiale, evant de som-brer dens l'oubli, les acquis de égyptien. Rien ne vaut le respect d'une axégèse laïque pour éclai-rer les subrilités des rites et du cette période faste étant confinés à une élite restreinte : au lieu vocabulaire religieux l Fouad de devenir des ferments da pro-Zakarive est, en affet, l'un dee grès, ils ont nourri le culte d'un porte-psrole les plus marquants passé errêté. «L'originalité de le culture erabe, observe Fousd sieurs de saa articles sont raa-Zakariya, réside en ceci qu'elle semblée dans une treduction n'envisage pas le passé comme françaisa présantéa par Richard une composante intrinsèque du

ou islamieme, lee Arsbes à l'heure du choix L'haure du choix! Le titre paraît, sur ee point, bien eudecieux car l'islamisation de la politique des pays arabes semble l'amporter un peu partout at, à cet égard, la guerre du Golfe survient comme la vent au miliau de l'incendie. Son résultet le plus sûr, et déjà ecquis, sere de laisser des frustrations, des ruptures et des rancunas qui ne favoriseront pas un renversement de tendance. Cependant, la pensée laielsta exista et continuare d'exister en terre d'Islam où elle est, évidemmant, sssimilée à l'irréligion, au matérialisme, voire à l'une des menées du vaste complot fomenté par les ennemis du

Jacquemond et intitulée Laïcité

de celles de l'Islam contemporein. . S'll n'y s pas, dane la société musulmane, d'institution ecciéciestique, il axiete néanmoins un pouvoir raligieux (plua net chez les chites qua chez les summes), étroitement mêlé eu pouvoir politiqua et n'hésitant pas à interférer dans la domaine des eclences (Darwin, Freud et Marx sont maudits). «Le rejet de la laïcité sous prétexte au'elle ne concerne que l'Europe, conclut-il sur ce point, est le pendant de l'idée seton laquelle la démocratie, invention de la société occidentale, ne vaut que pour elle at que les musulmens qui la préconisent sont dee esprite aliénéa. » Il sn réaulte que les régimes politiquas des peys musulmena se caractérisent par une relation d'autorité et d'obéissance - cette obéissance qui est e l'essence de la foi » - entre le pouvoir et le peuple. eRien ne prépare mieux que le pouvoir des constate l'auteur.

Tsl ie désert, dont il est issu, l'Islam imposé par les docteurs de la loi isole les siens et fige le tempu. Salon Foued Zakariya, «l'idéologie islamiste fonctionne comme une bouée de sauvetage, comme un refuge dans le passé, amais comme un tremplin pour l'evenir ». Les musuknens n'ont le choix cu'entre l'aliénation dans l'sapace, en cherchant une vole de sortie dans une autre culture, ou l'aliénation dans le temps, en se repliant sur une cultura obsolète. Amsr constat et vision lucide qui n'évacuent pae la responsabilité des régimes et des dirigeants des pays erabes. Ni celle de l'Occident, laïcisé et nanti, qui e'accommoda de ces parteneires (quand ils ne dérangent pas trop) au risqua de perpétuer, en bonne conscience, un retard qu'il déplore et de renforeer, an toute inconecience, une idéologie religieuse qu'il redoute. « Laïcité ou isinmismo, isa Arabeu à l'hnure du choix», par Fouad Zakeriya, Ed. La Découverte/Al-Fikr, 166 p.,

La tentative d'attentat à Norfolk, en Virginie, ne serait pas liée au conflit

La tentative d'ettentat com- cette tentative d'attentat serait liée mise lundi 4 février dans le port de Norfolk, eux Etats-Unie, ne serait pas liée à la guerre du Golfe : telle est la conclusion des enquêteurs, qui privilégient désormais une piste e plus clas-sique ». Un sixième attentat contre des intérêts français eu Liban

e été commis vendredi 8 février. Trois jours sprès la découverte de bombes artisanales dans le port de Norfolk en Virginie (le Monde du 6 février), les enquêteurs char-gés du dossier affirment que cette tentative d'attentat n'était pas liée à la guerre du Golfe. Les six cartouches d'explosifs placées sur des citernes costenant notamment du méthanol, un liquide hautement inflammabls, avaient été désar-morcées lundi 4 février, dans la

n'avait pas été revendiquée, avait été rapidement associée eu conflit géographique des lieux : le port de Norfolk est situé à uns quinzaine de kilomètres de la base navale la plus importante des Etats-Unis.

Selon un porte-parole du Burean fédéral du tabac, des alcools et des armes à feu, M. Jack Killorin, cette tentative d'atteatat ne serait pas · un nota politique ». e Las enquêteurs sont à la recherche d'un motif plus classique », a-t-il affirmé vendredi 8 février. Le bureau fédéral a toutefois refusé de préciser la nature de la piste actuellement privilégiée par les eaquêteurs mais, selon la chaîne américaine CBS,

aux difficultés financières d'uns des sociétés louant les réservoirs

Au Liban, un nouvel attentat

Enfin, les manifestations coatre la guerre se sont poursuivies dans la journée de vendredi : 1 200 personnes ont défilé en Crète à l'eppel du Comité de lutte contre les bases américaines, qui rassemble socialistes et commanistes erétois. Après s'être rassemblés dans le centre d'Héraklion et de La Canée, les manifestants se sont rendus aux bases de Gournes et Souda, situées à une quinzaine de kilomètres des deux villes afia d'y former des chaînes humaines

Des manifestations ont également en lieu en Corée du Sad où plusients centaines d'étudiants opposés à la guerre du Golfe ont attaqué un commissariat de police de Séoul avec des cocktails Moiotov. Six manifestaats ont été

□ M. Auroux : Hussein de Jordanie et Yasser Arafat «dans le camp des vaincus». - M. Jean Auroux, président du groupe societiste de l'Assemblée nationale, estime, dans un entretien publié par l'hebdomadaite Valeurs actuelles (daté i 1 février) que e lorsque Saddam Hussein aura été mis hors jeu, ceux qui l'auront sulvi seront dans une

position délicate ». « Il est toujours difficile d'être dans

Nouvelles manifestations

contre les intérêts français s eu lieu vesdredi : une charge de faible puissance a explosé à 30 mètres de l'annexe de l'ambassade de France, rue Clemenceau, à Beyrouth, L'attentat, qui n'avait pas été revendi-qué samedi en fis da matinée, a fait de légers dégâts matériels, mais personne n'e été blessé. Il s'agit du sixième attentat contre les intérêts français depuis le début de la guerre du Golfe, le 17 janvier.

arrêtés.

le camp des vaincus. J'en vois deux : le roi Hussein de Jordanie et Yasser Arafal.

» Il n'est pas exclu qu'émergent d'autres responsables, nvec, autour ou à la place d'Arafat », ajoute M. Auroux, pour qui e la résolution du problème palestinien est la ciè incontournable de la paix dans la

Des menaces contre le pape? ROME

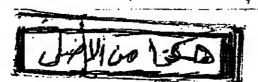
de notre correspondant

Aucune précielon, eueun détail, juste quelques mots lâchés vendredi 8 février devant une salle d'étudiants per un homme politique qui lui ast proche : «La juste et courageuse position assumée par Se Seinteté le pape comporte des risques personnels greves. » Selon M. Roberto Formigoni, vice-président du Parlement européen et leader du Mouvement populaire - bras politique de Communion et libération, un pulasant mouvement catholique. militant - la prise de position velu au pape e d'irrespectueuses ripostes publiques et d'encore olus insolents et mene mentaires confidentiels». Le Vatican garde le silence à ce sujet, male on y falsait savoir que esi les menaces physiques sont pour l'instant exclues, les pressions sur le saint-père n'ont pas manqué». A en juger par des propos tenus par M. Formi-goni des jeudi sur les écrans de le RAI, ces pressions concerneraient aussi, et peut-être eurtout, le position du chef de l'Église en faveur d'une conférence internationale de paix pour le Proche-Orient, qui serait olus ou moins liée su rèclement de la question koweitienne. Les évoqués par le parlementaire européen - le esoldat de Dieu » comma l'appelle parfoia la presse italienne - viendraient donc de ceux qui sont opposés à ce lien ou à cette confi Accusations graves qui ne devraient pas rester bien long-

14.15

Comment le Vatican est-il en liaison avec Bagdad?

En attendant, le pape s lancé vendredi un nouvel sppel à le paix, à « dénouer les nœuds qui sont à l'origine » de la guerre. slors que « l'humanité est toujours plus inquiète à ceuse des développements dramatiques du conflit ». Il est aussi intervenu auprèe de M. Saddam Hussein an faveur des deux pilotes itatiens capturés, et dont un seul fut montré à la télévision de Bagdad, L'ercheveque Marian Oles, nonce du Saint-Siège et demier diplomate occidental en poste dans la capitale irakienne. ca fait une démarche auprès du gouvernement » pour ces deux hommes, a-t-on précisé officiellement. Par quel miracle le Vatican peut-il encore communiquer avec son représentant à Bagdad? ont demandé les journa-listes. « Par l'intermédiaire da l'ambassade soviétique», s répondu le porte-parole. Les messages du Saint-Slège sont déposés à l'ambassade d'URSS à Rome, qui les transmet à Moscou, qui les répercute sur son smbassade à Bagdsd, le diplomate soviétique n'ayant plus qu'à les remettre au nonce. nversement pour



JOHANNESBURG de notre correspondant

Le vice-président du Congrès national africain (ANC) a estimé que « la levée des sanctions avant que chaque citoyen nit le droit de que chaque choyen nu le arot ce vole» pourrait provoquer de « vio-lents troubles». An conrs d'ane conférence de presse, vendredi 8 février à Johannesburg, M. Nel-son Mandels, qui fêtera lundi le premier anniversaire de sa libéra-tion à hausé la ten en direction tion, a haussé le tun en direction de l'Europe. Il a ainsi qualifié la décision de la Communauté européenne de lever les sanctions, dès que les lois de l'apartheid seraient abrogées de « très sérieuse erreur » qui risque de rendre « la situation incontrôlable».

Des réformes courageuses mais insuffisantes

M. Mandela a « prévenu », sans e menacer», qu'une fois les sanc-tions levées les investisseurs étrangers deviendraient la cible de manifestations. Il a souligné qu'à son svis « aucun homme d'affaires avisé ne tenteralt d'investir dans le pays» dans le contexte actuel. Il a indiqué que l'état-major de l'ANC pensait ponvnir faire revenir la Communanté européenne sur sa décisinn et déclaré qu'il espérait que les Etats-Unis ne commettraient pas « la même erreur » et prendraient soin de « consulter l'ANC » nvant de prendre une quel-conque décision à propos des sanc-

En traçant le bilan de l'année écoulée, Nelson Mandela s'est montré coptimiste» pour le futur. Il s rendn hnmmage an «courage des réformes» du président De Klerk tout en rappelant que les

Nnirs ne pouvaient tnujnurs pas voter ni être candidats au Parlement. M. Mandela, qui a conduit les délégations de l'ANC dans deux séries de négociations nvec le gouvernement et longuement voyagé à t'étranger, recueillant des fands pour son nrganisation, n's pas voulu commenter ses « succès » ni ses « échecs ».

Dans une autre conférence de presse, au Cap cette fois, le ministre de le lui et de l'nrdre, M. Adriaan Vlok, e annoncé que les membres des forces de sécurité « engagés dans la lutte contre le terrorisme» pourraient demander aussi à bénéficier d'une amnistie. M. Vink a déclaré que sur les soixante mille armes à fen déro-

écoulées, seulement le mnitié avaient été retrauvées. Selan le ministre, quelque trois millinns d'authrisations de port d'armes auraient été délivrées et un millinn et demi de personnes détiendraient des armes à feu. Il e confié que la pnlice enmmençait à avnir du « succès » dans sa recherche des fusils d'assaut AK-47 disséminés dans les townships depuis qu'une « récompense de 6 000 rands « (13 000 F) était attribuée pour chaque fusil découvert. « Nous roulons retirer de la circulation ces armes qui servent à voler les banques et tuer des civils », o-t-il déclaré.

bées au cours des trais années

FRÉDÉRIC FRITSCHER

Opération de « prévention du crime »

11 361 personnes interpellées au cours de la plus importante rafle jamais effectuée

Onze mille trois cent soixante at une personnes ont été interpellées, dans la nuit du vendredi 8 au samedi 9 février. au eours de la plus importanta rafle de eprévention du crime » jamais npérée en Afrique du Sud, a annancé samedi le porteparola da la polica, le colonel Steve van Ranyen. Beptiese « Coup de foudre », l'opération e mobilisé 40 000 membres des forces de sécurité et s'ast étendue sur l'ensemble du pays.

Cinq policiers ont 6t6 blessés. Deux d'entre eux, membres des

unités anti-émeutes, sont dans un état critique. Ils not été heurtés par un caminn conduit par un chauffeur en état d'ébriété, e précisé la police.

L'apération visait notamment eutnur da Jahanneeburg, lee ghettos noirs d'Alexandra et de Jauberton, ainsi qua Hillbrow, l'une das zanas las plue peu-plées du paye, à proximité de le ville. Hillbrow est habitée principalement par des Nors, qui ont défié pendant un certain tempe les lois, dant l'abrogation a été résidentiella. - (AFP.)

AMÉRIQUES

COLOMBIE

La guérilla multiplie les attentats aux portes de Bogota

correspondance

L'offensive déclenchée par la Coordination nationale des guérillas (CNG) est arrivée jendi 7 février aux portes de la capitale, Bogota. Six antobus ont été dynamités et des combats ont eu lieu en grande banlieua entre l'armée et trois cents guérilleros.

Dans le reste du pays, la guérilla maintient et intensifie ses actions, particulièrement dirigées contre les transports routiers et le secteur énergétique (gazoducs, pilônes à bante tension, centrales électriques, et oléodues, qui ont été l'objet de près de soixante attentats depuis le l'ajanvier). Selon Ecopetrol, société culumbienne da pétrole, le montant des dégâts stteint cinq cents millions de france et l'exportation de pétrole brut est pratiquement interrompue. Certaines régions sont privées d'électricité, de gaz, de téléphone, ou même d'eau courante, et sont isolées du reste du pays. De nom-breuses entreprises de transport ont suspendu leur trafie par crainte de voir leurs véhicules incendiés.

> Une Incur d'espoir

Le président César Gavirie a convoqué jeudi son gouvernement pour un conseil de sécurité qui e élaboré un splan de sauvetage éco-nomique » et une « nouvelle stratégie antiterroriste ». Le président se dit timjours invert an dialogue avec la CNG, composée de deux organisations, les Forces armées révolntionnaires culumbiennes (FARC, procommunistes) et l'Ar-mée de libération nationale (ELN, procestriste), qui nnt tnujours refusé jusqu'à présent de négocier.

vendredi : la CNG serait prête à entamer des négociations prochainement. « Nous acceptons un dialogue direct avec le gouvernement », a annancé M. Manuel Perez, chef de l'ELN, en déclarant qu'il parlait également au nom des FARC. M. Perez a cependant souligné que ces pourparlers devraient commencer en Colombie même, alors que le gonvernement evait proposé une rencontre en Espagne, au Mexique ou an Venezuela afin que les rebelles ne dieposent pas d'un sanctuaire dans le pays pendant la durée des négociations. Selnn eertains observateurs, il scrait a trop tot pour crier victoire » car, contrai rement à ce que pense le gouvernement, « dinlogue » ne signifie pas, pour la CNG, démobilisation at réinsertinn dans la vie civile.

INDE: le retour du « Chakra » en URSS

New-Delhi se sépare de son sous-marin nucléaire

Indien, était ainsi clairement affi-

chée. Officiellement, on invoquait

de notre correspondant

L'INS Chakra, sous-marin d'attaque soviétique à propulsion nucléaire de la classe « Charlie II », mis à la disposition de l'Inde par l'Uninn soviétique en janvier 1988, est reparti à Vladivostok, a-t-on appris, jeudi 7 février, à Delhi. An moment de son incorporation dans la marine indienne, les pays occidentaux s'étaient inquiétés de ce précédent : le Chakra était le premier sous-marin à propulsion anciéaire « cédé » par l'un des membres du club restreint des puissances nucléaires, à un pays

La présence du Chakra dans l'océan Indien signifiait, en outre, une menace théorique pour les pays occidentaux disposant de navires dans la réginn. Elle entrainait, d'antre part, un dangereux déséquilibre réginnal, notamment vis-à-vis du Pakistan. La volonté de l'Inde (dont la marine est la sixième du monde) d'affirmer sa puissance dans l'océan

la nécessité d'entraîner des équipages indiens à la technologie de la propulsion nucléaire.

> Contraintes financières

Le retour du Chakra en Union soviétique met fin eux informations selou lesquelles l'Inda pourrait acquérir un second sous-marin à propulsion nucléaire soviétique. La raison de ce départ paraît être davantage d'ordre financier que stratégique on diplumatique, même s'il est exact que les Indiens ont rencontré plusieurs difficultés dans la mise an service de ce fait plusieurs blessés).

Les Snviétiques auraient feit savnir qu'ils n'étaient pas prêts à prolonger la période de leasing de trois ans (pratiquement gratuite) du Chakra et sans contreparties financières ponr l'entretien du sous-marin. Le mantant de cette « location » aurait dû, vraisemblablement, être payé en devises. Cette exigence de Moscou semble être de plus en plus souvent pré-sentée dans les relations entre les deux pays, surtout s'agissant de matériels militaires. Or l'Inde, comme l'Union soviétique, connaît une situation économique difficile caractérisée notamment par nn manque de devises étrangères, et New-Delhi aurait refusé. Ces contraintes financières vont conduire l'Inde à ralentir - peutêtre momentanément - son programme da construction navale.

LAURENT ZECCHINI

LA GUERRE DU GOLFE

Après les déclarations de M. Mitterrand

MM. Chirac et Giscard d'Estaing critiquent le rejet de principe des armes non conventionnelles

M. Jacques Chirae a accentué, dans l'ignorance de ce que l'on va vendredi 8 février, sa critique de la politique française dans le Golfe. Au enurs d'un diner-débat à Mantes-le-Jolie (Yvelines), il a, nntamment, regretté les propos du chef de l'Etat, le 7 février à la télévision, selon lesquels il ne faudrait recourir ni à l'arme chimique ni à l'erme nucléaire dans le Gnife, même en riposte à des tirs chimiques nu bactérinlogiques irakiens. C'est une démarche un peu rapide», car «la logique de la dis-

N écartant l'emploi d'ermee non conventionnellee par la France pour riposter à une éven-

tuelle attaque irakienne de ce type,

lorsque le bataille terrastre aura

commencé dans le Golfe, M. Fran-

çois Mittarrand e ouvert - et, pour

ce qui le concerne, clos - un débat

faire's, a affirmé M. Chirac, en ajnutant que c'est « une opinion pas très raisonnable inreque la vie de nos soldats peut être en jeu dans des proportions très larges ».

Le président du RPR a également repris, en les accentuant, les critiques qu'il avait formulées au début de la semaine sur la diplomatie françaice (le Monde du 6 février). «Nous sommes critiques ou ignorés par nos amis anglosaxons, critiques très vivement par suasion, c'est de laisser l'adversaire les Israellens, par l'ensemble des

attımique. Celle-ci reposant sur la

capacitá de « première frappe », la récuser comme « barbara » n'équi-

vaut-ii pas à en ennihiler l'effica-

cité? Et dire, camme l'e fait

M. Joxe, que l'arme nucléaira ne peut êtra utilisée que pour proté-

gar, cartes, le eterritaire natio-nel », mels aussi les « intérêts spé-

cifiques » de la Franca, n'est-ce

pea riaquer de feire naître, e contrario, la doute sur la néces-

sité de l'engagement français dans la guerre du Golfa?

A côté de ce débat légitime, les attaques de M. Chirac et celles da

M. Frençole Léotard enntre la

manlara dant M. Mittarrand

condult la palitique de la Franca

sont dérisaires et mel venues. Dérisoires, e'il a agit simplement – et il est permis de le craindre – de

confinter un atetut de candidet potentiel à l'Elysée. Mel venues, parce que M. Léotard et M. Chirac

ont voté, à l'Assemblée nationale,

pour les décisions proposées par

le président de la République et

consensus politique provisoire. Mais

Le nécessaire et le dérisoire

par Patrick Jarreau

quant : « On ne tape pas sur la bête au milieu du gué... » S'agissant de l'après-guerre du Gnlfe, M. Chirae n également dénoncé «un certain flou» dans la

stratégie de la France, estimant, en outre, « contestable » de s'en remettre an Conseil de sécurité des Nations unies pour rétablir la paix dans la région, comme le suggérait M. François Mitterrand. « Rien ne permet de dire que le Conseil de sécurité sero, demain, une instance fiable et efficace. On ne peut se fonder sur un système susceptible de se bloguer pour assurer l'équilibre, la paix, le retour à la stabilité dans une région aussi difficile a Enfin, sur le plan intérieur, M. Chirac a

pays arabes et leurs opinions publi-ques, a-t-il dit. C'est le tiercé dans l'ordre. C'est que quelque chose ne va pas » Il à affirmé, souseinis, ne

pas vnuloir « polémiquer » sur la

conduite des opératione pour la

libératinn du Koweit en expli-

Le sens de la dissuasion

reproché en gonvernement son

«évanescence» et son «impuis-

M. Valéry Giscard d'Estaing a émis, ini aussi, des réserves quant eu souhait de la France d'un nonrecours aux armes chimiques et nucléaires. Il a déclaré que la France ne doit pas se prononcer sur la manière dont les alliés riposteraient à une attaque irakienne chimique, si ce n'est pour dire que « la riposte sera terrible ». « On a les moyens d'effectuer toutes sortes de ripostes terribles, a déclaré l'ancien président de la République, quand on effectue deux mille six cents missions nériennes par jour. (...) Cesse riposte épargnera, autant que possible, les populations civiles et elle tiendra compte de nos

nôtre, puisque la France n'o pas

par la gouvernement et qua, da ces décisione, ila sont comprebles devant les Français. En temps da obligations internationales. M. Giscard d'Estaing, qui's'exguarre, la peys n'ettend pac de ses responsables, è quelque bord qu'ils apperdennent, qu'ils mènent primait, vendredi, sur TF i, a observé que « les Etats-Unis se sont absienus de toute réponse précise una campagna électorale, mais qu'ils choisissent en conscience la sur ce sujet ». « Nous devons foire de mêmes, e-t-il dit, ajoutant : meilleure ou la moins mauvaise pniitique pnesible, et qu'ils an assument solidairement la mise en sujets. » Le président de l'UDF a évité, tontefois, de critiquer direc-tement le président de la République, « Mon pays est en guerre, a-t-il dit. Je soutiens mon pays. > Il a « M. Mitterrand (...) pense roccom-moder demain lo porcelaine qu'il ajouté que, en tout état de cause, la décisinn de recourir au nucléaire vient de piétiner à l'abri d'un ou au chimique ene sera pas la

l'habileté manœuvrière ne remplace d'arme atomique dans le Golfe et pas d'armes chimiques ». pas la conviction. Et les peuples ne M= Simme Veil est d'accord s'y trompent pas. Pour retrouver une confiance, il faudra ramer... », avec le chef de l'Etat pour s'oppoconclut M. Jabert. set, « sur le plon morol », an recours oux armes «barbares», M. Alain Krivine, dirigeant de la mais il eurait fallu, scion elle, faire Ligue communiste révolutionnaire : une distinction a concernant « Affligeant et lamentable spectacle l'arme nucléaire, e C'est un peu dif que celui de François Minerrand ferent. Si on dit qu'on n'emploie retrouvant les accents d'un parti pos d'armes barbares, alors, où en qui, décidement, n'aura loupé est la dissuasion nucléaire? (...) Est-ce que le fait de le dire mainte aucune des sales guerres impérianant n'affaiblit pas lo position dissuasive? Je me le demande ».

tistes menèes par la France. Totale-ment dépendant de la politique américaine, le président de la e-t-elle indiqué, vendredi, enr République o confirmé que, seion France-Inter. Paur sa part, M. Gérard Lon-guet, président du Parti républilui, lo grandeur du pays et sa conception de la démocratie allaient se jauger au nombre de cain, evait affirmé dans un comcadavres. A qui peut-il faire croire que la France n'est pas en guerre muniqué à propos de l'intervention contre l'Irak, alors que ce pays est écrasé sous les bombes? Le gouverrand que e le président de la République a choisi la clarté (...) Cette nement et l'Elysée ont fait un choix

attitude est digne de in fonction et apporte sur des points essentlels les réponses attendues ». « Le PR est particulièrement attentif à ce que la guerre, qu'il s'agit aujourd'hut de gagner, puisse préparer après la vic-toire un ordre plus stable et plus juste au Proche-Orient, ce qui implique la responsabilité collective des Nations unies». En reveache, dans un entretien publié par la Croix (daté 9 février), M. Max Gallo, membre du courant de M. Jean-Pierre Chevenement, Socialisma et République, salue les propos du chef de l'Etat, sans, pour autant, les juger suffisants. eLa France doit, dès aujourd'hul, explique l'ancien ministre, demander au leader de la coalition de dire explicitement qu'il n'emploiera que des ormes conventionnelles. Car ce n'est pas parce que nous nous serons lavé les mains que nous ne serons pas solidaires de l'emploi de ces armes. Il faut agir des maintenani pour que lo position de lo Fronce solt celle de la coalition,

sans quoi, la remarque du président

sero aussi efficace que les condi-

tions posées au survol de la France

nécessaire sur l'enjeu moral de le guarre. Lee reaponsables pnliti-ques se ennt eussitôt angegés dane ce débet, les uns pour se félicher de la position prise par le pré-sident de le République, d'autres pnur e'interroger sur le blen-fondé d'una attitude qui revient à se pri-ver, aalon eux, du bénéfice de la dissussion. Les enclalistes, mais ausal M. Gérard Longuet, prési-dent du Perti républicain, et M. Jacques Berrot, secrétaira général du CDS, font partie das premiers, tandis que les objections sont venues de MM. Jacques Chi-rac et Véléry Ciscard d'Estaing et, de façon plus nuancéa, de M- Simone Vell,

M. Piarre Joxa, ministre da la défense, ayant précisé que le France « ne dispose pas d'armes chimiques» et qua, des lora, la question de leur emploi ne se pose pas pour ella, cella da l'arme nucléaire reste, en revanche, pertinente. Ainsi M- Vall estime-t-ella qu'en annonçant qu'il na recourrait pes non plue à ce moyen, quelles solent las circonstencas, M. Mitterrand a jaté un doute sur la logique même de la dissuasion

47 . 44

M. Léotard : «incobérence et dans une politique folle ». marcantilisme ». - M. Francois Léotard, ancien président du Parti républicain, estime, dans un entretion publié par le Point du 11 février, que « l'incohèrence et le mercantilisme » caractérisent la politique française au Proche-Orient. « Cette politique n'est plus lisible par personne et pas seule-ment par Israël », dit-il. Il ajoute : « Le monde arabe est en insurrection larvée contre nous. Pour y remédier, il faut consacrer lo mên énergie à la paix qu'à la guerre (...). La France doit mener une politique plus sélective, (...) en faisant préva-loir des valeurs démocratiques dans In région, par exemple réexaminer nos relations avec le Syrien Hafez El Asad, ou denoncer certaines pratiques médiévales dans tel ou tel

□ M. Jobert : «La France s'est ensevelie dans une politique folle.»
- M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, déclare, dans le Point dn 11 février, que a depuis le mois d'août dernier la France s'est investie, s'est ensevelie

La position de la Fédération protestante de France

«Il y a des paix plus justes que d'autres»

déclare le pasteur Stewart

sident de la Fédération protestante de France, a déclaré, vendredi 8 février, qu'il y a « des paix plus justes que d'autres, lorsque la paix fait droit à l'ensemble des revendications de justice des peuples». «Si une paix est imposée par une puis-sance au prix de l'écrasement d'un adversaire, a expliqué le pastear Stewart, si un nouvel ordre international est imposé par la force. j'émets de sérieuses réserves sur la signification de cette paix »

Tout en indiquant qu'il ne se situe pas sur « la ligne des paci-fistes », le président de la Fédération protestante de France s estimé au'il reviendrait à l'ONU d'établir, après-guerre, un nouvel ordre conferences internationales qui

Le passeur Jacques Stewart, pré- soient de véritables négociations ouvrant droit aux aspirations des uns et des autres ».

> Evoquant les récentes déclarations communes, en France, de responsables chrétieus, juiss et musul-mans (le Mande des 24 janvier et 6 février), dont il est l'un des cosignataires, le pasteur Stewart a affirmé que « ce dialogue interreligieux devrait avoir par la suite un écho en Israel et dons les pays du Maghreh, » Il a émis le souhait que ces contacts aboutissent, par exemple, « une fois venu le temps de la reconstruction » à « une solidarité financière et économique entre les trois grandes familles abrahami-

ques vers les pays du Moyen-

Les Lituaniens ont organisé leur propre « sondage » sur l'indépendance

Lee habitants de Lituenie éteient eppelée, semedl 9 février, à se prononcer sur l'indépendance de le République, par un « sondage », dont l'enjeu était surtout le taux de participation. M. Mikheil Gorbatchev avait d'avance décrété que cette consultation était illègele et les anti-indépendantistes avaient eppelé à l'ebstention. Les militaires soviétiques ont annoncé des manoceuvree dans les trois Républiques baltes è partir de dimanche

VILNIUS

de notre envoyée spéciale

Sur l'une des palissades autour du Parlement de Vilnius sont exposés des dessins d'enfants réalisés dans le cadre d'un « concours de l'espérance » après le massacre du 13 janvier. Aussi crus que peuvent être des dessins d'enfants dans un pays en guerre, ils retracent, pour la plupart, l'attaque de la tonr de la télévision par les chars soviétiques evec force détails, drapeaux litnaniens, foules pacifiques et soldats assassins. D'espérance, on o'en trouve guère dans ces dessins, pas plus qu'on n'en trouve dans la situation politique de la petite République balte sécessionniste : entre Vilnius et Moscou, quatre semaines après l'assaut meurtrier de l'armée soviétique – quatorze morts, – l'impasse est totale.

La population s'est depuis habituée aux allures de camp retranché qu'a pris le centre ville antour du Parlement et évolue sagement entre les chicanes mises en place à l'aide de blocs de bétoo pour pro-téger ce symbole de la souveraineté lituanienne. Il y a à la fois du Belfast et du Bucarest dans ce spectacle de gardes paramilitaires en treillis ou en combinaison noire se relayant à l'intérieur do bâtiment nour en assurer la défense jour et nuit, de barricades dressées à l'aide de poids lourds mis en travers de la chaussée, de graffitis antisoviétiques peints sur le bâtiment. Per-sonne ne se fait, à vrai dire, d'illusione sur l'efficacité de ce diepositif, mais, psychologique-ment, il compte. Du papier collant a été apposé sur toutes les fenêtres de la Bibliothèque nationale, face ou Parlement, prête à servir d'hápital d'urgence pour d'éven-tuels blessés. Une sorte de « souk » de le contestation antisoviétique e'est constitué aux abords du Parlement, avec passeports de l'URSS et décorations mis au pilon. A l'intérieur, une vieille femme vend chapelets, images pienses et bougies. Le président Landsbergis vit dans le Parlement, qu'il n'a plus quitté depuis le 13 janvier.

Les blindés de l'armée soviétique n'ont pas quitté non plus la tour de la télévision et ses etudios, situés en deux points de la ville, qui sont désormais aux mains de ce qu'on eppelle ici des «collaborateurs». Une télévision libre continue de fonctionner, tant bien que mal, à Kannas, in deuxième ville de Lituanie, avec l'aide des anciens employés de la télévision de VIInius. En bas de la tour de la télévision, gardée par des soldats en armes vêtus de gilets paro-balles, d'innombrables fleurs, bougies et immenses croix de bois, dans le neige, marquent le sonvenir des victimes du massacre. Avec, dans un coin, cette inscription : eLe sang lituanien pour remercier le monde du Prix Nobel de la paix.» Dans une rue, un nutocar polonais orné d'une eroix rouge attend d'être déchargé de sa livraison de médicaments. «La Pologne fait beaucoup pour nous », relèvent les Lituaniens.

> L'enjeu de la participation

La délégation parlementaire poinnaise est l'une des plus nombreuses permi les délégations étrangères venues observer le «sondage» de samedi 9 février sur l'indépendance de la Lituanie. Mais si les ex-pays frères d'Europe centrale sont bien représentés, les Occidentaux, en revanche – mise à part une petite délégation du Sénat beige, – sont restés en debors de ce référendum qui ne veut pas dire son nom et auquel M. Gorbatchev a, par avance et par décret, enlevé toute validité juridique.

En demandant aux deux millions sept cent cinquante mille électeurs lituaniens de se prononcer sur la question: « Eles-vous pour un Etat lituanien, République démocratique et indépendante?», les dirigeants nationalistes entendent, en effet, dresser « un mus contre le référendum de M. Gorbatcher», organisé, lui, le 17 mars à l'échelle de toute l'Union soviétique, explique M. lozuas Tumelis, président du Sajudis, le mouvement qui a porté l'équipe de M. Landsbergis an pouvoir lors des élection d'il y a un an. La Lituanie, qui, comme les autres Républiques baltes, refuse d'organiser sur son territoire ce référendum fédéral, pourra donc se prévalois des résultats de sa propre consultation interne, en particulier aux yeux de l'Occident.

Il fait peu de doute que le « oui » l'emportera, pnisque l'électorat est composé à 80 % de Lituaniens. L'enjeu de ce scrutin est done la participation, et les forces « unionistes » ont intensifié leur propagande ces derniers jours en faveur du boycottege. Des bélicoptères militaires ont lâché des tracts sur

Kannas appelant, au nom d'uo «comité des citoyens» amonyme, à ne pas participer au sondage. A la radio, désormais aux mains des Soviétiques, un présentateur évoquait vendredi la possibilité « d'une attaque extrémiste fasciste menée par des Lituaniens déguisés en militaires soviétiques». Le commandant des forces armées soviétiques dans la Baltique, le général Fiodor Kouzmine, a annoncé des manœuvres militaires pour le 10 février, une mesure que tout le monde considère ici comme répondant à une volonté d'intimidation, mais qui n'émeut guère.

L'opinion se radicalise

Les 20 % de non-Lituaniens (9 % de Russes, 7 % de Polonais, le reste constitué essentiellement de Biélorusses) et les militaires – ces derniers sont autorisés à voter s'ils sont résidents permanents eo Lituanie – ne sont pas les seules destinations de la campagne abstentionniste. Certains Lituaniens, intellectnels pour la plupart, craignent que cette eonsultation oe tonrue eo plébiseite pour M. Landsbergis, dont les positions sont parfois jugées trop à droite.

Mais la cote de popularité de M. Landsbergis et du Sajudis, de plus en plus contestés à l'automne dernier, n'a jamais été aussi haute

émotionnel ressenti par la population après l'intervention brutale de l'armée soviétique a balayé les doutes et les critiques exprises par certains à l'égard du courant nationaliste le plus intransigeant. L'opinion se radicalise et il se produit nne dérive du centre vers la droite, constate M. Rolandas Pavilionis. recteur de l'université et ancien membre da Parti communiste, qui recoonaît avoir lui-même expérimenté ce processus. Cette radicalisation aurait même touché une partie de la communauté russe et polonaise, affirment des iotellectuels russophones. La manifestation monstre organisée à Moscou le 20 janvier en signe de solidarité avec les Baltes e d'ailleurs favorisé le rapprochement d'une partie de la minorité russe avec les Lituaniens. Les résultats de la consultation, dont on devrait déjà disposer dimanche, permettroni sans doule de vérifier cette évolution.

Déprimés, certes, mais apparemment toujours aussi déterminés, les Lituaniens vont émettre leur verdict. Ce qui se passera après, nul o'eo a ici la moindre idée, pas plus qu'à Moscou d'ailleurs. « Après une politique uussi trrutionnelle, on peut s'attendre à tout de la part de Moscou», estime le président du

SYLVIE KAUFFMANN

Important remaniement à la tête du KGB

Un important remaniement vient d'être annoncé à la tête du comité de la sécurité d'Etat (KGB) de l'URSS par son président, M. Krioutchkov. La même organisation a per ailleura démenti avoir placé M. Eltsine sur table d'écoute (le Monde du 9 février), affirmant dens un communiqué que l'équipement découvert mercredi près des bureaux du président du soviet de Russie « n'était pas destiné à l'écoute, mais e été installé en 1981 pour assurer la protection électronique des lignes de télécommunications contre une éventuelle fuite d'informetions s...

La direction du KGB avait été peu remaniée pendant les six années de la perestroika, puisque son chef, M. Vladimir Krioutchkov, nommé à la place de Viktor Tchebrikov en octobre 1988, o'nvait remplacé qu'un scul de ses deux principaux adjoints : en septembre dernier, le général Guennadi Agueev, ancien responsable du contre-espionnage, evait été nommé premier vice-président, en remplacement du général Nikolaï Emokhonov, qui occupait la place depuis 1984.

Restait le général d'armée Filip Bobkov, soixante cinq ans, membre du KGB depuis 1945 et son numéro deux depuis 1985, un homme que les lzvestia de vendredi présentent comme le «véritable pilier» de la Loubianka (la forteresse da KGB sur la place Dzerjinski, à Moscou). Le général Bobkov était déjà tristement célèbre pour nvois été à la tête, à partir de 1978, de la cinquième direction, chargée depuis 1967 de combattre les «diversions idéologiques de l'adversior», autrement dit les dissidents.

Cette direction n été transformée en octobre 1989 en «direction pour la protection du régime constitution-

nel soviétique» (et il reste à voir si cela changera beaucoup ses attributions), mais son ancien chef, qui avait été élu l'an dernier député de Russie, n'en montrait pas moins par ses voites ses sympathies conservatrices. On note aussi que son fils Serguei siège au conseil de rédaction du mensore la Jeune Garde, bien counue pour ses opinions ouvertement xéno-phobes et réactionnaires.

> Le général Titov au contre-espionnage

Quoi qu'il en soit, le général Bobkov va devenir simple «consultant» an ministère de la défense. Il est remplacé par le général-lieutenant Viktor Grouchko, de quinze ans son cadet, et déja simple vice-président du KGB depuis 1989, en tant que successeur du général Aguerv à la tête de la deuxième direction principale, chargée du contre-espionnage.

Le général Grouchko, qui est aussi, depuis juillet 1990, membre du comité central du PC soviétique, sera remplacé comme chef des «contreespions» soviétiques par le général
Guennadi Titov, un « spécialiste »
de l'ex-RDA selon les Izvestia. Malgré son âge avancé (soixante-huit
ans), il s'agit très vraisemblablement
du même Guennadi Titov, «diplomate» expulsé de Norvège en 1977
et qu'Oleg Gordievsky, transfuge du
KGB, décrit dans soo livre (1)
comme « l'officier du KGB le pius
déplaisant et le plus dénué de principes qu'il ait jamais rencontré »,
connu pour son « don prodigieux de
la flatterie », mais aussi « jamais à
court de blagues ou d'anecdotes ».

Un autre ancien, le général-colonel Vladimir Pirojkov, soixante-six ans, quitte l'organisation: membre de l'écquipe Chelepine» des années 60 — les apparatchiks des Jeunesses communistes recrutés dans la police par cet ancien rival de Brejnev, — le général Pirojkov était vice-président du KGB depuis vingt ans, en charge notamment de la direction des cadres et du «contre de presse» créé récemment. Il présidera désormais

l'amicale des «anciens des services de sécurité».

On ignore le nom de son successeur, mais M. Krioutchkov, dans son entretien anx lzvestia, insiste sur le jeune âge de la personne qu'il vient de nommer à la tête de la cinquième direction du KGB, chargée de la protection de la Constitution: M. Valeri Vorotnikov n'a en effet que quarante-cinq ans. Aucun détail n'est doané cependant sur ses activités antérieures, ni non plus sur le sort des quaire antres vice-présidents que comptait jusqu'à présect, contre MM. Priojkov et Grouchko, la direction centrale du KGB. Il est probable que rien c'est changé à leurs attributions, notamment à celles du général Leonid Chebarchine, patron de la «première direction principale» (le renseignement extérieur), où il s remplacé son patron actuel, M. Krioutchkov, en 1938.

(1) Le KGB dans le monde (1917-1990), par Christopher Andrew et Olog Gordievsky, Fayard, 570 p. 180 F. M. Boris Eltsine s'est entretenn an téléphone avec le président Landsbergis

Le président du Parlement russe, M. Boris Eltsine, s'es! entretenu, vendredi 8 février, au téléphone avec le président lituanien Landsbergis, M. Eltsine, qui soutient la souveralneté de la Lituanie, se trouvait à Kaliningrad, port russe sur Baltique, où il tentait de calmer les inquiétudes des Russes qui sont près d'un million à habiter cette région enclavée, séparée de la Russie par la Lituanie et la Biélorussie. « La région de Kaliningrad est russe et restera russe a. e-t-il déclaré devant des ouvriers en effirmant que l'accord qu'il entend signer avec le président Landsbergis. eimilaire à celui qu'il a déjà signé avec la Lettonie et l'Esinnie, r comportera des cleuses sur Kaliningrad. concernent l'économie, les transports et l'énergie ».

ALBANIE

La possession de voitures privées est autorisée

Selon un décret publié, vendredi 8 février, dans l'organe du Parti communiste, Zeri i Popullii, les Albanais peuvent désormais posséder une voiture. Les seuls véhicules autorisés daos le pays étaient jusqu'alors les vébicules officiels et d'entreprise, soit au total quelques centaines d'automobiles. Les Albanais peuvent maintenant recevoir nne voiture en « cadeau » de leur famille établie à l'étranger.

L'Albanie ne produit pas d'automobiles et aucun véhicule n'est en vente dans le pays. Le Parlement albanais a d'autre part annancé vendredi la dépolitisatinn prochaine de l'armée, de la police et de la justice. Le conseil des ministres a été chargé d'élaborer un projet de loi visant à soustraire ces institutions au enntrôle du parti communiste.

I YOUGOSLAVIE : nouveau pas des Slovènes vers l'indépendance, -Les négociations sur l'avenir de la Yougoslavie, entre la présidence fédérale et les dirigeaots des six Républiques composant le pays, ont été supendues, vendredi 8 février. Avant de quitter la réunion, M. Milan Kucan, le président de la Slovénie, a annoncé, pour la première fois devaot ee collège, que sa République « voulait se séparer de lo Yougoslavie». Parallèlement, à Ljubljana, M. Lojze Peterle, le premier ministre slovène, déclarait que la Slovénie allait présenter aux aotorités fédérales un « projet d'accord de divo: ... - (Corresp.)

ITALIE: après un premier échec

M. Achille Occhetto a été élu à la tête du Parti démocratique de la gauche

Cinq jours eprès son imprévisible échec au congrès fondateur de Rimini (le Monde du 5 février), M. Achille Occhetto, encien secrétaire générel du PCI, e été élu, vendredi 8 février, premier secrétaire du Parti démocratique de la gaucha (PDS).

ROME de notre correspondant

Avec 376 voix contre 127, t7 abstentions et 4 bulletins blancs, le maître d'œuvre de la grande mutation communiste italienne, qui était seul en piste, a grosso modo retrouvé, au sein du conseil national du PDS – le « parlement» du parti – les 72 % de consentements qui s'étaieot précédemment exprimés, dans les fédérations de l'ex-PCI, sur le nom et le symbole proposés pour le ocuveau PDS.

le oouveau PDS.

Apparemment satisfinit de ce résultat sommairement jugé « encourageant », M. Occhetto (le « leader du chêne », comme il souhaîte désormais être nommé) s'est félicité de « la quantité et la valeur politique » des voix qui se sont portées sur lui. « Pour ceux qui nous donnaient déjà mort, plaisantait-il à peice élu, ceci est le jour de la résurrection. » Résurrection qu'il va falloir sérieusement consolider pour passer la prochaine échéance électorale. L'image, la crédibilité du nouveau-né politique ont sérieusement souffert du revers de Rimini et le premier secrétaire du

PDS n'a consenti à lever le flou sur sa re-candidature, que quelques heures evant la réunion de Rome. Tout cela laisse des traces. Or il reste à faire vivre le PDS à la hauteur de ses ambitions potitiques déclarées, c'est-à-dire en faire une vraie formation d'alternative eu gouvernement dominé depuis quarante-quatre ans par la démocratie chrétienne.

Un compromis bancal

Obtenu grâce ou ralliement, après d'intenses tractations nocturnes, des quatre-vingt-douze conseillers natio-naux (sur cinq cent quarante-sept) qui forment l'aile droite réformiste du PDS, le vote de vendredi ne préjuge en rien la confrontation politique qui va en effet se poursnivre et même s'intensifier au sein du parti. Il se confirme que l'élection manquée il y e cinq jours fut, pour une bonce part, la conséquence de la défection d'un grand combre des réformistes conduits par M. Giorgio Napolitano, forts mécootents de la positioo ultrapacifiste pronée par la gauche du parti et assumée par M. Occhetto dans l'affaire du Golfe. Ce eboix tactique lui ayant permis d'éviter une scission trop importante de la gauche, regroupée autour d'une motion intitulée «Refoudation communiste», l'ancien pairon da PCI s'est donc à nouveau rapproché de l'aile droite avec laquelle un accord n pu être cooclu vendredi. Compromis bancal et essentiellement électoral, M. Napolitano ayant

clairement laissé entendre que la majorité qui e'est exprimée sur le nom du premier secrétaire ne constituait pas une majorité politi-

Forts d'environ cent soixante-dix

membres au sein du conseil national, les adversaires les plus décidés de ce «centre» incarné par M. Occhetto et ses amis (deux cent quatre-vingt-quatre membres) ont également fait part de leur volonté de «bâtir une puissante alle gauche» à l'intérieur du parti naissant, ne serait-ce que pour éviter «la dérive à droite» vers laquelle, selon eux, la majorité du PDS semble s'enliser. L'un des leaders de la «refondation communiste», M. Lucio Libertini, a d'ailleurs mis les points sur les i : «Il n'y a pour l'avenir que deux choix possibles, l'identité communiste ou le socialisme réformiste. Au centre, il n'y a rien.» Ce «rien» que M. Occhetto semblerait aujourd'hui vouloir occuper...

PATRICE CLAUDE

O GRÈCE: découverte de l'épave da C-130. – Des sauveteurs ont retronvé, veodredi 8 février, l'épave d'un avion de transport militaire grec qui evait disparu, mardi 5 février, avec cinquante-huit soldats et cinq membres d'équipage à son bord. L'Hercules C-130 e été repèré sur no des flancs du mont Othrye, à 1 500 mètres d'altitude. La progression des secons est raleotie par une couche de 2 mètres de neige. – (Reyter.)

EN BREF

ANGOLA: suspension des négociations de paix. — Les négociations entre le gouvernement angolais et le mouvement rebelle UNITA ont été suspendues, vendredi 8 février, à Lisbonne, sans que les deux délégations tiennent une seule réunion. La délégation de l'UNITA a, en effet, fait valoir qu'elle n'evait reçu aucun mandat pour arrêter la date d'un cessez-le-feu. — (Reuter.)

D'CHINE: prochaise tournée en Europe du ministre des affaires étrangères. — M. Qian Qichen effectuera une tournée officielle dans sept pays européens, du 21 février ou 9 mars, e ennoncé, vendredi 8 février, la télévision chinoise. Il visitera le Portugal, l'Espagne, la Pologne, la Bulgarie, la Hongrie, la Grèce et Malte. — (AFP.)

D HAPTI: 134 hauts foaction ont l'interdiction de sortir de pays. -134 hauts fonctionnaires de l'Etat, dont les membres du cabinet ministériei sortant, ne pourront pas quitter le territoire haitien avant d'evoir obtenu le quitus du Parlement pour leur gestion des fonds publics, a-t-on annoncé vendredi 8 février, de source officielle à Port-au-Prince. Par ailleurs, 28 autres personnalités. dont la présidente provisoire sortante M= Ertha Pascal Trouiflot, ont également reçu l'interdiction de quitter le territoire, apparemment pour répondre aux questions des magistrats dans le cadre de l'enquête sur le coup d'Etat manqué néo-duvaliériste dans la nuit do 6 au 7 janvier dernier. - (AFP.)

o INDONÉSIE: an extrémiste musulman aurait été exécuté. - La presse a rapporté, samedi 9 février, l'exécution d'un extrémiste musulman; condamoé à mort en 1982 pour nvoir commandité le détournement d'un appareil de la compagnie sérienne netionale Garuda sur Bangkok en mars 1981. Cette exécution n'a pas été confirmée de source officielle. Il y a quelques jours, le gouvernement n adressé une mise en garde aux extrémistes qui sernient lentés de mener des actions terroristes en relation avec la guerre du Golfe, - (AFP.)

D LIBÉRIA : sommet extraordinaire de la CEDEAO le 12 février. -Un sommet extraordinaire, consacré au conflit libérien, réunira le 12 février prochain, à Lomé, buit Etats de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Outre les cinq pays du Comité de médiation sur ce conflit (Gambie, Ghana, Nigérin, Sierra-Léone, Togo), seront également présents, la Côte-d'Ivoire, la Guinée et le Mali. Les leaders de la rébellion libérienne, MM. Charles Taylor, du Front national patriotique du Libéria (FNPL), et Prince Johnson, du Front national patriotique indépen-dant du Libérie (FNPI), ont tous deux accepté de se rendre à Lomé pour ce sommet. - (Reuter.)

· <u>.</u>

- -

de président Déby. — Le colonel Idriss Déby fera une vieite de travail à Paris, les lundi 11 et mardi 12 février. A cette occasion, le chef de l'Etat tchadien, dont ce sera le premier séjour en France depuis son accession au pouvoir en décembre dernier, sera notamment reçu par MM. François Mitterrand et Michel Rocard.

CHAMPS

At Monde ECONOMIQUES



La chance de Melun-Sénart

La ville nouvelle du sud-est de Paris abritera le grand stade avec l'espoir d'accueillir le Mondial en 1998

Le premier ministre a chaisi : le futur grand stade de 70 000 à 80 000 places, dont la France doit se doter pour prétendre à l'organisation du Mondial de football en 1998, sera construit dans la ville nnuvelle de Melun-Sénart (Seineel-Marne), au sud-est de Paris.

The second of th

« Nous choisirons le site le plus intelligent : la phrase est de M. Jean Glaveny. Elle est prononcée le 10 octubre dernier. Le « Munsieur grand stade », nommé un an plus 101, par M. Michel Rucard, vient de survoler Melun-Sénart. Puis il a rencontré le préiei, les élus, les responsables de la Ville nouvelle. Il canclut sa visite sans se départir de sa prudence, sans démesquer ses préférences. Mais lui, qui, six muis plus tôt, a recensé vingt-sept sites possibles avant d'en présélectionner sept seulement, le vnici qui concède : « Le dossier de Melun-Sénort est un bon dossier, qui tiens bien la

Pourtant, à cette date - il y e moins de quatre mois - Melun est loin d'avoir partie gagnée. La fourchette des choix se resserre encore. Quatre lieux restent en lice: Massy

(Essonne), Nanterre (Hauts-de-Scine), Tremblay-lès-Gonesse (Seine-Saint-Denis) et Melun-Sénart (Seine-et-Marne).

Le gouvernement voudrait trancher evant la fin de l'ennée. Mais il ne respectera pas l'échéance. La menace de la guerre du Golfe relègue alors les jeux sportifs à une place légitimement subalterne. Et puis, le premier ministre souhaite rencontrer encore les élus des sites envisagés. Car, dès le départ, il a fixé le critère primordial du choix : « Le site retenu devra avoir l'assentiment des élus locaux. »

C'est d'ailleurs ce critère qui distribue inégalement les chaoces entre les finalistes. A Massy, qui ne manque pas d'atouts, la candidature provoque une querelle au sein du conseil municipal, et le maire, M. Claude Germon, député socialiste de l'Essonne, essuie quelque temps l'hostilité des militants de la Nouvelle Ecole socialiste à son projet. Nanterre e bieo l'aval du président du conseil général, M. Cherles Pasqua, d'élus de druite et du PS. Mais le maire, M= Jecqueline Freisse-Cazalis,

celui de tous les élus communistes d'lie-de-France : Tremblay-lès-Gonesse. Qui, pour embellir son image, s'est rebaptisé Tremblay-en-

Le handicap de l'éloignement surmonté

Nanterre disposait d'un atout énorme, outre la disponibilité des parkings de la Défense et le desserte par la ligne A du RER ; celui de la proximité de Paris. Compensé, il est vral, par un inconvé-nient plus décisif : sa situation à l'ouest de ls capitale. Le gouvernemeot ne voulait pas rennncer à l'ambition, qu'il partage avec le maire de Paris, de rééquilibrer l'ag-3lomération en implantant les gros équipements à l'est, au sud, nu au nord, en tout cas partnut sauf à

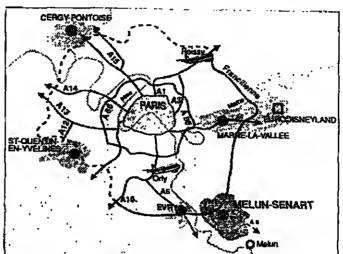
Ce serait done Trembley nu Mehun-Sénart, l'un et l'autre soulenus par leurs élus et le préfet du

communiste, o'a qu'on favori, dépertement. Tremblay semble l'emporter. Sun projet, préparé depuis inngtemps et avec la participation de Bnuygues, est plus éla-baré. Son plus faible éloignement de Paris: 14 kilomètres contre 31 pour Melun-Sénart, plaide aussi en sa faveur. Il a la préférence du promier ministre, quand le résultat d'une analyse plus fine des transd'une analyse plus time des trans-ports inverse les plateaux de la balance. Au mnins eutant que l'inutilité d'un « cadeau » du gnu vernement à l'adresse des élus d'un Parti communiste qui le censure...

Pour vider un stade de 80 000 places en peu de temps, il faut des transports en commun de grande capacité. Le ligne B du RER qui dessent Tremblay, et en plus Roissy, n'aurait pu assurer la cadence nécessaire, évaluée à 16 trains à l'beure, qu'au prix de travaux très lourds. Toutes les possibilités d'investissement y auraient été englauties pendant plusieurs années. Quant aux vnitures particulières, elles ne pourraieni s'échapper que par l'auto-route A I, dont l'élargissement prévu est déjà indispensable pour assurer une desserte convenable de Roissy et du Parc des expositions de Villepinte.

Metun-Senart a réuni plusieurs cartes dans son jeu pour surmonter le handicap de le distance. Les 40 bectares de terres céréalières destinées au grand stade seront tout proches de le ville nouvelle. tout proches de le ville nouvelle. Ils forment un triangle bordé à l'est par l'autoraute A5, qui reliera Paris et la Bourgogne, au sud par les futures voies du RER et des TGV. La Francillenne, le « périphérique de l'Ile-de-France », qui mettra en communication les autorautes Al (nord), A4 (est), A6 (sud) et A 10 (Aquitaine) traverse

La ligne D da RER reliera, en 1995, Melun-Sénert avec le Châtelet, donc avec tous les RER. La gare d'interconnexion des TGV nord-est, sud-est et sud-ouest et des RER sera construite à 500 mètres du grand stade. Cette « desserte diversifiée » pourralt même être complétée par l'aérodrome de Melun-Villaroche pour des événements exceptionnels. Enfin, le terrain ne manque pas pour créer 10 000 places de par-king : 2000 près de la gare, 2000



vaisines des 200 000 mètres carrés de bureaux proches, et 6 000 autour du stade. Les promoteurs de la candidature de Melun-Senari concluent leur plaidoyer : « Bran-ché sur la province et l'étranger, le grand stade ne sera qu'à une demi-heure du centre de Paris... comme Eurodisneyland v.

Autant d'arguments cournnés par un autre, ultime : le grand stade sera ce que les urbanistes dénomment un « élément structurani v. autour duquel s'urganisera un tissu d'activités, de bureaux, de logements, de centres de loisirs. Melun-Sénart, dernière-néc (en 1973) des cinq villes nuuvelles autour de Paris, avec ses 20 000 empluis pour 80 000 habitants, n'a pas encore pris son envul. Il lui manque un cnup de pouce. Ce que M. Jean-Jacques Fuurnier, président du syndicat de l'agglomération nuuvelle, appelle un détangueur un Melun-Sénart, derniére-néc (en « un détonateur ».

Avec ou sans la mairie de Paris

Le choix du site opéré, le futur grand stade n'a pas encore de visage. La France pourra confirmer le dépôt de sa candidature, effectué le 1st février 1989, à l'organisation de la Coupe du monde de football de 1998 et remettre son dossier avent la limite de juin prochain. Un concours sera vraisemblablement organisé pour dessiner le complexe qui abritera pelouse, gra-dins, stades annexes d'enfraînement, centre commercial, bureaux, et peut-être même

Il faudra d'ailleurs définir la fonction de ce grand équipement. conçu pour accueillir aussi des épreuves d'ethlétisme et des concerts? Il faudra préciser si l'on vise des utilisations multiples, partielles, donc, plusieurs dizaines de jours par an, ou quelques manifes-tations de grande masse.

Le coût envisagé - qui pourrait avoisiner 3 milliards de francs pas plus que le principe du finan-cement, ne sont connus. Le gouvernemeot semble ne pas exclure un montage financier recourant aux capitaux privés. Le conseil général de Seine-et-Marne, présidé par M. Paul Seramy (UDF), y prendra part. Le conseil régional d'Ile-de-France sera, lui aussi, impliqué, ne serait-ce que par les investissements de transport.

L'inconnue demeure sur la parti-cipation de la Ville de Paris. M. Jacques Chirac, meire de Paris en 1984, premier ministre en 1988, a voulu ce grand stede. En mai 1989, il evait écrit à M. Rocard pour lui dire que la capitale participerait au projet, a même si cet équipement ne peut être situé sur le territoire de la ville de Paris ». Mais, mécontent de ne plus être associé aux études préparant le choix du site, il s'est récemment désengagé. Pourtant, le Mondial en France, ce serait le Mondial à Paris au moins autant qu'à Melun-Sénart.

CHARLES VIAL

Un grand stade, pour quoi faire?

Dans un pays où les matches même importants aux yeux des sportifs, se jouent raremant à guichats fermés, est-il sage da consacrer des milliards de francs à construire un édifice ayant l'ambiuun d'accuaillir près du dauble de spaciateurs que le parc des Princes?

Une première réponse tiens en trois mats : Coupe du mande. Si la France veut, comme sas voi-sinas, l'Italie ou l'Espagne, orga-niser le Mundial de football, il lui faut un stada de quatre-vingts milla places. La question devient alors : faut-il prétendre à un tel honneur? Certains répondront : oui, pour le prestige; aui paur susciier l'essor du fontball chez les jeunes Français; oui, pour les retombées économiques.

On peut aussi faire appel à des raisons liées à l'urbanisme. Si le grand stade ne bouleversera pas la vie quotidienne des Franciliens, il orientera néanmoins l'aménagement d'une villa, d'une agglomération, d'une région. Il catalysera des activités non seulament de loisirs, mals aussi de commerce ou d'enseignement. Lieu d'ani-mation, il drainers un afflux de spectateurs venus, par les TGV ou les autoroutes, de province et

Un gigantesque

Encore faudra-t-il que sa fonc tion soit bien ejustée. Pour faire le voyage de Paris, de Tnulouse ou de Bruxelles à Melun-Sénart, i faudra d'autres motifs qu'un seul match. La technologia permet aujourd'hui d'escampier una pelouse ou de déployer un toit immense, multipliant les possibi-lités de rassemblement, les utilisations partielles, les genres de spectacles. Des complémenterltés naîtront : insertion d'une uni versité, d'un centra de sémi-naires et d'un complexe d'affaires, facilitée par l'équipe ment obligatoirement sophistique en moyens de communication.

Depuis qu'a amergé, en 1936, l'idea d'un g:and stade à Paris reprise dans les années 60 sous le général de Gaulle, le concept a evolué. Des prises de conscience sont apparues, écologiques, par exemple, qui ont fait écarter l'implantation dans le bois da Vincennes. Le projet reesemble cependant à un gigantesque pari. Le grand stada de Toronto, modèle du genre, ne se porte pas aussi bien qu'on l'a cru à sa naissance récente. Les pères du grand stada de Melun-Sénart auroni besoin de beaucoup d'argem, mais enecre plus d'imagi-nation.

Avant la consultation extraordinaire décidée par son congrès de Clermont-Ferrand

La FEN reste sous la menace d'un éclatement

Empoignades violentes, accusations, fausses sorties et excuses publiques, le congrès de la FEN à Clermont-Ferrand, qui s'est achevé vendredi 8 février. est resté fidèle au rituel. Comme le soulignait M. Yannick Simbron, réélu secrétaire général (le Monde du 3 février), on ne se débarrasse pas facilement du « poids de l'histoire » dans une institution telle que la FEN, où s'affrontent, depuis quarantetrois ans, cinq « courants de pensée» politique et quarantehuit syndicats catégoriels.

---SORTIES

CLERMONT-FERRAND de notre envoyée spéciale

Une vraie chape de plomb a pesé sur ce congrès de Clermont-Fer-rand censé redynamiser la FEN, accélérer sa mutation en amorçani le remodelage de ses structures internes et « fédérer les convergences » de ses quarante-huit syn-dicats. Ambitieux programme dont ce congrès annonce qu'il sera difficile à mettre en œuvre et ne débutera véritablement qu'avee la consultation directe et à bulletin secret prévue par la direction, mais dont il reste à définir le date, le contenu einsi que les modalités, notamment en ce qui concerne le rôle des syndicats nationaux dans

Le 32° congrès de la FEN a ménagé peu de surprises : M. Yan-nick Simbron, étu en 1987, reste secrétaire général; le vote d'orientation confirme l'affaiblissement de la majorité socialiste de la FEN réunie dans le tendance UID (Union, indépendance et démocra-tie); la décision, enfin, a été prise, par une courte majorité du congrès (53,23 %), d'organiser un congrès extraordinaire avant la fin de

Peu de surprises non plus quant au fond des débats. Sur l'avenir du syndicalisme, ses rapports avec la politique et la société, comme sur c remodelage des structures de la

FEN, la place des syndicats nationaux aux différents niveaux de décision ou encore la feçon de « gérer » le compromis ou la négocietion : le double antagonisme qui fait s'affronter dans la FEN instituteurs et professeurs d'une part, communistes et socialistes, d'autre part, a pu s'exercer à plein.

La tensioo est montée jeudi 7 février. Elle a culminé en fin de journée, quand sont sortis les ténors des deux principales ten-daoces, Unité action (UA) et Unioo, indépendance et démocra-tie (UID). Et le spectacle s'est transformé en guerre de tranchée, vendredi 8, evec le vote sur le congrès extraordioaire, puisque M. Simbron devait demander un vote « par appel nominal à lo tri-bune ». Car la minorité UA (princi-palement animée per des communistes) avait, à la dernière minute, sorti une charte s'apposant à la tenue d'un congrès extraordinaire, pour lequel les délégoés n'étaient

« La seple gestion du quotidien »

C'est done bloc contre bloc que les points de vue se sont exprimés. M. Raphaël Szajnfeld, porte-parole de la tendance UA, dont le pilier est le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), a dénoocé les tentatives d'ingérence et de pressions de la majorité socialiste qui voudrait, en insti-tuant des «unions de syndicats » par grande branche professionlimiter les compétences des syodiests « à la seule gestion du

« Dans la branche enseignante par exemple, a-t-il développé, qui jouera le rôle principal? Le syndicat le plus important de la branche la plus importante, c'est-à-dire, le SNI-PEGC. Il a en autre accusé de la projecté fild en de vouloir de la pouloir la majorité fédérale de vouloir minorer l'infinence des comants de peosée au seio des instances dirigeantes de la FEN, au moment précis oò cette majorité est « en régression de plus de 6 % ». Der-nière opposition de la part du principal courant minoritaire : le sort

réservé oux « revendications » des personnels par la majorité fédérale. « Vous parlez de nos divergences idéologiques, a accusé M. Szajn-feld. Il y o bien longtemps que nous avons tiré les leçons de l'histoire. Ce qui nous rassemble, ce sont les revendications des personnels. Nous ne voulons pas, comme vous, leur imposer une vision de la société.»

M= Mnnique Vuailiat, secrétaire générale du SNES, a, elle aussi, usé d'un ton polémique, mais en se situant sur un terrain moins politique. Pour marquer ses distances avec les communistes, mais aussi parce qu'elle est solidement implantée sur le terraio des lycées et donc eo concurrence directe avec le SNI-PEGC, principale force de la tendance majoritaire. M= Vuzillat a longuement expliqué qu'elle ne voulait surtout pas divorcer d'avec la FEN. « J'ai lo conviction que vous ne parviendrez pas à lo faire imploser, ni à la détruire », a-t-elle lancé à la mejo-rité fédérale. Car quitter la FEN, pour le SNES, reviendrait à laisser le ebamp libre au SNI-PEGC, qui pourrait alors mettre en œuvre son projet de syndicat unique des enseignants et étendre son champ aux professeurs de lycée.

« Regrouper plusieurs syndicals nationaux dans un certain nombre de fédérations de branches, a explique Monique Vuaillat, en dési-gnant le SNI-PEGC, reviendrait à garantir à au moins un syndicat national, désigné, de s'assurer une majorité pour régner en maître sur chaque fédération. Le carcan serait total, les interdits permanents, le droit de négociation transféré.»

Répondant à une ettaque l'accusant de « corporatisme », la secrétaire générale du SNES s'est aussi exprimée plus largement sur le rôle da syndicalisme. « Nous sommes de ceux, s'est-elle défendue, qui pensent qu'un acquis vout mieux qu'une revendication non satisfaite et nous ne nous privons pas de valo-riser les nôtres et ceux que, plus rarement, nous rapporte la FEN. (...) Nous ne considérons pas que rous quittez le terrain de l'indépendance parce que vous signez des accords, mais parce que vous laissez

oux politiques le soin de définir le champ du possible alors que nous, nous considérons que le champ du possible est lo résultante du rapport de sorces que nous reussissons à créer. » M= Murtine Legal, au nom du SNI-PEGC, a répondu en fusti-geant le « clientélisme », le « corporatisme», le « syndicalisme de l'impossible » et celui de «lo revendication comme une fin en soi ». Un bel échange, meis dont on connaissait par avance tous les

Blaff ou ... blues?

Bloquée, sans perspectives immédiates, bridée par le risque bien réel d'un éclatement c'est ainsi qu'apparaissait la FEN, veodredi, côté majorité. Et M. Yan-nick Simbron lui-même, à l'issue du congrès, n'exclusit pas totalement le risque de la rupture. Même s'il insistait sur la nécessité « d'als'il insistati sui la necessite de un-ler le plus loin possible dans la négociation. Au bout du chemin, confieit le secrétaire général de la FEN, il y a un choix à faire et chacun se déterminera ».

Coup de bluff au coup de blues d'après-congrès ? Pour la majurité UID de la FEN en tout eas, la merge est étroite. Elle n'est visiblement pas en état de servir de moteur à une recomposition globale du syndicalisme français. Or ce processus, longtemps envisagé, lui aurait, entre autres choses, permis de ne pas se laisser pièger dans une opération de restructuration interne forcement très difficile.

En outre, le temps dont elle a besoin pour meltre en place la consultation des adhérents et organiser son congrès extraordinaire, clarifier et négocier son projet de restructuration, voire faire taire ses divisions internes, joue anssi cootre elle. La secrétaire générale du SNES, Me Monique Vuzillat, a d'ores et déjà annoncé un a importont travail d'information des personnels dans les établissements ». Et on sait que le SNES, sur ce terrain, est réputé pour son efficacité. CHRISTINE GARIN Les difficultés financières du club de football

La justice se prononcera le 21 février sur le sort des Girondins de Bordeaux

BORDEAUX

de notre correspondante

Les Girondins du Bordeaux FC devront atlendre le 2! février pour savoir si la justice les déclare ou non en cessation de paiement. Ainsi en a décidé le tribunal de grande instance de Burdeaux, présidé par M. Vincent Lamanda, après evoir entendu à buis clas. vendredi 8 février, le nouveau président du clob, M. Jean-Pierre Derose (le Monde du 9 février), dans le cadre de le demande d'ouverture d'une procedure de règlement judiciaire.

« Il résulte des déclarations des débiteurs et des saloriés, ainsi que des pièces produites [que le club] ne

dispose pas, ò ce lour des liquidità. nécessaires à l'apprement du passifn, a constaté le tribunal, qui souligne que « les salaires ne sont pas poyes depuis le début de l'aunée ». Le tribunal a cependant accordé au club de football un nouveau sursis, M. Derose ayant versé au dossier nne lettre dens laquelle « la Chemicol Bonk s'engoge, pendont quinze jours à compter du 24 janvier, ò cautionner, à hauteur de 40 millions de dallars, un pret à souscrire auprès de la BNP, agence de Bordeeux Saint-Seurin Le 2: fevoier les Girendine de Cordeaux devront done a justifier de la réalisation de l'emprunt et du désintéressement de tous les créanciers ».

G. de M.





CINÉMA

Le réseau de la mise en boîte

Les espions pour faire rire mènent « l'Opération corned beef »

Il y a deux ans, Jean-Marie Poiré insolences et son côté vachard est avait amorcé un tournant vers la comédie de mœurs avec Mes meilleurs copains: des quadragénaires, enlisés dans le confort ou le ratage, faisaient, au cours d'un week-end, le bilan de leurs illusions perdues. Il y avait du Nous nous sommes tant almés de Scola là-dedans, c'était excellent, mais le public ne suivit pas assez nombreux pour donner envie au réalisateur de continuer dans cette voie. Jean-Marie Poiré est donc revenu, avec Christian Clavier, son complice pour le scénario, à ce qui fit ses plus grands succès : la comédie burlesque. L'Opération cor-ned beef est à l'espionnage moderne ce que Papy fait de la résistance était à l'Occupation et Twist again à Moscou à la vie en URSS avant la glasnost, Comment l'opération contre un réseau international de trafi-quants d'armes menée par le capiquants d'alimes inches par le Squale, frôle l'échec à cause d'un Français moyen, Jean-Jacques Granianski : cette histoire abracadabrante sert de orétexte à une mise en scène survoltée, à des poursuites, à des cascades. De prétexte seulement : le temps du café-théâtre triomphant avec ses

révalu. Le suiet, ici, n'e pour but que de faire fonctinnner, à toute allure, un mécanisme de vaudeville (des problèmes de vie privée interferent sur les événements et Boulier devient fou de jalousie, tandis que le ménage de Granianski part à vaul'eau) sur un rythme de vidéo-clip. Qn'il soit par ailleurs questinn de raison d'Etat, d'un traître de haut niveau et dn président de la République vers la fin - voir ce concert à l'Elvsée avec un chanteur de charme vicilli sous sa moumoute - relève de la nure fantaisie.

Techniquement, cette forme de comique BD est efficace. L'opposition entre Jean Reno (le Squale) et Christian Clavier (Jean-Jacques), toujours fidèle à l'esprit du Splendid, l'est moins. Le divertissement manque, en fait, de personnages originaux. Mais il aligne des archétypes parfois savoureux, défendus par Isa-belle Reneuld, Valérie Lemercier, Jacques François, Jacques Dacq-mine et la fellinieune Mireille Rufel.

JACQUES SICLIER

Un camion pour l'enfer

Avec « Saraba, adieu ma terre natale », Mitsuo Yanagimachi tient la chronique impassible d'une déchéance

Yukio est un grand nerveux. La jalousie maladive qu'il éprouve envers son frère cadet déclenche des crises de fureur qui laissent la ferme de ses parents dévastée. Plus tard, un drame familial, la mort de ses deux jeunes enfants, entraîne dans l'alcoolisme, puis la drogne, ce paysan devenu camionneur sur un chantier. C'est la descente aux enfers, la déchéance inéluctable.

Mitsuo Yanagimachi filme avec une sorte de détachement navré cette spirale vers l'abime, C'est confondant d'émotion froide, surtout dans les scènes qui risquaient les pires dérapages - la noyade des enfants nu la séquence en gros plan et en lemps réel de l'injection d'héroïne. Moins convaincant des qu'il s'agit de relations psychologiques, des liens complexes qui unissent le piètre héros à sa femme, à son frère, à ses parents ou à sa concu-

Économe de ses mouvements de caméra, parfois ironique à force de traiter sur le même ton paisible les

Tranches

de danse

Le Centre Georges-Pampi-

dou présanta les films de

danae primés au Festival de

Francfort 1990, organisé par

l'Institut Mueic Zenter, installé à Vienna, an Autricha,

et qui regraupe pluaieura

chaînaa da télévisinn at dae

Le premier prix a été attri-

bué à une œuvre insolite sur

l'enfermement hamasexuel,

Dead Dreams of Monn-

chrome Men, avec le groupe

angleia DV8 (découvart eu

dernier Festival d'Avignan),

Viannant enaulte Seelai

suitas da Nicole Mnasnux

par Dirk Greyspeirt (prix de

la créetinn vidéndenae).

Charles Weidmen : on hia

nwn de Janet Mason et Vir-

ginla Brnnks (prix spécial du

jury) at Jean Waidt, le den-

aeur rauge, de Jean-Laule

Sonzogni, hommage au cho-

régraphe est-allamand qui,

après das débuts intéres-

aanta dana la Frence da

l'après-querre, est reparti

pour mettre eu service de

son pays aon ert expression-

niste et militant. Il est mort

an 1989, avent la sortia du

film et la chute du mur, qu'il

aureit probablement mel

▶ Cantre Genrges-Pompl-

dou, 9 févriar da 15 h 30 à

18 h 50. Le 10 de 14 h 30

à 18 h 50. Tél. : 42-77-12-33.

supportée.

filmé par David Hinton.

producteurs indépendants.

petits faits quotidiens et les événements dramatiques, les élans érotiques et ces éclats de violence qui, dans les films japonais, paraissent souvent outrés à nos yenx occiden-taux, le cinéaste trouve, de loin en loin, la respiration d'un plan large

Saraba poursuit un travail de chroniqueur appuyé sur des faits divers tragiques, commence, il y a trois ans, avec les Feux d'Himattrois ans, avec les Feux d'Himat-surl. Mais, à l'époque, Yanagima-chi y mélait une représentatinn mystique de la nature. Cette fois, hormis quelques plans sublimes de forêt agitée par le vent, les délires ne sont qu'bumains. Rigueur et étrangeté naissent de son parti-pris. de distanciation, respecté malgré l'accumulation de styles composites - chansons, scènes intimistes, moments de sensualité, séquences documentaires nu gags à la limite du graveleux. Il ne manque à ce mélange d'audaces et de simplicité qu'un peu de profundeur pour atteindre à la véritable réussite. JEAN-MICHEL FRODON

Films chinois en vidéo

Après avoir présenté, au mois de décembre dernier, son cinquième Festival Ciné-Chine à l'Utopia Cham-pollion, à Paris, Panda Films, spéciali-sée dans la distribution des œuvres chinoises en France, lance une collection video dont les premiers titres

viennent d'être mis en vente. Ce sont la Maison de thé, de Xie Tian (1982), d'après une pièce de Lao She (mort eu début de la révolution culturelle), où l'histoire de la Chine, de 1898 jusqu'à l'invasion japonaise et la deuxième guerre mondiale, est vue à travers celle d'une maison de thé à Pekin; l'Affaire du canon noir, de Huang Jianxin (1985), coproduction avec is RFA, un film très «moderne». qui s'en prend vinlemment à la bureaucratie et à l'obsession de l'espionnage; Rouge, de Stanley Kwan (1988), production de Hong-kong, fas-cinante histnire d'amour et de fantômes. Les trois films sont en ver-

sion originale sous-titrée. ▶ Panda Films, 8 rue Pradier, 75019, Paris. Tél: 42-08-45-66. Prix de la cassette: 159F.

a Sony sur le point d'acquérir le producteur de Woody Allen, Orion Pictures. - Le géant japonais de l'électronique Sony serait en train de négocier le rachat des studios de production américains Orion Pictures. La proposition de rachat, que refuse de confirmer la firme japonaise, se ferait par le biais de Castle Rock Entertainment, une filiale de Columbia Pictures Entertainment que possède Sony depuis 1989. Le milliardaire John Kluge, propriétaire de 70 % d'Orion. serait prêt à se désengager. Orion Pic-tures, qui a produit quasiment tous les films de Woody Allen (dont le dernier, Alice), a également produit des succès comme Amadeus, Platoon ou RoboCop, mais aussi des « flops» comme Valmont. Ses dettes en 1990 ont atteint 150 millions de francs. L'an dernier, dans la foulée de Sony, un autre industriel japonais, Matsushita, avait pris le contrôle des studios MCA-Universal.

ARTS

Monuments à l'enfance morte

L'œuvre de Baltanski a grandi, suivi son cours seina les âges de la vie. Elle ressemblait, à ses débnts, à une quête difficile, attachante et plutôt ratée, d'identité. Elle faisait aussi figure d'enquête originale sur les mayens de bâtir une œuvre eutour d'un contenn hamain pintôt que sur des farmes. Et plaçait l'artiste parmi les pre-miers plasticiens à se servir de la photographie comme substitut de la peinture.

Ce n'était pas forcément un mai dans son cas, puisqu'il allait tirer toutes sortes de partis du temps passé à l'étude des clichés d'amateur, dont il testait la capacité à rendre compte de la vie des individus. Il en conclut, d'ailleurs, qu'ils ne reprodui-saient que des codes socianx, qu'ils ne pouveient faire la preuve de l'existence récile de C. B., alias Bultanski, né en 1944, lequel, pris sur la plage ou en vélo, ressemblait à tous les enfants bnurgeois de l'époque. Dans le même temps, sous le couvert de l'objectivité, jouant à l'ethnologue on au sociologue, mais surtout pas à l'artiste (nn était au lendemain de 68), il mesurait le pouvoir émotionnel de ses images. Et les accumulait, donnant tantôt dans le portrait (les membres du Club Mickey ou les élèves du CES de Lentillières, à Dijon), tantôt dans la nature morte (les inventaires d'habits), tantôt dans la scène de genre (la famille D).

Finie la tendresse finie l'innocence

Aujourd'bui, Boltanski reprend ees trois catégories. Mais les visages d'enfants, dont mais les visages a entants, dont nn n'apprenait rien de particu-lier par la photographie, ont été portés au rang d'icônes. Les photos d'habits sons verre, et gelés sont devenues des «réserves» de vie (en suspen-dant eux murs des tonnes de vêtements, des pesux d'bumains réduites à l'étouffament), ou quelque antichambre de la mort (en pliant les vérements sur des étagères de fortune, comme au Musée d'art moderne de la ville de Paris). Quant aux tablesux de genre, ils ne parieraient plus que de meurtres, de victimes proba-bles et d'assassins possibles; du meurtre comme fait divers et page d'histoire. Et du potentiel eriminel de l'homme, nu de l'artiste. Sans qu'il y soit question de jugement. L'artiste est un mantreur d'imeges, et nan un directeur de conscience. Un grand manipulateur aussi. Et comme il ne fait plus l'enfant qui inue au « Pan, t'es mart | », il nnus déploie le grand jou avec ses pontas mal prises, repro-duites, rephotographices, de plus en plus noires, de plus en plus finues, mais traitées dans une manière de plus en plus dure.

Les plus anciennes, celles de 1985-1986, snnt religieusement éclairées par de petites ampnules électriques reliées par des guir-landes de fils, qui peuvent aussi pendre, affrayants, jusqu'à la prise. Les murs blancs d'une grande salle rectangulaire du musée sant pleins de ces Monu-

Mort de l'historien d'art britannique Lawrence Gowing

L'historien d'art et peintre britannique Sir Lawrence Gnwing est mart le 5 février. Il était agé de soixante-douze ans. Né à Stamford (Nnrfnlk) en 1918, Lawrence Gowing a mené de front une œuvre d'artiste, peu connue et rarement montrée, et une œuvre d'historien très publique, elle, et d'un grand

Tantôt professeur, tantôt conser-vateur, il fut d'abord le biographe de Vermeer, avant de se consacrer à l'étude de celui qui devint l'un de ses peintres de prédilection, Paul Cézanne. Il lui consacra des recherches, souvent controversées, et plusieurs expositions à partir de 1954. Matisse fut le second de ses favoris, auquel il rendit hommage par deux rétrospectives importantes, à New-York, puis à Londres. Il fut également l'auteur de numbreux volumes de vulgarisation et à ce titre, l'un des plus féconds défenseurs de l'art du vingtième siècle.

Boltanski a présentés les pre-mières fais dans les prisons des Doges, à Venise, en marge de la Biennale de 1986, et à Paris, dans la chapelle de la Salpêtrière, pour le Festival d'Antomne. Dans la pénombre, portés par l'architec-ture des lieux, les visages d'enfant aux traits rongés, vonés à l'anony-mat, faisaient grande impression.

de grands ensembles de doon-ments nunveaux : Elèves du tycées Chases en 1931, Archives de l'année 87 du journal El Caso, nn journal espagnol spécialisé dans la photn de personnes assassinées, Gens de Berlin entre. 1935; et 1955, Suisses morts, Russes d'Odessa. Ces archives publiques, Bultanski les associe à l'idée de ses propres archives, en réutilisant les boîtes à gâteau dont il a enmmencé à se servir dans les années 60 pour classer ses souvenirs. Mais, cette fois, il ne les étiquette plus. Il ne parle plus de lui (a-t-il jamais parle de lui?). Il les ntilise comme piedestals, comme étagères, comme socies, à la place des petits cadres aux couleurs



Des visages portés au rang d'icônes -

à la limite du supportable. A Grenoble, dans l'espace que l'on tra-verse comme une salle des pasperdus, ils baignent nn peu trop dans une ambiance de sapin de voir, comme à Venise et à Paris, le non-dil : de terribles images d'une mnrt collective, l'bnlocauste. On peut d'ailleurs se demander si Bultanski n'a pas voulu qu'il en soit ainsi, de façon à montrer qu'il en avait fini avec la manière douce des iconostases, et qu'il penche désormais pour une mise en relief réaliste, proautorité. fane et violente, de ses Ténèbres.

Le choc, nn le subit dans la grande biblinthèque du musée, plungée dans la nuit, où sont réunies ses pièces les plus récentes. Celles-ci ont été réalisées à partir

vicillies des Monuments. Il en faitdes Reliquaires, et un grand mur éclairé par nue rampe de lampes posée sur le dessus, qui n'éclaire que la surface ronillée du métal. conservant le secret des Archives de C. B. de 1965 à 1989, que le mur est censé contenir. C'est une belle image de l'œuvre d'art habitée, portée par une bistoire personnelle, qui n'a pas à être mon-trée, le propos de l'artiste n'étant plus da tout de traiter du particulier, mais des généralités. Avce

Les visages des élèves du lycée Chases ne sont plus qu'orbites et fentes éclairées par des lampes articulées de bureau presque collées à la surface de chaque figure, qui reflète la lumière de l'amponle, tandis que l'abat-jour forme un trou noir an beau milieu de ce qui reste des têtes. Finie la tendresse, fiui l'épanchement, finie la nostalgie, finie l'inno-cence. L'innocence et l'enfance sont mortes : il sera questinn de eulpabilité. Et de parties de cache-cacha entre victimes et assassins, où Boltanski ne se pose plus en curé, pope nu rabbin, mais se donne vulontiers pour ce qu'il croit être : un ineur. Qui tue ses sujets, qui fait du sale boulot, comme tout artiste un peu lucide, qui pense an phénomane de la eréatinn. Surtout si l'œuvre est figurative.

« Un artiste

grand public » Pas facile, Boltanski, qui n'avance jamais une chose sans immédiatement la mettre en dnnte, nu lui assneier snn contraire. Qui, depuis vingt ans, n'a pas cessé de s'interroger sur les moyens de l'art et le contenu des images, de glisser d'une idée à l'antre et de faire rebundir sa création, chaque fnis sur des manques. A gagner, La pontn ne reproduisait pas la réalité, il en ferait un moyen de produire de l'illusinn. La photo ne restituait pas la vie, il lui ferait cracher sa vérité : la mort, qui obsède l'ar-tiste depuis tnujnurs. L'art contemporain était hermétique et froid, il en ferait quelque chase de lisible et d'émotionnei. L'art contemporain était conpé du munde, ne fonctionnait qu'en référence à lui-même et pour une poignée d'initiés, il irait chercher ses références ailleurs, partout, dans le ninéma, les arts populaires, le a bas », comme nn dit ces temps-ci, pour devenir un autiste grand public ». Ceia, tout ea cherchant de nouveaux mnyens d'expressinn, tunt en s'inscrivant dans une problématique formelle d'actualité, Exigeant Boltanski, peintre

conceptuel et figuratif (nne fnis, n'est pas contume, à moins que tous les grands peintres figuratifs soient aussi des conceptuels), qui, entre Hopper et Mundrian, a choisi Hopper, même s'il recon-naît que Mondrian est un plus grand artiste. Exigeant comme les plus grands, dontant comme les meilleuri, s'interrogeant constamment sur le sens de son travail et la fonction de l'art, et s'arrangeant pour faire passer ses d'images pour tous. Des réflexions intéressantes, d'ordre inécal, sur l'ast et la vie, l'art et l'homme. l'art et le sacré. l'art et l'histoire, l'art (ou le règle) et l'émotion. Des images sensibles, à double fond et sans trop d'illusion, qui peuvant effectivement émouvnir, très profondément, peut-être parce qu'elles ont de la fragilité. Très fort Boltanski. Cels commence d'ailleurs à se savoir, même aux Amériques.

GENEVIÈVE BREERETTE ► Musée da Grenoble, place de Verdun, jusqu'eu 11 mars.

COMMUNICATION

L'éditeur musical Thorn-Emi prend le contrôle de Thames TV

Le groupe d'édition musicale et d'équipement électronique Thorn-EMI e annoncé, vendredi 8 février, qu'il uvait pris le contrôle de Thames TV, la plus importante et la plus rentable des félévisions indépendantes britanniques. Thorn-EMI, qui possède déjà 22,2 % d'Indepen-dent Television News Ltd. ainsi que des participations dans une société de télétexte et dans la Société euro péenne de satellite; détient désor-mais 56 % de la télévision londonienne, eprès le rachat des parts (28 %) du groupe britannique BET (le Monde du 9 février) pour 414 millions de francs. La valeur totale de Thames TV est de 1,49 milliard de francs.

L'appai financier de Thorn-EMI finurait à Thames TV des chances supplémentaires de conserver sa franchise : les quinze autorisations d'émettre des télévisions britanniques indépendantes seront, en effet remises sur le marché au printemps On prêle cependant l'intention s Thorn-EMI de racheter les 44 % res tants du capital de Thames TV pour un montant de 666 millinns de francs et l'espoir de conserver au moins 50 % du capital d'ici à 1994. Car, selon un représentant da Thorn-EMI, les bénéfices enregistrés par Thames TV een font une bonne affaire en soi, même sans en avoir la Ph. D. franchise ».

La restructuration du groupe Le Provençal par Hachette

Grève au quotidien « Var-Matin »

Le quotidien départemental Var-Le quotidien départemental Var-Main (Toulon) n'a pas para, samedi 9 février, en raison d'une grève de vingt-quatre heures votée majoritaire-ment, jeudi 7 février, par une assem-blée générale du personnel. La moitié des 300 salariés (dont 90 journalistes) se sont déclarés en faveur de cette grève. Cette dernière e été lancée à l'appel de l'intersyndicale regroupant le Syndicat national des journalistes (SNJ), la CFDT, la CGT, la CGC, ainsi que par la coordination repré-sentant le personnel administratif du journal. Elle est destinée à protester « contre le démantélement » des services comptables. Neuf employés de Var-Matin sont concernés par une opération visant à centraliser les ser-vices comptables du journal à Marvices comprantes of journal a Mar-seille, siège du groupe Le Provençal, qui contrôle, en plus du Provençal, son édition vespérale, le Soir, le Méri-dional et Var-Matin.

dional et Var-Matin.

M. Lanrent Perpère, PDG du groupe Le Provençal, dont Hachette e pris le coatrôle au débat de l'été 1987 (le Monde du 2 juillet 1987), e indiqué qu'ail n'y avait pas de démantèlement, mais un essai de rentabilisation des services administratifs, s'inscrivant dans la politique du groupe». Les grévistes s'inquiètent du sort de

einq des neuf employés concernés, mais le malaise semble plus profond. Au sein du groupe le Provençal, Var-Malin, qui déborde, avec ses 79 070 exemplaires quotidiens ven-dus en 1989, les frontières de son territoire, a toujours été sensible aux phia Inquirer ou The Miami Herald.

mancatyres de son aîné, le Proponent Longtemps dirigé par le frère de Gas-ton Defferre, M. Jacques Defferre, qui disposait alors d'une grande indépendance farouchement défendue, le quotidien varois, qui dispose de ses propres moyens techniques, craint que son autonomie ne soit mise en cause par la politique industrielle d'Hachette. D'autant plus que Var-Matin, qui a toujours été bénéficiaire. a emegistré pour la première fois un déficit de 4,8 millions de francs. Enfin, la rédaction s'inquiète d'une possible réduction de ses effectifs.

Mort de James Knight, fondateur de l'empire de presse Knight Ridder.

– Jemes Knight, co-fundateur de l'empire de presse américain Knight Ridder Inc., est mort, le 5 février, à Santa-Monica (Californie), à l'âge de quatre-vingt un ans. Avec son frère John, James Knight avait hérité de l'entreprise de presse qu'avait créée son père en 1909. Ils en firent un véritable empire de presse à partir de 1937, grace à des fusions et acquisitions. Le groupe est devenu la cent quatre-vingt-neuvième des einq cents entreprises les plus importantes des Etats-Unis. Établi à Miami (Floride), il compte, parmi ses vingt-neuf quotidiens, des titres aussi prestigieux que The Philadel.

囊 二二

SAMEDI

Années 30 : la théâtre de boulevard à l'écran : le Duel (1939), de Pierre Fresnay, 15 h ; Années 30 : la comédie
américaine : Rain or Shine (1930, v.o.), de Frank Capra, 17 h ; la Festival de
Créteil présente : : la Rue (1876), de
Caroline Leaf : Chant d'exil (1868/, d'Ann Hul : Bérile soit celle... (1989/, d'Aline Isserman ; Hush a bye baby (1989), de Margo Harkin ; le Marlage
blanc (1990), de Christine Carrière ; H2
Worker (1990), de Stéphenie Black ; Cyclope (1866), d'Anita Assel et John
Hudson : White Room (1990), de Patricia Rozema, 20 h 30. SAMEDI

DIMANCHE

Années 30 : le théâtre de boulevard à l'écran : Me Couelne de Varsovie (1931). de Carmine Gellone, 15 h : Années 30 : le comédie eméricaine : Moming Glory (1633, v.o.), de Lowell Sharman, 17 h ; Années 30 : le comédie américaine : Sérénade à trois (1933, v.o. e.t.f.), de Ernst Lubitach, 18 h ; Années 30 : le comédie américaine : Train de luxe (1934, v.o.), de Howard DIMANCHE Train de luxe (1934, v.o.), de Howard Hawks, 21 h.

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24) SAMEO

Dites-moi des mensonges (1967), de Peter Brook, 16 h; Rencontres avec des hommes remarquables (1877, v.o. e.t.f.), de Peter Brook, 20 h 15,

OMANCHE Le Tragédie de Cermen (1982-1983), de Peter Brook, 16 h : The Mahabharata (1989, v.o. e.t.f.), de Peter Brook, 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE

SAMEDI
Zavattini : ili Birichino di papa (1943, v.o. traduction simultande), de Raffeello Matarazzo, 14 h 30 : Primayera (1950, v.o. traduction simultande), de Renato Castellani, 17 h 30 ; Sciuscia (1946, v.o. st.), de Vittorio de Sciuscia (1946, v.o. st.), de Vittorio (1946, v.o. st.), de Vittorio (1946, v.o. st.), de Vit v.o. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 20 h 30, DIMANCHE

Zavattini : Umberto O. (1651, v.o.. s.t.f.), de Vittorio de Sica, 14 h 30 ; le Signe de Vénus (1955, v.o. traduction simultanée), de Dino Risl, 17 h 30 ; les Séquestrés d'Altona , v.f.), de Vittorio De Sica, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache Forum des Helles (40-26-34-30)

SAMEDI Les Folles Années -1920-1940 : le laire : Greves d'occupation (1336), le Vie est à nous (1636) de Jean Renoir, 14 h 30 ; les Années 30 ; Michel Simon : Encyclopédie du cinéme français : Michel Simon (1676) de français: Michel Simon (1676) de Claude-Jean Philippe, Boudu sauvé des eaux (1632) de Jean Renoir, 16 h 30; la Vie artistique: Men Ray (1961) de Claude Fayard, la Bande à Man Ray (1367) de Jean-Marle Dror, 16 h 30; las Annés 30: Sarba Giétre: Engycloles Année 30 : Secha Guitry : Encyclopédie du cinéma français : Sacha Guitry (1979) de Claude-Jean Philippe, Us ételent neuf célibetaires (1839) de

Secha Guitry, 20 h 30. **OIMANCHE**

Les Folles Années -1920-1940 : l'Avent-garde : Marcel L'Herbier : l'Ar-gent (1926) de Marcel L'Herbier, 14 h 30 ; les Années folles : Bande ennonce : Quartet, les Années folles (1960) de Mirea Alexandresco et Henry Torrent, 16 h 30 ; les Années 30 ; Jean Renoir : Encyclopédie du cinéma françaie : Jean Renoir (1978) de Claude-Jean Philippe, la Chienne (1931) de Jean Renoir, 16 h 30 ; les Années 30 : Jean Gabin : Encyclopédie du cinéma-français : Jean Gabin (1679) de Claude-Jean Philippe, la Bandera (1935) de Julien Duvivier, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS ("") (A., v.o.) : Les Trois Belzec, 8- (45-61-10-60) Grand Pavois, 15- (45-54-46-85). L'AMOUR OANS OF BEAUX ORAPS (A., v.o.) : George V. 8- (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 8-(47-70-33-88)

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Geumont Les Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 5 (43-25-59-83); Pathé Hautefeuille, 6 (48-33-79-38); Gau-mont Ambassade, 8 (43-59-19-08); Publicis Champs-Elyeées, 8 (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-61) ; Gaumont Pernasce, 14- (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-76-79) ; UGC Maillet, 17. (40-68-00-16); v.f.: Rex. 2* (42-36-, 83-93); UGC Opére, 9* (45-74-95-40); Les Nation, 12 (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13- (43-31-60-74); Miramer, 14- 443-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy,

ATTACHE-MOI! (Esp., v.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34). LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.) : Latina, 4º (42-78-47-86) ; Le Berry Zabre, 11º (43-67-51-55); Saint-Lambert, 15- (45-32-

BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zebre, 11-(43-57-51-55) : Seim-Lembert, 15- (45-

The second secon

CITE (Sov., v.o.): 14 Juliet Parmasse, 8- (43-26-58-00).

LE BRASIER (Fr.): Forum Horizon, 1-(45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-56-63): Pathé Merignen-Concorde, 8: (43-59-92-82): Max Lin-der Panorama, 8: (48-24-88-88); Paramount Opéra, 9- (47-42-58-31); La Bastille, 11- (43-07-48-80); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-58); Fauvette, 13- (43-31-58-88); Geumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14- (43-20-89-52); 14- Juliet Beaugranelle, 15-(45-75-79-79); Gaumont Convention, 15- (45-28-42-27); Pathé Clichy, 18-(45-22-48-01); Le Gambetta, 20- (48-

CABAL (") (A., v.f.) : Rex, 2- (42-36-83-93(; UGC Gobelins, 13- (45-81-94-95(; Lee Montparnos, 14- (43-27-

LA CASA DE SERNARDA ALBA (Esp., v.o.) : Latina, 4- (42-78-47-86). LE CERCLE OES POÈTEB DISPA. RUS (A., v.o.) : Cinoches, 9 (48-33-10-82) : George V, 8 (45-82-41-46). LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Seumont Ambessade, 8 (43-59-18-08(; Gaumont Alésia, 14 (43-27-

84-50). CINÉMA PARADISO (Fr.-lt., v.o.) Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36) Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). 68 MINUTES POUR VIVRE (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 6- (47-70-10-416.

BOUGE PAS, MEURS, RESSUS- | |20-40|; 14 Juliet Bastile, 11 (43-57-CITE (Sov., v.o.): 14 Juliet Parmasse, | 90-81|; 14 Juliet Beaugrenelle, 15 (43-28-58-00). | (43-28-58-00). | (45-76-79-79); V.T.: Hex, 2: (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94); UGC Opéra, 9: (45-74-96-40); UGC Gobelins, 13: (45-61-94-95); Mistrat, 14: (45-38-52-43(; UGC Convention, 15: (46-74-93-40); Paths Clichy, 16: (46-74-94-94-94); Paths Clichy, 16: (46-7 16- (45-22-46-01(; Le Gamberra, 20-(46-36-10-96).

LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin. v.o.) : Républic Cinémes, 11- (48-05-51-33) : Denfert; 14- (43-21-41-01). GENIAL, MES PARENTS OIVOR-CENT (Fr.): Geumont Les Helles, 1= (40-28-12-12): Geumont Opérs, 2-(47-42-60-33); Geumont Ambassade. (47-42-60-33); Gaumont Ambassade. 8 (43-59-19-08); UGC Blarritz, 8 (45-62-20-40); Pathé Français, 6 (47-70-33-88); Las Nation, 12 (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58); Feuvette Ble, 13 (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Las Montpernos, 14 (43-27-52-37); Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

46-01). GHOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; UGC Normandle, 8-(45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montpar-nasse, 8- (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31).

LA GLOIRE OF MON PÈRE (Fr.) Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40). LE GRANO SLEU (Fr., v.o.(: Grand Pavols, 15 (45-54-48-86).

LES FILMS NOUVEAUX

ALICE. Film américain de Woody Allen, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5-(43-29-44-40) ; UGC Danton, 6- (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6- (45-25-10-30); UGC Rotonde, 6: (45-74-94-94); La Pagode, 7: (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8: (45-82-20-40); UGC Opéra, 9: (46-74-85-40); 14 Juillet Bastille, 11: (45-39-81); Escurial, 13: (47-07-26-04); Mistral, 14: (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugranelle, 15: (45-75-76-78); UGC Maillot, 17: (40-68-00-16); ** Pashé Instruction (40-68-00-16); v.f.: Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Les Nation, 12-(43-43-04-67); UGC Gobelins, 13-(45-61-64-65); Pathé Montpar-(45-61-64-60); Patile Montpar-nassa, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-83-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-48-01). HIGHLANDER, LE RETOUR, Film

High Languers, Le Rejourt, Firm américain de Russell Mulcally, vo. : UGC Odéon, 6 (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); UGC Normandie, 8 (46-63-16-16); Blenventie Montpernasse, 15 (45-44-25-02); Kinopa norema, 15. (43-06-50-50) ; v.f. : Forum Horizon, 1" (46-08-57-57); Rex (le Grand Rex), 2" (42-36-83-93); UGC Montparressa, 6" (45-74-64-94); Publicia Champe-Ely-

LA CONTRE-ALLÉE (Fr.) : Forum Hortzon, 1= (45-08-57-57) ; George V, 8- (45-62-41-46) ; Pathé Merignan-Concorde, 8- (43-58-92-82) ; Saint-Lezare Pasquier, 8 (43-87-35-43); Pathé Français, 8 (47-70-33-88); Fauvette, 13 (43-31-66-88); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94). CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : UGC

Triomphe, 8 (45-74-93-50); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20).

nassens, 14- (43-20-32-20).

LA OÉSENCHANTÉE (Fr.): Forum Orient Exprese, 1- (42-33-42-26); Cinoches, 8- (48-33-10-82).

DESPERATE HOURS (*) (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Triomphe, 8- (45-74-93-50). LA OISCRETE (Fr.) : Gaumont Les

Helles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-60-33); Pathé Hautefeuille, 6 (46-33-79-38); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-19-08); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43) ; La Bastille, 11* (43-07-48-60); Feuvette, 13* (43-31-58-86); Geumont Pamasse, 14* (43-36-30-40); Geumont Alésia, 14* (43-27-84-50); Geumont Conven-tion, 15* (48-28-42-27); Pathé Wepler IL 18 (45-22-47-94).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82). DOC'S KINGDOM (Fr.-Por., v.o.): Le Saint-Germain-des-Prés, Saile G. de Beauregard, 8• (42-22-87-23).

L'ECHELLE DE JACOB (*) (A., v.o.) : Geumont Les Helles, 1= (40-28-12-12) ; UGC Bierritz, 8= (45-82-20-40). EUROPA EUROPA (Fr.-All., v.o.) : Républic Cinémas, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14- (43-21-41-01).

L'EXORCISTE, LA SUITE (*) (A., v.o.): George V, 8- (45-62-41-48); v.f.: Pathé Français, 6- (47-70-33-88); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-4 12-06). L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A.,

v.o.) : Forum Horizon, 1= (45-08-67-57) ; UGC Danton, 8- (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8-(43-59-92-82); UGC Normandle, 8-(45-83-16-18); Sept Parnassiens, 14-(43-20-32-20) ; v.f. : Rex, 2- (42-38-83-93) ; UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94) ; Paramoumt Opére, 9- (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) : Mistral, 14- (45-39-52-43) : UGC Convention, 15- (45-74-93-40) ; Pathé Wepler II, 16- (45-22-47-94). LA FEMME DU MARCHAND OF PETROLE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6

(45-44-28-80) FENETRE SUR PACIFIQUE (A., v.e.) : Clod Beaubourg, 3- (42-71-52-38); 14 Jullet Oddon, 5- (43-25-59-83); UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8- (45-82-20-32-20).

sées, 8• (47-20-76-23) : Paramount Sees, b. (47-42-70-23); Paramount Opére; 6- (47-42-56-31); Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-83-40); Pathé Wepler, 16- (45-22-46-01); Le Gambetta, 20- (48-36-10-04)

L'OPÉRATION CORNED-BEEF Film français de Jean-Merie Poiré : Gaumont Les Halles, 1- (40-28-Gaumont Lee Halles, 1= (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2- (47-42-80-33); Rex, 2- (42-36-83-93); Bretagne, 6- (42-22-57-97); UGC Montparnasse, 8- (45-74-94-94); UGC Odéon, 6- (42-26-10-30); Gaumont Ambassede, 6- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 6- (45-62-20-40); UGC Lyon Basille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-64-95); Gaumont Alésie, 14- (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); UGC Maillot, 17- (40-68-00-16); Pathé Wapfer, 18- (45-22-46-01); Le Gambatta, 20- (46-38-10-96), SARABA, AOIEU MA TERRE SARABA, AOIEU MA TERRE NATALE. Film japonais de Mitsuo

Yanagimachi, v.o. ! Utopia Champol-HALFAOUINE (Fr.-Tun., v.o.) : Epée de Bole, 5- (43-37-57-47). HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Clnoches, 6- (46-33-10-82).

HENRY V (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26): Pathé (mpérial, 2= (47-42-72-52): Panthéon, 5- (43-64-15-04): 14 Juillet Odéon, 6-(43-25-59-83) ; Gaumont Ambassada. 8- (43-59-19-08) ; Sept Pamaesiens, 14- (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15- (45-75-79-79) : v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43); Pathé Montpantasse, 14 (43-20-

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Ciné Beauourg, 3- (42-71-52-36); UGC Odéon, 3- (42-25-10-30); UGC Rotonde, 8-(45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8. (45-82-20-40) : UGC Opéra, 8- (45-74-85-40) : v.f. : UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; UGC Lyon Bastille, 12-43-43-01-59). L'INSOUTENASLE LÉGÈRETÉ DE

L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6- (48-33-J'AI ENGAGE UN TUEUR (Fin v.o.) : Racine Odéon, 6- (43-28-19-68) ; La Bestille, 11- (43-07-48-60), JU DOU (Chin.) : Las Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77). KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.)

Cinoches, 6- (46-33-10-82). LACENAIRE (Fr.) : Epée de Bols, 5. (43-37-57-47). LENINGRAD COW-BOYS GO AME-RICA (Fin., v.o.) : Républic Cinémes, 11° (48-05-51-33) ; Denfert, 14° (43-

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.) : Cinoches, 8 (48-33-10-62) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85). MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A. v.o.) : George V, 8- (45-62-41-46) v.f. : Rex. 2- (42-38-83-83) ; UGC

Montpermasse; 6- (45-74-94-94); George V, 8- (45-82-41-46); Pethé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (43-31-56-86) ; Pathé Wepler II 18- (45-22-47-94). LE MARI DE LA COIFFEUSE (Fr.) : George V, 6- (45-62-41-46).

MAUVAISE FILLE (Fr.): Forum

Orient Express, 1= (42-33-42-26); Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8. (45-62-41-46). MEMPHIS SELLE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8: (45-74-93-50) ; v.f. : Bre-tagne, 6: (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 8- (47-42-58-31).

METROPOLITAN (A., v.o.) : Epés de Bois, 6- (43-37-57-47). MILENA (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 8- (43-59-36-14). MIMA (Fr.) : Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26); Pathé Hautefeuille, 6- (46-33-79-38); George V, 9- (45-62-41-46); Sept Parnessions, 14- (43-

images d'allieurs, 5- (45-87-18-09). MONSIEUR QUIGLEY L'AUSTRA-LIEN (A., v.o.): George V, 84 (45-62-41-46)

MR ANO MRS BRIDGE (A., v.o.) Publicis Saint-Germain, 8- (42-22-72-80); Blenvenue Montpernasse, 15-(45-44-25-02).

LE MYSTÈRE VON BULOW (A., v.o.): Gaumont Les Helles, 1- (40-26-12-12); Gaumont Opére, 2- (47-42-60-33); 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-80-33); 14 Julilet Odéon, 6- (43-25-59-83); 14 Julilet Odéon, 6- (47-05-12-15); Gaumont Champe-Eysées, 8- (43-58-04-87); 14 Julilet Bestille, 11- (43-57-90-81); Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40); 14 Julilet Besugrenelle, 15- (46-76-79-78); UGC Maillot, 17- (40-68-00-18); v.f.; UGC Gobelins, 13-45-61-94-95; (45-61-94-95).

NETCHAJEV EST OF RETOUR (Fr.): Forum Horizon, 1- (45-08-57-57); Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Denton, 8- (42-26-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 6- (43-59-92-82); Paramount Opéra, 6- (47-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12- (43-42-01-50). (43-43-01-59); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); La Gambetta, 20- (46-36-

NEUF SEMAINES ET OEMIE (*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5• (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15• (45-54-

NIKITA (Fr.): Gaumont Amba 8- (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37). LE NOUVEAU MONDE (Fr.) : Acca-

tone, 5• (46-33-86-86).

THÉATRES

AKTÉON-THÉATRE (43-36-74-62). Ave-vous payé votre place? et Adop-taz-le : 22 h 15. ANTOINE - 6IMONE-BERRIAU (42-09-77-71). En conduisant miss Dalsy: 17 h 30 et 21 h. dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). La Femme

ns nont : 20 h 30, dim. (dernièra) 17 h.
ATALANTE (46-06-11-90). Sextuor
Banquet; 20 h 30, dim, 17 h.
ATELIER (46-06-49-24). Le Maître
de go; 21 h. dim. 15 h 30,
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-4267-27). Salle C. Bérard, Une femme;
20 h 30, Salle Louis Jouvet. Richard ii;
20 h 30, dim. 18 h.

20 h 30, dim, 16 h, BATEAU-THEATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercices de style: 18 h 30, dim. 18 h. Le Long Retour Pièces de la mer: 20 h 30, Lo To Folo ou les Félés d'emor; 22 h.

BOUFFES OU NORD (46-07-34-60). Le Tempête : 15 h et 20 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). Le Fecture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. AFE DE LA GARE (42-78-52-6

CAFE OE LA GARE (42-78-52-51).
Ce soir, c'est gratuft: 20 h, Lee
Femmes des gens: 21 h 30.
CARTOUCHERIE ATELIER OU
CHAUORON (43-28-97-04). Artrio:
20 h 30, dim. (dernière) 16 h.
CARTOUCHERIE EPÉE OE BOIS
(48-06-36-74). Le Marchand de
Venise: 20 h 30, dim. 16 h.
CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA TEMPÉTE (43-28-36-36). Selle (. Catherine de Heilbronn : 20 h 30, dim.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SOLEIL (43-74-24-08). Iphigénie à Aulis en eltemance : 16 h 30, dim. 13 h. Iphigénie à Aulis, Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et 16 h 30, dim. 13 h. Agamemnon : 16 h 30 et CAVEAU OE LA REPUBLIQUE (42-78-44-46). La fond de l'air affrais : 21 h, dim, 16 h 30.

CAVEAU DU VIEUX CHÊNE (43-37-CAVEAU DU VIEUX CHENE (43-37-71-51), a : 20 h 30. CINQ DIAMANTS (45-80-51-31). Oncis Vanis : 20 h 30, dim. 17 h 30. CITÉ INTERNATIONALE UNIVER-SITAIRE (45-89-38-69). La Galerie. L'Ecole des maris : 20 h 30, mar. 14 h 30. La Resserre. La Seull de roi : 20 h 30. COMEDIE CAUMARTIN (47-42-

43-41). Meison de poupée : 21 h, dim. COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Drôle de goûterl : 16 h et 21 h 30, dim.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-23-37-21). Cofficier de la garde : 20 h 45, dim. 15 h 30. COMEOIE ITALIENNE (43-21-

COMÉCIE ITALIENNE (43-21-22-22). La Comédie de l'amour : 20 h 30.

COMÉCIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelleu. La Barbier de Séville ou la Précaution iranjie : 14 h.
CRYPTE SAINTE-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (42-21-09-48), La Genèse, d'eprès la Bible : 15 h et 20 h 30, mer., Jeu. 18 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14), Bon weekend Monsieur Bennett : 21 h, dim. end Monsieur Bennett : 21 h, dim.

DÉCHARGEURS (TLD) (42-36-00-02). Hanjo: 21 h.
DEUX ANES (46-06-10-28). L'Humour en coin: 21 h, dim. 15 h 30,
DDX-HUIT THÉATRE (42-26-47-47).
La Demière Nut d'Otto Weininger:
20 h 30, dim. 16 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-

Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Jeanne et les Juges : 18 h et 21 h. ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le

Jeu de l'amour et du hasard : 18 h 45, dim. 18 h. La Mouette ; 20 h 45, dim. 20 h. Baudeleire : 22 h 30, dim. 16 h 45. ESSAION DE PARIS (42-78-48-42).

Salle I. L'Hirondelle ; 20 h 30, dim. 18 h. Salle II. Le Tourment de O(eu ; 20 h 30, dim. 16 h.Dim. Pas d'autre intempérie que le solitude :/18 h. FONDATION OEUTSCH-DE-LA-

MO' BETTER SLUES (A., v.o.) : OUTREMER (Fr.) : Forum Orient Express, 1- (42-33-42-28) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20). LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Geu Opéra, 2º (47-42-60-33(: Pathé Heute-feuille, 8- (46-33-79-38) : George V. 8º

(45-62-41-46) ; Gaumont Parnasse, 14-(43-35-30-40). LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.(: Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparmasse, 6 (46-74-94-94) ; UGC Triomphe, 8

6* (45-74-94-94); USC J nompne, 8* (45-74-93-50); Républic Cinémas, 11* (48-05-51-33); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-69); UGC Gobelins, 13* (45-61-84-85); Denfart, 14* (43-21-41-01); Mistral, 14* (45-38-52-43); UGC Companion, 15* (45-74-93-46) UGC Convention, 15- (45-74-93-40).
PINOCCHIO ET L'EMPEREUR OE LA NUIT (A., v.f.(: La Berry Zebre, 11-(43-57-51-55) ; Saint-Lambert, 15- (45-

32-91-68). PRETTY WOMAN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Denton, 8: (42-25-10-30); Pathé Mari-gnen-Concorde, 6: (43-58-92-82); UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20) v.f. : Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31(; Fauvette, 13 (43-31-56-86); Miramar, 14- (43-20-89-52); Pathé Charly, 16- (45-22-46-01).

LA PROVOCATION (Fr.-Youg., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-QUANO HARRY RENCONTRE SALLY (A., v.o.) : Epée de Bois, 5. (43-37-57-47). REI DOM OU LA LÉGENDE DES

KREULS (Fr.): 14 Juillet Parnasse, 6

(43-26-58-00), REZ-OE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.(Lucernaire, 8- (45-44-67-34).

MEURTHE (40-76-67-61). Zistoir Rosette : 20 h 30. FONTAINE (48-74-74-40). Le Clen des veuves : 15 h 30 et 20 h 45, dim. : 15 h 30, GAITE-MONTPARNASSE (43-22-

16-18). Colffure pour dames: 17 h 30 st 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE CRIME (43-57-67-31). Je n'aime rien tant que d'être seul d'après les Fleurs du mei : 20 h 30, dim. 15 h, GRANO THÉATRE D'EDGAR (43-20-90-09). San Antonio : 16 h et 20 h 15. Lee 6idochons, hietoire

20 h 15. Lee 6idochons, hietotre d'amour : 22 h.
GRANOE HALLE DE LA VILLETTE (SALLE BORIS-VIAN) (42-49-77-22), Le Système du monde : 21 h, dim. (dernière) 18 h.
GUICHET MONTPARMASSE (43-27-88-81). Lettre d'une inconnue : 18 h 30. Le Retichon beigneur : 20 h 30. Le Ferce du rol Force : 22 h 15.

22 h 15. GYMNASE MARIE-BELL (42-46-79-76). Francis Lalanne : 20 h 30, dim.

16 h. HUCHETTE (43-26-38-96). Le Ca ce chauve : 19 h 30. La Lecon : 20 h 30. INSTITUT OCÉANOGRAPHIQUE (PETIT AMPHITHÉATRE) (48-87-66-37), A Kind of Alaska end Victoria Station Spectacle en anglels ; 20 h 30. JAROIN D'HIVER (42-82-59-49).

Les Yeux d'encre : 21 h. L'ESPACE (42-45-13-20). Sans titre, les Muses mutines : 21 h. LA BRUYÈRE (48-74-76-99). Couple ouvert à deux battants : 21 h, dim.

LE FUNAMBULE THÉATRE-RES-TAURANT (42-23-88-83). Zoo Story : 20 h 30, dim. 16 h.

20 h 30, dim. 16 h.
LE PROLOGUE (45-75-33-16). Mona chérie : 16 h 45, dim. 16 h.
LIERRE-THÉATRE (46-88-55-83).
Les Co-épouses : 20 h 30, dim. 18 h.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Petit Prince : 16 h 45. François Rabeleis : 20 h. Huis cloc : 21 h 30. Théâtre rouge.
Mignonne, ellons voir... : 20 h. Le Myster de le charité de Jeanne d'Arc : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). La Cari-

taie : 17 h et 21 h, dim. 16 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Grasse Matinée : 21 h. MARIE STUART (45-08-17-80). Euphoric Poubelle : 20 h 30. Le Vert Paradis : 22 h. THE TEMPEST (Brit., v.o.(: Acce tone, 5- (46-33-86-86). THELONIOUS MONK (A., v.o.) :

ROUTE ONE (USA) Entrepôt, 14-

(45-43-41-63). TAXI BLUES (Fr.-Sov., v.o.(: 14 Juli-let Parnasse, 6- (43-26-58-00).

Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09).
TILAI (burkinabé, v.o.(: Latina, 4- (42-78-47-88); Saint-André-des-Arts II, 6- (43-26-80-25).

II. 6- (43-28-80-25(.

TORCH BONG TRILOGY (A., v.o.):
Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-38(; Le
Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55).

LES TORTUES NINJA (A., v.o.):
Studio 28, 18- (46-06-36-07(; v.f.;
Forum Orisnt Express, 1- (42-33-42-28(; Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-03); Club Geumont (Publicke Matignon), 6- (43-59-31-87); George V, 6- (45-62-41-46); Saint-Lambert,
15- (45-32-18-89),
TRANSIT 5- V. E-market (0. 48-36-18-8) TRANSIT (Fr.) : Escurial, 13- (47-07-

28-04). UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.(: Lucemaire, 8* (45-44-57-34) ; Les Trols Baizac, 8* (45-81-10-60).

Balzac, 8 (45-81-10-60).

URANUS (Fr. (: Forum Horizon, 1= (45-08-57-57); Pathé Impérial, 2- (47-42-72-524; UGC Odéon, 6- (42-25-10-30); George V, 6- (45-62-41-46); UGC Siarritz, 8- (45-62-20-40); Fauvetta, 13- (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50]; Les Montparnos, 14- (43-27-84-50]; Les Montparnos, 14- (43-27-84-50]; Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Le Gambetta, 20- (46-36-10-96).

LE VENT OE LA TOUSSAINT (Fr.(: Sept Parnassiens, 14- (43-20-32-20). LA VILLE LOUVRE (Fr.): Les Trois Lixembourg, 6- (46-33-97-77).

MARIGNY (42-56-04-41). La Dame de chez Mexim's : 17 h et 21 h, dim. MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). Love Letters: 18 h 30 et 21 h, dim.

MATHURING (42-85-90-00), Las Palmes de M. Schutz: 17 h et 20 h 30,

MÉTAMORPHOSIS (THÉATRE SALON D'ENCHANTEMENTS) (42-81-33-70), Une histoire de le megle : 21 h, dim. 15 h, MICHEL (42-65-35-02), 81soue, MICHEL (42-65-35-02). Bladue, bisous: 16 h et 21 h 30, dim. 15 h 30, MICHODIÈRE (47-42-66-23). Le Gros N'avion: 17 h et 20 h 30, MONTPARNASSE (43-22-77-74).

Amadeus : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30. 15 h 30. MONTPARNASSE (PETIT) (43-22-77-74), Ce voyou génia(: 21 h, dim. 16 h 30, MUSEE COGNACQ-JAY (40-27-

07-21). Deux actrices de bonne fol : 15 h 30 et 20 h 30, dim., mer.

TARO (43-31-11-96). L'Art de la comédie : 20 h 30, dim. 15 h 30. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Les Jumeaux : 16 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h. OLYMPIA (47-42-25-49). Michel

Courtemanche: 20 h 30, dim. (der-nière) 17 h.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-02-27-17). Autant en emportent les vamps : 20 h 30. PALAIS OES GLACES (PETIT PALAIS) (42-02-27-17). Timeit : 20 h 30.

PALAIS ROYAL (42-97-59-81). Rumeurs: 17 h 30 et 21 h, dim. 16 h. PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Grande salle. L'Ourse blanche : 21 h. Petite salle. Telstof le mit : 20 h 30. POCHE-MONTPARNASSE (45-48-62-97). Salle (, Le Fiancé : 21 h, dim. 15 h. Salle II. Chembre 108 : 21 h, dim. 15 h.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Le Crépuscule des lâches : 17 h st 20 h 30, dim. 15 h. POTINIÈRE (42-61-44-16). Archi-beld : 17 h et 20 h 45, dim. 15 h. RANELAGH (42-88-64-44). Les Clowns de Leningrad l'année de tous les clowns : 21 h, dim. 17 h. RENAISSANCE (42-08-18-50). Salle des fêtes : 18 h. La Cuisse du steward : 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS EN VISITES

Exposition: «L'ert ésotérique de l'Himalaya «, 10 heures, entrée du Musée Guimet.

«La Palais de justice en activité», 14 h 30, devant les griles, boulevard du Palais (P.-Y. Jasiet).

« Delacroix dans son atelier «, 14 heures, caisse du musée, 8, rue de Furstenberg (L'art et la menière).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris «, 14 h 30, entrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame (Paris autrafoie).

« L'Assemblée nationale Peissebourbons (la visite peut être annulée, téléphoner le matin su 45-74-13-31, carte d'Identité), 14 h 30, 33, quai d'Orsay (E. Romenn).

« La peinture du dix-huitième siècle

«La painture du dix-huitième siècle français, de Wetteeu è Fragonard, au Musée de Louvre », 14 h 30, devant les grilles de Conseil d'Est, place du Palais-Royal (Arts et castera).

cLes peintres à Montparnasse », 14 h 30, devant La Closerie des titas (Paris historique). «L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire «, 14 h 30, en haut des marches (Connaissance de Paris).

« Les petits appartements neublés du Louvre et leurs boiseries. Le mobifior du cabinet secret de Louis XIV et les folles commandes de Marie-An-tomette», 14 h 30, Métro Louvre-Ri-voli (1. Hautler).

e Hôtelis et jardins du Mareis. Place des Vosges c. 14 h 30, métro Hôtel-de-Vike, sortia rue Lobeu (Résurrection du passe).

LUNDI 11 FÉVRIER «L'hôtel de Lassay « (carte d'iden-tité(, 16 h 30, 33, quel d'Orsay (S. Rojon-Kern). .

«Yvec Kiein et Joseph Beuys c, 16 heuree, Musée netional d'ert moderne (Centre Georges-Pompidou). **CONFÉRENCES**

23, quai de Conti, 14 h 45 : « Mora-lité de quelques nationalisations 4, par 3. Chenot (Académie des sciences morales et politiques).

Selle dee fêtec cle Colombier c, à Verrières-le-Buisson, 14 h 15 : cLes prodiges mystiques >, per H. Renard

Centre Georgee-Pompidou (saile Jean-Renoir), 16 h 30 : «Les livres de leur vie. Rencontre avec Florence Centre George«-Pompidou (etudio 5), 18 h 30 : ∢ Terres de

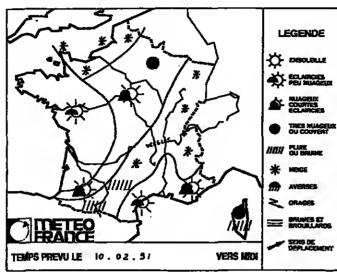
Tapiès », par G. Reillard (Musée natio-nal d'art moderne). Centre Georges-Pompidou (salla Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Rencontre

avec Harold Barnett > (CCI). Méditel, 26, boulevard Pasteur, 21 h 15 : «L'hystérie ou ('enfent magnifique de la psychanelyse», table ronde avec J. Dor, A. Oppenheinter, M.-C. Thomas et J.-O. Nasio

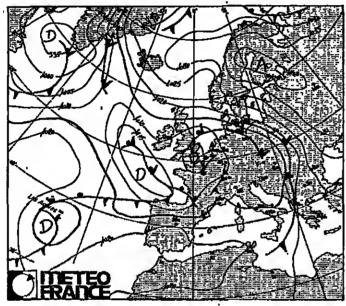
(Séminatres psychanetytiques de

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 10 février Encore des neiges



SITUATION LE 9 FÉVRIER 1991 A 0 HEURE TU

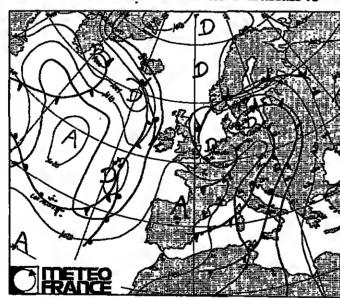


Lundi 11 février : nelge dans le Sud-Est. - Sur l'extrême sud-est du comprises entre - 4 degrés et de neige se produiront une bonne partie

Sur la reste du pays, le temps sera le matin brumeux mais dans la journée, le soleil fara de belies apparitions. Capendant des chutes de neige ne sont pee à exclure près des côtes de la Manche.

Les températures du matin seron moitié sud, entre - 2 degrés et 6 degrés du Nord à la Méditerranée, L'après-midi, elles monteront jusqu'à 1 à 4 degrés sur un grand quart nord-est de 3 degrés à 6 degrés dans le Nord-Quest, et de 6 degrés à 11 degrés du Nord au Sud eilleurs (jusqu'à 13 degrés

PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATÜRES maxims - minime et temps observé Valeurs axtrêmes relevées entre les 09-02-1991 le 08-02-1991 à 8 heures TU et le 09-02-1991 à 8 heures TU					
FRANCE ALACCIO	ETRANGER ALGER 16 ANSTEEDAM 5 ATHEMS 18 BANGEON 34 BARCELONE 13 BRICKELDS 6 LE CARE 17 COPENHAGUE 2 DAEAR 19 DELRI 25 DJERRA 19	1 C P N N C D P 10 N N C 11 D D 12 N	LUXEMBG MADRID. MARRAD MERICO MILAN MONTRÉ. MOSTRÉ. MOSCO NEW-YOR OSLO ROJUE. ROJUE. ROJUE. ROJUE. SINGAPOIS STURINEY	ELS. 17 VIRG. 8 609. 11 22 24 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4 4	-8 ° 6 N D 8 C -4 C C C C
A B C ciel couvert	D N ciel ciel nuageux	ouste O	P	T tempète	# neige

TU = tempe universel, c'eet-à-dire pour le France : heure légele moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi prec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Ushuaïa. 55 Magazine : Formule sport.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; o Film à éviter

Samedi 9 février

	1
EGENDE	<u>s</u>
DISOUBLLE	TF 1
PEU MUAGEUX	21.05 Variétés : Sébastien,
MUAGEIX COUPTES ECLARCES	22.55 Magazine : Ushuaïa.
ON CORNERS	23.55 Magazine : Formule sp
OU BRUNE	0.50 Journal et 1.25 Au trot.
MEIGE	1.30 Variétés : Samedi ap
AVERSES	
ORAGES	A2
BROULLARDS	20.45 Téléfilm : Mémoire d
SENS DE	22.10 Magazine : Bouillon de

A 2 15 Téléfilm : Mémoire d'amour. Magazine : Bouillon de culture.

23.40 Journal et Météo. 0.00 Série : Médecins de nuit. FR 3 De 20.00 à 0.00 la SEPT -

0.00 Série rose : Lola ou le passé humilié. 0.30 Magazine : L'heure du golf. **CANAL PLUS**

20.30 Téléfilm : L'ambassede en folie. 22.00 Les Nuls.., l'émission.

Vidéo gag.

de la défense

et Tapis vert.

une femme peut

en cacher une autre.

Attention,

22.50 Magazine : Ciné dimanche. 22.55 Cinéme :

Psychose 2. ■ 0.55 Journal et Météo.

14.55 Série : Mac Gyver. 16.35 Série : Euroflics.

17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine

de l'équipe Cousteau. 18.25 Magazine : Stade 2.

Frontières du crime.

19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo.

23.15 Journal et Météo.

Sports 3 dimanche. 17.30 Magazine : Montagne.

de la région. 20.10 Série : Benny Hill.

18.00 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'informa-

tion. De 19.12 à 19.30, le journal

20.45 Téléfilm:

1.30 Au trot. 1.35 Danse : Barbe Bleue. Ballet de Pina Bausch.

16.50 Disney parade.

18.10 Magazine : Téléfoot.

19.50 Loto sportif.

21.00 Cinéma :

19.00

Sébastien, c'est fou l

Journal et Météo.

Samedi après minuit.

m On peut voir ; am Ne pas manquer ; man Chef-d'ouvre ou class

22.55 Flash d'informations 23.00 Cinéma : Incident de parcours. 0.50 Cinéma :

Faux semblants. LA 5 20.45 Téléfilm : Duo de choc, duo de

22.25 Série : Kojak. 0.00 Journal de minuit M 6

20.35 Téléfilm : Partie gagnante 22.15 Téléfilm : Prison de femmes. 0.00 Six minutes d'informa-0.05 Musique : Rapline.

Musique : Boulevard des clips 0.55 2.00 Rediffusions.

LA SEPT

21.00 Théâtre : Lorenzaccio. 22:30 Soir 3. 22.50 Lorenzaccio (suite) 23.40 Portrait de Miles Davis.

Dimanche 10 février

TF_1	22.20 Megezine :
14.15 Série : Rick Hunter,	L'équipe du din 1:00 Salade compos
inspecteur choc. 15.10 Tiercé à Vincennes. 15.25 Série :	LA 5
Agence tous risques. 16.15 Divertissement:	14.15 Série : Simon e

14.15 Série : Simon et Simon. 15.05 Série : Saracen. 16.00 Série : Lou Grant. 17.00 Série : Bergerac. 18.00 Série :

20.00 Journal. 20.45 Cinéma :

14.20 Téléfilm : A la recherche de l'oncle Jack. 16.45 Série : Roseanne.

17.10 Vic Daniels, flic à Los Angeles 17.35 Série : L'homme de fer. ,18.30 Série : Les routes du paradis. 19.25 Magazine : Culture pub.

20.00 Série : Medame est servie. 20.30 Magazine : Sport 6.

Magazine : Plastic. Jean Vérame ; Cleude Bethuel ; Gérard Garouste. Les disparue du lac 22.20 M6 express. 22.25 Capital.

23.35 Série : Le Saint. 0.25 Six minutes FR 3 d'informations. 2.00 Rediffusions. 14.50 Magazine:

14.25 Téléfilm : Le chemin de Damas. 16.05 Documentaire :

20.40 Divertissement : Le carnaval de la classe. des plumes. 22.00 ► Magazine : Le divan. 22.20 Journal et Météo. 22.40 ▶ Cinéma : Les trois lumières, mum

19.05 Cinéma d'animation : Images. 0.00 Musiqua: Carnet de notes.

CANAL PLUS

14.00 Táléfilm : Vengeance sur mesure. 15.25 Imagine 91 : Théières after 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... l'émission.

18.00 Cinéma : Romantic comedy. ---- En clair jusqu'à 20.40 --

19.35 Flash d'informations. 19.45 Dessins ammés : Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme «...?». 20.35 Magazine :

L'équipe du dimanche. 20.40 Cinéma : Chacun sa chance. ≢≢ 22.10 Flash d'informetions. manche.

La loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'enfer du devoir. 20.30 Drôles d'histoires Flies de choc.

22.25 Ciné Cinq. 22,35 Cinéma : Blanc de Chine. m 0.10 Le journal de minuit.

M 6

15.55 Série : L'ami des bêtes.

19.54 Six minutes d'informations.

20.35 Téléfilm :

22.35 Cinéma : Le diable eu corps.

LA SEPT

Le grimoire magnétique. 15.30 Documentaire : La malédiction

17.05 Les enfants de la danse. 18.05 Documentaire : Le dos-

19.40 Portrait de Miles Davis. 20.00 L'âge d'or du cinéma. 20.30 Cinéma : De Witte Van Sichen

(le petit garçon aux cheveux blancs). 22.30 Cinema : Les vacances de monsieur Hulot. mm 0.00 Documentaire : Sur les pas de monsieur Hulot.

0.55 Court métrage : Appelez le 17.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER «ZAPPINGE» Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration du e Monde ».

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5453 HORIZONTALEMENT

dents. - V. Quantité pour un ménage. Peuvent courir dens les prés. O'un auxiliaire. -VI. Ne sembla jamais pressé. Soutient bien. Les Anglais y courent.

- VIL Nom de pays.
Division d'une pièce. Madame, c'eet une vreie poire. - VII VIII. Pronom. Fit un VIII travail d'horticulteur. Présent quand il eat petit. Point de départ. - IX. Un doigt. A une enfence fecile. -X. Peuple d'Afrique XIII euatrale. instrument pour tailler des XIV sabots. - XI, Comme

Donne un evertiaeement. -XII. Endroits où certains passent la nuft. Qui a ses vapeurs. - XIII. Bien nettoyé. Un bruit inquiétant, Fleuve. - XIV. Quand on passe devant lui. c'est plus souvent pour un oui que pour un non. Capable de jolis gestes. - XV. En France. Dont on ne donnersit pas cher. Une bonne

VERTICALEMENT

1. Peut qualifier l'air quand c'est suffisant. Présentée sur commande. - 2. Un homme mis au banc. De feu, sur la scène. - 3. Un homme de méthode. Difficulté. Adverbe. -4. Participe. N'edmet pes. Petit accroc sur un tissu. - 5. Le premier est le second. Ville du Cher. -6. Dans un alphabet étranger. Peut être manqué pour le psychanalyste. Pas neuf. - 7. Qualifie l'affection qu'on doit à sas perents. Parfois au bout du compte. - 8. Oublia. Mis de côté. - 9. Est blond avant de devenir noir. Etendue d'eeu. -10. Qui ne semblent pas du tout mouillés. - 11. Lie. Une fin, surtout quand elle est fatale. Des femmes

qui ont pris un siège. - 12, Un métal précieux. Langue ancienne. Utile pour le golfeur. Possessif. -13. Bonnet erabe. Ville d'Allemegne. On y brûle de !'essence. Redevient neuf quand on arrive au bout. - 14, Nom donné au méchant loup. Un peu eigre. Charge de patriarche. - 15. Peut se produce en un moment. Bien assis.

Solution du problème r 5452

I. Monotonie, - fl. Alêne. Ont. -III. Risette. - IV, If. Ri. Leu. -V. Nagent, Ur. - VI. In. Uélé. -VII. Étés. Albi. - VIII. Sellier. -IX. Sas. Aoste. - X. No. Océan. -XI. Tarin. Est. Verticalement

1. Marinlors, - 2. Olifant. Ana. -3. Nés. Essor. - 4. Onéreuse. -5. Tétine. Laon. - 6. Tialoc. -Noel, Elisée. - 8, In. Eu. Bétas. -

GUY BROUTY

CARNET DU Mande

Décès - Marcelle BERR de TURIQUE

nous a quités dans sa quatre-vingt-dixhuitième année, mais la lumière de son esprit el de son amour demeurera

De la part de toute sa famille et de ses très nombreux amis, dont la fidélité témoigne de sou rayonnement.

Les obsèques auront lien le lundi 11 février, à 15 h 30, au cimetière du Montparnasse. Réunion porte princi-pale, 3, boulevard Edgar-Quinct.

Cel avis tient lieu de faire-port.

Fondation Galignani, 89, boulevard Bineau, 92200 Neuilly.

[Née à Paris, Marcelle Berr de Turique a consacré toute sa vie à l'art contemporain, qu'elle a défendu avec ferveur et désintéressement. Elle a contribué à la naissance du Musée d'art

noderne de Jérusalem.] - Colette Enders et ses enfants, demandent d'avoir ane pensée pour

Marc ENDERS.

décédé le 6 février 1991.

13, Grande-Rue, 95760 Valmondois.

- M. et Mª Roger Godino, M. et Mª Claude Godino,

ses enfants,
Aude et Florence,
Olivier, Marie-Annick et Catherine,
ses petits-enfants, Amandine, son arrière-petite-fille, Jeanne Sontin, sa sœur, ont la douleur de faire part du décès de

M= Joseph GODINO, née Marcelle ARMAND,

le 7 février 1991, dans sa quatre-vingt-

La cérémonie religieuse a été célé-brée le 9 février, en l'église de Saint-Pierre de Maché, à Chambéry, Savoie. L'inhumation a en lieu dans l'invi-

mité familiale, au cimetière de Francin. 9, rue Stanislas, 75006 Paris. Les Castel-Novel

38330 Biviers.

CARNET DU MONDE Renseignements: 40-65-29-94

Pierre Mignotle. directeur de l'Ecole d'architecture

Les enseignants Le personnel administratif, Les étudiants. ont la très grande tristesse de faire part du décès brutal de

urbaniste, ingénieur de recherche au CNRS, enscignant à l'Ecole d'architecture de Grenoble.

Jean MAGLIONE,

le 8 février 1991, à l'âge de quarante-

Les obsèques auront lieu lundi il février, à 10 h 30, en l'église de

galerie des Baladins
 38100 Grenoble.

- Des suites d'une longue et doulou-reuse maladie,

Anna PORTNOL épouse Rahinovitch est décédée le 3 février 1991.

L'inhumation s'est faite dans la plus Ceux qui l'ont connue et aimée auront une pensée pour elle.

Familles Rabinovitch et Perepeliten. - M= Marcel Rideau, son épouse, M. et M= Roger Platzer, M. et M= Joseph Cavasino,

ses enfants. Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants, ont la donleur de faire part du décès de M. Marce! RIDEAU.

survenu le la février 1991, dans sa quatre-vingt-neuvième année Les obsèques out eu lieu dans l'inti-milé, aux Sables-d'Olonne.

Résidence du Parc, 60950 Ermenonville

<u>Anniversaires</u> Mémoire émue.

Ernest A. WOOG, 7 septembre 1895-10 février 1951,

Son fils Philippe-Guy. Ses petits-fils Lionel et Cari-André.

Nos chornes et nos cononneres. has aromes et not amonated, beneficiant d'une rechection ar «et insertiors du « Camer du Monce », sont pries de hier region tras cummuniques lous numers de selections.

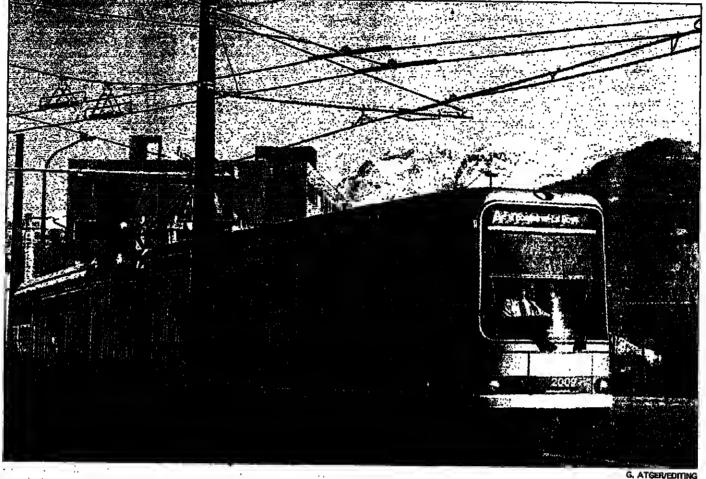
لكذا من ألاصل

5 W 2434

••• Le Monde • Dimanche 10 - Lundi 11 février 1991 13

Le Monde ECHNOLOLES

GRENOBLE



entreprises high-tech. Dans cette cité « surdouée », de puissantes synergies s'établissent entre la recherche et l'industrie, donnant naissance à de nouveaux pôles d'excellerics porteurs d'avenir pour la « capitale des Alpes ». Rien, ou presque, n'est venu perturber l'ordonnancement d'un site façonné par les montagnes qui l'entourent. Grenoble a grandi, grossi, mais elle demeure une des rares agglomérations françaises de cette taille à avoir su concilier les exigences urbaines avec celles qu'impose un environnement exceptionnel.

Grenoble revendique le titre de « cerveau » du triangle qu'elle forme avec les villes voisines de Lyon et de Genève. Ses 10 000 chercheurs et ses 35 000 étudiants, ses très nombreux laboratoires publics et privés et ses entreprises de haute technologie, tous installés dans une agglomération de 400 000 habitants, l'ont hissée à un niveau de compétence jamais atteint au cours de son histoire. Au sein de la technopole grenobloise se brassent et s'échangent des idées vite transformées en équations mathématiques puis développées dans des

La ZIRST, république des industriels

La zone de Meylan-Montbonnot forme une communauté originale d'entreprises. Y entrer n'est pas si simple. Et l'échange n'est pas la règle générale

RENOBLE possède à sa porte une « galaxie de l'inelligence» et du savnirfaire dans le domaine de la haute technologie, la zone pour l'innovation et la echerche scientifique et technique (ZIRST). Créée il y a près de vingt ans à Meylan, dans la proche banlieue grenobloise, elle réunit aujourd'hui, sur 65 hectares, 200 entreprises de toutes tailles. Certaines sont spécialisées dans l'informatique industrielle et les automatismes, d'autres dans l'intelligence artificielle, la construction de systèmes de synthèse d'images nu encore la micromécanique de haute précision.

Ces sociétés emploient 5 000 personnes, en majorité des ingénieurs et des techniciens supérieurs, dans un cadre remarquable-ment préservé. lei les bâtiments industriels de un nu deux étages s'inscrivent dans un paysage boisé que les Grenoblois aiment arpenter à pied ou pour pique-niquer l'été en famille. Rien, ou presque, ne vient entacher un lieu resté presque natu-rel; seule la circulation automobile trouble la quiétude de cet espace, une preuve parmi d'autres de la forte activité et du dynamisme qui règne dans cette zone industrielle.

Les «zirstiens» forment une com-munauté originale sélectionnée par un comité d'agrément, véritable gar-dien de l'éthique de la ZIRST. Il veille jalousement au respect des équilibres de peuplement du parc. Il faut montrer patte blanche pour pré-tendre installer des bureaux affectés à des activités de recherche-dévelop-pement, mais aussi de services, ou construire des locaux qui abriteront

des activités de production indus-trielle à haute valeur technique. «Il n'est pas question de «polluer» phy-siquement ou intellectuellement le site. Nous devons faire respecter l'homogénétié de ce lieu qui rassemble des gens qui ont les mêmes idéaux, le même besoin de créativité et la même volonié», confie un des membres du comité de sélection. Avec ses collègues (i), il examine chaque mois de dix à quinze dossiers qui comprennent, outre des informations relatives à l'expérience des dirigeants-candidats et à leurs motivations d'implantation, une avalyse financière précise de leur entreprise et du projet qu'ils comp-tent conduire dans ce lieu privilégié. Cet examen d'entrée sur la zone celle-ci «se mérite», répètent sans cesse ceux qui y sont installés – serait à l'origine du faible taux de défaillance des entreprises; il est inférieur à 3 %.

A l'écoute de la recherche et de l'Innovation

Désormais admis, le nouvean promn va pouvoir s'initier an monde de la ZIRST. Celui-ci est composé de gens iasus des laboratoires de l'université ou des grandes écoles d'ingénieurs, comme l'institut national polytechnique de Grenoble (INPG), ou encore de grandes entreprises qui ont suscité, parfois favorisé, l' « essaimage » de certains de leurs cadres dans le monde industriel. La plupart disposent d'une culture scientifique et technique importante. Ils out d'autre part tissé

importante. Ils out d'autre part tissé pendant leurs études et sur leurs lieux de travail antérieurs des liens

munications, 320).

L'un des succès remporté par la ZIRST est d'avoir su, depuis sa création au début des aimées 70, préserver son indépendance. Elle est devenue une soite de « république des industriels », affirme Jean-François Kravichenko, président de l'association PROZIRST, qui regroupe des chefs d'entreprise. De très subtiles relations ont été fisiées entre les hommes politiques locaux qui ont initié pais facilité le développement de la ZIRST (2) et leurs partenaires industriels. Les premiers se mélent munications, 320).

étroits avec leurs camarades deve-nus responsables de laboratoires nu-patrons de filiales de grandes entre-prises implantées dans l'aggloméra-ter les contraintes imposées untam-ment par le comité d'agrément; bref, d'avoir eu, selnn M. Kravtprises implantées dans l'aggloméra-tion grenobloise. Ce réseau constitue l'une des forces de la ZIRST, qui vit ainsi à l'écoute de la recherche et de

l'innovation.

Les industriels de la ZIRST entendent effacer l'image, selon eux négative, qui leur a trop longtemps collé à la peau, celle de «professeus Nimbus à la tête d'entreprises mal foutues». C'est la raison pour laquelle la ZIRST refuse d'accueillir des «pépinières d'entreprises». Celles-ci s'installent de préférence dans des espaces situés à l'intérieur de l'Institut national polytechnique on à proximité immédiate du Centre d'études nucléaires de Grenoble.

Un patron d'une PME de qua-

Un patron d'une PME de qua-rante salariés, admis à résider sur la ZIRST depuis deux ans, qualifie de « teigneux et travailleurs » ses collè-gues. Mais il reconnaît qu'il manque à beaucoup d'entre eux le « sens des affaires » et une « culture commer-cule» ma re leur est en des des affaires » et une « culture commerciale » que ne leur ont pas dispensés les universités dont ils sont issus. Cette faiblesse est probablement à l'origine de la non-éclosion, sur on à partir de la ZIRST, d'entreprises de taille importante. Beaucoup d'entre elles atteignent péniblement une dizaine de salariés – elles sont 57 % à employer de 1 à 10 personnes – 33,5 % des entreprises ont entre 10 et 50 salariés, 6 % réunissent de 50 à 100 personnes et seuts 3,5 % des entreprises ont plus de 100 salariés (notamment Merlin Gerin, 850, le Centre national d'étude des télécommunications, 320).

industriels. Les premiers se mélent peu des affaires des seconds et lais-sent vivre librement la ZIRST. Ils se contenient d'en toucher aujourd'hui les dividendes, sous forme de taxe professionnelle.

chenko, « la sagesse de ne pas faire de concessions pour peupler cette zone industrielle ». Ainsi, le dernier terrain disponible sur la commune de Meylan fut vendu dix-huit ans après la création de la ZIRST, alors que de très nombreux candidats qui ne répondaient pas aux critères de sélection frappaient à sa porte.

Un pari gagné

La commune de Montbonnot s'apprête à accueillir, sur une superficie de 45 hectares, l'extension de la ZIRST grenobloise. Elle semble disposée à respecter les principes qui ont prévalu jusqu'alors chez son voisin. Toutefois, son maire, M. André Hemery (divers droite), rappelle que Montbonnot « souhaite avoir son mot à dire sur un territoire communal ». Les membres de PROZIRST. moi à aire sur un territoire commu-nai ». Les membres de PROZIRST espèrent de leur côté que, comme son collègue, M. Guy Cabanei, séna-teur PR et maire de Mcylan, «il se conteniera de remettre, une fois par an, la coupe du cross de la ZIRST»...

Pour préserver son autonomie, l'association des industriels se garde bien de réclamer la moindre subven-tinn aux communes supports du développement de la ZIRST et au département de la ZIRST et an département de l'Isère. Seules les cotisations, nbligatoires et calculées sur l'effectif de chaque entreprise, font vivre PROZIRST. L'association, qui se défend d'être le « gouvernement » de cette zone pour l'innovation, prépare les dossiers de demande d'agrèment, aide les industriels à trouver de nouveaux locsus triels à trouver de nouveaux locaux, réalise un important fichier de demandes et d'affres d'emplois mis à la disposition de ses membres: enfin elle facilite les contacts entre les industriels propriétaires ou loca-

Mais les relations d'affaires entre ces entreprises, qui travaillent sou-vent sur les mêmes marchés et qui sont done très concurrentielles, sont finalement assez peu importantes, reconnaisssent les responsables des plus grosses sociétés comme Merlin Gerin on la SAMES (240 salariés).

développement de cette société spé-cialisée dans les systèmes d'applica-tinn automatique de la peinture admet qu'ail y a tout ce qu'il faut, icl, pour bien travailler », mais qu'aucune véritable synargie n'existe entre sa société et ses voisins.

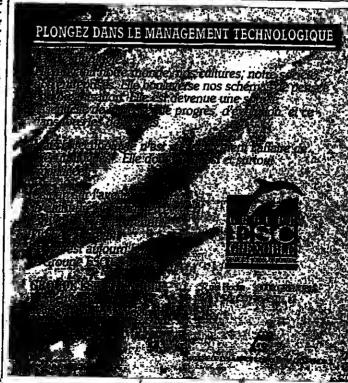
A la tête d'effectifs plus modestes (15 personnes), le PDG de Project Images, M. Gilbert Hus, qui déve-loppe des productions fabriquées à partir d'images de synthèse, estime qu'il n'aurait jamais pu mener ail-leurs que sur la ZIRST son projet d'entreprise: « Pour fabriquer des d'estires animés à l'aide d'ardina-teurs, j'ai pu bénéficier quotidienne-ment de l'aide du fournisseur du matériel avec lequel je travaille. Cette société est située à quelques dizaines de mètres de mes locaux. Nous avons réalisé entre nous un véritable partenariat. Malheureusement, sur la ZIRST, les intelligences se connectent insuffisamment. Mais ce sont les échanges informels

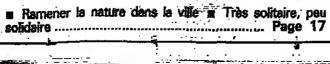
qui se produisent quotidiennement sur cette zone industrielle qui sont, affirment tous coux qui y travaillent, les plus riches. Le restaurant interentreprises est ainsi, selon un ingénieur informaticien, « une serre de

CLAUDE FRANCILLON Lire la suite page 16

(l) Le comité d'agrément est compose de quatre élus représentant les communes de Meyian et de Montbonnot, d'un mem-bre de la chambre de commerce et d'inbre de la chambre de commerce et d'in-dustrie, d'un représentant du Centre d'études nucléaires de Grenoble, du res-ponsable de Tétrapole Grenoble-Isère, d'un membre de Grenoble-Isère Développement et d'un représentant de l'association PRO-ZIRST. A la tête du comité siège le prési-dent de l'institut national polytechnique de Grenoble

(2) La ZIRST de Meylan fut lancée en 1972 à l'initiative de la municipalité GAM de Meylan. Cello-ci fut remplacée en 1983 par un conseil municipal à majorité UDF et RPR.





AU SOMMAIRE

■ Les limites du pôle informatique ■ La montée du génie biomédical ■ L'image dans toutes ses

Les limites du pôle informatique

Puissantes, la recherche et l'industrie informatiques n'ont pas comblé tous les espoirs des années 60

OUVENT qualifiée de Silicoo Valley à la fran-çaise, la régioo greno-bloise est, avec la régioo parisienne, le principal pôle informatique de l'Hexagone 10 000 personnes travaillent dans ce domaine d'activité : 1200 chnrcheurs et universitaires formeot 1500 étudiants; 4500 personnes sont employées dans l'industrie du logiciel et des services informati-ques, et 2500 chez les coostructenrs de metériels, Hewlett-Packard et Bull ootamment. Mais à l'haure où l'industrie informatique et électronique européenne est en pleine crise, avec en particulier l'effoodrement de Philips, les milliers de liceociements annoncés chez Bull et chez Thomson, oo ne peut que s'interroger sur les com-pétences des centres de recharche français en informatique eo général et sur l'imege fletteuse du « pôle » grenoblois en particulier.

Certes s'y trouvent rassemblés des laboratoires aussi prestigieux que ceux du CNET (Centre national d'études des télécommunica-tions), du CENG (Ceotre d'études oucléaires de Grenoble), établissemeot du Commissariat à l'énergie alomique, qui avec le Laboratoire d'électrooique, de techoologie et d'iostrumeotation (LETI) cootribunnt à la recherche en informatique et électronique. Rares oéaomoins soot les ionovations d'importance mondiale qui soient sorties des laboratoires de la capitale du Dauphiné. Les défauts pro-pres à l'iodustrie française - en particulier la mauvaise articulation cotre recherche, formation et iodustrie - en oot eotaché l'essor. Quoi qu'oo en ait souvent dit, Grenoble o'est pas San-Francisco.

Au cœur du dispositif, l'Ensimag (Ecole nationale supérieure d'informetique et de mathémetiques appliquées de Grenoble), « grande écoic » d'iogénieurs dépendant de l'Institut national polytechnique, et l'Imag, lustitut de recherche qui lui était associé à son origioe, repré-sentent uo énorme potentiei. Créée en 1960, l'Ensimag a longtemps été le snul lieu de formation d'ingénieurs informaticiens. Sa renom-mée et l'attrait géographique lui ont permis (et lui permettent tou-jours) d'attirer les meilleurs candi-dats reçus au concours commun des écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI). Ses anciens éléves irrigueot la plupart des sociétés de services et des directions informatiques des grandes

Une politique de partenariat

Secrée depuis quelgoes ennées école d'application de Polytechnique, elle o's oéanmoins pas su exploiter cette certe. Après trente ans d'existence, il apparaît que ce centre de formation a foncané en vase clos. Les centres de recherche situés dans sa mouvance, longtemps paralysés par des que-relles ioternes, ont peu rénssi à transférer vers l'industrie les résul-tats de leurs travaux. « Il y ovoit un mur entre Bull et l'Imag, se souvient un chercheur. Il y o encore quelques années, les ingénieurs de chez Bull ne savaient même pas ce qu'étoit le système d'exploitation Unix, ni ce qu'était une station de travail (sur lesquels nous travoillions), alors que nous étions dans les mêmes locaux, » La comination en 1987 d'uo

nouveao directeur de l'Imag, Jean-Pierre Verjus, pourrait oéanmoins donner uo nouvel essor à cet institut. Ce professeur d'informatique qui fut à Reones le fondateur de l'IRISA (Institut de recherche en informatique et systèmes aléa-toires), laboratoire mixte du CNRS et de l'INRIA (Institut national de la recherche eo informatique et outomatique) - a entrepris de fédérer les différents laboratoires qui, en 1983, avaient pris leur autonomie. Les recherches s'oricotent autour d'oo combre limité de thèmes : Informatique médicale; intelligence artificielle; traitement d'images et robotique; architecture

de machines et parallélisme; génie logiciel; mathématiques appli-quées. Son budget, de 155 millions de francs en 1989 (y compris 110 millions de francs représentant les salaires de 600 persoones), provient pour 40 % de l'éducation nationale, 22 % de contrats (communantaires pour l'essentiel), 20 % du CNRS, et le reste du ministère de la recherche pour les hourses de de la recherche pour les bourses de

Pour des raisons financières, mais aussi pour décloisoooer l'Imag, intensifier les collaborations avec d'autres centres publics et privés, Jean-Pierre Verjus a relance uoe politique de partena-rial. Une ocuvelle unité a été créée avec Bull. Elle est située oon loin du ceotre de recberche de l'Opeo Software Foundation (OSF, regrou-pement de constructeurs dont IBM, Dec, HP, Apollo, Buil ...), qui a également exprimé le souhait de coopérer avec les chercheurs de l'Imag. Un partenariat a également été mis sur pied avec l'INRIA pour développer des projets en com-

Hors des frontières

Ce oouveau dyoemisme oé pourra que renforcer le tisso d'industries et de sociétés de services déjà en place et dont les prin-cipaux fleurons soot : côté cipaux flenrons soot : côté constructeurs d'ordinateurs, l'américain Hewlett-Packard, implanté depuis 1971 et qui y emploie 1700 persoaoses : côté ioformatique industrielle, Merlin Gerin, filiale de Schoeider, uo vétéran qui o'avait pas atteodu l'informatique pour exister : côté sociétés de services, Cap Gemini Sogeti, première SSII européenne, dont le président, Serge Kampf, a toujours voulu que de siège reste à Grenoble, ville où la firme fut créée.

Près de ces grandes entreorises.

Près de ces grandes entreprises. des centaioes de petites sociétés ont fleuri sur la ZIRST (zone pour l'innovation et les réalisations scientifiques et techniques) de Meylan, en banlieue grenobinise. L'une des plus prestigienses, la société l'IMI (Industrie et techno-logie de la mochine intelligente), est aujourd'hui une filiale de Cap Gemini Sogeti. Créée en sofit 1982 par des chercheurs pour être une structure intermédiaire entre l'uni-versité et l'industrie, elle emploie maiotenant 110 personnes, pour un chiffre d'affaires de 56 millions

Cette société d'ingénierie de haute technologie a pour particularité de développer des systèmes sur mesure dans trois domaines : la visioo par ordinateur pour le cootible qualité de la production iodustrielle et le goidage de machines, les systèmes-experts pour le pilotage de procédés indus-triels et le diagnostic de machines, les postes robotisés intégrés d'assemblage, de soudage....

Pour rester ao courant des derniers résultats de la recherche dans ses domaines de prédilection, elle détache régulièrement des ingéoients dans des laboratoires : à Grenoble, mais aussi aux Etats-Unis (à Carnegie Melloo), et au Japon, grâce à des cootrats du ministère de la recherche et de la Communanté européenne. « Toute notre recherche est financie, est fier de déclarer Gérard Mezin, le PDG du la firme, nous sommes sons-doute la PME française qui parti-cipe au plus grand nombre de pro-jets européens.» Ses clients se tron-vent plutôt hors des frontières de l'Hexagooe. e Nous travaillons beaucoup ovec l'automobile japonaise », explique soo président, « mais n'avons pas un seul contrat avec Peugeot s, poursuit-il, oo peu

Le potentiel existe bien. Mais, plusieurs exemples le prouvent, les iodustriels se montrent parfois déficients à l'exploiter. Différent du modèle américain, différent do japonais, le modèle recherche-in-dustrie à la française o'a pas encore à Grenoble trouvé ses mar-

ANNIE KAHN

La montée du génie biomédical

Une collaboration exceptionnelle entre ingénieurs, biologistes et médecins

E faire une place au soleil, en médecine, n'était pas une chose facile pour Grenoble. La proximité de Lyon, ville renommée dans l'univers médical, ne pouvait que lui faire de l'ombre. Tirant parti de ses compétences informatiques.
Grenoble a néanmoins trouvé son créneau : le génie biologique et médical. 3600 personnes travaillent dans ce secteur, soit au sein d'un labora-toire de recherche, soit dans une entreprise. Les domaines couverts vont de la recherche fondamentale à l'élaboration de nouveaux instruments de dismostic ou de nouvelles techniques médicales.

Plusieurs importants laboratoires de recherche ont ainsi décidé de s'implanter on de se créer à Grenoble. Le Cantre de recherche du service de santé des armées (CRSSA)

Philippe Cioquin et Jacques Demongeot, professeurs à la faculté de médecine de Grenoble, rejoindront aussi des sa construction les locaux de l'Institut Albert-Bonniot. Tous deux docteurs en médecine et en mathématiques, ils ne recrutent dans leur équipe que des chercheurs ayant une double formation de médecin et d'ingénieur. Leurs travaux s'orientent dans trois directions. La réalisation d'un système d'information hospitalière est menée en collaboration avec le constructeur américain Digital Equipment. Il permettra de visualiser sur une même station de travail le dossier d'un patient et les images le concernant, qu'elles proviennent d'un scanner, d'un système de RMN (résonance



dans les laboratoires du CEA-Grenoble

regroupair en 1988 ses équipes, soit 350 personnes dont 100 chercheurs, dans les anciens locaux rénovés de l'hôpital militaire de La Tronche, dans la banliene nord de Grenoble. Debut 1992, l'Institut Albert-Bonniot, centre d'études et de recherche en informatique, médecine et biologie, devrait, à son tour, ouvrir ses portes, à proximité immédiate du centre hospitalier universitaire, situé lui aussi à La Tronche: 120 chercheurs y seroot regroopés dans un premier temps. Enfin, la mise en route du synchrotron (en 1993) permettra d'intensifier les recherches dans le domaine de la santé, en ce qui concerne notamment l'examen qui concerne notamment l'examen d'échantillons biologiques, l'analyse de la structure des protéines et

le fait que « toutes les brunches de la science (y compris la médecine) soient à Grenoble réuntes dans une même université » explique pourquoi les synergies entre ingénieurs et médecins ont pu aussi bien se développer, estime Gérard Brugal, professeur et président du CEMIB (Centre d'études médecine-informatique-biologie). Spécialisée dans l'analyse d'images médicales, son équipe de recherche réunit des informaticiens, des biologistes fondamentalistes et des médecins. Le système Samba, pour l'analyse de cellules, qu'il a mis au point, est fabriqué par TITIN et commercialisé dans le monde entier. Il travaille actuellement en collaboration evec la firme allemande Zeiss et Alcatel à la réalisatinn d'une deuxième génération d'appareils, qui l'étode des vaisseaux sanguins. deuxième génération d'appareils, qui, intégrés à un microscope, permet-troni de dépister plus facilement les cellules cancéreuses.

Deuxième axe de recherche : l'intelligence artificielle et les neurosciences. Leur ambition est de modéliser le raisoooement de l'espril humain. Troisième axe et sans doute s'agit de la mise au point d'un robot capable d'eider un chirurgien à détecter et à traiter des maladies du cerveau. Un modèle existe actuelles ment qui a permis d'opérer plus de 200 malades. Grace à lui, le chirurgien peut introduire une aiguille dans le cerveau pour effectuer un diagnostic ou une action thérapeutique. Le système analyse des images du cerveau maiade obtenues par scanner ou RMN et les compare à celles contenues dans un atlas informatisé du cerveau. Cette analyse permet de définir quelle sera la trajectoire optimale que devra suivre l'aiguille et de positionner le guide avec une précision inférieure au millimètre.

Section & Section &

and a graphic The state of the s ·海·西哥(多)

1 - 4

---医乳腺素 建氯甲基磺

The state of the s

"我要看起。"

_3.9**27**24 /s

D'autres équipes de recherche, non universitaires, ont également conçu ou participé à la conception - des systèmes médicaux sophistiqués et couronnés par un succès commercial. C'est en particulier au LETI (labora-toire du Centre d'études nucléaires de Grenoble) qu'e été créé un des éléments de la Gamma caméra, commercialisée par la firme Sopha Medical et qui permet de visualiser le fonctionnement d'un organe après qu'oo y e introduit une substance radioactive.

L'image dans toutes ses dimensions

Des procédés d'affichage à la réalisation d'images de synthèse, des systèmes de vision pour robots aux eynoptiques des pupi-tres de commande, une grende diversité de travaux de recherche et de réalisations sont menées, à Grenoble, dens le domaine de l'image. Des spécialistes de compétances veriées - électroni-clans, informaticians, roboticiene, grephistee - ont mis en commun leur savoir-faire dans des laboratoires publics ou privés pour, dens un premier temps, répondre aux besoine de grands utilienteurs – comme le Centre d'études nucléaires de Granoble (CENG) ou les firmes d'informatique présentes dans la capitale du Dauphiné.

Thomson, le Centre netional d'études des télécommunica-tions ou le LETI (division d'électronique, de technologie et d'ins-trumentation du Commissariet à l'énargia atomique) travaillent à la réalisation d'écrans plats pour ordinateure ou téléviseure. Le

LTIRF (Laboratoire de traitement d'Images et de reconneissance des formes), avec le LIFIA (Laboratoire d'informatique fondamen-tale at d'intelligence artificialle), tente de mettre au point des systèmes qui permettront à un robot mobile de se repérer et se déplacer comme s'il voyait. Ce demier leboratoire, dont étaient issus certaine des fondateurs d'iTMI (voir ci-dessue), traveille eussi evec cette société pour des contrats industriele.

Des images de synthèse au nucléaire

C'est également un encien chercheur du LiFIA, Jean-Francoie Miribel, un des fondateurs de ITMI, qui est à l'origine d'une autre petite entreprise de ce secteur, Gerris Images. Spécialisée dans l'image de cynthèse, elle commercialise dans le monde emier (plus de 50 % de son chif-fre d'affeirae de 30 millions de francs sont réalisés à l'export)

dee stacons de travail vidéographiques pour créer, enimer et traiter des Imegee. Ses clients sont eusei bien des chaînes de tálévision ou des egences de publicité que des firmes industrielles dans le domaine de l'eutomobile, de l'architecture, de l'evionique, dene le domeine médical etc.

C'est encore sur une niche originele que s'est placée Corys, une petite société créée en 1989 en « essaiment » du CENG. Elle conçoit et fabrique des simula-teurs de procédée industriele comme des centrales nucléaires ou thermiques, des usines chimi-ques ou des postes d'eiguillege ferrovieire pour le formation des techniciens.

Dane see locaux, une salle de commande de centrale thermique mende d'une centrele nucléaire britannique eur le point de partir outre-Manche pour y être livrée. Avant de traveiller en réel, les techniciens d'EDF e'exercent ainsi sur les pupitres de Corvs. tandia que la professeur envoie, depuis son poste, toutes les sortes de pannes ou d'anomalies de fonctionnement possible. Phyeiciens, informadciens et ergonomes treveillent dena cette entreprise de 45 personnes, qui prévoit de réaliser en 1990 un chiffre d'affaires de 40 millions de francs, dont 50 % à l'export.

Enfin. l'incontournable et déjà cité LETI travaille aussi dana la domeine de l'imege. Pour des epplications médicales (voir ci-contre), mais aussi dans d'autres domaines industriels, comme le microélectronique - pour repérer des défauts de gravure sur des circuits, – le nucléaire – pour analyser des images de centrales (et compôler les crayons contenant du combustible nucléaire par exemple), – ou l'aéronautique – pour, grâce à des appareils de tomographie industrielle, voir à l'intérieur de la matière et détecter d'éventuels défauts.

GRENOBLE. ĹΕ BONHEUR SE CONSTRUIT AVEC COCITRA DAUPHINÉ

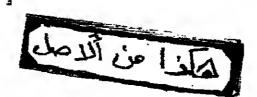


Avec l'aide du 1% logement d'habitat les plus universelles et les plus à tous les salariés des entreprises affilites. C'est la condition et le parti-pris du bonheur dans la ville.

extrait du reportage de Jean-Pierre Favreau DOKT. COCIETA. Le bonbeur dans la ville", sept. oct. 90.



Votre contact pour tous rencontrer : Jean-François Martin Cacitra - 3, rue Beyle Stendbul - 38000 GRENOBLE Tel 76 51 88 88 - Fax 16 51 07 14





GRENOBLE TECHNOPOLE ICI VOUS POUVEZ

ENTREPRENDRE

En Rhône-Alpes, deuxième région économique de France, à 50 mn de l'aéroport international de Lyon-Satolas, à 1 h 30 de Genève-Cointrin, l'agglomération de Grenoble est depuis toujours à l'avant-garde des révolutions industrielles. Dans ce domaine, elle bénéficie d'une solide tradition, notamment dans l'hydraulique, l'électricité et le travail des métaux. Au cours de son histoire, elle a démontré une rare capacité d'innovation et d'adaptation par la présence d'une main-d'œuvre fortement qualifiée et l'apport permanent des technologies de pointe. Autant d'atouts qui font qu'entreprendre : ici, vous pouvez.

Sur le territoire de plus de 40 communes, la grande agglomération de Grenoble abrite 3,5 % des habitants européens, produit 7 % des écus, accueille 17 % des chercheurs et forme 31 % des ingénieurs européens. Plus de 8 000 chercheurs publics et privés font de la Technopole de Grenoble la première concentration de recherche française après la région parisienne. Ses 8 grandes écoles et ses 4 universités délivrent chaque année plus de 800 diplômes d'ingénieurs et près de 700 doctorats. 40 000 étudiants, dont 5 500 étrangers venant de 150 pays, lui valent d'être l'un des 3 pôles universitaires en France ayant obtenu le label européen. A cet égard, elle vient de remporter le ruban bleu français du plus important montant de bourses Erasmus allouées par étudiant. Recruter les hommes d'un haut niveau de formation dont vous avez besoin: ici, vous pouvez.

INNOVER

L'agglomération de Grenoble mérite plus que toute autre le nom de Technopole. Elle dispose d'un remarquable potentiel de recherche et développement, notamment dans les principaux pôles d'excellence que constituent les secteurs électronique, micro-électronique, informatique, mathématique, physique, magnétique, nucléaire, matériaux et biotechnologique. Sa jeunesse — 48 % de la population a moins de 30 ans - et son dynamisme industriel reconnu en font un véritable laboratoire naturel de fertilisation croisée qui réussit une symbiose parfaite entre Université, Recherche et Industrie. Trouver les moyens d'innover : ici, vous pouvez.

VIVRE EN PLEIN EQUILIBRE

L'environnement et le cadre de vie sont exceptionnels. A moins d'une heure de route, 35 stations de sports d'hiver, 14 golfs et 100 lacs et plans d'eau, 400 000 hectares d'espaces naturels protégés en parcs nationaux vous attendent. Vivre intensément : ici, vous pouvez.

Votre entreprise peut venir rejoindre les forces des 20 000 personnes engagées dans le défi des hautes technologies. Plus de 40 parcs technologiques, zones d'activité et parcs tertiaires constituent une offre extrêmement diversifiée d'espaces d'entreprise disponibles. Vous êtes assurés d'y trouver la gamme la plus complète d'équipements et de services que vous êtes en droit d'exiger.

Le Conseil général de l'Isère s'est doté d'un outil de coordination de tous les opérateurs économiques du département. Grenoble Isère Développement est votre partenaire privilégié. Quel que soit votre projet économique, nous sommes à votre disposition pour vous informer et vous



DIRECTION DE LA PROMOTION: 1, place Firmin-Gautier 38028 Grenoble cedex - Tél. (33) 76 70 97 02 - Fax : 76 48 07 03

Grenoble isère développement

INVENTER EUROPOLE

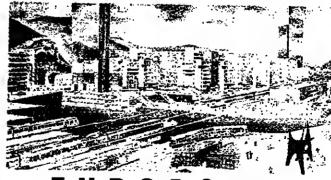
Grenoble invente Europole pour affirmer son ambition dans la compétition européenne, dynamiser la compétitivité et la technologie des entreprises. Après avoir initié, dans les années 70, le concept de Technopole avec la ZIRST de Meylan, la Grande Agglomération de Grenoble crée, en son centre exact, l'opération phare qui lui manquait.

De cette volonté naît un concept novateur, catalyseur de toutes les énergies et qualités de la technopole, synthèse de l'ensemble des facteurs-clés de réussite.

- 14 ha au cœur de la ville, en prolongement du fameux polygone scientifique, raccordés à la gare SNCF (TGV), au tramway et bientôt aux autoroutes de Lyon, Marseille et Chambéry-Genève.
- Plus d'un quart de million de mètres carrés dédiés au Tertiaire supérieur, plus de 7 000 emplois à terme, Europole Grenoble a peu d'équivalent en France et

Sur le site, seront réunis des outils d'échange et de savoirfaire très performants : Recherche, Production, Tertiaire d'accompagnement, Formation comme l'Ecole supérieure de commerce de Grenoble, Services comme le World Trade Center, le Centre international du tertiaire ou le MART de Grenoble.

Ce parc d'activités tertiaires supérieures, dont la force tient à l'intégration au cœur même de la ville et à la qualité de la conception urbanistique et architecturale, contribuera à assurer le rayonnement international de la technologie Grenoble-Isère.



ROPOL RENOBLE

DIRECTION DE LA PROMOTION : 1, place Firmin-Gautier, 38000 Grenoble - Tel. (33) 76 48 48 09 / 76 21 50 99 - Fax : 76 70 03 84, M. Didier Pineau-Valencienne, PDG de Schneider, précise la stratégie de lo société grenobloise et celle du groupe qu'il dinge

Première entreprise de la technopole grenobloise, spécialisée dans la maîtrise de l'énergie électrique, Merlin Gerin emploie 8 000 personnes sur son site isérois. Berceau de cette société créée en 1920 par des entrepreneurs locaux, Grenoble e réuni, pendant de nombreuses ennées. la majorité des effectifs de cette entreprise. Elle a connu, à partir de 1980, sous la présidence de M. Jean Vaujany, une croissance exceptionnellement forte. En 1980, son chiffre d'affaires était de 3 millierds de francs. Il approche, dix ans plus tard, les 19 milliards de francs. Les effectifs de la société en France et à l'étranger s'élèvent à 31 000 personnes.

En juin 1989, M. Didier Pineau-Velencienne, « patron » du groupe Schneider, qui veneit de réussir son « OPA » sur la Télémécanique, deveneit PDG de cette entreprise, mais également de Merlin Gerin. Il entend désormais asseoir, autour de l'électricité et de ses métiers, aussi bien Merlin Gerin et la Télémécanique que Jeumont-Schneider-Industrie et Spie-Batignolles.

« La société Merlin Genn est-elle en passe de devenir le fleu-ron du groupe Schneider?

- Quand je suis arrivé, le le jan-vier 1981, à la tête du groupe Schneider, celui-ci était un conglomérat, qui avait des participations dans de très nombreuses sociétés n'exerçant pas le même métier. Celles-ci couvraient un large espace, allant notamment de la mer à la montagne, avec des chan-tiers navals, une usine de skis (Dynamic) et une autre de vetements de sports d'hiver (Fusalp), en passant par la sidérurgie, l'électricité, la mécanique. Toutes ces activités n'avaient rien à voir entre elles et elles n'étaient pas « gérées ». Elles avaient d'ailleurs toutes une totale indépen-

euoix de sortir de ce conglomérat pour devenir un proupe industriel. je me suis rendu compte que l'on pouvait bătir un leadership mondial dans le domaine de la mécanique et dans celui de l'électricité. Les événements ont fait que nous n'avons pas pu réaliser nos vœux dans le premier secteur. Je le

Nous avons donc engagé toutes nos forces dans le second, les équi-pements électriques basse tension,



M. Didier Pineau-Valencienne: «Il y a un très grand danger dans notre pays de vouloir tout concentrer sur Paris, (...) Granoble restera le cœur de notre société, »

movenne tension et haute tension. ainsi que dans celui de l'installation électrique. » Dès lors, ancua bouton de guêtre u'a manqué à nos sociétés. Nous avons vendu tout ce qui n'était pas essentiel à l'indus-Nous avons pu procéder, chez Merlin Gerin, à des augmentations de capital et nous avons permis à cette société de réaliser les acquisitions internationales nécessaires à son développement. Depuis 1983, nous avons hati une toile d'araignée dans toute l'Europe grâce à des rachats d'entreprises, qui vont se poursuivre en Europe de l'Est. Par ailleurs, nons avons lancé des têtes de pont en Asie du Sud-Est en construisant notamment une usine en Indonésie et en nous implantant à Hongkong et à Singapour. Cette croissance externe nous a conduits aussi en Amérique du Nord où nous avons racbeté, notamment, Federal Pionner, 2 500 personnes.

leader an Canada dans les domaines de la distribution électrique et des transformateurs. Tout cela a permis à Merliu Gerin de connaître, ce s dernières années, une croissance annuelle de l'ordre

- Le développement actuel de Merlin Gerin ne risque-t-il pas de transformer profondément les relatione qu'entretient depuis plusieurs dizaines d'années cette société avec Greno-

- Il y a un très grand danger dans notre pays de vouloir tout concentrer sur Paris. C'est un factenr de bausse des coûts. Les choses ont beaucoup évolué ces dernières années en France. Notre pays s'est décloisonné, grâce notamment à l'amélioration des moyens de communication. Le réseau téléphonique et le TGV sont les deux exemples les plus marquants. Aussi Merlin Gerin pent parfaltement, à partir de Grenoble, tenir son rang de grande entreprise à vocation mondiale. Cette ville restera le cœur de notre société. Enfin, l'environnement scientifique et universitaire constitue un atout important que nous devons largement prendre en compte.

- Précisément, en raison de cet environnement, pensez-vous que vos usines granobloises seront daventage orientées vers le recherche et le développement que vers la production de matériel électrique?

- Les choses vont en effet changer. Toute la partie conception et recherche va naturellement demenrer ici. Nons avons eu le souei, depuis plusieurs années, de rénartir en France et à l'étranger les productions. Loin d'enlever du travail à la région grenobloise, cela lui a, hien au contraire, permis de conso lider une main-d'œuvre qualifiée et de qualité.

» Il y a dix ans, le prix de la main-d'œuvre entrait pour 40 % dans le coût de nos produits. Demain, la part de la main-d'œu vre sans qualification sera de opelques pour cent. Aussi les entreprises n'auront plus besoin de se délocaliser dans des pays à maind'œuvre peu coûteuse. Pour cela nous devrons créer des usines où la productivité sera remarquable. Les systèmes de production vont considérablement évoluer. Au lieu d'avoir de nombreuses petites usines dispersées dans le monde, Merlin Gerin aura deux on trois «usines cœur de gamme » pour fabriquer ses produits de base. D'aulres usines plus petites feront de la sous-traitance. Enfin, il y aura une troisième catégorie d'établissements qui seront des «entreprises tourne-vis», dont la mission sera d'adapter nos produits aux besoins locaux.

Sans la présence financière de Schneider aux côtés de Mer-

lin Gerin, cette dernière auraitt-elle pu connaître un tel déve-loppement?

- Naturellement non. Je vous donne un exemple. Il y a dix ans, Merlin Gerin était, en taille, la moîtié de la Télémécanique. Jusqu'en 1988, Télémécanique est res-tée seule. En 1991, Mertin Gerin sera deux fois plus grosse. Son déve-loppement a été rendu possible grâce à sa capacité de propositions d'acquisitions, qui a été en perma-nence soutenne par Schneider,

— Pour la première fois dens l'histoire de Merlin Gerin, son PDG n'est pas issu de Grenoble. Cela e-t-il entraîné une perte d'autonomie de l'entreprise?

- Il y a sonvent confusion entre autonomie et décentralisation. Je suis pour la décentralisation mais, dans un groupe, il ne peut y avoir autonomie. On appartient au même nsemble. Aussi les décisions stratégiques et financières sont prises an niveau de Schneider, Mais la réalisation financière, comme l'exécution stratégique, se font an nivean de l'entreprise. Il s'agit d'un pouvoir partage qui doit permettre à Merlin Gerin comme aux autres sociétés du groupe de jouer un rôle mondial. Par ailleurs, le groupe Schneider dont permettre le développement des synergies entre les sociétés qui le composent. Sur ce plan, les choses se sont considérablement améliorées, notamment dans le domaine de la recherche et du développe-ment. Ces nouvelles relations de travail ont généré d'importantes économies à la Télémécanique comme chez Merim Gerin. Il y a. en outre, entre elles de réclles complémentarités internationales.

- La participation de Schneider dans le cepital de Merlin Gerin va donc augmenter?

- En 1981, nous contrôlions 35 % dn capital, aujourd'bui nous en sommes à 64 %. Plus nous irons vers la constitution d'un groupe intégré, plus nous devrons augmenter nos participations dans nos sociétés industrielles. Actuellement, nous disposons de 100 % du capital de Jenmont-Schneider et presque 100 % de celui de la Télémécanique. Il est tout à fait envisageable qu'un jour le groupe Schneider possède 100 % de toutes ses filiales. C'est une évolution naturelle.

- Au sein de votre groupe, essentiellement tourné vers l'électricité, la présence de Spie-Batignolles, et de ses activités liées au tourisme, est-elle com-

patible avec votre stratégie? - Il ne faut pas être monolithique. Avoir deux métiers n'est pas anormal. Ainsi General-Electric comme Siemens développent d'autres activités. Beaucoup de gens voicat en Spie-Batignolies un constructeur comme Dumez. L'activité installation électrique et génie industriel de Spie, qui met en œuvre l'ensemble des productions de Merlin Gerin, la Télémécanique et Jeumont-Schneider Industria, représente 75 % de l'activité de Spie-Batignolles. Le reste est essuré par l'activité loisirs, par la construction et les grands travaux. Spie-Batignolles fait partie intégrante du groupe. Cette société doit être un vecteur de dévelonce. doit être un vecteur de développement de notre activité de produc-

tion de matériel électrique. - Quelles sont, aujourd'hui, les ambitions du groupe que vous dirigez?

- Nous souhaitons occuper la première place mondiale dans nos sec-teurs d'activité. Mais les garanties qu'exigent à l'heure actuelle les banquiers français et étrangers sont telles que Merlin Gerin ou les autres telles que merin crem on les autres sociétés du groupe, sur leurs seules têtes, sont incapables de les donner. Mais je m'interroge. Le groupe Schneider est-il sufisamment gros pour répondre aux demandes de fonds dont nous aurons besoin demain? Notre chance est d'être aujourd'hui désendentés de l'opération Télémécanique.

» Mais si nous voulons vraiment devenir un groupe mondial par une croissance interne et externe forte au cours des dix prochaines années, il faudra probablement mobiliser 20 milliards de francs, c'est-à-dire une fois et demie notre capitalisation boursière actuelle. Ce sont des enjeux qui sont à la portée d'ensembles dont je ne suis pas certain que Schneider ait la taille. Des regroupements avec d'autres seront peut-être nécessaires. Ce qui s'est passé entre Dumez et la Lyonnaise des eaux est exemplaire. Je n'exclus absolument pas de rechercher, un jour, pour cette maison, des complémentarités qui assureront davantage encore la pérennité de Schneider. Je n'ai qu'une idée en tête, le destin et le dessein mondial des activités que nous avons choisies, et disposer de toutes les structures nécessaires pour

CLAUDE FRANCILLON

Les ressources humaines d'abord

A Eybens, la zone industrielle Human tech veut privilégier l'innovation sociale

d'innovation sociale : telle est l'ambition du parc d'activités des Ruires, cher à M. Mare Baletto, maire socialiste d'Eybens, dans la banlieue sud de Grenoble. Selon le projet Human Tech, une convention originale a été concrue avec le dénartement de l'Isère et le conseil régional, via 'agence Aravis qui en dépend (1). Maigre un budget annuel modeste (420 000 francs), les signataires s'engagent à donner aux entreprises candidates à une implantation sur cette zone industrielle, e les meilleures chances de reussir leur création ou leur transfert ».

Cela passe par le conseil en organisation des postes de travail, l'adaptation des compétences, la gestion prévisionnelle de l'emploi, en un mot la valorisation des ressources bumaines. Ce thème est aussi celni de l'un des groupes de travail de l'association départementale Tétrapole, « portée » par le conseiller scientifique de M. Alain Carignon, M. Pierre Corbet, qui fut reponsable du Centre d'études anelésires de Grenoble et « numéro deux » de Rossignol. M. Corbet ne cesse de plaider pour une « approche globale des pro-blèmes », à laquelle il attribue les

succès grenoblois dans la liaison recherche-industrie et dans l'aménagement des relations entre le campus et la ville. A propos du projet d'Eybens, a je ne peux qu'être d'accord », déclare done M. Corbet, bien que le conseil général de l'Isère et la mairie d'Eybens ne soient pas du même bord

La recherche d'un équilibre économique

Les entreprises nouvelles venues aux Ruires devront adhérer à une «charte» sur leur manière interne de traiter les muestions de travail. comme sur leur participation à des réflexions inter-entreprises. Les actions de conseil et d'accompagnement faciliteront l'accès à des aides publiques. Quelques sociétés sont déjà présentes sur le site, avant même que toutes les ambi-tions ne soient définies. M. Serge Masson, de la société d'ingénierie Icone (40 salariés) admet que le projet Human Tech n'a pas été sa motivation première dans l'installation à Eybens, Mais, pour M. Bernard Charvet, dirigeant de deux sociétés de plastiques techniques, regroupant une cinquantaine de salariés, sans syndicat ni délé-gués du personnel élus, le parti urbanistique de la zone permettait dejà d'avancer, comme il le souhaitait. vers « l'hormonie du lieu de travail, avec de l'espace, du volume, de lo clarté ». Ces deux gestionnaires estiment qu'Aravis jonera envers eux un rôle déterminant dans les prochains mois, comme à l'égard de la balbutiante « Cité du maillage», fondée voici peu par la délégation Dauphiné-Savoie de l'Association française des cercles de qualité (AFCERQ).

Le maire d'Eybens, M. Mare Baletto, professeur de philosophie de son état, souligne qu'il poursuit des ambitions économiques : il s'agit d'équilibrer le développement de sa ville - 8 000 habitants, 5 000 emplois - dans laquelle le constructeur américain d'ordinateurs Hewlett-Packard pèse lourd (1 800 salaries). La zone des Ruires est un bon moven d'obtenir que ce modèle de relations sociales et de «citoyenneté d'entreprise»

EVENIR un Eden indus-triel ou, plus modeste-ment, na laboratoire recherche», dit M. Baïetto. Sa commune souhaite simplement attirer des entreprises de production bien considérées dans leur profession, quelle qu'elle soit, pour leur nivean technique. Il a bon espoir de faire le plein, car le site est e attractif. Certoins jugent qu'on en fait un peu trop », plaisante-t-il. mais il jure qu'il s'est garde des effets d'annonce claironnants.

Le sort en est jeté : l'agence Aravis trouvera à Eybens son premier champ d'expérience géographique. Un Comité d'agrément sera formé d'élus, de représentants d'entreprises, de la société d'économie mixte du département, de la chambre de commerce et d'industrie et de la «boutique de gession» de Grenoble. Sa faiblesse sera sans doute de ne pas comprendre de représentants des salariés. Au 1012!. le projet devrait devenir un atout formidable pour la notoriété de la commune, comme le fut la ZIRST à l'égard de Meylan.

Justement, sans forcer le trait. on pourrait considérer la zone d'inne vation, de recherche scientifique et technique de Meylan (ZIRST), sueces économique incontestable, comme une sorte d'anti-modèle des volontés exprimées... à Eybens, M. Paul Auguste, permanent de l'union départementale CFDT, chargé de la ZIRST, est devenu « un déçu du patronat ». Par exemple, il n'a jamais eu de réponse à un courrier conciliant. adressé aux employeurs, après des constats de carence dressés lors d'élections professionnelles. A nu projet comme celui d'Eybens, il proposerait volontiers du «grain à moudre »: négociation sur les heures de délégation et les carrières des militants, motualisation des ebarges entre les entreprises, pour la désignation de délégués de syndicalisme. Quant à lui. M. Xavier Charvin, adjoint (PS) chargé des questions économiques, se montre serein sur les risques inbérents à Human tech. Il a mesnré que la commune ponrrait être appelée, un jour, à jouer un rôle - forcement délicat - dans un conflit social, en raison de son implication actuelle dans le projet. Il en accepte l'idée, convaincu que «ce rôle serait plus difficile à tenir encore, s'il méconnoissait des oujourd'hui les partenoires sociaux ».

GÉRARD BUÉTAS

(I) Financée à parité par l'Etat et le conseil régional Rhône-Alpes, l'Agence régionale pour la valorisation de l'innovation sociale et des conditions de travail dans l'entreprise (Aravis) dispose d'un budget anunct de quatre millions de francs et d'une équipe permanente de cinq personnes. Elle intervient dans les entreprises pour de courts diagnostics. Elle tente de recenser les compétences des cabinets de conseil. Elle sonheite avoir une fonction d'appoi technique aux collectivités locales. La création de l'agence Aravis avait été suggérée dans un rapport de prospective d'une commission régio-nale animée par Jean Carrière, ancien président de la Lyonnaise de banque, aujourd'hui décédé, L'assemblée constitutive d'Aravis a eu lieu le 5 février 1990. L'Union patronale Rhône-Alpes et tous les syndicats représentatifs des salariés en sont membres, mais la CGT a préféré ne pas occuper de poste de responsabilité.

La ZIRST, république des industriels

Suite de la page 13.

Quant aux chefs d'entreprise, ils cultivent abondamment ces relations de bon voisinage pour, affirme Gérald Dulse, ancien « patron » de la société APTOR, a échonger nos connaissonces managériales tout en protégeant notre propre business ». « Lorsqu'un jour j'ai rencontré de graves difficultés, une quinzaine de chefs d'en-treprise de la ZIRST se sont mobilisés aussitôt pour essayer de me tirer d'offaire. Ils se sont réunis toute une nuit dans mon bureau pour travailler au sauvetage de ma boîte» raconte le dirigeant d'une PME aujourd'hui remise sur les rails.

Le pari qui consistait à créer, an cœur de l'agglomération grenobloise er au contact de son industrie et de ses laboratoires publics et privés, une zone industrielle capable de l'éconder des projets indus-

triels originaux paraît gagné. La ZIRST bénéficie d'une image tout à fait remarquable. « On lo visite presque comme un musée », commente la directrice de PROZIRST. Pour Micbel Bernardy de Sigoyer et Pierre Boisgontier, deux chercheurs au CNRS, auteurs d'un livre sur la technopole grenobloise (3), la ZIRST est bien a l'amorce d'un territoire industriel de type nouveau largement ouvert oux mulations des techniques modernes avec une préponderance pour les industries du savoir. du logiciel, de la création intellectuelle dans tous les sens du terme, industries compétitives du XXI siècle ».

(3) Grains de technopole, de Michei mardy de Sigoyer et Pierre Boisgontier. Presses universitaires de Grenoble.

-₫

de Monde

office rhône-alpes du livre

présentent

"ECRIVAINS EN RHÔNE-ALPES"



88 pages, 50 F.

découvrir la ricbesse et la diversité de la littérature rhônealpine:

Le dictionnaire des écrivains : romanciers, poétes, auleurs dramatiques. Avec des textes de présentation écrits par André Clavel, Jean-Jacques Lerrant, Bernadette Bost... Portraits, entretiens, critiques de la rédaction du « Monde des Livres » et de nombreux extraits d'œuvres.

■ Le dictionnaire des colleetions et des revues littéraires éditées dans la région.

Les prix litléraires et les aides à la création régionale.

(°) Association los de 1901 pour la promotion de la lecture, des éditeurs et des écrivairs de Ritôre-Albes.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

77 m

/--=

- -- ---10.000.764 A Mariana · · · //-the representation of 4----

44-7-21 Server Loren Trans. 444 وميرة والمراشيات State of the state ----F-724143 Side Age of the Home I'v. --.. ,....; بهجوريب وأأأه

form interess State of the $e^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}\frac{1}{2}} = \frac{1}{2}\frac{1}{2}e^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}} = \frac{1}{2}\frac{1}{2}e^{\frac{1}{2}\frac{1}{2}}$. to 😽 and and a The same the state of the and the second ार्केक अन्तर्भावना -------وليجو يجعلن

* · ==== -** The second of 7 14 Agran

Ramener la nature dans la ville

Plan « vert », tramway, traversée souterraine du centre... L'écologie est au cœur des préoccupations municipales

E retonr dans sa ville après deux années pas-sées à la tête du ministère de l'environnement, M. Alain Carignon allaitil, sur son propre terrain, mettre en application les grands principes cologiques qu'il avait soutenus, entre 1986 et 1988, au sein du gouvernement de Jacques Chirac? « Aujourd'hui les Français vivent essentiellement en milieu urbain, sonligne le maire de Grenoble (en congé du RPR depuis nn an). Il faut donc organiser nos cités autour de lo notion d'environnement et s'efforcer de ramener la nature dans les villes.»

Inscrite dans un cadre superbe de montagnes qui dépassent par-fois 3 000 mètres, Grenoble bénéficie d'un cadre exceptionnel. Mais celui-ci peut être à l'origine d'importantes nuisances. La «cuvette» portantes nuisances. La «cuvette » grenobloise, qui «culmine » à 200 mètres d'altitude, souffre en effet de sa situation géographique. Parfois un «couverele » d'air chaud retient prisonnière la pollution. Quelques jours par an, Grenoble étouffe sous la crasse en suspension dans l'atmosphère que le pension dans l'atmosphère, que le vent a du mal à dissiper. Pour pro-téger son air, la ville fut la première de France à recourir, il y a deux ans, pour ses propres anto-mobiles à essence à nn carburant sans plomb et au gazole à basse teneur en soufre pour tous ses vehicules Diesel. Mais c'est surtout l'installation de 14 kilomètres de lignes de tramway qui, d'ores et déjà, a permis une dimination importante des émissions de polluants. A cile seule, la nonvelle ligne qui relie le centre-ville an campus universitaire, mise en service le 26 novembre 1990, permettra, selon l'Association pour la protection contre la pollution atmosphérique de l'agglomération grenobloise (ASCOPARG), « une diminution des rejets de 3,9 tonnes de soufre et 11,7 tonnes d'acide sul-furique par an, soit 36 % de pollu-tion en moins dans l'air ».

L'ASCOPARG, partout où elle le peut, intensifie la lutte contre la pollution atmosphérique. Ainsi les grandes entreprises industrielles

comme les usines destinées an chauffage urbain sont incitées à substituer le gaz aux produits soufrés et à s'équiper des procédés de dépollution les plus modernes.

Le tramway, inauguré en 1987, est unanimement considéré comme une réussite technologique, commerciale et écologique, Si la ganche estime avoir eu, sous la municipa-lité d'Hubert Dubedout (PS), la paternité du projet, la droite reven-dique, haut et fort, les réalisations qui ont accompagné sa construc-tion. Le «tram» a permis d'embellir et de redynamiser un ensemble de rues et de quartiers, jusqu'alors traversés par nne noria de bus dégageant d'épaisses et nauséa-bondes fumées, qui les rendaient invivables. Les Grenoblois ont, depuis la mise en service du tramway, reappris à marcher et à parcourir un espace urbain en partie

Eradiquer le bruit et la poliution

M. Alain Carignon veut aller plus loin. Depuis dix-huit mois, les services techniques de la ville, en collaboration avec l'entreprise Bonygues, projettent de creuser sous l'hypercentre de la cité dan-phinoise un tunnel de 1,5 kilomètre. L'ouvrage aurait nne double vocation : assurer le transit payant – des automobilistes pres-sés de traverser Grenoble pour gagner les autoroutes qui convergent vers la capitale des Alpes, et alimenter grâce à ce «tube» une série de parkings enterrés sous la ville. Le maire imagine ainsi un centre-ville privé d'automobiles en surface. «Il s'agit d'un projet qui s'inscrit oux antipodes de lo réflexion menée dans les grandes ogglomérations, qui font circuler sous terre les transports en commun et qui privilégient la circulation automobile en surface.»

Le débat divise la population. Certains redoutent les change-ments considérables d'habitudes que leur imposera un tel projet. La reconquete de nombreux hectares de voiries est séduisante; elle se traduira concrètement par un développement fondroyant des



Le campus universitaire de Grenoble : un cadre de montagnes exceptionnel.

espaces piétonniers et l'émergence de larges « coulées vertes » se développant sur les ruines de la civilisation automobile. « Nous éradique-rons, avant l'an 2000, le bruit et lo pollution. La campagne va revenir dans le centre de notre ville. Grenoble sera la première cité européenne à avoir imaginé différemment son espace urbain », s'extasie déjà son

Les opposants an «tube» comme le conseiller municipal éco-logiste de Grenoble, M. Raymond Avriller, ou le président de la puissante Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature (FRAPNA), M. Pierre Planeix - estiment que le projet « accepte comme une fatalité la croissance indéfinle de l'automobile dans les villes » (malgré la mise en service du tramway, le trafic

automobile augmente annuellement de 3%). Ils font observer que le projet de tunnel n'est viable économiquement que s'il génère un accroissement important de la cir-culation en direction du centreville, qui sera alors absorbée aux deux entrées du «tube». Mais les spécialistes des ouvrages souterrains reconnaissent que le retraitement des gaz d'échappement n'est pas, à l'heure actuelle, technique-ment possible en raison des contraintes très fortes de la ventila-

nel (1). Aucune amélioration de la qualité de l'air n'est donc à attendre de la galerie souterraine, dont le cout, avec ses parkings, est estimé à 2,5 milliards de francs. En outre, si le «tube» transforme les condi-

tion nécessaire à l'intérieur du tun-

tions de vie dans l'hypercentre, en réduisant le bruit et en libérant de vastes espaces, il risque de dégrader la situation des quartiers périphériques. Le tunnel routier sous Grenoble créera nne ville à deux vitesses, prévoient déjà ses adver-

Un nouveau référendum

M. Alain Carignon répète qu'il n'entend pas rejeter l'automobile bors de la ville, mais, dit-il, « je rève d'une cité où la voiture individuelle aura une place différente, où l'on pourro aisément accèder ou centre de la cité en s'enfonçant sous terre ». Après des études qui devraient encore durer plusieurs mois et une large concertation avec

les associations et les nnions de quartier, le maire de Grenoble consultera la population par référendum (2).

Au mois de juin 1989, le conseil municipal a adopté un «plan pour l'environnement» destiné à faire de Grenoble nne ville pilote en matière de protection de la nature et la qualité de la vie. Il doit mobiliser annuellement 10 millions de francs environ. «L'objectif d'Aloin Carignon est de séduire et de jouer ovec les opparences, constate son adversaire socialiste, M. Micbel Destot. Dix-huit mois oprès le vote du « plon vert », seulement 10 % des mesures ont été appliquées.» Dans une ville où l'électorat écologiste pèse traditionnellement lourd, la liste Ecologie-alternative et autogestion a réuni 8,5 % des suffrages aux élections municipales de mars 1989. Elle endigua ainsi partiellement l'« offensive verte» du «tieket» constitué alors par l'ancien ministre de l'environnement de M. Jacques Chirac, M. Alain Carignon, et l'ancien secrétaire d'Etat aux risques majeurs de M. Laurent Fabius, M. Haronn Tazieff (divers gauebe), présents dans la même équipe municipale. Ils entendaient ainsi affirmer, avec force, que, « pour Grenoble, lo noture est ovont tout [leur] parte-

Mais le maire de Grenoble peut-il, vis-à-vis de son électorat et des forces sociales qui l'ont porté à l'hôtel de ville en 1983 puis recon-duit en 1989, mener plus loin encore sa politique de « reverdissement » de sa cité? Il faudra proba-blement de longs mois et un grand ponvoir de persuasion à Alaln Carignon pour faire accepter aux Grenoblois cette nouvelle «révolu-

(1) 45 000 véhicules devraient traverser quotidiennement le tunnel. Aujourd'hui, l'axe qui parcourt la ville le long
des boulevards Agutte-Sembat et
Edouard-Rey n'en reçoit que 20 000.

(2) En 1983, les Grenoblois s'étaient
prononcés en faveur du tramway lors
d'un référendum. Avec 53 % des suffrages, le oui l'avait emporté. Le taux de
participation avait été de 36,8 %.

Très solitaire, peu solidaire...

Grenoble continue d'enfler, sans que soient ordonnées les relations avec le département et la région

I l'on en croit l'Histoire, celui qui parvient à Grenoble y trouve la consé-cration. C'est en tont cas le sentiment de Napoléon lorsque, le 7 mars 1815, an retour de l'île d'Elbe, il fait son entrée par la porte de Bonne : e Avant Grenoble, j'étais oventurier, à Grenoble j'étais prince. » Près de deux siècles plus tard, pour beauconp d'ingé-nieurs, chercheurs, professeurs, informaticiens et autres scientifiques, Grenoble représente plus que jamais le symbole de l'excellence et l'écrin où l'industrie, la science et la recherche forment un parfait ménage à trois.

Les babitants de la dixiéme agglomération de France aiment parler de la «région grenobloise», comme si Grenoble, au milien du Y des trois vallées, émettait un rayonnement tel aux alentours que se dessinent une vraie région, un schéma hiérarchisé de villes, des relais, des « synergies », des cir-conscriptions imbriquées et des pôles interdépendants. A vrai dire, le terme de « région » enferme à la fois une ambition légitime et une référence historique.

Comment une ville ne se voudrait-elle pas ambitieuse lorsqu'elle abrite sur son territoire des « gros calibres» comme Merlin Gerin, Cap Gemini, la direction mondiale de Hewlett-Packard pour sa bran-che PC, trente-huit mille étudiants, nn Institut national polytechnique de réputation européenne, la ville nouvelle de L'Isle-d'Abeau en plein boom (que Lyon voudrait bien intégrer puisqu'elle touche sa ban-lieue et la valorise). An chapitre des succès, on signalera aussi que le numero un français des sirops, Teisseire, a racheté il y a quelques ionra son homologue hongrois Szobi Szotp (35 % du marché de ce

Référence anssi. En 1969 déjà, l'agence d'urbanisme publisit un «Livre blanc pour l'aménagement de Grenoble et sa région» intéressant cent une communes. Un document qui préconisait la création d'un vaste ensemble industriel et urbain autour de Voiron, à une vingtaine de kilomètres au nordonest, qui décongestionnerait Greainsi que l'installation da côté de Moispas d'une raffinerie de

et la banlieue immédiate de Grenoble continue à enfler, tandis que, en dépit d'une dizaine de schémas de secteurs qui convrent le dépar-tement, l'urbanisation et les activites économiques prennent place un peu au petit bonheur la chance. Le peu au petit bonheur la chance. Le préfet a dû, il y a quelques jours, s'opposer à la construction d'une perception et d'un établissement scolaire dans une commune car les édifices auraient côtoyé de trop près une usine chimique. Dans le Grésivandan notamment, entre Grenoble et Pontcharra, les pres-sions foncières sur un espace étroit et très sollicité exigent une viciet très sollicité exigent une vigi-

lance risoureuse. « Il n'existe pas encore de schéma départemental d'aménagement du territoire, reconnaît Guy Névache, directeur de la société d'économie mixte Grenoble-Isère développement. Nous en préparons un, qui sera soumis au conseil général à l'automne 1991. »

Comme le montre bien le récent livre l'Isère à l'aube des années 90, écrit sous la direction d'Henri Guicule autour de deux régions urbaines fortes : Grenoble et le Nord-Isère, c'est-à-dire le quart de cercle qui, de Vienne à Satolas, subit directement l'attraction de la métropole lyonnaise au même titre que le couloir Saint-Etienne-Givors. Mais, en dehors de ces deux pôles, ancun élément « structurant » - comme disent les aménarant » — comme disent les aména-geurs — n'organise l'espace rési-duel. Depuis qu'il préside le conseil général, le maire de Greno-ble, toutefois, est conscient du dilemme. Fant-il, pour faire pièce à Lyon, renforcer encore Grenoble, qui atteint juste la taille ciritque, ou «jouer» l'Isère, toute l'Isère? Une istre qui, per exemple, repré-sente 24 % de l'ensemble des

exportations de Rhône-Alpes? La réponse ne peut être que nuancée. Europole, dernière la gare fiambant neuve, donners à la ville le quartier d'affaires qui lui manque. Les vingt mille étudiants supplémentaines attendus d'ici à l'an 2000 devraient êtse localisés dans le tissu urbain actuel (alors que certains auraient préféré un

pétrole complémentaire de celle de Feyzin.

L'histoire en a décidé autrement schéma multipolaire plus aéré couvrant un cercle de 30 à 50 km antour de Grenoble), parce qu'il fant, paraît-ii, que les chercheurs et les industriels restent inséparables afin d'exploiter au mieux les «synergies». A la rentrée 1993, Sup de Co ouvrira ses nonveaux locaux sur Europole avec mille étudiants au lieu de quatre-vingt-neuf quand la chambre de commerce créa l'école en 1984...

Trois sectenrs géographiques font aujourd'hui l'objet de toute l'attention des milieux économiques et politiques. An sud-ouest, entre Saint-Marcellin et Valence, Alain Cariman voudeit aure le entre Saint-Marcellin et Valence, Alain Carignon voudrait, avec le maire du chef-lieu de la Drôme, le socialiste Rodolphe Pesce, créer un pôle de développement appuyé à la fois sur le TGV, une nonveile gare et sur le débouché de l'axe auto-routier Genève-Chambéry-Grenoble-vallée dn Rhône. La pourrait être localisée à l'avenir une usine nncléaire de la deuxième généra-

«Le vieil irrédentisme dauphineis »

Au nord-est, à la lisière de la Savoie, la gare qui sera installée entre Montmélian et Pontcharra, non loin de la Maurienne et de la Tarentaise et sur l'axe TGV Lyon-Chambéry-Italie, constituera à coup sûr, et ce dès 1995, une plate-forme à laquelle viendront se gref-fer des activités de haut uiveau, car le terrain n'est pas bon marché. Enfin, les quelque vingt mille hec-tares aujourd'hui agricoles de la plaine de la Bièvre, autour de l'aé-roport de Saint-Geoirs, représen-tent un atout foncier appréciable dans une région Rhôme-Alpes assez urbanisée et accidentée. C'est là que le conseil général nourrit l'am-bition d'aménager une vaste zone d'industries liées à l'aéronautique, plaine de la Bièvre, autour de l'aéen appui et en relais de Satolas.

Grenoble, enfin, compte sur le futur axe autoroutier sud vers Sisteron, inscrit in extremis en novembre dernier au schéma gonvernemental. Mais les contraintes de la géographie et les difficultés du tracé à la sortie sud de Grenoble risquent de retarder les échéances, ce qui serait « tout à fait regrettable», estime le présiChristian Ganduel, « olors qu'il faut au contraire tout foire pour

Grenoble donne le sentiment de n'avoir pas besoin des autres villes. Avec Chambery on Annecy, avec Genève, on est en présence d'une «ignorance mutuelle», alors que la géographie et l'économie – le nucléaire notamment (le CERN à Genève et le Synchrotron à Grenoble) - poussent à jeter des ponts. Chère aux aménageurs, la notion de « réscau de villes » ne trouve à Grenoble ancune traduction concrète. Même lacune pour ce qui relève des conseils généraux de l'Isère et de la Savoie.

Alors que Saint-Etienne et Roanne ont compris que leur sort dépend d'une bonne relation avec Lyon, scule métropole avec Paris à tenir un rang européen de premier plan, Grenoble ne se résigne pas facilement à sortir de sa superbe. « C'est absurde, commente un pro-fesseur d'économie dauphinois. Pourtant Noir et Carignon sont du même bord et ils sont tous deux des orphelins du RPR...»

Dans un document préparé par le cabinet TEN et intitulé « Proposition pour un schéma régional Rhone-Alpes », six « groupements d'intérêt géographique » sont suggé-rés, dont trois intéressent directement Grenoble: la voie dauphine, c'est-à-dire le barreau Lyon-Greno ble, l'axe alpin d'Annecy à Grenoble, et l'espace sud - e porteur d'une dynamique vers la Méditerrannée » - englobant le sud de l'Isère. Or, sur ces trois orienta-tions, les responsables dauphinois ne font pas montre d'un intérêt débordant. La prospective territo-riale à grande échelle suscite moins d'initiatives que le nucléaire, l'informatique ou l'imagerie biomédicale et scientifique. L'un des plus proches collaborateurs de Charles Millon, le président du conseil régional de Rhône-Alpes, résume d'une phrase ce «mal vivre ensem-ble» : «Le vieil Irrédentisme dauphinois rejette les appels à un développement intégré de tout l'espace rhônalpin, alors que Genève, elle, en a bien compris tout l'intérêt.»

FRANÇOIS GROSRICHARD

Magistère de Gestion des Entreprises Maîtrise de Sciences de Gestion

Maîtrise de Sciences et Techniques Comptables et Financières

2ème CYCLE

3ème CYCLE

Commerce International

Sept DESS: Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE)

> Finance d'entreprises et des marchés Gestion du Personnel Gestion des Systèmes d'Information Management de la Fonction Achat Marketing "Le quanti"

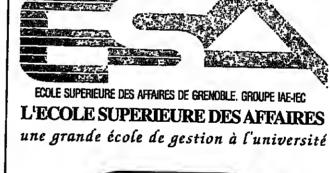
Un programme doctoral en Sciences de Gestion : DEA, Thèse

FORMATION CONTINUE

Quatre Dess

Certificat d'Aptitude à l'Administration des Entreprises (CAAE) Finance d'entreprises et des marchés Management de la fonction Achat Marketing "Cibles"

ESA (Université Grenoble II) - 1241, rue des Résidences BP 47 X - 38040 GRENOBLE cedex - Tél. 76 82 59 27





HEURES LOCALES

Réseaux

PARTENARIAT, synergie réseau, sont dee mots fétiches du vacabuleire de l'aménagement du territoire. Comment en irait-il eutrement au moment où la décentralisation propulse au premier rang lee villes, départements et régions, tandis que l'Etat, de plua en plus impécunieux, se retourne systématiquement vers les collectivitée pour financer des lycées, une déviation rou tière, un port nu un TGV, demain une école d'ingénieurs ou des universités?

La DATAR est donc nécessairement conduite è rechercher des idées chez ses « partenaires du terrain » et è s'appuyer eur eux dans la réalisation des équipements. D'où l'intérêt des procédures comme les contrats de plan ou les contrats de villes, à condition qu'un peu d'ordre soit mis dane ce qui apparaît ici ou là comme un empilement, voire un désardre, de compétencee et

Initiative houreuse

Au nombre des « réseaux » solides et inventifs, on en retiendra deux. L'un, récant, le CRI-DEL, qu'anime Didier Minnt et qui tisee ees remifications essentiellement dans le monde rural. L'eutre (constitué sous forme d'association loi 1901), le CNERP, qui a une expérience de plus de trente ans d'eménagement du territoire, et qui fédère dix comités régionaux d'expansion et quatre-vingts comités locaux et départementaux. Sa qualité première est d'être capolitisé », puisque son président actuel est Maurice Ligot (UDF), à qui succédera bientôt. et sans heurt, le rocardien Jean-Pierre Balligand. L'aménagement n'est l'apanage (ou l'héritage) ni de la droite ni de la gauche.

Le CNERP vient d'ailleurs de prendre une initiative heureuse en signant avec le ministre du travail une « convention d'étude » efin de dresser un inventaire des initiatives prises sur le terrain en faveur de l'emploi et du développement local. Jean-Pierre Solsson en tirera éventuellement profit dans l'élabaretian d'un nauveau a plen pour l'emploi», à l'automne prochain. Paradoxe ou anomalie : il n'existe pas, pour l'Instant, de comité d'expension dens l'Yonne...

Le tramway français, freins bloqués

Après une amorce de retour, ce moyen de transport en commun fait du surplace. La population le boude et les élus trouvent le matériel trop cher

E tramway français connaît bien des maîheurs. Les Brestois nnt décidé, en octobre dernier, par référendum qu'ils n'en voulaient pas à 80%. Le maire de Reims, Jean Falala (RPR), qui l'avait inscrit dans son programme, e fait volte-face devant l'hostilité des commerçants et des « beaux quartiers» et, depuis le 4 février, le tramway a été définitivement abandonné. A Lille, la Communauté urbaine e choisi, le 28 janvier, le matériel italien de Breda de préférence ent voitures de GEC-Alsthom et Strasbourg louche du côté du tramway italien de Socimi. On est du côté du transway italien de Socimi. On est loin des succès de Grenoble et de Nantes et du grand retour du «tram» en France annoncé à grand renfort de trompes en 1976.

Cette année-là, Marcel Cavaillé, alors secrétaire d'Etat aux transports, avait demandé aux maires de neuf grandes villes d'étudier une maires de neuf grandes villes d'étudier une réimplantation de ce mode de transport, délaissé peu à peu depuis la guerre. De commissions en appels d'offres, fut défini un «tramway français standard» dont la fabrication fut confiée, en 1981, à Alsthom. Laborieusement à Nantes, en 1985, plus harmonieusement à Grenoble, en 1987, le tramway fit son apparition dans les rues : un tramway confortable, moderne et silencieux qui mettait fin à l'image vieillote du véhicule brinquebafin à l'image viciliote du véhicule brinqueba lant de l'avant-guerre. Les usagers plébiscitè-rent le nouveau venu : à Grenoble, le nombre de voyages en transport en commun par habitant et par an est passé, grâce à ces deux lignes, de 96 à 135 de 1986 à 1991.

Des prix

Comment s'expliquent les difficultés rencontrées par les projets élaborés? Le premier accusé est GEC-Alsthom, Unanimement, les accusé est GEC-Alstrom. Unanimement, les exploitants et les élus reprochent à l'industriel des prix très élevés (15 millions de francs pour un transway à plancher bas intégral au lieu de 13 millions pour le matériel italien), et ils dénoncent son attitude très peu commerciale. « C'est avec beaucoup de condescendance que le spécialiste du TGV n accepté de nous faire ce transway, explique l'un d'eux. Et avec un tel manque d'enthousiasme, un tel refus d'entendre nos demandes qu'on peut se demander s'il tient nos demandes qu'on peut se demander s'il tient à le rendre! C'est en train de changer, mais, jusqu'à présent, GEC-Alsthom nous disait : nous le construirons comme ça; ce sera tel prix dire d'acheter à l'étranger. Une attitude que Renault Véhicules industriels, notre fournisseur de bus, a abandonné depuis dix ans...»

GEC-Alsthom ne l'entend pas de cette nreille et fait valoir deux sortes d'arguments pour sa décharge. Cher, Alsthom? « Le pro-blème, en France, est de faire sortir les gens de leur voiture, répond Michel Olivier, adjoint au directeur général de la division Transport de la société. Paur lutter contre une automobile confortable où il y n la radio, il n'est pas possi-ble d'utiliser les tramways allemands ou suisses. Il faut du plus haut de gamme pour séduire des Français qui unt perdu l'habitude de ce mode de transport. La qualité se paie. La formule du olancher coûte cher. Les villes donnent l'impres-



sion de vouloir du sur-mesure au prix du prêt à porter! Il est vrai que nos concurrents italiens sont moins chers que nous, mals j'avais fait chiffrer les projets par nos amis de Flat : ils arrivaient aux mêmes prix que nous. Breda et Socimi ne se livrent pas à une concurrence très honnête en pratiquant des prix «affreux» pour obtenir un ticket d'entrée en France, alors qu'ils n'ont pas encore percé en Italie »

Très rigide, Alsthom? «Nous voulions fabriquer quelque chose de vendable dans plusieurs villes, regrette M. Olivier, mais Grenoble n'n pas voulu le même modèle que Nantes et Strasbourg ne veut pas du modèle grenoblois. Avec l'aménagement du modèle nantais, nous en sommes à la quatrième mouture... Personne ne veut les portes au même endroit ni nvec le

identiques si l'on fabrique quinze tramways ot

Sur ce point, Claude Gressier, directeur des ment, donnerait plutôt raison à l'industriel. Il a vainement tenté de réconcilier celui-ci avec les élus. « C'est la pagaille, se plaint-il. Chaque ville fait son petit Meccano dans son coin. Lille, Strasbourg, Rouen ont lancé un appel d'offres international. Je trouve un peu curieux de faire tester un tramway italien en France >

Plus inquictant que la disparition d'une politique industrielle digne de ce nom en faveur du tramway, est le refus de certaines villes de se doter d'un mode de transport pourtant adapté à leurs finances et à leurs besoins. Comme on l'a dit plus haut, Brest et Reims même nombre de battants. Les prix ne sont pas n'unt pas concrétisé leurs projets et Rouen

maire socialiste de La Roche-sur-Yon (Vendée) et président du groupement des autorités res-ponsables des transports (GART), est d'autant plus à l'aise pour se prononcer sur le dossier transvay que son association comporte des élus de toutes les couleurs politiques. « Le pro-blème de fond n'est pas un problème technique, dit-il. Lorsqu'on constate des difficultés, c'est que le pouvoir politique n'est pas persuadé de la nécessité de développer le transport collectif. Le fait que, le plus souvent, ce soit les adjoints qui assument la responsabilité de ce secteur n'arrange rien. Tant que les «grands» maires ne se seront pas sensibilisés aux transports en site propre, nous constaterons ces vellétés et ces flot-

En fait, le tramway est le révélateur impitoyable d'une politique on d'une absence de politique municipale, « Ce mode de transport est difficile à implanter dans une ville, car il oblige à faire un choix entre la voiture et les transports en commun, explique Joël Lebreton, directeur général de Transcet, filiale transports de la Caisse des dépôts et consignations. Le tramway ne peut pas passer à la sauveite. Il exige une volonté forte de la part des élus et il est au service d'un urbanisme muri. A Grenoble comme à Nantes et à Strasbourg, le tramway n été le moyen de repenser le centre-ville. Les étus se sont investis dans ce projet. Ils sont allés chez les commerçants pour vaincre leur inévitable hostilité. Ils y unt cru. A Brest et à Reims, les maires ne se sont pas vralment impliqués et ils ont laissé faire leurs techniciens. On connaît le

Les impondérables politiques

Quel est l'avenir du tramway, dans ce contexte? A raison de 100 millions de francs du kilomètre, il conserve toute sa place entre le bus deux fois moins efficace et le VAL trois fois plus cher. M. Gressier, son tuteur naturel, déclare: «Je plaide pour le transway, parce que, en occupant la volerie, il oblige à donner enfin une priorité aux transports en commun. Il est mieux respecté que le bus. De plus, il a une bien meilleure image de marque que celul-ci » Les projets ne manquent pas: Issy-Défense en région parasienne, Strasbourg, Rouen, Toulon, Montpellier, Le Mans, Tours, Caen, Orléans, Nice et même Ly tramway pour les Minguettes, sont sur la liste des dossiers subventionnables. Grenoble, Saint-Etienne, Nantes, Marzeille, Lille travail-lent à des prolongements de lignes ou à des rénovations de matériel.

Resteront les impondérables de la politique locale qui ont sévi à Reims, où l'on e assisté à un affrontement sur ce sujet entre un maire RPR et un premier adjnint UDF. Jean Lecanuet, maire UDF de Rouen, supportera-t-il, par exemple, que le tramway circulant sur son territoire soit porté au crédit d'un syndicat intercommunal présidé par le socialiste Lau-

ALAIN FAUJAS

Départements sous la charge sociale

Les canseils généraux ne veulent plus payer l'allocation compensatrice aux personnes âgées handicapées dépendantes

darité nationale et départementale en matière de dépendéfaveur des départements. Certains peuvent faire face, d'autres, les plus pauvres, rencontrent des difficultés. Peut-on accepter cette injustice?» En manifestant son inquiétude, lars de le dernière assemblée générale des présidents de ennseil général (APCG), M. Jacques Barrot, ancien ministre et président du conseil général de Hante-Loire, n'e fait qu'exprimer ce que pensent actuellement la plupart de ses collègues.

La décentralisation e octroyé aux départements des charges sociales dnnt ils ne cessent de découvrir la complexité et l'étendue. Les élus locaux se soucient aniourd'hni d'autant plus du financement de la prise en charge des personnes âgées dépendantes que les projections pour le moyen et le long terme laissent prévoir un vicillissement important de la population. D'ici à l'an 2000, il devrait y avoir plus de 4 millions de plus de quatre-vingts ans. Si la plupart continueront à avoir une vie autonome, il y a de fortes possibilités pour que 22 % des plus de quatre-vingt-cinq ans (proportion enregistrée actuellement) soient dépendants physiquement ou

'ÉCART entre la soli- mentalement. Par qui et comment cette dépendance devra-t-elle être prise en charge ? Des réflexinns snnt déià engagées au nivern national par le gouvernement. L'APCG penche, quant à elle, vers la création « d'une allocation-dépendance relevant de l'aide sociale selon les règles actuelles - adaptées éventuellement - versée suit à l'établissement, suit à la persunne ». Cette allocatinn scrait financée par un « fonds national de la dépendance, alimenté par l'Etnt, les caisses, les départe-ments. Et, jouerait le rôle d'instrument de solidarité entre les départements ». Une chose est sûre pour M. Barrot et les autres présidents: l'allocatinn compensatrice devra être supprimée.

Une dépense considérable

Cette allocation e été créée en 1977 nour payer aux personnes handicapées dépendantes de plus de soixante ane une persnane chargée de leur venir en aide. Avantageuse pont les individus, elle grève lourdement certains budgets départementaux. Il ne s'agit pas d'une prestation, elle ne relève donc pas de la compétence des commissions cantonales d'admission à l'aide sociale. Elle est fixée par la COTOREP, qui évaine le handicap, et s'impose au département. De plns, contrairement aux aides sociales, l'allucation compensatrice n'est pas liée à une obligation alimentaire (la collectivité ne peut donc pas se retourner vers la familla), et ne peut être récupérée ni sur la successinn ni sur les hypothèques

En mai 1990, une circulaire a rappelé aux conseils généraux que cette allocation dnit également être versée aux personnes dépendantes séjournant dans des établissements de longs séjnurs, et cela jusqu'au quarante-cinquième nur d'hébergement (au-delà, l'allocation est suspendue). Cette circulaire a provoqué un afflux de demandes de la part des familles, et, lors de leur assemblée générale, les présidents de conseils généraux ont souligné que « si cette forte demande se poursuit et se concrè-tise, les collectivités départementales se verront assumer une dépense annuelle complémentaire considérable ».

Ils suggèrent de ne plus verser cette allocation aux personnes hébergées en établissement, de redéfinir cette aide afin qu'elle soit effectivement utilisée pour la rémunération d'une tierce personne et au'elle soit intégrée à part entière dans les prestations d'aide sociale.

Québec : la belle indépendance des communicateurs municipaux

Protégés par un statut de fanctiannaires, ils s'étannent du manque de liberté de leurs collègues français

de notre envoyé spécial

UAND j'ai raconté aux participants de Communicaville en 1989
que, au Québec, un
maire n'a le droit
d'écrire que deux fois dans le bulletin
municipal : une première au moment
de son élection, une deuxième au
accommendation de son élection de son de le commendation de son élection de son de le commendation de son élection de son élection de son de le comment
de son élection une deuxième au
comment de le comment de son élection de le comment de le moment de son départ, j'ai vu et je n'oublierai jamais les expressions mèdusées, sceptiques et quelquefois désapprobatrices des responsables fran-çais de la communication qui m'écouaient. » Louis Dumas, directeur des communications de la ville de Qué-bec, qui participair à la troisième édi-tion de Communicaville, le Salon international de la communication des villes, qui s'est tenn du 20 au 23 janvier à Antibes, estime que les différences dans l'approche de la communication municipale, de part et d'autre de l'Atlantique, ne se sont

pas estompées. La règle énoncée par Louis Dumas n'est pas si rigide qu'elle empêche tout maire québécois de s'exprimer dans un bulletin municipal sur un problème précis au cours de son mandat. Mais il doit cependant veiller à maintenir son propos dans un cadre strictement technique: «Il m'est

dans un article proposé par le maire avant de le publier», raconte Jean Racicot, directeur des communications de la ville de Longuenil, tions de la ville de Longuelli, 125 000 habitants. «Le maire s'expri-mait alors avec le point de vue d'un chef de parti. Au Québec, si un maire veut assurer in promotion de son action, rien ne l'empêche de se payer les services d'un attaché de presse. »

les choix politiques

Les directeurs de la con des municipalités du Ouébec tirent leurs privilèges de leur statut. Alors que la plupart des directeurs français de la communication, aouvent salariés d'associations paramunicipales, nommés par le maire, sont complètement lies à son avenir politique, leurs alter ego québécois sont des fonctionnaires municipaux sous l'autorité du direc-teur général, l'homologue du secré-taire général de mairie en France. Leur mission est donc pérenne, Communication interne, organisations d'événements, production d'impri-més, relations avec les edministrés sont, comme en France, leurs tâches

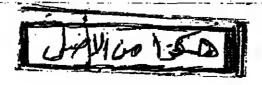
S'y ajoute cependant une responsa-bilité qui nécessite leur complète neutralité par rapport aux élus : l'organi-CHRISTIANE CHOMBEAU arrive de biffer plusieurs paragraphes administrés sur des projets d'urba-

nisme (parcs de stationnement, circulation) ou de développement. Cette consultation, rendue obligatoire par le gouvernement du Québec, se doit d'être la plus objective possible. Cela n'empêche pas les services de la com-munication des municipalités de pré-senter les préferences des éins : « Nous se féres préferences des éins : « Nous ne faisons pas la promotion de leurs choix, nous les expliquons», précise Jean Boileau, président de l'Association des communicateurs municipanx dn Québec (ACMQ), qui compte aujourd'hui plus de 150 adhérents.

L'action de l'ACMQ est largement appuyée par le ministère des affaires municipales du Québec. Le voyage en France de la délégation de l'ACMQ était pris en charge par la direction des communications de ce ministère, dont le directeur, Richard Thériault, était présent à Antibes.

Mais les représentants de la «belle province» n'étaient pas venus uniquement pour faire le leçon aux Francais. Ils découvrent avec ravissement, chaque fois depuis trois ans, el'extraordinaire qualité graphique des bul-letins municipaux de l'Hexagone v mais ne pouvent pas cempêcher d'ajouter : « Les nôtres sont moins beaux parce que nous n'acceptons pas de publicité locale. Vous comprenez...

CHRISTOPHE DE CHENAY



Le deuxième souffle des « ambassades » régionales

La plupart des départements et des régions entretiennent une vitrine à Paris De simples relais touristiques, elles se transforment en outils de développement économique

OICI donc ces maisons régionales qui ont pignon sur rue
dans la capitale et dont les
recoins, préservés du téléphone, des mechines à écrire et de
l'informetique, gardent l'odeur dn
pays. Elles que l'on prenait hier
encore pour d'aimables ambassades
folkloriques ont engagé une véritable
mutation pour devenir des têtes de
pont, économiques et touristiques, pont, économiques et touristiques, des provinces françaises. Quand elles ne jouent pas la carte de la solidarité avec ceux qui sont restés là-bas.

avec ceux qui sont restés là-bas.

A ce propos, l'exemple de l'Aveyron est typique. Les fils de l'Aubrac, de Rodez, de Millau ou de la profonde vallée de la Truyère ont été, en effet, si nombreux à envahir la capitale et sa périphérie qu'ila sont aujourd'hui plus nombreux en lle-de-France (320 000) que dans lenr département (268 000) du sud du Massif central. A Paris, les Aveyronnais possèdent leur paroisse, leur foyer de jeunes, leur journal et leur banque, lls sont regroupés en quatrevingt-uoe amicales réunies au sein d'une fédération nationale. Aucun autre département de l'Hexagone ne peut se flatter d'une telle représentation sur les bords de Seine (1). L'exode continue. Ainsi que l'ont fait, il y e bien longtemps, leurs grandpères et leurs pères, les jeunes Aveyronnais e montent » toujours à Paris pour travailler ou poursuivre leurs peur des amicales aveyronnaises » est né pour accuellir nos compatriotes désireux de se réunir, mais aussi ceux qui arrivent dans la contine et sont à désireux de se réunir, mais aussi ceux qui arrivent dans la capitale et sont à la recherche d'un hébergement bien difficile à trouver», confie M. Maurice Solignac, président des amicales ovey-ronnaises

Cette maison se dressera à Bercy, dans le douzième arrondissement, non loin de l'American Center et à deux pas du parc de 12 hectares dessiné entre le Palais omnisports et la future cité vitivinicole. Haute de huit étages, elle possédera au rez-de-chaussée des boutiques régionales et un res-taurant ainsi que trois grandes salles



modulables de 250 places chacune et réservées aux réunions, oux banquets réservées aux réunions, eux banquets et aux séminaires. Quatre-vingts logements, du studio eu trois-pièces, à «loyer très modéré», seront répartis dans les étages. Ils oe pourront être occupés que de six mois à un an et demi. Le premier comp de pioche sera donné en décembre 1992, Les travaux d'archiverruit un an plut tent Corsen s'achèveront un an plus tard. Ce sera evec la «Maison de l'Aveyron» rue Berger, dans le premier arrondisse-ment, le deuxième pôle rouergat à

Les «ambassades» des autres régions, plus modestes, sont au nom-bre de dix-sept, représentant quarante et un départements et totalisant ennuellement 600 000 contacts (téléphone, visites et courrier). Si la Mal-son du Tarn, avenue de Villiers, vient de fermer ses portes, celle du Gard ouvrira, avant l'été, avenue Franklin-

tourisme, et la Maison du Gers et de l'Armagnac est une SARL. Leur financement est assuré, pour la plupart, par les conseils généraux et régionaux. Uo certain nombre de ces «ambassades» possèdent un restaurant. C'est notamment le cas de l'Alsace, de la Lozère et des Pyrénées. Bien sûr, on joue toujours la carte du tourisme evec informations, cen-

trales de réservations et documentation. D'autant plus que les Français redécouvrent l'Hexagone. « Mais il faut mettre nos maisons à l'heure de l'Europe et dépasser le simple cadre du tourisme», affirme Marie-Françoise Caffiot, présidente de l'Association des maisons régionales à Paris. On va donc mettre un peu moins de soleil en vitrine et offrir dans la capitale plus de possibilités oux entreprises moyennes locales ou départementales. Seront donc mis à leur disposition : salles de réunion, bureaux à louer, halls d'exposition, secrétariat et traitement de texte. Bref, de simple «agence» de tourisme, le maisoo régionale devient aussi un « outil de travail» au service des PME et PMI de province. La Maison de Nord-Pasde-Calais et celle de l'Alsace sont aujourd'hui à la pointe de ce renou-

société d'économie mixte. Le fonctionnement de la Maison de Franche-Comté a été confié à un GIE, la Maison du Limousin est un établissement

public. L'antenne de Poitou-Cha-

rentes dépend du comité régional du

JEAN PERRIN

les absects, on remarque la Pro-vence-Côte d'Azur, la Normandie et la Bourgogae. Ces «portes ouvertes» sur la France ont différents statuts juridiques. La Maison des Alpes-Dau-(1) Il y e également 35 000 à 40 000 Aveyronnais exilés à l'étranger, notamment à New-York, San-Francisco et au Canada, Ils sont particulièrement nombreux en Argen-tine (à Pigilé, sur 15 000 habitants, 9 000 sont des descendants d'Aveyronnais). phiné, par exemple, est régie par la loi de 1901, celle de l'Alsace est une

REPÈRES

ALSACE L'impôt s'envole à Strasbourg

LE budget primitif de 1991 de la ville de Strasbourg, edopté lundi 28 janvier par 450 voix (PS et div. gauche) contre 16 (RPR, UDF, Verts et extrême droite), prévoit une augmentation de la pression fiscale directe de 16,5 %, la plus élevée depuis de longues années. Ce sont obtamment les dépenses de fonctionnement, en hausse de 10 %, qui pronement, en hausse de 10 %, qui pro-voquent cette augmentation brutale. « vertigineuse », selon le conseiller RPR Jean Weline, M. Jean-Claude Petitdemange, adjoint oux finances, analyse ce deuxième budget de la mandature comme « une étape difficile mais nècessaire » et promet « une

décélération » en 1992. Parmi les nouvelles dépenses, on trouve l'équipement informatique de l'administration municipale nu la multiplication par 13 de l'effort pour les crèches et haltes-garderies.

AUVERGNE

Pas morte. la dentelle du Puv

LA dentelle à la mein n'échappe pas à un certain côté passéiste. Pour-tant, il serait faux de croire que ceux qui la font vivre de nos jours ne sont pas tournés vers le présent. Le passé e été honoré à l'automne dernier e été honoré à l'automne dernier quand furent organisées par le Centre d'enseignement de la dentelle au fuseau, avec notamment l'appui de la municipalité du Puy-en-Velay (Haute-Loire), les «Victoires de la dentelle ». Participalent à ce conceurs une deuraise de conserva concours une douzaioe de concurrentes venues de nombreuses régions de France, et même de Barcelone. Le de France, et meme de Barceione. Le présent, ce soot des chiffres non négligeables. Sait-on que le chiffre d'affaires réalisé par la dentelle en France a été en 1989 de 1,1 milliard de francs, dont près de 800 millions à l'exportation? Plus de la moitié des acceptations un dans la CFE (heaua rexponation? Plus de la moille des exportations va dans la CEE (beaucoup en Italie), meis aussi 14 % au Jepon. Au total, près de 3 000 personnes travaillent dans la dentelle en

MIDI-PYRÉNÉES Le Gers en son miroir

DEMARCHE originale paur un D'EMARCHE originale pnur un département rural, le Gers vient de enumender une enquête à la SOFRES. « Ce sondage constitue pour nous un capital d'informations qui doit nous permettre de mieux développer notre politique de communication vers les Français et les Gersois», explique Jean-Pierre Joseph, président (PS) du conseil général. Le sondage, commandé par ce dernier. sondage, commandé par ce dernier, était, en effet, à double détente. Réalisé eu mois d'octobre, il a d'abord visé une catégorie « représentative » de Français, puis de Gersois : « Un intéressant jeu de miroirs entre le Gers et les Français », souligne Jérôme Jeffré, vice-président de la SOFPE.

Premier renscignement du son-dage : les Français ont une visinn globale du département qui corres-pond à celle de ses habitants. Agri-culture, tourisme et bonne table sont les trois namelles du Gers. Ajnu-tons-y le fint sentiment d'apparte-nance qui caractérise le rapport des Gersois à leur communauté. 74 % d'entre eux ne voudraient pas résider d'entre eux ne voudraient pas résider eilleurs que dans la commune où ils

Les Gersois mettent l'agriculture au premier rang des atouts du dépar-tement, mais également au troisième rang de ses faiblesses. Les agriculteurs, quant à eux, mettent carré-ment leur activité eu premier rang des atouts... et au premier rang des faiblesses. Jean-Pierre Joseph et les élus devront forcément «surfer» sur cette eootradietinn. Et d'abord convaincre les 55 % de Gersois pessiconvaincre les 23 % de Gersois pessi-mistes sur l'avenir du département (62 % parmi les agriculteurs). Elé-ment rassurant, toutefois : les moins de vingt-cinq ans, tout en étant plus exigeants que leurs aînés, sont aussi plus optimistes

Sans attendre, le président du conscil général a déjà entrepris sa croisade contre la morosité. « Et si croisade contre la morosité » « Et si croisade contre la morosité » on insistalt sur ce qui est positif?»
Positif comme le jugement des Français, qui trouvent les Gersois accueillants, sympathiques, travail-leurs... et bavards ».

Adresses parisiennes

ALPES-DAUPHINE, pleca André-Maireux, 75001 Paris. Tél. 42-86-08-43/42-96-06-56. Du lundi eu vendredi de

ALSACE. 38, Champs-Elyséee, 75008 Peris. Tél. 42-25-93-42/42-55-15-94. Du lundi eu vendredi de 9 h à 19 h. Samedi de 11 h à 17 h.

AUVERGNE, 194 bie, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. 42-61-82-38. Du lundi eu vendredi de 10 h à 16 h 30. AVEYRON.

46, rue 8erger, 75001 Parie. Tél. 42-36-84-63. Du lundi eu vendredi de 10 h à 18 h.

17, rue de l'Arrivée, 75737 Paris-Cedex 15. Tél. 45-38-73-15/45-

10h à 19h.

FRANCHE-COMTÉ. 2, boulevard de le Madeleine, 75009 Paris. Tél. 42-56-26-26. Du mardi eu vendredi de 10 h à 19 h. Lundi de 11 h à 18 h. Samedi de 11 h à 18 h.

GERS ET ARMAGNAC. 18, boulevard Haussmann, 75009 Parie. Tél. 47-70-39-61/42-48-81-39, Du lundi eu vendradi de

HAUTES-ALPES,
4, evenue de l'Opéra, 75001
Paris. Tél. 42-96-05-08. Du mardi
eu vendredi de 8 h à 18 h 30.
Lundi et samedi de 10 h à 13 h et
de 14 h à 18 h 30.

vendredi de 9 h à 18 h 00. Samedi da 10h à 18h. LIMOUSIN,

au vendredi de 10 h à 19 h. Samedi de 12 h à 18 h. LOT-ET-GARONNE,

Roosevelt, et l'Espace Hérault, rue de

la Harpe, dans le sixième arrondisse-ment, est en pleine restructuration.

Se mettre à l'heure

La première maisoo régionale,

ouverte il y e plus de cinquante ans, a été celle de la Savoie. En 1957, l'Au-

parisien, suivie en 1958 par les Pyrénées. Depuis, année oprès année, le Nord et le Sud, l'outre-mez, l'Ouest et

l'Est ont ouvert des fenêtres sous le ciel de l'Ile-de-France pour pronou-voir leurs atouts touristiques. Parmi

vergne gagne à son tour le mac

15-17, paesage Choleeul, 75002 Peris. Tél. 42-97-51-43/42-96-51-43. Du lundi eu vendredi de 9 h 30 à 18 h 30,

LOZERE. 4, rue Hautefeuille, 75006 Peris. Tél. 43-54-25-84, Du mardi eu vendredi de 8 h 30 à 11 h 30 et de 12 h à 18 h. Samedi de 10 h à 11 h 30 et de 12 h à 17 h.

NORD-PAS-DE-CALAIS. 18, boulevard Haussmann, 75009 Paris. Tél. 47-70-59-82. Du lundi

PÉRIGORD, 30, rue Louis-le-Grend, 75002 Paris. Tél. 47-42-09-15. Du lundi 16, boulevard Heussmann, 75009 au jeudi de 10 h à 13 h et da 14 h Paris. Tél. 47-70-32-63. Du lundi à 18 h 30. Vendredi de 10 h à 13 h et de 14h à 17h30.

POITOU-CHARENTES, 58, rue du Cherche-Midl, 75006 Perie. Tél. 42-22-83-74. Du merdi au vendredi de 9 h à 18 h 30. Luodi et samedi de 10 h à 13 h et de 14h à 18h30.

15, rue Seint-Augustin, 75002 Parle. Tél. 42-81-58-18. Du lundi eu vendredi de 9h à 18h.

31, evenue de l'Opére, 75001 Parie. Tél. 42-61-74-73. Du lundi

ILE DE LA RÉUNION. 90, rue de la Boétie, 75008 Paris. Tél. 40-75-02-79. Du lundi au au vendredi de 9 h à 19 h. au samedi de Sab 30 à 18 h 30. La Camargue, peau de chagrin

Selon un chercheur du CNRS, 1 000 hectares d'espaces naturels disparaissent chaque année. Industriels, agriculteurs, touristes et chasseurs sont au banc des accusés

MARSEILLE

EPUIS 1942, la Camargue a régulièrement perdu chaque année I 000 hectares de milieux naturels. Ces 40 000 hectares n ont pas disparu, mais ils ont été dénaturés au sens propre du terme. Et vien ne nous dit, au train où vont les choses, qu'on ait atteint un plancher. Ce qui signifie que dans cinquante ans il n'y aura plus de Camargue, » Le cri d'alarme ne vient pas d'un

ecologiste de salon, mais d'un scien-tifique, un homme de terrain, qui passe, depuis 1962, le plus clair de son temps enfoncé jusqu'au ventre dans l'eau des marais pour étudier les oiseaux (canards et foulques, notamment). Alain Tamisier, cinquante et un ans, biologiste, chercheur du CNRS de Montpellier au Centre d'écologie fonctionnelle et évolutive, vient de publier sous l'égide de l'ARCANE (1), avec le problèmes d'environnement, une étude d'où il ressort que les espaces naturels de la Camargne sont lentement grignotés par ceux-là mêmes qui y vivent et en vivent.

pas que des amis entre les deux bras du Rhône, «Au contraire, répliquent chasseura, manadiers, saumers, chasseura, nous la protégeons, la Camargue. Par notre présence nous assurons sa survie. » Mais, pour ce scientifique, Camarguais de cœur, le constat est déchirant autant que le mal est insidieux. C'est en se livrant à une étude companie de quetre conmal est insidieux. C'est en se livrant à une étude comparée de quarre cou-vertures photographiques aériennes effectuées par l'IGN (1942, 1955, 1976 et 1984) qu'il e pu mesurer la porte de substance quantitative et qualitative qui affecte la Camargue.

> Fausses manades et «pseudo-fêtes» ...

explique Alain Tamisier. En 1942, date de la première photo aérienne, les milieux naturels couvraient 67% du delta. Actuellement, ils ne repréau della. Actuellement, ils ne repré-senient plus que 39 %, ce qui signifie que pour plus de la moitié des 150 000 hectares de sa surface la Camargue est devenue un ensemble de milleux saliniers, agricoles et industriels, auquel se surajoutent les activités d'un tourisme de masse et d'une chasse luggaine qui emprisure d'une chasse lucrative qui contribuent à modifier le paysage naturel.»

qualitatif. C'est la nature même que l'on défigure. « Pour créer de fausses manades où l'on va pièger les touristes dans de pseudo-fêtes folkloriques avec ferrades à répétition, qui n'ont plus rien à voir avec l'élevage n'ont plus rien à voir avec l'élévage extensif et le marquage traditionnel, on a doublé le cheptel, précise-t-il. Mais pendant ce temps, la surface des herbages a été réduite de molité, rem-placée par des salins ou des zones de culture. Les grands espaces morcelés et fait place à des graces morcelés et che On l'obbinue grati use Companye clos. On fabrique ainsi une Camargue artificielle aux dépens des paysages

La chasse n'échappe pas aux critiques du chercheur. Non seulement parce qu'il déplore qu'il y ait de trois à cinq fois moins de canards que la Camargue pourrait en accueillir, mais parce que les propriétaires morcellent les étangs naturels ou créent des marais de chasse artificiels en creusant des canaux et en élevant des digues qui permettent une irrigation permanente susceptible d'attirer les oiseaux, et surtout parce qu'on modi-fie le régime hydraulique naturel : « Il n'y a pratiquement plus d'assèche-ment estival, caractéristique du cycle biologique camarguais», déplore Alain Tamisier. Ce qui n'est pas sans proprie et en vivent.

Pour le biologiste, le mal n'est pas conséquences sur le faune et la flore.

En publisant les résultats de ses seulement quantitatif, il est-d'ordre Surtout lorsque des apports d'eau

douce modifient la salinité ou lorsque des lagunes, naguère en commu-nication avec la mer, devicament des

La publication de cette étude provoque des réactions, entre Arles et Les Saintes-Maries, chez ceux qui se sentent mis en accusation. D'autant plus qu'ils s'estiment outant que d'autres protecteurs de la Camargue. Et lorsqu'on leur offre géoéreusement 300 francs pour «geler» un hectare de terre agricole, et le rendre à la nature, ils se demandent, evec raison, de qui on se moque.

JEAN CONTRUCCI

(1) Camargue, par Alain Tamisier, Milieux et paysages, évolution de 1942 à 1984, avec carte en couleurs au 1/80 000 : 170 francs. (Association pour les recherches en Camargue sur la nature et l'environne-ment). Le Grand Mas d'Avignon, Le Sau-

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de Rafalle Rivais et de nos correspondants : Jacques Fortier (Strasbourg), Jean-Pierre Foron (Le



Les communes rurales au Selon de l'agriculture. - Mai-riéquip, le 1 « Salon de l'aménagement des communes rurales et des collectivités territoriales, se tiendra porte de Versailles à Paris du 5 au 8 mars Il propose une réflexion, des informations et des échanges autour de quatre thèmes qui feront l'objet de débats et de tables rondes : le rôle des voirie, un petrimoine à gérer; services et communication en milieu services et communication en mil rural; l'intercommunalité, étape indispensable du développement

 Environnement urbain.
L'association française du conseil,
des communes at régions d'Europe, présidée par Jacques Chaban-Delmas, organise une journée d'étude sur le Livre vert de l'environnement urbain, le 21 février au palais des Papes d'Avignon. Cetta journée s'adresse aux élus et aupresponsables municipament de l'environnement de l'environnement de l'environnement l'amironnement, qui suront l'occasion de réagir aux crupositions du Juve vert de rant les eurasemania de la bracilia: HERBIELG DO HIVITURI ERIONA de la Commission européanne, oui en sont les auteurs. Les domaines d'actione prioritaires recensés par l'ouvrage sont . 'urbanisme (transports, patrimoine (déchets, eau) et quelques initiatives concernant l'information, l'action sociale et la coopération interrégionale.

► frenseignernents su (16-1) 45-51-40-01.

P Equipersent et spectacle - Un

San 12. 32 6 3 fourpement or a de fans, du it al la lévieu. L presentera iuus lea matérieis nécessaires à la mise en scène (das costumes aux projecteurs) et s'adressera à la fois aux régisseurs de théêtre et aux collectivit

➤ Tél (16-1) 47-56-50-00.

BLOC-NOTES

 Novator 91 à Troyas. -- La Société des artistes décorateurs organise à Troyes du 15 au 31 mars, à la demande de la ville, du département de l'Aube et de ses collectivités territoriales, une rencontre des entreprises auboises et des créateurs sur l'habitat et l'environnement urbein dans la cité troyenne. Plus de 25 organismes une centraine d'entreprises et 350 créateurs, architectes, designers, urbanistes, paysegistes, etc.

► Novator 91. Hêtel Juvenel des Jrshs, 26, 1us Champaaux, 10000 Troyes, Tél·25-73-20-48.

□ Les élus locates et le droit. ~ Le conseil général de la Gironde, la Fondation nationale des études de drait et la faculté de droit de l'université de Bordesix-l organisent le 8 mars un colloque sur la formation juridique des élus

➤ Renseignements et inscriptions : faculté de droit, secrétariat du doyen, avenue Léon-Duguit, 33804 Pessac. Tél. : 66-80-61-50, posta 435.

PUBLICATIONS

Chaq ouvrages de la DCCL. -La direction générale des collectivités locales vient de faire paraître cinq publications éditées à la Documentation française, Le Budget communel (guide pratique de l'álu nº 5) présente les règles qui régissent l'adoption du budget communal et le contrôle exercé par les préfets. Le Guide des ratios des communes de moins de ratios des communes de moins de 10 000 habitants propose une enelyse part l'everrier 1992. Les Burlests mémire dans le députe en les la régions en les la marière dans le députe députeure et les la résite de compérant et les la résite de compérant et le la resite de compérant et le la faction de la région et la dotation giobale de function année, un en 1989 présente, cette année, un en 1989 présente, cetre année, un intérêt particulier, puisque la modification de la répartition de la DGF devrait être discutée Le Guide pratique de calcul des deux concours particuliers

touristiques, destiné aux communes, doit faciliter le calcul des attributions des communes ou groupemants de communes à caractère touristique ou thermal, et des communes connaissant une forte fréquentation touristique

B Le Guide de l'aménagement, édité par le service technique de l'urbenisme (ministère de l'équipement), pourrait devenir la bible des étus des villes moyennes de France, et également des professionnels, maîtres d'ouvrage. Il présente, en 133 fiches, les procédures existantes en urbanisme,

aménagement et habitat. Chaque fiche précise les définitions, les conditions de mise en œuvre et les textes procédures. Ce guide d'informations brutes - sans commentaires ni jurisprudence - sera évidemment remis à jour chaque année. Il e été élaboré à partir du Guide de l'eménagement de la DDE de la Gironde,

▶ 125 francs. Vente et renseignements. Service technique de l'urbanisms : 64, rue de la Fédération 75015 Paris. Tél·116-1] 45-67-35 34, poste 447.

EXTES

□ Concours, - Le programme des concours externes et internes de recrutement des ingénieurs territoriaux est paru au Journal official du 2 février (amêté du 17 décembre 1990).

D Précision. - Suite à la parution

d'un article sur la filière territoriale culturalle intitulé a Couace dans les consen atoines » lle Monde daté 20-21 janvier, le Syndicat national des , oi sicien i franceis Fiyos earlugge't abramen alon eleinvio the processing statement is the management includes a processing the following substitution of the statement nous l'avons indiqué j, au lieu de seize actuellement. En outre, l'indice brut de début de carrière serait ramené de 433 à 379, pour arriver à 801 en fin de carrière, celle ci étant allongée de cinq ans et onze

DEBAT

Atténuer les disparités régionales

par Robert Savy

l'i débat valantiers sur la dimension des régions françaises. On parle moins de leur inégala -apacité à financer les politiques relevant de leur compétence. L'inégale capacité financière des régions constitue pourtant aujour-d'hui le frein principal à de nouveaux transferts de compétences à leur profit.

Les inégalités entre régions sont graves, et indiscuta-bles. Par rapport à un indice 100 exprimant la moyenne nationale, le revenu par habitant allait en 1987 de 130 en IIe-de-France ou 110 en Alsace à 1987 ds 130 en Ile-de-France ou 110 en Alsace à moins de 92 en Picardie; le potentiel fiscal variait de 150 en Ile-de-France ou 115 en Provence-Alpes-Côte d'Azu. 273 en Limousin; le produit intérieur brut par habitant allait de 174 en Ile-de-France nn 168 en Haute-Normandie à 89 en Languedoc-Roussillon. Un diève de sixième a quatre fois moins de chances d'obtenir un diplôme au moins égal à la licence en Picardie ou en Champagne-Ardennes qu'en Île-de-France et il y a vingt-trois fois moins d'élèves-ingénieurs dans la région Centre qu'en Rhône-Alpes. Plus grave encore : les transferts de l'Erat aux régions accroissent les disparités existantes. En 1988, ils s'élevaient à 275 francs par habitant en Ile-de-France, et à 146 francs seulement en Languedoc-Roussillon : le contribuable national donne davantage aux régions riches qu'aux autres. nal donne davantage aux régions riches qu'aux autres.

Vers une alternative Cangereuse

dans la fiscalité régionale. En 1988, quand le contri bnable alsacien pais 243 francs et celui de Rhône-Aires 235, le Picard verse 428 francs et le Limousin Aipes 235, le Picard verse 428 francs et le Limousin 345 francs. Parallèlement, l'investissement des collectivités locales par habitant est à son niveau le plus faible en lle-de-France (1 477 francs) et à son niveau le plus élevé en Limousin (2 513 francs), en Auvergne (2 565 francs) et en Languedoc-Roussillon (2 581 francs). Le contribuable local pais davantage dans les régions pauvres. Et toute croissance des budgets régionaux tend à slourdir davantage l'effort fiscal des régions défavorisées.

reginns défavorisées. A terme, il des mesures appropriées ne sont pas applicment prises, ou aboutin à due site native dan-sère se. Ca bien la Fonne, s'inter lies cont nouveru mansfer. de competences na direction des régions parce que les ples fibbles l'entre dies ne pourraien pre d'altre fact, en notre plys actifire d'un déficit manifeste de décentralisation par rapport aux pays voisies. On blen les nouveaux transferts de compé-

tences à intervenir accroîtront les inégalités entre les régions. Les régions à faible capacité financière suront des lors à choisir entre un effort fiscal démesuré pour assurer à leurs habitants un nivean de services convenable, et la résignation à un médiocre niveau de services : ce serait dans les deux cas accepter une fracture dans la cohésion sociale nationale qu'exprimait an 1988 le thème de «la France unie»

Les pays qui ont une longue tradition décentralisa-trice connaissent bien ce problème, et unus montreut les voies de sa solution. Au nom de l'unité des canditions de vie et de la cohésion de la société dans l'es-pace national, l'Allemagne, la Sirisse, l'Espagau ont posé dans leurs textes constitutionnels le principe d'une péréquation financière convensble entre les Lander, les cantons ou les communautés autonomes. Les mécanismes mis en place par la loi varient d'un pays à l'antre : subventions de l'Etat fédéral tenant compte de la capacité financière des régions, pérèquatian directe entre régions, combinaison des deux systèmes. On en discute les modalités, oa les adapte aux circonstances : on n'en conteste nulle part l'absolue

Un préatable indispensable à la poursuite de la décentralisation

La France doit rès vito combles son retard en la matière. Au noment of le gouvernement propoet si-rariement in ook. Pun projet de coi atténuant les iné-gaines entre les silles la démarche doit s'étendre aux régions. C'est le sens d'un amendement au projet de loi sur l'administration territoriale de la République que la commission spéciale chargée de son examen a adopté sur ma proposition. Il tend à instituer un « fonds de correction des déséquilibres interrégionaux » alimenté par un prélèvement sur les dotations de l'Etat aux régions et réparti entre les régions à fai-ble potentiel fiscal en function de l'effort fiscal direct de chacune d'elles et de leur revenu moyen par habi-

L'adoption de ce dispositif ou d'un dispositif à effet equivalent, est devenue aujourd'hui un préalable indispearable à 's courante du processus de necent a-Parior i'à la rise en œuvre d'une politique d'ami-Lagemert de les inte.

92

e Robert Sav usi député (PS) de la Haute-Vienne, président du conseil régional du Limou-

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

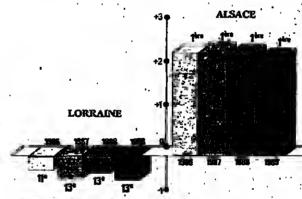
«LE MONDE»/ÉCONOMIE/INSEE

La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une repré-entation synthétique de quelques aspects de la situa-entation synthétique de quelques aspects de la situa-valeur ajoutée par habitant (por uon economique des régions françeises depuis 1986. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en com-posantes principales effectuée sur l'ensemble des régions là l'exception de l'Île-de-France et de la Corse, que leurs caractéristiques éloignent trop des autres régions!

valeur ajoutée par habitant (pondération + 0,83);
 salaire moyen (pondération + 0,14);

taux de chômege (pondération – 0, 19); taux de création d'entreprise (pondération + 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province (cf. le Monde deté 9-10 décembre 1990).



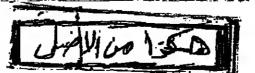
LORRAINE: 13

d'empioi dans la filiere sidérurgique ne se sont pae traduites par une hausse équivalente du chômage. Les ex-sidéru-gistes ont en effet pu bénéficier de congés-for-mation du consession de penentaer de congestor-mation ou conversion, de dispense d'activité ou de cessation smicipée d'ac-tivité. Il en est de même pour les anciens salariés des houillères. Les diffipar silleurs nourri un flux de départs hors de la

LORRAINE

ALSACE: 1-Pour l'indicateur synthéti-que retenu; l'Alsace se ajoutée per habitant y est supérieure de 15 % à le moyenne nationale (hors l'a-ds-Franca), las selaires de 4 % et le taux salaires de 4 % et le taux de chômage est inférieur de près de 4 points. Les relations Intenses avec l'Allemagne et la Suisse, no travaillent 53 000 Allseelsns, tirent les salaires à la hausse, Cee emplois offerts à l'étrangar contribuent également à alléger le nombre de chômeurs : c'est en de chômeurs : c'est en Alsaca que le taux de chômage est le plus fai-bls. Depuis 19867, la croissance du saleire croiesance du saleire moyen et la baisse du chômage sont plus marquées en Alsace que dens l'ensambla des régions de province. Le faible taux de chômage associé à un taux d'activité élevé, explique la plus grosse partie de l'écart de valeur ajoutée par habitant entre l'Alsace et la moyenne de province.

l'écoute de ses ieunes. Monsieur le Maire entendait déjà le groupe de Jazz dans la future salle de spectacle. Tout naturellement, il a rencontré le Crédit Foncier. La réalisation d'une salle de spectacle était un projet ambitieux et nécessaire pour la Commune. Le Conseil connaissait les compétences du Crédit Foncier et ses interventions dans le financement des investissements collectifs. Il savait que, depuis 1860, beaucoup de Communea avaient assuré leur développement avec son soutien. li appréciait l'expérience, le dynamisme et la capacité d'écoute des hommes du Crédit Foncier. Pour fui, c'était un vrai partenaire des Communes, des Départements et des Régions. C'est pourquoi Monsieur le Maire a rencontré le Crédit Foncier. Tout naturellement. En premier, le Crédit Foncier. FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS LOCALES



Saab ferme son usine modèle de Malmö

Présentée à la presse internationele à l'automne 1989, l'usine Saab de Melmő, qui aurait du être l'usine de l'avenir. aura eu une existence eusai brèva qu'onéreusa, la direction ayant décidé, le vendredi 8 février, d'arrêter les frais et da fermer l'installation. Huit cent soixante-dix personnes, ouvriers et cadres, sont directement tou-

> STOCKHOLM de notre correspondante

Les peintures ont eu à peine le temps de sécher qu'elle est déjà évnnouie, la radiense utopie de l'usine de rêve au bord de la mer. sans chaînes de montage, dans un environnement calme, spatieux, élégant. En 1990, le gronpe Saab-Scania avait vendu 50 % de sa division automobiles à Geoeral Motors, dans l'espoir de stopper l'hémorragie qui lui avait fait per-dre plus de 2 millions de cou-

Les résultats de 1990, présentés le 8 février par M. David J. Her-man, le PDG américain de Saab-Automobiles, dépassaient les prévisions les plus pessimistes : un déficit de 3 250 millions de couronnes, auquel s'ajoutent 1 400 millions de cost de fermeture de Malmö. « La situotion est telle que lo décision ne se prend pas à la légère, mois

L'ancienne compagnie nationale

de RDA Interflug va être mise en

liquidation, faute d'une formule via-ble pour sa privatisation, a annoncé vendredi 8 février à Berlin la Treu-

bandanstalt, bolding chargée des privatisations dans l'ex-RDA: « Une

privatisations dans res-KDA: A One privatisation d'Interflug comme compagnie internationale et indépendante s'avère impossible », indique le communiqué, qui souligne « la fragilisation d'Interflug depuis la fin 1990 et la distributation de la fragilisation d'Interflug depuis la fin 1990 et la distributation de la fragilisation de la fragilisati

et la détérioration du climat économique engendrée parola crise du

Selon la presse allemaode, les

dettes d'Interflug atteignent 500 millions de DM (1,7 milliard de

francs). La holding affirme nvoir mené des négociations « très diffi-

ciles avec des compagnies nationales

et étrangères » et avoir envisagé tous

trouver les moyens d'assurer leur emploi à des milliers d'autres personnes. C'est la première de nos printités, a expliqué M. David

Une priorité qui pourrait être difficile à hunnrer si la tendance actuelle persiste. Le chiffre dramatique des ventes de voitures sur le marché international est accusé plus durement par les petits constructeurs comme Saab, qui souffre particulièrement de la baisse du dollar et de la morosité de son marché le plus important, les Etats-Unis, que la guerre du Golfe ne contribuera pas à dérider.

Solidité et fiabilité

L'usine Saab de Malmô avait ceci de surprenant qu'elle ne fabriquait pas de nouveaux modèles ni même la série haut de gamme des 9000, mais encore les 900, amélio-rés certes, mais déjà vieillots, et qui ont de plus en plus de mal à se

Depuis 1949, date de sortie de la première Saah, in diversité n'a guère été de mise chez le suédois au fier blason de griffon couronné, qui a plutôt privilégié la solidité et la fiabilité. La sortie, ao début des années 80, de la 900 turbo faisait prendre à Saah le virage du succès. prendre à Saab le virage du succès et les ventes allaient grimper avec trois années consécutives de bénéfices de l'ordre du milliard de cou-

tion majoritaire dans le capital de

cette entreprise de 2 900 employés

mais s'était heurtée aux réserves de

l'Office des cartels.

construction de l'usine de Malmo. La ville, touchée par la formeture des chantiers navals de Kockum, lui cédait pour la somme symbolique d'une couronne un splendide terrain en bordure de mer, face an Danemark. Le souvernement suédnis lui allounit 135 millions de conronnes de soutien. Et Saab s'en-gageait à créer 1 400 emplois, en partie grâce à la fermeture de son

usine voisine d' Arlow.

L'avenir sembinit assuré. Mais. cette même année, la courbe commençait à s'infléchir. Le krach boursier de 1987, allait précipiter les choses. Saab qui avait rêvé de 180 000 unités par an, n'allait pas dépasser les 130 000 pour tomber en 1990 à 93 000. L'usine de Malmo, conque pour 60 000 unités annuelles, n'en a produit en 1990

Dès son entrée en scène chez Saab, en juin 1990, General Motors a tout de suite taillé dans les coûts en supprimant trois soustraitants suédois et en court-circui-tant un norvégien. La solution était de rayer Malmo de la carte Saab en accroissant la capacité de l'usine de Trollhattan où entre-temps la rationalisation avait permis de réduire le temps de mootage. En concentrant sa production à Troilhattan, Sasb espère pouvoir redresser la courbe. Mais, à Maimo, le climat oscille entre la déprime et la colère.

FRANÇOISE NIÈTO

Le renouveau du service public

Un rapport d'audit fait apparaître des lacunes dans la gestion du Quai d'Orsay

L'initiative est audacieuse. A sa propre demande, le ministère des affaires étrangères, une des administrations les plus prestigieuses de la République, vient de faire l'objet d'un rapport d'audit réalisé par un cabinet privé. Une démarche périlleuse - la regard porté sur le Quai d'Orsay fait apparaître nombre de lacunes dans le fonctionnement des services. – mais qui a déjà suscité plusieurs initiatives destinées è améliorer la gestion du ministère.

« C'est la loi du genre, le présent rapport insiste beaucoup plus sur le volet négatif afin de danner des voies de solution » : Cette précaution liminaire de bon aloi ne vise pas sente-ment à ménager la susceptibilité des fonctionnaires du Quai d'Orsay car les dysfonctionnements mis à jour par le rapport d'audit (1) impliquent aussi d'autres administrations cen-

Le premier constat de ce rapport, qui s'inscrit dans le cadre du «renouveau du service public» engagé en 1989, porte sur la «concurrence» qui menace le Quai d'Orsay dont «la position se trouve offaiblie par le développement des contacts directs entre experts et dirigeants». L'ambassadeur «n'est plus le point de passage obligé pour la communication entre possementes», en paison du carac-

croissant des institutions euro-

Avec 139 ambassades et 13 représentations permanentes, la France possède à peu près autant d'implan-tations diplomatiques que les Etats-Unis, sans compter un réseau consulaire (87 consulats généraux, 40 consulats simples et 11 chancelle-ries détachées) particulièrement dense. Or, constate le rapport, les diplomates négligent trop souvent l'intendance, et la circulation de l'information apparaît particulièrement perfectible: « Des diplomates font-part de leur sentiment d'envoyer de l'information dans un puits sans fond. Les chefs de paste et le personnel diplamatique n'ont guère d'indication dans le cas général sur la nature des informations dont Paris à besoin.»

En outre, les administrations centrales et le Quai d'Orsay « omettent trop souvent d'informer les postes sur des événements ou des décisions qui les concernent directement », il conviendrait donc, suggère l'audit, que les directions géographiques deviennent le « lieu du dispatching des télégrammes en provenance des

Il semble également que les informations confidentielles soient «noyées dans un ensemble de télègrammes moins intéressants » et « passent inaperçues ou arrivent trop tard». D'autres, ayant fait l'objet « d'un travail important de l'ambassade émettrice, ne sont lues par per-

porte d'autres marques telles que

MFG Design ou encore Halle

la commune de Mazamet, qui avait finance, à hauteur de 5 millions de francs en 1988, la construction d'un

bâtiment de 2 800 mètres carrés, dans

une procédure d'usine relais pour

Capone, une agence de pub.

sonne». Plus grave, « les télégrammes adressés ou Quai d'Orsay avec une grande célérité et un respect rigoureux de la confidentialité circulent ensuite sous la forme de papier à la visesse du cycliste et sans garantie de confiden-tialité». Débordés, les services du chiffre — qui assurent le « décodage » des terressissions — sont mel de se leur pegu.

Le rapport, qui prone une intégra-tion des functions «chiffre» et «informatique» (dont il salue cer-taines réussites) a d'ores et déjà été entendu; depuis décembre, ces deux services ont été fusionnés. Quant à la proposition visant à mettre sur pied un e projet de service public » axé sur les impératifs de communication, elle est favorablement accueillie à la direction du ministère.

La maîtrise des langues

Cette « radiographi« » du Quai d'Orsay révèle également de surpre-nantes lacunes dans les aptitudes lin-guistiques des diplomates. « L'insuffisante maîtrise des langues par les diplomates en poste dans des pays non francophones est criante et inquiétante», déplore l'étude qui cite « le cas extrême de l'ambassade de Budapest où oucun fonctionnaire ne connoît, même approximativement, le hongrois»... Une carence à laquelle il a été remédié, assure-t-on au

Quant à la gestion du personnel, elle néglige par trop la nécessaire polyvalence des diplomates et néces-site « une gestion beaucoup plus direc-tive du personnel », semblable aux tive dit personnel», semblable aux praliques en vigueur au Forcign Office on au département d'Etat. Pour y parvenir, le Quai d'Orsay doit élaborer des «parcours types » afin d'élargir les compétences de sou persoonel dont les affectations seraient fondées « un des critères plus de la participa de la p clairs » permettant d'attéooer « le sentiment d'injustice ou de précipitation qu'expriment un grand nombre d'agents concernant l'organisation de leurs mutations».

Reste que cette modernisation implique des moyens supplémentaires. Dans ces conditions, « ou le ministère reconnaît qu'il n'a pas les moyens de ses objectifs, et il réduit ses ambitions, ou le ministère du budeet accorde des moyens supplémentaires. Sans cette opération vérité, la mise en place d'une gestion plus rationnelle des emplois ne sergit qu'un faux sem-

blant », assure le rapport. Enfin, les représentations étrangères paraissent souffrir particulière-ment du carcan budgétaire de la fonction publique. Pour les moindres travanx de peinture, les services centraux imposent par exemple des devis détaillés qu'a lls sont bien entendu incapables d'onalyser, n'oyant pas connaissance des coûts, us et coutumes, wire de la largue des artisans locaux ». Eclatées, les différentes lignes de crédit interdisent une gestion souple, sans oublier la tutelle pesante du ministère des finances (qui dispose de trésoriers payeurs généranx dans plusieurs pays étran-gers), ou imposent que certains frais soient facturés en monnaie locale, occasionnant le cas échéant des

dépenses supplémentaires. Sévère, ce constat devrait en tout cas permettre de donner une nou-velle impulsion à des efforts de modernisation qui, insistent les res-ponsables du ministère, ne datent pas d'hier. Du reste, le contenu de ce rapport a été pintôt bien accueilli parmi le personnel du Quai d'Orsay même s'il a fait grincer quelques dents, – et la même société a été chargée d'accompagner le déroulement de plusieurs expériences pilotes. A titre expérimental, sept ou pilotes. A titre experimental, sept ou buit postes seront prochainement dotés d'enveloppes budgétaires glo-bales, et un système informatique permettra hieutôt de ne plus achemi-ner par motard vers l'Elysée ou l'Hôtel Matignon certains télé-grammes confidentiels. JEAN-MICHEL NORMAND

(1) Il s'agit de Bernard Brunhes Consul-

Marithé François Girbaud. JEAN-PIERRE BARJOU

Le budget du Nord-Pas-de-Calais

de notre correspondant

Le budget du conseil régional Nord-Pas-de-Calais qui s'élève à 3,59 mil-liards de francs pour 1991, en aug-mentation de 14,5 % sur le précédent, n'a été voté que par les seuls élus socialistes. Leurs trente-neuf voix n'auraient pas suffi à faire adopter ce budget sans l'abstention des élus de droite (vingt-cinq RPR, neuf UDF, buit UDC et cinq non-inscrits). Les dixneuf élus communistes se sont abste-nus, empéchant la gauche d'obtenir un vote majoritaire tandis que les cinq membres du Front national votaient, contre. L'exécutif a dil revoir sa copie. Il prévoyait une hausse de la taxe pro-fessionnelle de 14 % quill a dit ramelessionnelle de 14 % qual a dil rame, ner à 10,6 % sous la pression de la droite qui demandait qu'elle soit limitée à 10 %. Il a donc été conduit à revoir à la baisse l'enveloppe prévue pour l'information (-2 millions) et le fonctionnement des services (-5 millions) et le fonctionnement des services (-5 millions).

l'an dernier (750 millions de francs). On ne veut pas voir progresser l'an-nuité de la dette qui représente déjà 12 % du budget. En 1990, l'adoption du budget avait été plus laboricuse encore puisqu'il avait falln une seconde lecture. L'exécutif nvait prévu une augmentation de 29 % de la fisca-lité régionale qu'il avait du ramener en fin de response à 16 %

fin de parcours à 16 %. La priorité des priorités reste la formation: l'enveloppe atteint ici 2,7 milliards de francs, soit près de 60 % de l'ensemble. Les lycées absor-beront plus d'un milliard de francs en constructions, rénovations, entretien et réparations de locaux pour la seule année qui vient, soit une augmenta-tion de 50 % par rapport à 1990. Cet effort absorbe presque à lui seul l'ang-mentation du hudget général avec deux autres priorités: les infrastructures routières qui progressent de 15 % (il s'agit de se mettre à l'heure du hun-nel sous la Manche notamment avec la réalisation d'une rocade sur le littoral) et la recherche pour laquelle les dépenses ont doublé en deux ans atteint en 1991, les deux cents millions

JEAN-RENÉ LORE

uts», en raison du caractère de plus en plus technique du

La marque « Drôle de chose pour drôles de gens » a déposé son bilan

Avec un passif de 15 millions de francs

de notre correspondant

Dans un communiqué, le ministre allemand de l'économie, M. Juergen Moellemann, a «regretté» cette liquidation, tout en ajoutant que la Treuhandanstalt a n'avait pas eu d'autre solution » et avait étudié minutieusement » les propositions de Lufthansa et de British Airways. Interflug, qui desservait 47 pays, a convoyé en 1988 près de 1,6 million de voyageurs. A l'exception de deux Airbus, elle disposait d'une flotte vicillissanle, surtout composée d'apparells soviétiques. La compagnie avait été fondée en 1955 par le régime communiste de Berlin-Est, tout d'abord sous le com de Deutsche Lufthansa. Elle avait été DCDG auprès de ces PME est estimé

Couronné créateur de l'année en 988, le styliste mazamétain François Girbaud traversait une passe difficile depuis plusieurs mois. Cette situation vient de se concrétiser par le dépôt de bilan de l'une de ses marques « Drôle de chose pour drôles de gensu, (DCDG). Cette griffe en forme de clin d'oeil, spécialisée dans les mailles et cuirs, représente un chiffre d'affaires de 90 millions de francs et soixante salariés à Mazamet, mais surtout une sous-traitance locale, qui touche une cinquantaine d'entreprises textiles du Tam et de Midi-Pyrénées.Le passif de

La Hongrie, la Pologne

et la Tchécoslovaquie

commencent à négocier

leur association à la CEE

La Commission européeune a

commencé, vendredi 8 février, à

Bruxelles, des discussions qui doi-

vent permettre à trois pays d'Europe

de l'Est, la Hongrie, la Pologue et la Tchécoslovaquie, d'être associés au Marché commun, n annoncé un porte-parole de l'exécutif de la CEE

Une délégation d'experts venus de

Tchécoslovaquie a ouvert ces négo-

ciations, dont la Commission espère

qu'elles pourront être conclues cette

ancée. Les travaux se poursuivront le

12 février avec la Pologne, et le 14

avec la Hongrie. Les accords d'association sont les plus ambitieux que la

CEE puisse passer avec des pays tiers, et doivent permettre une large

libéralisation des échanges commer-

Les conséquences de la guerre du Golfe

Les sociétés de tourisme

ne pourront pas provisionner

de Kuoni France, M. Jean-Paul

Veslot, lors de l'inauguration du

Salon mondial du tourisme et des

ciaux avec ces pays. - (AFP.)

à ce jour à 15 millions de francs avec des impayés variant de 90 000 à 500 000 francs. Ce qui représente parfois beaucoup pour certains sous-traitants dont la situation est également fragilisée par la concurrence des pays à faible coût de main-d'œuvre et l'expectative des milieux de la mode née de la guerre du Golfe, fait-on observer du côté de la Fédération des Mazamet.

Du côté de Marithé François Girband, aucune déclaration n'a accom-

Les déboires de DCDG seraient liés à un façonnier Italien travaillant sous licence, avance-t-on dans les milieux-économiques locaux, alors que des négociations pour trouver un repreneur au profil industriel seraient en bonne voic. Une reprise qui, outre les quatre cents emplois induits loca lement, intéresserait particulièrement

pagné ce dépôt de bilan qui touche un nom symbole de réussite dans une ville dont l'histoire se conjugue avec le délainage et le textile. La compa-guie Marithé François Girbaud com-

En progression de 14,5 %

est voté par les seuls élus socialistes

ions). La taxe sur les cartes grises, elle, passe de 110 F à 130 F par cheval vapeur fiscal. Le recours à l'emprunt reste limité par rapport à ce qu'il était

I FO propose M. Maurice Dertin à la présidence de la Caisse nationale d'assurance maladie. - Président de la Caisse nationale d'assurance maladie des travaillenrs salariés (CNAMTS) depuis 1967, M. Maurice Derlin (FO) sera candidat à sa propre succession. M. Jean-Claude Mallet, secrétaire confédéral de FO, a indiqué le 7 février au Panorama du Médecin que M. Derlin sera « présenté par notre organisation pour le poste de président ». M. Derlin, âgé de 66 ans, est en principe atteint par la limite d'âge (65 ans) imposée emprous depnis 1985 aux présidents de caisse. la limite d'âge (65 ans) imposée emploie 4 780 personnes dont

prime 230 empinie supplémentaires.-Le constructeur automobile britannique Rolls Royce, qui appartient an groupe Vickers (automobile, armement) va supprimer 230 suppressions emplois, qui s'ajoutent aux 340 suppressions annoncées il y a deux semaines. Cette décision, annoncée le 8 février, a été prise « à la lumière des incertitudes continues » lices à la récession et à la guerre du Golfe, selon Rolls Royce. Le constructeur

Rolls Royce Automobiles sup-

ci SGS-Thomson ferme deux établis-sements aux Etats-Unis. — Le groupe franco-italien SGS-Thomson Micro-electronics (semi-conducteurs) va fer-mer deux établissements à Phoenix (Arizona) et Colorado Springs (Colorado). Ces mesures, annoncées le 8 février, sont destinées à préserver la compétitivité du groupe sur le marché mondial, explique la société. SGS.

Thomson, qui figurait en 1989 au
12 rang des fabricants de semiconducteurs, selon l'institut californien Dataquest, devrait enregistrer en 1990 un chiffre d'affaires de 1,4 milliard de dollars (environ 7 milliards de francs), selon les chiffres avancés, contre 1,3 milliard de dollars en 1989.

les cas de figure. La compagnie Luf-thansa, contrôlée par l'Etat fédéral, rebaptisée Interflug en 1961 pour éviter toute confusion avec soo homologue ouest-allemande. avait, dès l'écroulement du régime communiste, envisagé une participa-Les biologistes se déclarent favorables

à un encadrement de leurs dépenses

L'ancienne compagnie aérienne de RDA

Interflug est mise en liquidation

La Fédération des biologistes de France a franchi un pas important en se déclarant favorable à la mise en place d'une enveloppe de dépenses négociée entre les laboratoires et les caisses d'assurance maladie. En cas de dépassement d'un volume d'activité fixé seion un taux directeur, les laboratoires reverseraicot une partie de leur chiffre d'affaires aux caisses. Cette éventualité fait partie d'un ensemhle de dix propositions présentées le 7 février par la fédération, qui est disposée à accepter « une régulation concertée des dépenses »

Pour sa part, M. Brano Durieux, ministre de la santé, estime dans un entretien au Nouvel Economiste daté du 8 février que les médecins doivent s'interroger sur la péren-nité do paiement à l'acte qui ne leur est « pas aussi favoroble [qu'ils] veulent le croîre ». Ce mode de rémunération, souligne-t-il, n'est pas « le dernier rempart de la médecine libérale ». Les ministères de la solidarité et de la santé, qui préparent un plan d'économie de 8 à 10 milliards de francs, dnivent rencontrer prochainement plu-sieurs professions de santé.

300 000 bénéficiaires en un an

Le gouvernement relance les contrats emploi-solidarité

En attendant les éventuelles mesures en faveur de l'emploi (le Monde du 8 février), le ministère du travail relance une campagne de pro-motion du contrat emploi-solidarité (CES), qui a remplace les anciens TUC, pour les jeunes, et les anciens PIL, pour les chômeurs adultes. M. Jean-Pierre Soisson, ministre du Iravail, a présenté cette opération le 7 février, qui devrait être relayée par une intervention du premier minis-tre, le 12 janvier.

Mis en place en mars 1990, les contrats emploi solidarité devraient, en une année pleine, avoir profité à 300 000 personnes, dont 69 % de moins de vingt-six ans et 66 % de femmes. En volume, ils seront à la fin du mois de février au niveau alteint par les TUC, quand cette mesure n'était pas encore dévaluée aux yeux de ses béoéficiaires. L'objectif est maintenant d'aller plus loin. ments scolaires et les hôpitaux.

et, pour ce faire, les pouvoirs publics tentent de convaincre les collectivités locales, les associations et les établissements publics. Par rapport aux formules précédentes, le contrat emploi-solidarité se signale par plusieurs améliorations. Il s'agit d'un contrat de travail, pour 20 heures de travail hebdomadaire, rémunéré sur la base du SMC homies qui donc l'est à du SMIC horaire, qui donne lieu à une exonération des charges patro-nales. Sauf situatinn difficile de la personne embauchée, l'employeur doit prendre en charge 15 % do salaire. L'Etat assure le versement des 85 % restants mais quand les utilisateurs ne disposent pas de moyens financiers suffisants, il paie la totalité. Des conventions ont ainsi été signées avec l'éducation nationale et le ministère de la santé, en cootrepartie de l'embauche de cootrats emploi-solidarité dans les établisse

leurs pertes éventuelles EN BREF Les entreprises françaises de tourisme ne pourront pas provisionner, dans leurs bilans de 1990, les pertes d'exploitation éventuelles que bnn nombre d'entre elles risquent d'avoir à supporter en 1991 à cause des retombées de la guerre dans le Golfe, a indiqué vendredi 8 février le ministère du tourisme. Pour le ministère, il est « économiquement et juridiquement » déraisonnable d'étudier une telle solntion qui avait été présentée an ministre du tourisme, M. Jean-Mi-chel Baylet, par le directeur général

Le retour prudent des investisseurs

« Les marchés financiers interna-INDICE CAC 40 tionaux ont remarquablament bien résisté sux tempétea du mois de janvier, notam-ment l'éruption du

conflit ermé dans is Goife at la raièvement des principeux taux directeurs de le Bundesbank à la fin du mois. » Cette constatation faite en préambule de la revue mensuelle Perspectives da la banque Indoeuez, s'epplique toujours en cea premiers jours de février. Ainsi, pour la quatriàme semelne consecutive, la place frençaise enregistre une performance hebdomadaire positiva (+ 2,93 %). Depuia le début de l'annéa, la progression de l'indica CAC 40 evolsine les 7 %. Mieux, depuis le début de la guerre, les valeurs se sont eppréciées en moyenne da 11,3 %. «Le marché consolide correctement ses positions après la hausse démentielle da 7,05 % enregistrée en une seule séance le 17 jenvier eux pre-mièras heures da l'offensive alliée», estimait, vendredi soir, un gestionnaire, eppréciant en plus la retour dan investiaseurs

émarche demeure prudente, En effet, depuis une dizaine de joure, les volumes de transeotions s'étoffent aenaiblement et pourraient, si cela se poursuivait, permettre d'inverser le tendence de jenvier. Ourent ce premier mois de 1991, malgré l'explosion des négociations le premier jour du conflit, le volume moyen des échenges quotidiens sur le

vers les ections même si cette

marché à règlament mensuel e chulé de 30 % par repport à décembre (1,69 milliard da france contre 2,4 milliards de france pour la demier mois da

Sur les cinq séances écoulées, à l'axception de celle de mer-credi, toutes ont été positives. Lundi, en début d'eprès-midi, la décision de la Banque de France de meintenir son taux d'interven-tion inchangé melgré la hausse du loyer de l'ergent outre-Rhin était accuellla de mantère mitigée par les intervenents redoutant un eccès de faiblessa du franc face au mark. L'indice CAC 40 s'epprécieit de 0,23 %. Le landemein, cependant, les eraintas s'estompaient, at la place française était stimulée par les performences des autres grandes 9 ourses Internationales (+1,56 %).

Anticipations favorables

Des vantes bénéficiaires, marcredi, faieelent balseer le beromètre de la place perisienne (- 0,51 %). Ce demier revenait le landemein à son niveau d'équilibre (+ 0,01 %) dens un merché troublé per l'attentat contre le réaidence du premier ministre britennique à Londres et par le perspective imminente d'une offensive terreatre de le coefition

Changement de décor vendredi evec une hausse de 1,53 %. Les intervenents se sont à nouveau intéressés au marché, encouragés per la détente d'un quart de point observée sur le taux de l'argent au jour le jour at par les prévisions encourageantes de la SAFE, Société d'ensiyse finenclàre auropéenne. Cette firma, faisant eutorité sur la place, a présenté ses prévialona, comma elle le fait tous les six mois. Or, pour l'heure, sas anticipations sont assez favorables dans la cas d'uns guerre raistivement courte, achevée d'ici la fin du printemps. Tablent sur un abaissement des taux à long terme entre 9 et 9.5 % et sur une croissance médiane des bénéfices et dividendes par ection das entreprises entre 0 et 5 % cetta année, les simulations de le

vendredi 8 février. Le reisonnement de M. Rainsy Ssm, président de le aociété d'études DR Gestion, va sussi implicitement dens ce sens, Selon l'un de ses indicateurs, le OR (détal de recouvrement), Paris el Francfort sont les places les plus intéressentes avec un ratio de 11,3 elors que le DR moyen des marchés est de 12,2.

SAFE voient le CAC 40 évoluer entre 1 746 et 1 850 points, soit un potentiel de hausse oscillant

entre 9 % et 14 % par rapport eux 1 622,76 points enregistrés

Ce climat de détents des taux d'intérêt à long terms dans le monde, en particuller aux Etats-Unis, pour etténuer la récession, a profité eux vaisurs les plus endettées. Cette semaine eure ione parmis le radressement da titres comme Moulinex, Hachette, Michain, Saint-Gobain, et Rhane-Poulenc, Permi cee veleure, celles dont une pertie des dettes sont libellées en dol-lere bénéficient de plus du recul

Mines a'or, diamants

(1) Coupon de 0,35 francs. (2) Coupon de 1 franc.

Inst. Mérieux Labo Roger Bellon . Roussel-Uclaf

Produits chimiques

8-2-91

54 16,25 36,50 18,95 39,95

8-2-91

95,70 155

Diff.

1,80 1,85 1,10 0,30 0,75

Diff.

+ 105 - 189 + 59 + 5 19 15 22 4,20 8,30

139,80 + 10,30 308 + 4 63 + 1,50 104 + 6

141 90 + 14 90

important de la devise américeina. Cerua, le holding françaia de M. Carlo De Benedetti, e égaiement été encouragé par des rumaurs annonçant la cesalon imminente à Suez des 9,96 % détenus dans la Société générale da 9algique. Eurodisnayland et Eurotunnel considérés comme dea valeurs taux étant financées axelusivament par des crédits bancaires, ont également participé à ce reliye.

En fin de semaine, trois opéra-

tiona financières étaient ennon-

cáes. A commencer sur le règle-

ment mensuel par une OPE (offre publique d'échanga) de le Compagnie bancaira sur sa filiale UCB (Union da crédit pour le bâtiment) à raison d'une action de leur maison mèra Peribaa contre trola UC9. Sur la second merché, la cotation du Grand avre du mois était suspendue dans la perspective d'un retrait de Robert Laffont du capital de cette firme de vente par corraspondence eu profit d'un eutre ectionnaire déjà présent, Albin Michel. Enfin, M. Robert Maxwell confirmait per écrit sa volonté de se désengager da TF 1 en cédant ses 12 %. Cette nouvelle entraînais peu de mouvements aur le titre, qui figure toujours depuis sa privatiestion en 1987 sur un marché inadapté à es teille. Ne serait-il pas temps da réfléchir à un transfert sur le règlement mensuel de cette valeur comme ce fut la cas avec succès pour Canal

Plus en 1988? DOMINIQUE GALLOIS

8-2-91

Cours 1-2-91

53 BOO 60 OOO

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

942 + 2 368 + 28 236,10 + 27,10

8-2-91

58 200 58 200

-

Diff.

construction mécanique

Métallurgie,

Desault-Aviation

(ide as liegal française (20 fr.)

e Pièce fençales (10 fr.) ... Pièce salone (20 fr.) Pièce bathe (20 fr.) e Pièce tachinesse (20 fr.) .

20 marks 10 flottes 5 roubles

UFB Locates

Nord-Est

com SA.

e Cos pièces d'ar se sunt cotion qu'à le sée

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES

Yalesta

Pechiney Intl.
Scalas Avion.

Thomson-CSF

Val en

250 098 802 244 994 936 232 640 958 220 330 167

DFF

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITEES AU RIM (*)

Nore de

179 308 641 122

872481 382 802 523 693

- 460 172 686 302

Paribas Act. A. 504 288 217295 338

(*) Du vendredi 1- lévrier 1991 au jendi lévrier 1991 inches.

Alcatel Aistit... 1382 028 745 466 060

Eurot. SA-PLC 10593779 ELF-Aquitaine 1604257 Eu-Disa. SCA. 3045369

Eaux (G. des)... UAP..... Saint-Gobain...

Peugeol SA.....

Lyon. Dumez ... Laf. Coppee.....

18030

NEW-YORK

Grisée par la baisse des taux

NECE DOW JOHES régulièrement dans sa progression par des prises de béné-fices, Wall Street a 5,00 % largement gagné du

lerrain eu cours de la semaine écoulée, grisée par la baisse des taux d'intérêt et par l'optimisme des investisseurs dans l'issue de la guerre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a cléturé ce vendredi en hausse de 100 points (+3,66 %) par rapport à

la semaine précédente. Le volume des échanges a été fortement gonflé par l'intervention massive des investisseurs institutionnels notamment, qui étaient revenus un peu tardivement sur le marché et craignent maintenant de rater une accélération de la progression de Wall Street. L'espois d'une nouvelle baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, associé à l'optimisme sur l'issue de la guerre du Golfe, continue à procurer uo soutien solide à la grande Bourse oew-yorkaise, sur laquelle ont pesé

de la semaine. En effet la pinpart des investisseurs estiment qu'nne pause dans l'accumulation des gains s'avère nécessaire pour permettre au marché de reprendre son souffle après avoir été propuisé au-dessus de la

des prises de bénéfices tout au long

barre des 2 800 points. L'indice Dow Jones s ainsi atteint son plus haut niveau depuis le débni de l'année 1991, gagnant près de 15 % depuis le 9 ianvier dernier, séance à l'issue de laquelle

l'indicateur avait clôturé à

2 470,30 points, son plus bes mycan pour 1991. Par ailleurs, certains analystes estiment que l'économie américaine est déjà en voie de guérison, indiquée en particulier par la reprise des titres des compagnies aériennes, des banques et du secteur technologique. L'évolution de ces valeurs suit en effat de près les mouvements de l'écomomie. Toutefois d'autres experts sonlignent que la baisse des taux d'intérêt ne semble pas avoir fonroi à l'économie americaine le coup de pouce dont elle a besoin. Les institutions bancaires, fortement touchées par la récession du secteur immobilier, paraissent en effet très réticentes à accorder des

prêts. Indice Dow Jones du 8 février :

2 830,69 (contre 2730,69).			
	Cours le février	Cours 8 février	
Alcos ATT Boeing Chese Mau, Bank Du Post de Nemours Eastman Kodak	65 1/4 31 3/4 49 3/4 12 5/8 35 1/4 43 1/4	65 1/4 33 7/8 52 1/2 13 7/8 37 45 7/8	
Ford	50 t/2 29 3/8 64 36 1/8	53 1/8 -31 1/8 65 3/8 37 3/8	
Goodyear IBM ITT Mobil Oil.,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,,	20 1/2 126 7/8 52 3/4 56 1/2 89 7/8	18 7/8 129 5/8 55 1/4 60 3/8 96 5/8	
Schlumberger	58 3/8 58 1/8 128 1/2 18 1/2 29 1/4 28 3/8 48 3/4	60 3/8 59 1/2 137 1/2 19 3/8 30 3/8 27 1/4 50 3/8	
Louis Are butterness	10 24	30 310	

TOKYO

Vive reprise

Après une période d'hésitation et de gros dos, Tokyo s'est fermement cogogé cette semaine dans la

reprise. Ouvrant luodi pour clôtutet à 24 296,08 yens, le Kabuto-cho n'a

pas une fois été en repli. Sa cote a progressé régulièrement par paliers de 130 yens à 150 yens, sauf mardi où elle s'est offert un petit coup de galop de 50 yens. Signe eocore marquant de ce raffermissement de la place japonaise : les volumes par deux fois ont franchi le barre des 700 millions de titres échangés. Un niveau extremement important que n'a pas connu souvent le Kabuto-cho l'année dernière.

Derrière ce dynamisme, l'amé-Horation très nette relevée sur le front des taux d'intérêt. Les investisseurs japonais sont persuadés que le Japon est sorti de la spirale de relèvement des taux et qu'au contraire il va s'engager dans une détente monétaire. Bien évidem-

ment, fidèle à son attitude, la Banque du Japon ne délivre aueun signe ponyant encourager dans ces spéculations les professionnels.

Mais qu'importe, ees deroiers estiment que Tokyo va d'ici deux. mois desserrer son loyer de l'etgent. Et pour uo faisceau de raisons convergentes : le yen se montre très ferme face au dollar, la scule parité qui compte aux yeux des Japonais, les cours du pétrole restent d'une sagesse exemplaire, l'activité économique se ralenti.

BRUNO BIROLLI Indices du 9 février : Nikkei, 24 296,08 (contre 23 156,70) ; Topix : 1 805,28 (contre 1 704,26).

	Cours	Cours 8 fevrier
Akai Bridgestone Casoo Fuji Bank Honds Motors Matsushita Electric Mitsushith Heavy Sony Corp. Toyota Motors	530 966 t 270 2 600 t 150 1 630 706 6 190 t 730	636 1 900 1 290 2 600 1 200 1 680 768 6 550 1 730

LONDRES

Insensible au terrorisme

+ 3.67 %

Les valeurs à la Bourse de Londres ont terminé la semaine en nette hausse, encouragées par l'op-timisme des investisseurs espérant une baisse des taux d'intérêt bri-tanniques dans les prochainas semaines. Même l'attaque terro-riste de l'IRA, jeudi, contre la rési-dence officielle du premier ministre hritannique n'a pu eltérer la

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a franchi la barre des 2 200 el a confirmé cette position en gagnani 3,67 % par rapport au ven-dredi précédent.

Indices «FT» du 8 février : 100 valeurs 2 245,2 (contre 2 165,7); 30 valeurs, 1760,3 (contre 1 694); Fonds d'Etat, 85,15 (contre 84,51) et mines d'or, 138,1 (contre 136,6).

Cours en livres steri.	Cours l= fév.	Cours 8 fev.
De Beets	4,58 3,04 4,12 3,23 9,95 8,90 14,25 9,45 7,67 4,33 6,72	4,80 3,17 4,38 3,36 10,47 9,15 14,25 9,72 7,63 4,52 6,87 1,97

FRANCFORT Au plus haut de l'année

+ 2,89 %

Malgré le recul des taux sur les marchés des capitaux el la hausse de Wall Street, le marché francfortois s donné un moment l'impres-sion de piétiner. Toutefois, des hausses ont permis à l'indicateur instantané DAX d'atteindre son plus heul niveau de l'année, en progressant de 2,89 % au cours de cette première semaine de février. La performance est cependant infé-rieure à la hausse de 3,22 % des cinq séances précédentes. L'influence dominante de la guerre du Golfe semble momentanément essacée, au profit d'un espoir de repli des taux. Une offre supé-rieure à la demande et des spéculations en faveur d'un prochain règlement de la crise du Golfe ont lement été des facteurs positifs. Indices du 8 février : DAX 1 467,82 (contre i 426,51). Com-merzbank 1 761,30 (contre 1 722,20).

	Cours l≠ fév.	Cuarz 8 fév.
AEG	188,10	185
BASF	219,50	218.40
Ваует	235,90	241.60
Commerzbank	242,50	250
Deutschebank	611	628.50
Hoechst	217.90	226
Karstadt	555	551
Mannesman	281.50	284
Siemens	598	609,50

Alimentation

	8-2-91	Diff.
Béghin-Say	621	+ 31
Bongraid	2400	+ 110.
BSN	794	+ 19
Carrefour	3.375	+ 3
Casino G., Perra	140	+ 8
Euromarché	3051	+ 36
Guyenne-Gasc	1082	+ 47
LVMH	3 259	+ 47
Occid. (Gle)	659	– 13
Olipar	267,50	- 2.50
Pern-Ricard	1029	+ 19
Promodes	2025	+ 10
Saint-Louis	13t5	+ 100
Source Perrier	1 285	+ 67
Nestlé	30 300	+ 330

Matériel électrique

	8-2-91	Diff.
Alcatel-Alsthora	533	~ 5
CSEE (cx-Signaux)	157	- 3
Générale des caux	2 367	+ 66
Intertechnique	1 165	+ 75
Labinal	760	+ 15
Legrand (1)	3 519	+ 62
Lyon des eaux	531	+ 2
Matra	272	- 1,40
Merlin-Gerin	492,90	+ 24,40
Moulinex	90,90	+ 6,90
Radiotechnique	308	+ 8
SEB	1 207	+ 42
Sextant-Avionique	445	- 36,50
Thomson-CSF	128,90	- 2,70
Siemens	2 055	+ 19

Mines, caoutchouc

	8-2-91	_Diff.
Géophysique	597 238,80 74 76,60 45,85 t.64	+ 99 + 6,80 + 4 + 2,5 + 0,55 + 0,03

Pétroles

	8-2-91	Diff.
6P-France	104 282 674 670 350 594 395	+ 7,60 + t,40 + t2 + tt - t + 30 + 18,50

Valeurs diverses

	8-2-91	Diff.
Accor	654	+ 15
Air liquide	654	+ 16
Arjomari	1 756	+ 137
Bic	626	+ 76
Bis	294	- 6
CGIP	970	- 91
Club Méditer,	430	+ 18
Essilor	367	+ 49
Euro-Disney	108,50	+ 6
Europe 1	1 098	+ 48
Eurotunnel	47,80	+ 2,40
Groupe Cité	630	+ 5
Hachette	201	+ 28,20
Hevas	433,50	+ 31,70
Marine Wendel	296,10	+ 26,10
Navigation mixte	1 310	+ t
Nard-Est	126,90	+ 12,90
L'Oréal	478	+ 6,50
Saint-Gobain	376,50	+ 4
Sanofi	790	+ 26
Saulnes Châtillon	240	+ 6,50
Skis Rossignol	643	+ 18

Bátiment, travaux publics

	8-2-91	Diff.
Auxil. d'entr	1 160 516 980 370 125,50 816 340 442 215,80	+ 55 + 11 + 10 + 3t - 7 + 66 + 12,70 + 25,80

Banques, assurances, sociétés d'investissement

	8-2-9t	Diff.
AGF. Bail Equipment Bancaire (C*) Cetelem CCF CFF	499,90 124 510 544 155,30 990 341	+ 20,7 + 7,9 + 17 + 14 + 4,9 + 60 - 9
Chargeurs	738 278,50 t 575 1 810	+ 42 + 16,50 + 97 + 67
Hénin (L2) Locafrance Locindus AXA (Cie da Midi)	440 430 655 1 106	+. 4 + 11 - 2 + 63
Midland Bank	80 t 398 437,90 675	+ 1,50 + 2 + 8,90 + 40

	220	ľ	•
CFI	341	-	9
Chargeurs	738	+	42
CPR	278.50	+	16,50
Eurafrance	t 575	1	97
GAN	1 810	1+	67
Hénin (La)	440	ı.	4
Locafrance	430	ı.	11
Locindus	655	Ľ	•;
AXA (Cie da Midi).	1 106	1.	63
Midland Bank	80	I	1.50
OFP	t 398	ľ	7
Paribas	437.90	(*	8.90
Schneider.	675	1.	40
		+	
Société générale	393	-	0,90
Sovac	556	+	7
Suez (C- fin.]	291,60	+	8,20
UAP	55t	+	7
		_	

278,50 t 575	1	16,50	Norsk Hydro	155	+ 8,30
1 810	÷.	67 4	Filatures, te	xtiles	
655	Ξ	2		8-2-91	Diff,
80	+	1,50	Agache (Fin.)	8t5	+ 1.5 + 220
437,90	Ξ	8,90	DMC	309,50	+ 32,50
393	I -	0,90	Nouvelles Galeries	815	+ tlt
291,60 55t	+	8,20	La Redoute	3 450 13,95	+ 25 - 8,15
	440 430 655 1 106 80 1 398 437,90 675 393 556 291,60	1 810 + 440 + . 430 + . 655 1106 + 398 + 437,90 + 675 + 393 - 556 + 291,60 + .	1 10 + 67 440 + 4 430 + 11 6555 - 2 1 106 + 63 80 + 1,50 1 398 + 2 437,90 + 8,90 675 + 40 393 - 0,90 556 + 7 291,60 + 8,20	1810	1810

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentaga du 8 février 1991

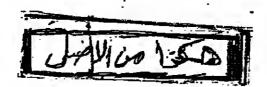
Modifice de codo	acs : 93 03	J.					
COURS	ÉCHÉANCES						
		Mars 91	Jain 91	Sept. 91			
Premier	-	103,80	104,38	104,54			
+ haut	_	104,48	104,84	104,78			
+ bas	-	103,74	104,20	184,36			
Dernier	-	104,46	-	-			
Compensation		104,46	-	-			

LE VOLU	JME DES	TRANSAC	TIONS (er	milliers o	le francs
	4-2-91	5-2-91	6-2-91	7-2-91	8-2-91
RM	1 707 511	2 693 294	2 316 022	2 491 201	2 200 000 C
R. et obl. Actions	9 537 152 144 837	12 280 995 242 679	13 256 725 101 914	8 942 870 113 714	. -
Total	11 244 663	15 216 968	15 674 661	11 547 785	

			24. 52.		
Total	11 244 663	15 216 968	15 674 661	11 547 785	-
INDICES	S QUOTID	iens (ins	EE base 10	0, 28 décem	bre 1990)
Françaises . Étrangères .	104,8 98,8	106,6 99,4	106,1 98,7	106,1	· -
				,	

	(ba	se 100, 31 d	écembre 15	981)		
Indice gén.	418,7	423,8	423,6	426,6	I	424,9
(base 1 000, 31 décembre 1987)						
Indice CAC 40 _	1 581,73	1 606,38	1 598,11	1 598,22		1 622,75

(*) Estimation



MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Une ambiance euphorique

Tout est prétexte à l'optimisme sur le marché international. Les sceptiques qu'inquiéte l'atmosphére trop eupharique qui règne dans tous les compartimeots ne sont guere écoutes. Les investisseurs n'nnt fait que commencer à sortir du domaine des instruments à brève échéance pour se procurer les titres de plus longue durée, et la plupart des spécialistes ne vnient pas le mouvement s'arrêter.

S'il faut des explications à l'amélioratinn générale, on les trnuve aisément. Le ralentissement de la conjuncture parle en faveur d'un repli des taux d'intérêt. Seinn les cas, on met en évidence la fermeté nu la faiblesse d'une monnaie. Le dullur sinira bien par se ressaisir; le surin est plus fort que jumais. On évoque également la guerre du Gnife, e'est un argument avancé pour justifier des investissements en dullars aussi bien qu'en francs suisses. On mentionne à cet égard le prestige politique dont jouissent les Etats-Unis, de même que l'avantage d'un pays neutre comme la Suisse qui n'a pas à partager le coût d'un conflit extremement onéreux. En outre, et e'est un élément qui parvient à conveincre beaucoup d'incrédules, nn met en évidence la qualité des nouveaux emprunts, L'accès au marché internatinnal est présentement limité aux meilleurs des débiteurs, ce qui ne suffit pas à répondre à l'énorme demande émanant des grands gesrinnnaires de finnds.

L'exemple du compartiment de l'écu est particulièrement parlant. Les quatre dernières enro-émissions y not toutes été dirigées par des eurobanques d'nrigine japo-naise. Or, contrairement à ce qu'on pourrait imaginer, la plupart des titres ont été distribués en Europe, Les grands investisseurs de Tokyo manifestent pourtant un appétit de plus en plus vif pour des obligations libellées en écus. Le but des banques japonaises est en fait de prouver à tous qu'elles dominent vraiment la situation et qu'elles sont capables, comme les plus puissantes de nos eurobanques, de placer des titres en écus dans notre continent. Mais, du même coup, en laissant sur leur faim les Investisseurs de leur propre pays, et en le laisant savoir, elles montrent qu'elles ne sont, de loin, pas au entre banques que bnut de leurs possibilités. C'est un ment se détérinrait.

demeurent pas insensibles an

nt d'attribuer un mandat. Il n'y a présentement pas de plus grands propagandistes de l'écu que les Juponais. Les banques et les maisons de titres y voient une des trois grandes monnaies de l'avenir, à côté du dullar et du yea. Les prêteurs ne demandent qu'à se laisser convaincre. Acquérir des titres ser convaincre. Acquérir des titres en écus représente pour eux le moyen le plus simple et le plus effi-cace de profiter de l'évalution de ensemble des marchés des pays de

Les Japonais propagandistes de l'écu

Dans le même temps, les eurobanques américaines déploient, elles nussi, de vigoureux effnrts pour ne pas demeurer à l'écart du mnrché de l'écu. L'emprunt qui a précédé la série d'opérations dirigées par des maisons japonaises, Nomura, Nikko et Yamaichi, était placé sous la direction d'un établissement américain, J. P. Mnrgan, fl faut remonter à la première moitié du mnis de janvier pour retrouver un chef de file européen, Paribas, la banque qui a le plus contribué au développement du marché de l'éeu et dant les mérites sont recoonus de tous.

Le compartiment de l'écu, très ouvert, n toujours été très compéti-tif. Mais la concurrence n'aura jamais été aussi farte qu'actuellement pour l'obtention de mandats. Cela est d'autant plus visible que les positions semblent désormais figées dans les autres comparti-ments. Quelques banques américaines dominent le marché du doilar, les Japonais celni du yen, de même que les Allemands celni du mark, les Français, les Suisses et les Luxembourgeols ceux de leurs francs respectifs, ou les Britanniques celul de la livre.

Pour les débiteurs, la situation est évidemment très favorable, Voyani combien les affaires en écus sont aprement disputées, its sont assurés de bénéfieler des conditions les meilleures. Aussi longtemps que le marché restera bien disposé, ils n'ont rien à crain-dre. Ils n'auraient à redouter les effets d'une rivalité trop prononcée entre banques que si l'environne-

La garantie de l'Etat ne sera plus acentdée qu'à quelques rares emprunts destinés à procurer à In France des ressources en devises. On sait que, rompant avec de Inn-gues pratiques, le Trésnr a décidé de ne plus assister les établissements publics qui ebercheraient à recueillir des fonds pour euxmêmes sur les marchés internationaux. Depuis que la confirmatinn de ce changement a été rendue publique (le Monde daté 20-21 janvier), nn attend dans les milieux financiers, avec la plus grande impatience, la prochaine émissinn qui bénéficiera de cette précieuse garantie. Le débiteur devrait en être la Caisse centrale de coopératinn économique, un des deux organismes, nvec la Banque francaise du commerce extérieur, chargés d'emprunter pour le compte de l'Etat. Contrairement à d'autres pays, la République française ne se présente pas directement sur le

Tout concourt à mettre en évice cette opération, dont le produit devrait servir ln contributinn française au Fonds mnnétaire international. Il faudrait pour cela qu'il soit exprimé en droits de tirage spéciaux, les DTS, dont la valeur correspond à celle d'un panier de monnaies où le dullar entre à raison de 40 %, le mark pour 21 %, le yen pour 17 %, le franc français et la livre sterling pour 11 % chacun, La composition de ce panier vient d'être révisée en fonctinn du poids des mnnnaies dans les échanges commerciaux internationnux. Nul ne songe en fait à one série d'emprunts dans chacune des différentes monnaies. La solutioo envisagée est celle d'une seule opération libellée dans une des devises en question, la banque chef de file se chargeant de procurer les fonds sous la forme

marché international des capitaux.

Le tout promet d'être très cnmpliqué. Ponr s'assurer du meilleur résultat, il faudra vraisemblablement partir de la livre sterling ou du dollar. Ces deux devises sont celles qui offrent actuellement les possibilités d'arbitrage les plus attrayantes. Il est question d'un montant de l'ordre de 200 à 250 millions de dollars pour une durée de dix à douze ans.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

L'artillerie des banques centrales

Les banquiers centraux n'ont pas bésité à surtir cette semaine la grosse artillerie. Sachant que le marché des changes serait forcement perturbé par les évolutions divergentes de taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Allemagne intervenues la semaine précédente, ils ont, dès lundi 4 février, procédé à d'importants et coordannés achats de dollars. Le cours de la monnaie américaine persistant à s'enfancer, les instituts d'émission nnt dû renouveler leurs opérations mardi, mercredi, puis enfin vendredi.

Finalement, en fin de semaine, le dollar paraissait légérement plus solide que deux ou trois jours plus tôt; il cotait 4,9710 francs et 1,4590 deutsehemark dans les cotations officielles du 8 février, contre 5,0305 francs et 1,4801 deutschemark une semaine plus tôt. Il en faudrait cependant plus pour convaincre les npérateurs que la ebute du dullar est enrayée. Dans les milieux prnebes de M. Bérégnyny, nn avnue rednuter une poursuite de la glissade du billet vert. Quant aux dirigeants américains, s'ils affirment que la baisse du dollar n'est pas un de leurs nbjectifs, il est elair qu'elle ne les

gêne pas trop pour l'instant. Il est probable qu'en l'absence de très mauvaises nouvelles sur la situation dans le Golfe ou en Uninn snviétique, le déclin du billet vert se poursuivra. Pour prouver que l'engagement pris le mois dernier à New-York sur la coopération en matière de changes est solide, les membres du grnupe des Sept devront dane intervenir de nouveau sur les marchés même si, de la part de plusieurs Etats, c'est un peu sans ennviction.

Problèmes pour le SME

Les dernières séances ont en tout cas été caractérisées par plusieurs chiffres marquants: nnuveau record historique en baisse du dnllar contre le mark, à 1,4544 deutschemark au fixing de Francfort le 7 février (et plus bas encore dans les transactions entre banques).

Quant à la livre sterling, elle a dépassé mercredi le cours de 2 dnllars, pour la première fois depuis dix ans. Après le relévement de ses taux directeurs par la Bundesbank la semaine dernière, la Banque de France n'a pas jugé bon de suivre

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 4 FÉVRIER AU 8 FÉVRIER 1991 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précèdente.)

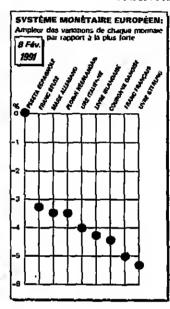
PLACE	Livre	SED.	Franc français	Franc	11.mark	Franc beige	Florin	Lico Italianne
New-York	1,9870	-	20,1511	80,3212	68,6106	3,3333	60,9384	0,09119
MOR. ADDY	1,3750	-	20,0000	79,81	68,0503	3,3057	60,4229	0,89058
Parls	9,8604	4,9625	-	398,59	340,48	16,5416	302,40	4,5251
Party security	9,8750	5,0000	-	399,04	340,25	16,5289	302,11	4,5289
Zwich	2,4738	L,2450	25,0880	-	85,4282	4,1500	75,8683	1,1354
CHICD HAME	2,4746	1,2530	25,06		85,2670	4,1421	75,7099	1,1349
Franciors	2,8960	1,4575	29,3702	117,668	-	4,8583	88,8177	1,3292
Hancrold	2,9022	1,4695	29,39	117,27	-	4,8578	88,7915	1,3316
bundles	59.6t	30,00	6,0453	24,0963	20,5831		18,2815	2,7359
Simmer ***	59,7437	30,25	6,05	24,1420	20,5852	<u> </u>	18,2779	2,7400
Amsterdam	3,2606	1,6410	33,0680	1,3180	112,59	5,4700	-	1,4965
PERMIT	3,2686	1,6550	33,1000	1,3208	112,62	5,4718	-	1,4990
Milan	2178,74	1096,50	220,95	880,72	752,31	36,55	668,19	
	2180,4	1104	226,80	881,08	751,275	36,4958	667,06	
folgo	254,23	127,95	25,7833	102,77	87,7873	4,2650	77,9707	e ,1168
CATO	259,71	131,50	26,3000	184,94	89,4862	4,3471	79,4561	8,1191

Paris, 100 yens étaient cotés le vendredi 8 février : 3,8784 F, contre

le mouvement, du moins pour l'instant. Contrairement à l'économie allemande, l'éconnmie francaise n'est nullement en surchauffe et aurait même besoin d'une solide baisse des taux. Mais la nécessité de défendre le franc au sein du systéme mmnétaire européen interdit à la Banque centrale française d'assouplir sa politique.

Pour l'instant, le cours du mnrk à Paris s'est maintenu un peu audessus de 3,40 francs, à 3,4054 francs vendredi, mais manifeste une tendance à la hausse. S'il vensit à déhorder 3.41 francs et à froler 3.42 francs, thux pres de son eours plafond de 3,43 francs, la Banque de France n'hésiterait pas à relever ses taux directeurs. Déjà, la rumeur en courait peu nvant son adjudication du début de la semaine, mais il n'y avait pas urgence. On verra bien par la suite mais, s'il se produisais, un tel relèvement illustrerait le divorce qui s'établit de plus en plus entre les économies de l'Allemagne et celles de ses partenaires européens.

F. Let F. R.



MATIÈRES PREMIÈRES

Coup de froid sur les non-ferreux

Le niekel excepté, les métaux non-ferreux subissent depnis le début de in guerre du Golfe une baisse générale des prix qui traduit les craintes liées aux conséquences d'un conflit de inague durée et aux risques d'une récession aux Etats-Unis. Si le nickel réussit à limiter les dégâts, il le doit essentiellement aux incertitudes pesant sur la capacité de l'Union soviétique à exporter; 70 % de la productinn vendue proviennent du complexe minier de Norilsk, en Sibérie-Orientale. Or, dans le cadre d'une nouvelle répartition des enmpétences, les autorités sibériennes nnt reçu la possibilité de vendre directement leur métal à l'Ouest, et de se substituer ainsi à l'agence Raznoimport, qui assurait jusqu'ici ces transactinns à raison de 3000 à 4000 tonnes par mois.

D'après le courtier britaonique Billitan-Enthoven, ces ebangements pnurraient provoquer des retards de livraison, Norilsk se refusant à établir des contrats à long terme et projetant peut-être de réduire ses exportations en 1991. Autre élément favorable aux prix du nickel, la demande d'aciers inoxydables reste soutenue. Ces

1	·	
Ţ	PRODUITS	COURS DU 8-2
	Cuivre h. g. (Londres) Trois mois	t 2tt (- 5) Livres/tonne
	Aluminium (Loutes) Trois mois	t 5t1 (+ 2) Dollars/tonne
	Nickel (Leadus) Trois mois	\$ 500 (~ 60) Dollars/toune
	Sucre (Puis) Mars	295,2 (~ 0,8) Francs/tonne
H	Café (Londres) Mars	519 (=) Livres/tonne
	Cacao (New-York) Mars	l 133 (+ 2) Dollars/tonne
П	Blé (Chicago) Mars	252 (- 1ft,25) Cents/boisseau
	Mals (Chicago) Mars	240 (- 4) Cents/boisseau
	Soja (Caicago) Màrs	162,60 (- 2,10) Dollars/t. courte
Ι.		

FRANÇOIS RENARD Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une seruaine sur l'autre.

aeiers, qui représentent 62 % des débnucbés du « métal du diable », nnt fuit l'nbjet en 1990 d'une nuant. Depuis un an et demi envi-ron, les installatinns zaïroises souf-frent d'un sous-investissement consommatinn record, les baisses de commandes aux Etats-Unis et dans certains pays européens étant compensées par un first courant d'achat au Japon et en Allemagne.

D'après Billiton-Entboven, les stocks d'acier inna dans les pays consommateurs sont anjourd'bui au plus bas. La firme américaine Shearson-Lebman estime cenendant que les cours du niekel devraient fléchir en 1991 et que le défieit de 16 000 trances de l'offre sur la demande observé l'an passé se transformerait en un excédent de 20 000 tonnes.

Jusqu'à 10 % de repli

La plupart des autres non-ferreux, qu'il s'agisse du cuivre, du pinmb, de l'étain nu de l'aluminium, nnt enregistré depuis le début de l'année des replis allant jusqu'à 10 %. Les cours du métal rnuge nnt ninsi touché cette semaine lenr niveau le plus bas depuis trente-deux mois. Les professionoels notent que, ootre les inquiétudes nées de la guerre du Golfe, la situation statistique de ce marché n'est plus aussi favorable que lors des années 1988-1990. Si la consommation est boone en Europe continentale (l'Allemagne apparaissant comme la locomotive), elle diminue sensiblement en Grande-Bretagne et aux Etats-

Quelques iocidents de production ne sont toutefois pas à exclure dans certains pays en développement. Le changement de régime au Chili a eu pour effet de voir le droit de grève recoono aux mineurs de Chuquicamata. Durant le régime Pinochet, les mineurs de la société d'Etat Codelco n'avaient jamais disposé d'un tel droit. Il est à prévnir que, pour le principe, ils y auront recours lors des prochaines négociations salariales du printemps. Uoe grève a ainsi été aonulée in extremis à la raffinerie d'Enami, qui produit chaque année 216 000 tonnes de métal. Eo Zambie et plus récemment an Zaire, l'extraction de enivre va en dimi-

ebronique et de problèmes de main-d'œuvre. Selnn certains observateurs sur place, la propagation du sida dans ce pays dissuade les techniciens étrangers d'y tra-

Sans qu'nn nnte de lien immé-diat avec la déprime aetuelle, la directinn de la firme de transformatinn de eulvre Tréfimétaux a annoncé le 5 février la fermeture de son usine de profilés de la Courneuve. Ancienne filiale de Pechi-ney passée en 1987 sous le contrôle du groupe italien Europa Metalli LMI, Tréfimétaux a ainsi supprimé 63 postes de travail, nffrant en contrepartie 52 emplois dans d'autres unités du groupe.

Quant à l'étain, il a connu cette semaine la chute la plus sévère des non-ferreux, les cours s'établissant à leurs plus bas niveaux depuis la reprise des cotations à Londres en juin 1989. En valeur absolue, les courtiers estimaient one l'étain était revenn aux vils prix d'il y a trente uns. Cette contre-performance a en pour premier effet de provoquer la fermeture de l'usine Capper Pass, dans le nord de l'Angleterre, la dernière usine britanni-que produisant encore de l'étain. Propriété du groupe RTZ (Rio Tinto Zine), cette usine, qui employait 489 personnes, a subi à la fois l'effondrement des cours du métal et la fermeté de la livre face au dollar. D'une manière générale, le marché est victime des exportstions «sauvages» du Brésil (par un circuit de contrebande bolivien) et de la Chine, ces pays ne respectant pas la discipline de l'association internationale des prinducteurs à laquelle ils n'adhèrent pas.

Enfin, les prix du zinc et du plomb se sont eux aussi orientes à la baisse, in conjoneture s'annon-cant difficile dans le bâtiment et l'automobile. Seule l'annonce d'un aceideot de chantier dans une usine nustralienne a permis ao marché du plomb de se raffermir en fin de semaine, tandis que le eulvre consolidait quelque peu sa position.

ÉRIC FOTTORINO

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Un dilemme pour les investisseurs français

pearien dans lequel se débattent actnellement les gestionnaires de porteseuilles pour les investisseurs de inut poil, Sicav des banques, compagnies d'assurances, caisses de retraite et plans d'épargne dn même nnm. Les taux d'intérêt à lnng terme, en effet, source des obligations, semblent être engagés dans un processus de baisse qui, vraisemblablement, devrait se poursuivre par étapes jusqu'à la fin de l'année. Depuis la fin décembre, le rendement de l'emprunt-phare français, l'ubligatinn assimilable dn Trésor OAT dix ans, est reveno de 10 % à prés de 9,30 %, se retrouvant ainsi un peu au-dessous de son niveau de la fin juillet 1990 (9,50 %), juste avant le déclenchement de la crise du Golfe.

Ce phénnméne anticipe une détente générale des taux d'intérêt dans le monde, provoquée par le ratentissement des économies, avec comme seule exception l'Allemagne, où la Bnnque centrale ène une politique restrictive pour lutter contre les reveodications salariales et obtenir nne diminntioo du défieit budgétaire. An Japon, les autorités monétaires devraient, dans un délai relativement rapproché, assouplir leur atti-

Aux Etats-Unis, oo l'a vu, cette détente, déjà largement engagée, s'accélère tandis qu'en Europe elle s'amorce à peine. C'est ponrquoi les investisseurs américains se sont précipités ces temps derniers sur les emprunts d'Etat allemands et surtout français, qui proposent des rendements bien supérieurs à ceux qu'offre New-York : 8,50 % et 9,50 % contre 8 % actuellement sur l'emprunt à trente ans du Trésor des Etats-Unis. On peut dire qu'à Paris ce sont les étrangers, par leurs achats massifs d'OAT, qui ont permis la baisse récente des taux. Les plus en sièche étaient les grandes maisons new-yorkaises Salomon Brothers, Shearson Lehmann, Goldman Saebs. En sevanche, les investisseurs français de 2 points à 0,8 point, étant sus-

Etre ou ne pas être investi à lnng terme : tel est le dilemme shakes-marché de Paris, sont restés pratiquement sur la touebe, se cantnnnant nux placements à court terme et refusant jusqu'à maintenant de s'engager sur le long terme. Ils estiment que toute initiative dans ce sens serait prématurée et risquée.

Faux départs

A leur décharge, ils peuvent invoquer des rémunérations très élevées offertes par les placements à court terme et les déceptions cui-santes que leur ont infligées les tentatives de s'investir à long terme depuis deux ans. Tant de faux départs, c'est-à-dire de baisses de rendement suivies par de fortes remnntées, leur unt coûté cher puisqu'elles dépréciaient les cours des titres achetés et entraînaient des pertes duuloureuses sur le

Anjourd'bui, c'est la croisée des chemins et l'obligation de prendre position. On peut effectivement attendre que le monvement de baisse des taux se confirme, et surtout oo peut se préocenper de savoir quelle sera la politique de la Bundesbank dans les procbains mois. Il est à craindre qu'après le relèvement de son taux lombard, la Banque centrale allemande ne laisse, comme en novembre dernier, le taux de ses pensions rejoindre le nouveau plafond do lombard porté de 8,50 % à 9 %, ce qui dou-

cherait les enthousiasmes. Eo sens inverse, on peut estimer que le sommet de la courbe des taux a été atteint en RFA, où l'expansion économique serait susceptible de se raientir dès l'été prochain, ce que semblent anticiper les milieux financiers de Francfort, où le rendement des emprunts d'Etot à dix ans (bunds) est retombé en début de semaine de 8,60 % à 8,45 %. En ce cas, le marché de Paris serait autorisé à poursuivre sa détente, l'écart des rendements à dix ans entre l'Allemagne et la France, déjà revenu en un an

même de tomber à zéro. L'évolutinn des conrs sur le

MATIF a reflété les espoirs pourris par les opérateurs et aussi leurs incertitudes. De 103 à la fin de la semaine dernière, il est passé à 104,20 en pointe, ce qui correspon-dnit à on rendement de 9,25 % pour l'OAT à dix ans, avant de revenir aux enviroos de 103,80 sous l'effet des prises de bénéfices. Pnur les analystes de la Société érale, ce cours de 103,80 constitue un scuil de résistance dont le franchissement à la hausse donnerait un objectif de 111,84 (environ 8 % pour l'OAT dix ans); mais, prudents, ils envisagent une pause à court terme nn une correction à la baisse, qui pourrait être mise à profit par les investisseurs pour se porter acheteurs. Le seuil a ponr-tant été franchi vendredi 8 février, l'échéance mars clôturant à 104,46.

Sur le marché obligataire, l'optimisme est certes de rigueur mais la nervosité est grande et le climat reste spéculatif. La demande finale ne s'est pas montrée réellement très importante car beaocoup d'opérateurs, comme on l'a vu, ne croient pas an mouvement actuel de baisse des taux. On a pn voir toutefois, en début de semaine, de grands iovestisseurs se ruer pour trouver du papier long. L'adjudica-tion mensuelle d'obligations assimilables du Trésor, au milieu de la fourchette prévue de 6 à 8 millions de francs, o néanmoins été un succès, ovec one demande étrangère

touiours forte. Naturellement, les rendements offerts se sont inscrits en baisse sur le mois dernier; le taux de l'OAT 10 ans 9,50 % s'est établi à 9,22 %, contre 9,93 % en janvier, tandis que celui de l'OAT 8,50 % 2012 a été contenu à 9,25 %. Les emprenteurs ont profité de la teudance pour solliciter le marché. Ainsi, le CEPME o levé avec succès | milliard de francs, avec la garantie de l'Etat, à 9,59 %, et la Compagnie bancaire 500 millions de francs à



Le général Aoun se rendrait prochainement en France

Le général Michel Aoun, réfugié epuis le 13 octobre à l'ambassade de France à Beyrouth, sera autorisé pro-chainement à se rendre en France, où il bénéficie de l'asile politique, a affirmé, samedi 9 février, le quotidien à grand tirage An-Nahar. « Il ne faut pas exclure que cette affaire soit réso-tue avant la visite en France du minisune avant la visité en ritince au minis-tre des affaires étrangères Farès Boueix, ou bien le général Aoun quit-tera l'ambassade pour la France pen-dant le séjour de ce demier à Paris», prévu pour le 14 février, ajoute An-Natur

«L'affaire du général Aoun a été abordée lors des entretiens de abordée lors des entretiens de M. Boueiz ovec les responsables syriens, ajonte An-Nahar. M. Boueiz s'est rendu le 3 février à Dames où il a rencontré le président Hafez Al Assad, le vice-président Abdel Halim Khaddam et son homologue Farouk Al Chareh. A Paris, le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard, a annoncé vendredi que M. Boueiz sera reçu à Paris par M. Roland Dumas, il a précisé que «le cas du général Aoun ne manquera pos d'être évoqué». Mais aucune confirmation du départ du général Aoun n'avait encore pu être général Aoun n'avait encore pu être obtenue, samedi matin, de sources officielles libanaise ou française,

L'ESSENTIEL

DATES

ll y a cinquante ans, « Je suis par-

ÉTRANGER

La guerre du Golfe.

politiques Sourate laique, par André Lau-

Rafle monstre

en Afrique du Sud Plus da 11 000 parsonnaa interpellées dans le cadre d'une opération da « prévantion du

Guérilla en Colombie

Aux portes de Bogota 7 Italie ;

M. Occhetto élu Le secrétaire général de l'ancien PCI finalement élu à la tête du nouveau parti.......

Les tensions en URSS

Le test de Vilnius. La réorganisa-

SOCIÉTÉ

Après le congrès de la FEN

La Fédération rasta aqua la

CULTURE

Un camion

pour l'enfer « Saraba, adieu me terre natale s de Mitsuo Yanagimachi.

TECHNOPOLES

HEURES LOCALES

 Le tramwey frençais, freins bloqués e Le deuxième souffle

ÉCONOMIE

Les ennuis de SAAB Fermeture de l'usine-modèle de Malmō... 21

Revue des valeurs. Changes, Crédits Grands marchés.

Services

Abonnements Radio-Télévision ..

Spectacles... La télématique du Monde : 3615 LEMONDE

3615 LM Le naméro du « Monde » daté 9 février 1991 été tiré à 558 531 exemplaires. La vague d'intempéries

Le froid aurait causé la mort de treize personnes en France

La vague de froid qui continue de sévir sur l'Europe a fait, en fin de semaine, plusieurs victimes d'accidents de la ronte on d'incidents causés par des appareils de chauffage défectuaux. Veodredi 8 févriar, quatre personnes sont mortes an Grande-Bretagne, où des chutes da neige d'une ampleur exceptionnelle ont paralysé une grande partie du pays. En Italie, les routes vergiacées ont entraîné la mort de plusieurs antomobilistes. Tandis que les Snisses dénombraient, pour la seule ville de Lau-sanne cinquante-quatre socidents de la circulation.

En France, où le froid auralt déjà causé la mort de treize personnes, les chutes de neige ont provoqué, vendredi 8 février, d'impor-tantes difficultés de circulation. Dans la région du Sud-Ouest, la plus touchée par les intempéries, la neiga a entraîné la fermeture de l'eutoroute A10 entre le sud de Poitiers et le oord de la Gironde. Dans le Finistère et dans les Côtesd'Armor, les cars de ramassage scolaire ont dû rebrousser chemin. Vendredi soir, le pont de Tancar-villa était fermé à la circulation en raison des chutes de neige, qui ont également coupé en deux endroits la RN 15, principal accès à la ville

Durant le weed-end, la neige devait progressivement être remplacée par la pluie dans les régions situées au sud d'une ligne Nantes-Orléans, avec des risques de verglas importants. Samedi matin, la Météorologie natinnale ne prévoyait en revanche, au nord de la Loire, ancun adoucissement notable avant plusieurs jours.

Enfin, à Paris, des dispositions ont été prises pont les sans-abri : la RATP a annoncé que la station de métro Saint-Martin (10 arrondissement la capitale) resterait ouverte toute la nuit pour socueil-lir les sans-abri, à deter du vendredi 8 février et « jusqu'au retour de conditions météo moins sévères». La Régie rappelle égale-ment que « chaque mui, de 23 h à 4 h du matin, des agents de la RATP, avec le concours de gardiens de la paix, aident les plus démunis, en les conduisant, dans des cars spécialement affrétés à Nanterre, où ils trouvent gite et couvert ».

per. Les vois n'ont pn reprendre

que vendredi après-midi, La Bre-

tagne se préparait à la seconde

offensive de la neige prévue pour samedi. Et Météo-France annoo-

cait de nouvelles chutes pour mer-

graves accidents. Mais un automo-biliste l'e échappé belle à Guio-

gamp, vendredi matin. Sa voiture a

dérapé sur une voie d'autorail et

son cooducteur a juste eu le temps

de s'extirper de soo véhicule, qui a

six chiens à Brest. Une jeune

femme du sud du Finistère, Sophie

Le Scao, était venue faire la pré-

sentation de l'attelage avec lequel

elle représentera la Franca aux

championnats d'Europe de cette

discipline en Autriche. Heureux, les ebiens. Habituellement, à l'en-

trainement, ils tirent sur les plages

et dans les sous-bois bretons une

GABRIEL SIMON

carcasse de voiture...

Une image insolite dans le

été écrasé par la motrice.

Le froid o'a pas provoqué de

credi et jeudi.

Une grande partie de la Bretagne paralysée par la neige

de notre correspondant

Une graode partie de la Bretagne, ootamment le nord du Finistère et le oord-ouest des Côtes-d'Armor, est paralysée par la neige depuis jeudi 7 février au soir. On enregistrait des températures de - 13 C & Becoilis, dans les monts d'Arrée, et - 4 °C à l'île d'Ouessant, habiluellement mieux préservée des frimas.

La neige s'est abattue en abondance, jeudi soir 7 février et dans la nuit de jeudi à vendredi, principalement sur le nord du Finistère. es chutes ont rendu la circulation extremement difficile sur les réseaux secondaires et sur deux grands axes vitaux. la voie express Brest-Paris et la voie express Brest-Quimper-Lorient, où one centaine de poids lourds se sont mis en tra-vers de la route à une vingtaine de kilomètres de Brest, interdisant tout passage. L'équipement s dû réquisitionner des engins de terrassement pour dégager les chaussées. Ce n'est qu'au début de l'après-midi du vendredi 8 que la circulation e été rétablie.

L'néroport de Brest-Guipavas a été également bloqué. Jeudi soir, trois avions eo provenance de

M. Michel Vauzelle et Yalta

A la suite de sa visite dans les pays

président da le commission des

affaires étrangères de l'Assemblée

nationale, nous a précisé : «L'une des

raisons essentielles de la participation

de la France à la coalition est précisé-

ment d'éviter un Yalta régional. La

conférence de la paix ne devra pas être la réunion des Etats Unis avec eux-

mêmes pour organiser le nouvel ordre régional mais, tout au contraire, la

démarche des Nations unies pour don-ner à la crise une solution élaborée par

tous et acceptable par tous. La France

doit trouver toute sa place à cette conférence qui doit être précisément un anti-Yalta. Elle doit en effet pou-

voir y faire entendre sa différence.

C'est cette différence qu'attendent d'elle les pays du Sud, les pays non

alignés, les pays arabes et les pays du Maghreb. Ceux-ci notamment redou-

tent, outre l'anéantissement du peuple frère trakien, le fait que soit imposé

par les Anglo-saxorts un nouvel ordre

international qui ne serait qu'une

o M. Bérégovoy au Sénat et à

l'Assemblée nationale. - M. Pierre

Bérégovoy, ministre de l'économie

et des finances, sera entendu, le

13 février, par la commission des

finances do Sénat sur les consé-

quences écocomiques de la crise

du Golfe. M. Bérégovoy s'expri-

mera, la 20 février, devant la com-

mission des finances de l'Assem-

blée cationale. Le micistre sera

enfin enteodu la 26 février par la

commission de la production et

des échanges de cetta même

hégémonie déguisée. »

oursuite et l'aboutissement de la

Comme pour l'électrieité, la eonsommation de gaz a battu un record mercredi 6 et jeudi 7 février atteignant 110 000 mégawatts (MW) par heure de pointe, a indidu Maghreb, et des propos qui hii ont été prêtés à Rabat, scion lesquels la que vendredi Gaz de France (GDF) dans un communiqué. France souhaiterait participer après la guerre à un « Yahta régional» (le Monde du 9 février), M. Vauzelle,

Chez GDF, on compare la consommation de gaz et les pointes de consommetion d'électricité atteintes ces deux derniers jours 110 000 MW par heure de pointe 26 millions pour EDF.

« Nous alimentons 36 % du parc semble de la France.

D Fermeture d'une usine de dessalement saoudienne. - La marée coire, qui poursuit sa route vers le sud du Golfe, a obligé l'Arabie saoudite, vendredi 8 février, à fermer une première usine de dessalement de l'eau de mer située à Safaniya. Cette usine qui fournit de l'eau aux empinyés de la Saudia Aramco ne devrait rester fermée « que quelques jours », par mesure de prévention. Les autorités coorinuent de craindre que cette marée noire provoque la fermeture de nombreuses usines de dessalement et de raffinaries. La plus grande usioe de dessalement du moode, située à Jubail (Arabie saondite), est située à enviroe 65 kilomètres

Les « bandits manchots » du « Lyon vert »

Albert Rainasu, sobrante-

cinq ans, PDG de la Société des activités thermales, hôtelières, et de loisirs. (SATHEL), propriétaire du casino «Le Lyon vert», à Charbonnières-les-Bains (Rhône), et Georges Porte, directeur de l'établissement, ont été inculpéa, vendredi 8 février, d' cabus de biens sociaux » et d'e infraction à la législation sur les jeux » par M. Jacques Baillet, juge d'Instruction à Lyon, qui les a placés sous mandats de dépôt. Actuels responsables des machines à sous dans ce casino, Andri Monnier et Serge Ebstein sinsi qua Robert Reynard, Jeur pré-

judiciaire.

décesseur, ont également été

inculpás d'e infraction à la

législation sur les jeux » mals

issés en liberté sous contrôle

LYON

de notre bureau régional Une rafle. Le mot est à peine excessif pour qualifier l'opération menée su casino de Cherbonnières les Bains, dans la banfieue ouaat de Lyon, par les enquêteurs pensiens de la sousdirection des courses et des jeux de la direction centrale des renseignements généraux (DCRG). Même si, sur la douzaine de personnes, responsables et saleriés, interpeliées mardi 5 février, plus de la moitié étaient laissées libraa à l'issue de leur garde à vue. A l'origine de catte « des-cente » policière, se trouve une information judiciaire, ouverte voils près d'un an, qui visait des meiversations financières avent de e'orienter vers des fraudes dans l'exploitation des machines à soue, surnommées les « bendits manchots ».

Homme d'effairea ayant fortune en exportant de la viande de la CEE vers les pays de l'Est, Albert Raineau, l'ectuel propriétaire du casino, l'avait racheté en 1985 à la Société des saux minéralea de Charbonnières-les-Bains. Il paraisseit avoir réussi à aortir de l'amière cet établiasement à bout de souffle, ausai kistch que poussiéreux, et dont de multiples feits divers avaient nchevé de dégrader l'image. En le rebaptisant « Le Lyon vart »,

déteno pour proxénétisme, Villa-

longa n'avait pas réintégré sa cel-

avait classé sans suite sa dénoucia-

tion visant le commissaire Vénère

et le commissaire Jobic. Ce der-

tribunal de Nanterre, a reçu le

16 novembre 1990 une indemnité

de 150 000 F pour sa détention

Un ancien militant basque remis

en liberté. - M# Laurence Le Vert.

premier juge d'instruction au tri-bunal de Paris, n signé, jeudi

7 février, une ordonnance de mise en liberté de Philippe Saez, un

séminariste basque français, ancien

militant de l'ETA. Philippe Saez

avait été inculpé le 23 avril 1990

d'assassinats par le juge Boulouque et place sous mandat de dépôt, la

justice iui reprochant d'avoir parti-

cipé à quatre attentats en Espagne

- doot le dernier remoots au

25 mai 1979 - attribués au com-

mando itinérant français de l'ETA

démantelé après l'arrestation de

Henri Parot. Philippe Saez devra,

a sa sortie da prison, regagner

cat, M. Pierre-Olivier Sur, soo

client a été élargi car il offrait les

meilleurs garanties de représenta-

tioo et aussi, sans doute, parce que

provisoire.

en 1988, M. Reineau lui offrait simultanément une cure de jouvence en ouvrent une selle de mechines à sous, grâce à l'autorisation accordée, le 10 mai 1988, par M. Charles Pasqua, slors ministre de l'intérieur. Juste à l'avent-vallle du dessième tour de l'élection présidentielle, le ministre avait donné le feu vert à l'importation de machines de fabrication américaine, australienne et japonaise, destinées à seize établissements

MAN (A)

Le PDG et le directeur du caune de Charbonnières les Bains (Rhône) inculpés et écronés

Double assassinat sur le parking Ca libérafisme ministériel fut

une veritable aubaine pour Charbornières, qui se trouveit être le mieux doté des casinos français avec un parc autorisé de trois cents c bandits manchots ». Drainant une nouvelle clientèle, rameutée parfois dans le centre de Lyon par des minibus et prête à engloutir des sommes considé rables, sous forme de jetons de 1 franc à 100 francs, len machines à sous remplirent perfaitement leur office. Amorties en quelques semaines, allen assurèrent une belle croissance su casino, que son chiffre d'af-faires - 148 millions de francs -plaçait l'an dernier en septième position nationals. Cette expansion, qui justifiait l'emploi de plus de cent cinquente salariés à Charbonnières, permetteit su groupe Raineau, déla propriétaire ou actionnaire de casinos à Saint-Galmier (Loire) et à Lomé (Togo), de lancer un projet de complaxe hôtelier à Juan-les-

Cette embellie n'étalt pourtant pas sane ombres. Ainsi, ces deux demières années, le casino défraya-t-il la chronique à propos d'un voi de coffre-fort réalisé par d'une ascroquede sur machines à soun - déjà - montée par deux employés at, plus grave, d'un double assassinat commis in 26 juin 1990, sur la parking de l'établissement. L'une des deux victimns de ce règlement de comptes, Norbert Broch, gérant d'un bar à hôtesses at informateur notoire de la police, était une relation d'affaires d'Albert Raineau, pour le compte duquel il

avait notamment assuré la billet-

Pins (Alpee-Maritimes) pour

lequel l'autorisation d'ouverture

d'un casino aurait toutefois été

récemment refusée.

auquel il empruntait parfois sa

Outre dec abus de biens sociaux, relativement classiques, qui porteraient sur environ 1 million de francs, les poursuites engagées contre Albert Raineau et son équipe concernent des manipulations opérées sur des machines à sous et avent permes de distraire des sommes approchant peut-être 20 millions de francs. La loi impose que les machines soient programmées pour redistribuer, au minimum, 85 % des sommes misées, mais des réglages sont possibles afin d'augmenter ce taux de redistribution. En l'occurrence, des specialistes (Serge Ebstein est un ancien contrôleur du Syndicat français des machines à sous) ont pu, par axempla, par des interventions Micites sur le logiciel de quelques appareila, dimi-

« Comptées » et « cash-boxes »

nuer illégalement ce teux nfin de

« gaver » les machines avant de

les faire « purger» par des com-

plices.

« Ces darniers mois, nous evons observé des choses bizarres sur plusieurs machines. confie un employé du casino. Dès la landemain des "comptées", qui s'effectuent trois fois par semaine, les lundi, mercredi et vendredi, et consistent à vider les seaux remplis de pièces, certaines de ces cash-boxes étaient de nouveau pleines et les machines engorgées, comme si la radistribution ne sa faisait plus. D'autres fois, nous avons constaté que den jack-pots. étaient tombés pendent la fer-. meture légale de la salle,...»

Paratiblement à ces révélations fautrées, plusieurs salariés insistent aur le climat « dérentable » qui régnait à l'intérieur de l'établissement et s'avouent «presque soulagés qu'on ait entrapris da faire le ménage ». En revanche, M- André Soutier, avocat d'Albert Raineau, accuse certains amployée e d'avoir tout manigancé». Vendredi soir, les inculpés libérés ont repris leur poste au « Lyon vert ». Pendant l'incarcération du petron, les jeux

· ROBERT BELLERET

EN BREF

Record de consommation de gaz les 6 et 7 février Ue accusateur de commissaire Jobic condamné. - Pierre Villa-longa, l'un des accusateurs du com-

pour le gaz, 67 800 MW en heure de pointe jeudi soir pour l'électricité. Or GDF compte 9,1 millions d'abnanés contre 26 millions contre

industriel, a expliqué GDF, contre 9 % pour EDF, et nous sommes la première énergie pour les résidences principales ». Au total, la consommation journalière de gaz naturel s'est élevée à 2,4 millions de MW/h, dont 92 % fournis par le réseau de Gaz de France, avec une température moyenne à Paris de 7,7 degrés et 5,7 degrés sur l'en-

une cellule d'un couvent de la région parisienne. Selon son avoau sud de la pointe de la nappe. -(AP.) les faits visés geraient prescrits.

a Le directeur de l'hôpital Broussais porte plainte contre an commando auti-evertement. - Une missaire Yves Jobie, a été condamné mardi 5 février, à deux aus de prison pour avoir, selon le vingtaine d'opposants à l'avortement. ont occupé, vendredi 8 février, le hall des urgences de l'hôpital Broussais en s'enchaînant jngement prononcé par la 17: chambre du tribunal correc-tionnel de Paris, « dénoncé à l'auau mobilier. Vers 11 h 30, la police est intervenue à la demande do directeur de l'établissement et a torité judiciaire des faits de proxénétisme aggravés imputés aux commissaires Yves Jobic et Philippe Vénère». Absent à l'audience, Villalonga est l'objet d'un mandat d'arrêt lancé contre lui en avril 1990. A cette date, alors qu'il était déteno pour avec de la la contre lui en difference de la contre lui en avril 1990. conduit ces manifestants au commissariat de l'arrondissement pour vérification d'identité. Conformément à une circulaire adressée le mois dernier aux directeurs d'hôpitaux par le ministre délégué à la santé, M. Bruoo Durieux, le directeur de l'bôpital Broussais a Inle à la suite d'une permission accordée pour ratson médicale. En août 1988, le parquet de Paris engagé des poursuites indiciaires contre ces opposants à l'avorte-ment. M. Durieux à pour sa part condamné ce type d'opération et rappelé, vendredi 8, sur Europe I, qu'il n'était pas question de reve-nir sur la loi Veil. nier, relaxé le 28 evril 1989 par le

> a Le projet de chaîne sportiva Sport 2/3 est « mis en sommeil ». -Le projet de télévision sportive par satellite Sport 2/3 est a mis en sommeil, compte tenu des circonslances », a indiqué le groupe Chargeurs SA de M. Jérôme Seydoux, Opérateur du projet avec Antenne 2 et FR 3. Le canal 13 du satellite TDF 1, que devait occuper Sport 2/3, présente des « signes d'usure », selon le rapport établi par les experts sur les pannes des satellites de télédiffusion TDF 1 et TDF 2 (le Monde du 7 février).

> D Résovation de 200 lycées en llede-France. - M. Pierre-Charles Kries, président de conseil régional d'Ile-de-France, a annoncé vendredi 8 février, que près de 200 lycées de la région seront réno-vés en 1991 : 172 opérations de rehabilitatioo doivent être engasées cette année et 25 dossiers seroot lancés. Les rénovations représentent environ 10 milliards de francs de travaux, dont l'essentiel sera avancé par les entreprises.

PRATIQUEZ



ET GAGNEZ

· Impact sur un public qualité des contacts influence en réunions mattise en entretiens force de conviction rovonnement de votre personnalité

CONFERENCES D'INFORMATION PARIS 90 Champs Elysées :

les 11, 12, 14 et 15 Férrier de 15h30 à 17h15 ou de 19b à 20b45 PARIS Gare de Lyon 75012 Jendi 12 Février de19 h à 20 h 45 Frantour, 2 Pl Louis Armand

VERSAILLES : 11 et 13 Février de 18.8 à 20 h45 Pelais des Congrès. 10 rue de la Chancellene ST-GERMAIN : le 12 Février Pevilon Henri IV. 21 Rue Thiers.

a noter t **ENTRAINEMENT** DALE CARNEGIE® Leader mandal de la Formation

Présenté en France par la Sté Weyne 2 Rue de Marty - 78150 La Chesnay 16/139 54 61 06 - Fax 1-29 54 81 25